OCTOBRE 1975
N° 259
Rédacteur en chef : Claude Julien

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA — Canada : 1,25 $ c — Espagne : 60 pes — Italie : 650 lires
Maroc : 5,00 dir — Roy.-Uni : 33 p — Suisse : 3 F.S — Tunisie : 500 mil

Abonnements : voir tarif page 18.

Publication mensuelle (vingt-deuxième année) éditée par Le Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IX° — Directeur : Jacques Fauvet

Lire page 9 à 13 :

L'AUTOMOBILE EST MALADE

Progrès industriel et archaïsme social

Fragilité

Par CLAUDE JULIEN

EN lançant l'idée d'une « rencontre multilatérale informelle » sur le Proche-Orient, M. Henry Kissinger a paru soucieux de fournir un habillage rassurant au fragile accord conclu pour le Sinaï. Aurait-il l'illusion de consolider, par une caution internationale qui ne saurait en changer la nature, un arrangement laissant intactes les plus graves causes de conflit ? Voudrait-il faire endosser par d'autres une partie des lourdes responsabilités qu'il a assumées en solitaire ?

Le secrétaire d'Etat a pourtant obtenu un résultat : il a fait monter la tension entre l'Egypte et la Syrie, la méfiance entre l'Egypte et l'U.R.S.S. Les réserves des Soviétiques, soulignées par leur absence lors de la cérémonie de signature, ont incité le président Sadate à accuser Moscou de « semer la discorde entre les pays arabes ». **Lors de sa visite à Paris, le vice-président irakien, M. Saddam Hussein, a critiqué l'Egypte aussi nettement qu'il pouvait le faire : les solutions qui ignorent les problèmes de fond, et particulièrement le problème palestinien,** « ne méritent pas d'être approuvées ».

Le rapprochement américano-égyptien resserrant les liens entre la Syrie et l'U.R.S.S., le président Assad a fait savoir, après l'accord sur le Sinaï, que rien de semblable n'était envisagé pour le Golan. M. Shimon Pérès, ministre israélien de la défense, s'est empressé de confirmer, alors que M. Rabin allait plus loin : pour des raisons de sécurité, un dégagement sur le front syrien est « pratiquement impossible ».

MINCE bilan, inversement proportionnel au flot de commentaires flatteurs qui accompagnent l'action du secrétaire d'Etat. Au lendemain de la guerre d'octobre 1973, on a pu, sans risque de se tromper, rappeler que M. Kissinger obtiendrait avec une relative facilité la réouverture du canal de Suez, puisqu'elle correspondait aux vœux des parties concernées, dont l'U.R.S.S., mais qu'ensuite les difficultés iraient crescendo : **Sinaï, Golan, problème palestinien.**

A ces obstacles naturels s'ajoutent tous ceux qu'une certaine diplomatie n'a pas manqué de faire surgir. Car enfin la politique dite « des petits pas » n'a de sens que si chaque « pas » crée, selon la formule de M. Kissinger, « une nouvelle occasion de progresser ». **Or les réactions de Damas et de Moscou montrent déjà que la méthode utilisée dans les discussions sur le Sinaï rend plus aléatoire, probablement plus ardu, le « pas » qui devrait ensuite être franchi.**

CETTE méthode est en cause non seulement parce que M. Kissinger s'est complu dans son one man show, **en écartant des partenaires pourtant indispensables, mais aussi parce qu'il garde une** « mentalité du dix-neuvième siècle devant les affaires internationales », **parce qu'il a un caractère** « tortueux » **et parce que ses interlocuteurs** « ne sont plus disposés à croire ce qu'il dit ». **Ce jugement sévère, porté par M. J. Robert Schaetzel, ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de la C.E.E., est confirmé par les clauses secrètes de l'accord sur le Sinaï, qui limitent encore davantage, pour l'avenir, la crédibilité du secrétaire d'Etat.**

Il existe « un domaine de la diplomatie qu'aucun pays n'a jamais révélé publiquement », **déclare M. Kissinger dès qu'il perçoit l'hostilité du Congrès à ce sujet. Moins de trois semaines plus tôt, il se disait prêt à** « faire tous les efforts possibles pour consulter le Congrès, l'informer et collaborer avec lui ». **Les élus n'ont pas eu besoin d'attendre longtemps pour mesurer la valeur de cette promesse. Mais les difficultés de M. Kissinger ne se limitent pas à ses relations avec le législatif : l'éventuelle livraison de fusées sol-sol Pershing à Israël durcit l'attitude de Moscou et des capitales arabes. Alors, M. Kissinger bat en retraite : il dit n'avoir pas pris d'engagement ferme sur ce point, mais Israël fait savoir qu'il s'abstiendrait d'équiper ces fusées de têtes nucléaires...**

A douter des chances de la paix, à entretenir à son égard un scepticisme raisonné, on court le risque de faire apparaître la guerre comme inéluctable et donc de la rendre, en fait, moins improbable. Mais il existe un autre moyen, beaucoup plus sûr, de préparer un climat favorable à une vaste conflagration : c'est de créer une illusion de progrès vers la paix tout en aggravant la méfiance internationale. Rien n'est plus dangereux que de parler un double langage, de tenir aux parties concernées des propos contradictoires, d'encourager ainsi les suspicions entre peuples légitimement inquiets de leur avenir. Nul ne peut considérer comme une habileté diplomatique le recours à d'assez grossières finasseries lorsque seul le langage de la vérité peut frayer la voie à des solutions réalistes.

Angola : guerre civile et ingérences étrangères

Par RENE LEFORT

« *LE combat des Portugais d'Angola ? faire des caisses...* » Cette boutade d'un employé d'hôtel se vérifie à tous les coins de rue, devant tous les immeubles, dans les jardins de toutes les villas de la « ville de l'asphalte », la ville blanche de Luanda. Sauf si les volets sont déjà fermés, les portes closes, les grilles cadenassées. Et pourtant, quelques mois plus tôt, l'hymne des Portugais d'Angola proclamait triomphalement : « *L'Angola est à nous !* »

Les premiers rôles de la répression et de l'exploitation coloniales ont donné le signal de la débandade : les agents de la PIDE, les petits commerçants qui monopolisaient, en réalisant des bénéfices outranciers, tout le commerce de détail en ville comme dans les coins les plus reculés de la brousse, ont, dès le 25 avril, compris qu'ils devaient partir. Mais, surtout, ceux qui s'étaient distingués dans la répression féroce de la grande révolte de 1961 ont vu leurs voisins noirs venir calmement leur rappeler que, quatorze ans après, ils se souvenaient toujours. Un véritable climat de panique s'est alors propagé dans toute la communauté blanche.

L'Angola est le seul pays d'Afrique où vivait un prolétariat et même un sous-prolétariat blanc. Les « petits Blancs » ont été persuadés que, dès le départ de l'armée portugaise, les Noirs les massacreraient tous. En fait, profondément racistes, ils étaient incapables dans leur majorité d'imaginer survivre dans un pays dirigé par des Noirs.

Les accords d'Alvor, s'ils avaient été appliqués, auraient peut-être enrayé momentanément cet exode. Mais le gouvernement de transition est resté paralysé par ses dissensions internes. Les « forces armées intégrées », qui devaient être peu à peu constituées par des contingents du Mouvement pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.), de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) et de l'armée portugaise, n'ont, de fait, pas vu le jour. Dès le début des combats, les fonctionnaires portugais se sont réfugiés dans quelques centres urbains : trois ou quatre mois après la signature des accords d'Alvor, la nation angolaise n'avait plus de gouvernement, plus d'administration, plus de forces de l'ordre. On ne voit pas comment l'économie moderne de l'Angola — les plantations, les industries d'extraction ou de transformation légère, le secteur tertiaire — aurait pu survivre dans l'absence totale d'un pouvoir constitué et sans les agents qui la faisaient tourner. D'autant plus qu'à l'exode des Blancs s'ajoutait le retour, dans leur région d'origine, de centaines de milliers de Noirs victimes du caractère tribal que l'UNITA et le F.N.L.A. surtout donnaient à la guerre civile. Tout le processus politique prévu pour que l'Angola accède à l'indépendance dans l'ordre et par paliers s'effondrait.

Les raisons internes de cet échec tiennent d'abord à l'aveuglement de la politique coloniale de Salazar et Caetano. Pendant cinquante ans, le mouvement nationaliste angolais a été étouffé. Lorsqu'il a explosé, en 1961, la répression s'est conjuguée avec une politique systématique de division des forces nationalistes. Quelle pouvait être la solidité des accords d'Alvor quand l'UNITA ne siégeait à la table des négociations que par la seule volonté du Portugal, quand le F.N.L.A. savait qu'il n'avait aucune chance de sortir vainqueur des élections à l'Assemblée constituante ?

Tribalisme et anticommunisme

M. HOLDEN ROBERTO, le président du F.N.L.A., connaissait bien les atouts de son mouvement. A l'origine, au nom d'une africanité comprise dans un sens réactionnaire, le F.N.L.A. confondait déjà la lutte contre le colonialisme avec l'élimination des Blancs et même des métis. Déjà, il combattait le M.P.L.A. puis, très vite, l'anticommunisme ou, bien souvent, le fascisme le plus primaire ont formé l'essentiel de sa ligne politique. Le Zaïre soutient totalement ce mouvement. Les grands groupes financiers portugais et les milieux coloniaux espéraient, quant à eux, que sa victoire leur permettrait de maintenir leurs positions en Angola, ce qui coïncide avec l'attitude des puissances occidentales qui veulent empêcher le M.P.L.A. progressiste d'accéder au pouvoir.

M. Holden Roberto avait donc la certitude de disposer d'armes, servies par un noyau de soldats courageux, de moyens financiers, et d'une très longue frontière ouverte avec le Zaïre. Toutefois, l'idéologie du mouvement et le despotisme de son président avaient écarté les cadres intellectuels, et, surtout, la base sociale du F.N.L.A. restait strictement limitée à l'ethnie bakongo ; le recrutement, plus ou moins forcé, contenait prioritairement les cinq cent mille réfugiés bakongos au Zaïre qui avaient fui les massacres d'Angola quatorze ans plus tôt. M. Holden Roberto estimait alors que la seule chance d'asseoir le pouvoir du F.N.L.A. sur tout l'Angola était une victoire rapide par les armes et, s'il le fallait, par la terreur.

De son côté, le 25 avril 1974, l'UNITA ne pouvait s'appuyer que sur des forces insignifiantes : quelques centaines d'hommes qui, avec la complicité de l'armée coloniale, avaient surtout combattu le M.P.L.A., ce qui lui valut les faveurs de la grande majorité de la communauté blanche qui n'avait pas réussi à se faire reconnaître comme un interlocuteur de droit dans les négociations d'Alvor. Effrayés par le racisme du F.N.L.A., abhorrant le M.P.L.A. « communiste », les « petits Blancs » furent séduits par le nouveau discours de M. Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA, et lui assurèrent une audience inespérée.

Jusqu'au 25 avril, l'UNITA se présentait comme une force d'extrême gauche qui défendait les « *masses africaines opprimées* » et condamnait la « *petite bourgeoisie révisionniste* », fer de lance du M.P.L.A. Changeant de langage du tout au tout, le mouvement se proclamait ensuite le seul garant de l'ordre, de la paix et de la sécurité en Angola face à l'extrémisme du M.P.L.A. et du F.N.L.A., que la guerre civile devrait mutuellement affaiblir. Du même coup, l'UNITA gagnait du temps pour se faire connaître au-delà des confins de l'Est angolais.

M. Jonas Savimbi est umbundu, comme plus de 40 % de la population angolaise. Il en connaît la langue, les traditions et les aspirations immédiates. Utilisant ce levier tribal et la faiblesse de l'implantation politique du M.P.L.A. dans cette région, l'UNITA réussissait à gagner en quelques mois l'adhésion de la majorité de la population umbundu au chef messianique Jonas Savimbi. Le personnage de Savimbi constitue l'essence de l'existence de l'UNITA. Mais l'arme tribale est à double tranchant : facteur de cohésion et de mobilisation immédiate, elle interdit toute extension du mouvement qui l'utilise au-delà de sa zone ethnique en ressuscitant les anciennes querelles et oppositions tribales.

De ce fait, ni l'UNITA seule ni le F.N.L.A. seul ne sont capables de dominer tout l'Angola. Au mois de juillet dernier, M. Jonas Savimbi, surestimant la capacité militaire du F.N.L.A. de M. Holden Roberto, concluait avec lui un accord secret pour délimiter leurs zones d'influence en Angola et, à terme, proclamer l'indépendance de deux Etats distincts. Ce projet de balkanisation ne pouvait que convenir aux puissances occidentales qui, directement ou par l'intermédiaire des pays voisins, accentuèrent leur appui au F.N.L.A. et découvrirent l'importance de l'UNITA. Le Zaïre se serait ainsi assuré de fait le contrôle de tout le nord de l'Angola. La Zambie se voyait garantir par son alliance avec l'UNITA un débouché vers l'océan Atlantique. L'Afrique du Sud écartait de la Namibie la menace de l'organisation nationaliste SWAPO (South West Africa People's Organisation).

Mais la réussite de ce plan passait par l'écrasement militaire du M.P.L.A. Les forces du F.N.L.A. furent arrêtées aux portes de Luanda. L'UNITA, qui avait cru avoir à son tour la capacité de jouer la carte militaire, perdait pourtant cette première bataille et devait se replier sur les provinces de Huambo et Bié, sans aucune voie de communication avec l'extérieur.

(Lire la suite page 7.)

Dans ce numéro :

La fascisation de l'Université chilienne

Par 30 voix contre 0 et 7 abstentions, le conseil exécutif de l'UNESCO a estimé en septembre que la situation au Chili est « extrêmement préoccupante ». *Il a voté une résolution regrettant que les envoyés de la Commission des droits de l'homme de l'ONU se soient vu refuser l'accès du territoire chilien. Le même texte demande aux autorités chiliennes de prendre toutes mesures pour que les droits de l'homme soient respectés et pour que la vie culturelle et le fonctionnement de l'enseignement soient normalement assurés.*

Doit-on préciser que cet appel ne sera évidemment pas entendu par la Junte ? Il faudra d'autres mesures, beaucoup plus énergiques, pour que l'éducation, la science et la culture retrouvent leurs droits au Chili. Le général Pinochet et ses amis ont bien compris que leur pouvoir brutal et fragile exigeait un strict contrôle de toutes les activités, même les plus secrètes, de l'esprit humain.

Par ROBERT MERLE

AU lendemain de l'assassinat de Salvador Allende, de nombreux enseignants et étudiants, portés de longue date sur les listes noires de la future Junte, furent arrêtés, torturés, fusillés — ou tout simplement « disparurent », sans qu'on puisse malheureusement avoir le moindre doute sur leur sort. D'autres, qui échappèrent aux exécutions sommaires, sont toujours emprisonnés. D'autres, encore, purent fuir à temps et s'expatrier. D'autres, enfin, furent chassés sans préavis de l'enseignement ou bannis à vie des campus.

Cette épuration massive toucha 40 % des enseignants dans le primaire et le secondaire ; dans les universités selon certaines sources, 25 %, et, selon d'autres, 35 % des professeurs. Il est probable qu'aux trois niveaux de l'enseignement ces pourcentages sont appelés à croître. Car l'épuration n'a pas cessé : elle est, au contraire, devenue une institution permanente.

En même temps que cette hécatombe se poursuivait, la Junte décidait de ramener les traitements des enseignants à l'échelon le plus bas des salaires payés aux fonctionnaires. Il s'agit là, on l'a deviné, d'un *châtiment collectif* administré dans la plus pure tradition hitlérienne. Si l'instituteur chilien est puni, c'est qu'il est considéré par la Junte comme ayant joué un rôle important dans la propagation des « idées nouvelles ».

La suite de cette mesure ne se fit pas attendre : un certain nombre d'enseignants, écœurés de cette « démotion », préfèrent aller chercher à l'étranger des situations plus en rapport avec leurs diplômes.

La caractère ubuesque de la politique éducative de la Junte éclate ici dans toute son aveugle stupidité : par ses mesures répressives, elle organise elle-même la fuite des cerveaux chiliens.

En fait, l'exode des scientifiques prend des proportions très alarmantes pour l'avenir de la science au Chili : les départements de biologie, de mathématiques et de physique de l'Université du Chili se vident chaque mois un peu plus de leurs professeurs, et seront bientôt hors d'état de fonctionner.

D'autre part, certaines disciplines sont *a priori* si mal vues par la Junte que les départements où on les enseignait ont été, dans certains cas, tout bonnement supprimés. Il s'agit des sciences politiques et économiques, des écoles de journalisme, de la pédagogie, et surtout — bête noire de la Junte — de la sociologie. Les cours de sociologie ont été partout supprimés en masse, sauf à l'université catholique de Santiago, où ils offraient à la bonne pensée toutes les garanties.

Si nul ne s'est encore avisé de mettre les manuels de géologie en accord avec les enseignements de la Genèse, on s'est beaucoup inquiété, par contre, de l'enseignement de l'histoire, considéré comme dangereux et explosif par un régime qui craint les comparaisons.

Dans le programme de ce qui correspond au Chili à notre baccalauréat, de prudents ciseaux ont découpé toute la période qui va de 1891 au 11 septembre 1973, soit quatre-vingt deux ans de l'histoire chilienne que les jeunes lycéens de Santiago et d'ailleurs n'ont absolument plus le droit de connaître. Même « *bien enseignée* », Dieu sait quelles pensées cette période de l'avant-Junte pourrait faire naître en eux ! Mieux vaut donc, là comme ailleurs, la sainte simplicité de l'ignorance.

(Lire la suite page 15.)

L'"AUTORÉDUCTION" DES TARIFS EN ITALIE

Une riposte populaire à l'inflation

Quand les usagers refusent les hausses des loyers, des transports, de l'électricité

Par JEAN-FRANÇOIS DOUMIC

Les contrats de travail de plus de trois millions et demi d'Italiens seront renouvelés cet automne. Il n'est pas certain que le ralentissement de l'inflation par rapport à l'an dernier et le « plan de relance » élaboré à Rome (3 500 milliards de lires d'investissements publics) suffisent à apaiser les craintes concernant l'emploi : la chute de la production industrielle et les difficultés sur les marchés extérieurs incitent les patrons italiens à prévoir des compressions de personnel.

Depuis le succès électoral des communistes, le 15 juin dernier, et le recul de la démocratie chrétienne, la Péninsule a passé l'été dans un bruit discret de négociations de couloirs, de marchandage municipal autour de telle ou telle mairie. Le renouvellement des contrats de travail, s'il s'accompagne d'une nouvelle montée du chômage, pourrait « réchauffer » l'automne et remettre en cause la relative trêve sociale observée depuis l'hiver dernier et depuis la fin de la « désobéissance civile ».

AUTOREDUCTION, désobéissance civile, désobéissance incivile : un an après sa naissance, les Italiens ne l'ont pas encore baptisée. Pour l'histoire, le mouvement populaire de l'automne 1974 contre la hausse des prix et la vie chère n'a pas de nom qui fasse l'unanimité. Il y a pourtant plusieurs mois que les usagers se sont remis à payer l'intégralité de leur facture d'électricité et qu'ils ne refusent plus d'acquitter le plein tarif dans les autobus. Mais cette pratique reste la mascotte des gauchistes, la pomme de discorde de la gauche et la bête noire du pouvoir. Dans le paysage *politique italien, l'autoréduction* apparaît comme une jeune pousse dont on ne saurait pas encore si elle est mauvaise herbe *ou bon grain : manifestation anarchique et* individualiste, ou geste politique conscient, action directe de l'homme sur son milieu ?

Comme ses noms l'indiquent, le mouvement est tout à la fois collectif et individuel, illégal et organisé. Pour protester contre l'accélération de la hausse des prix, les milliers d'Italiens qui pratiquent l'autoréduction ne règlent qu'une partie des sommes qui leur sont réclamées pour les transports, la consommation électrique, le chauffage ou le loyer. Dans la plupart des cas, ils agissent avec le soutien de *leur syndicat ou de leur « comité de quartier »*. Ceux-ci manifestent leur participation en faisant acquitter les factures autoréduites avec des mandats marqués de leur tampon. Parti du Piémont à la fin du mois d'août 1974, le mouvement a de proche en proche, touché à peu près *toutes les régions de la Péninsule*. Après Turin et Milan, Ancône, Venise, Bologne et Rome, puis Naples, Palerme et d'autres centres de moindre importance. A la fin de l'année, l'autoréduction disparaît à peu près complètement en tant que phénomène de masse. Elle ne subsiste que dans un seul secteur : les loyers, et surtout dans une ville, le quartier de la Magliana, à Rome. Mais, pour tous, elle reste aujourd'hui un phénomène trop peu expliqué, mal analysé. Ce n'est encore ni un mythe ni une recette, mais déjà une forme de *lutte que certains ont rangée parmi les* plus pernicieuses ou les moins « civiles », alors que d'autres l'érigent en doctrine.

Révolte contre les "affameurs" et les "accapareurs"

L'autoréduction italienne est, à notre connaissance, une manifestation sans précédent. On ne trouve pas, dans l'après-guerre et dans les pays industrialisés, de révolte contre la vie chère qui ait pris cette forme, brutale dans son principe et raffinée dans son application. Ce mouvement n'est pas sans analogie avec certaines luttes nationalistes : en Inde, avant l'indépendance, et plus récemment en Ulster, entre 1969 et 1971, la « désobéissance civile » consistait aussi à ne pas payer son dû aux autorités. Mais là s'arrête la ressemblance : ces mouvements étaient menés pour des motifs tout à fait différents, où l'inflation n'avait rien à voir. Ils impliquaient un non-paiement absolu et non une réduction des charges (loyers ou impôts). Ils étaient dirigés par des associations politiques et non par des syndicats.

La « désobéissance » des Italiens n'a guère plus de rapports avec une quelconque défense des consommateurs : pas d'attaque contre telle ou telle marque, pas d'arbitrage entre différents produits.

Arrière-petite-cousine de la lutte contre les « affameurs » et les « accapareurs » de grain de la Révolution, elle n'est pas sans parenté avec un autre mouvement : celui, si mal connu, des ménagères françaises du début du siècle (1). Lorsque, pendant *l'été 1911, ces femmes*, confrontées à une hausse brutale inhabituelle, imposent aux commerçants de Tourcoing des prix maxima, elles ouvrent, sans le savoir, une voie : celle où le refus individuel et violent de l'érosion monétaire se justifie simplement par la nécessité de vivre ou de survivre.

En Italie, le principe d'une action analogue est énoncé pour la première fois à *Milan, le 18 juillet 1974*, lorsque dix-huit conseils d'entreprise et plusieurs comités de quartier proposent de ne pas payer l'augmentation des tarifs électriques. Mais le véritable acte de naissance de l'autoréduction date du 28 août 1974. Ce jour-là, à 5 h. 30 du matin, dans la banlieue de Turin, deux cents ouvriers venant de Pinerolo et allant aux établissements Fiat de Rivalta refusent la dernière augmentation du ticket d'autobus. Ils paient à *l'ancien tarif et versent l'argent à un* délégué syndical. Cela se passe quelques semaines après l'annonce par le gouvernement d'un important train de hausses, et moins d'un mois après les révélations de l'Institut italien des statistiques : hausse annuelle de 25 % sur le prix des œufs, *de 27 % sur le pain, de 49 % sur l'huile*, de 61 % sur l'essence, de 148 % sur le gas-oil. Cela se passe également alors que, pour la troisième fois consécutive, cet Institut annonce aux Italiens une accélération de la hausse mensuelle des prix : 1,2 % en avril, 1,4 % en mai, 1,9 % en *juin, 2,4 % en juillet*.

Ces écarts sont-ils suffisants pour être ressentis, mois après mois, par le consom*mateur ? La « désobéissance civile » prend* toute son ampleur précisément pendant les trois mois (octobre, novembre, décembre) où la variation des prix à la consommation sur douze mois est la plus forte.

L'examen plus précis du mouvement en trace encore *mieux* les contours. Ainsi, son lieu de naissance tient à la fois de la tradition et du modernisme : Turin et *Milan, capitales des luttes sociales en Italie, sièges des premières occupations* d'usines animées par Gramsci dans l'été 1920, hauts lieux du syndicalisme italien, où la tradition de solidarité ouvrière laisse toute sa place à la recherche de nouvelles formes de lutte : occupations, réduction des cadences, grèves sauvages et, l'an *dernier, autoréduction des tarifs publics. Mais, cette fois, le mouvement naît et se* développe en dehors de l'entreprise (2). Plus que d'une innovation, il s'agit d'une extension et d'une réponse : extension des luttes à tout ce qui touche la vie quotidienne, réponse aux capitaux spéculatifs qui cherchent le profit hors de l'usine *dans les transports ou dans l'immobilier.*

L'ordinateur complice du banlieusard

Ce n'est pas l'Italien « moyen » qui agit ainsi. Caricatures de l'opprimé, les pendolari *sont les premiers à refuser l'augmentation des tickets d'autobus. Banlieusards, ils pratiquent matin et soir cette transhumance qui en fait les clients forcés des compagnies de transport. Ils sont les premiers « désobéissants » de ce mois d'août 1974. Ils sont encore les premiers à agir à la généralisation de la hausse des tarifs de bus, le 1er septembre à Turin. Soutenus dans le Piémont par la Fédération des métallos, la F.L.M.* (3), *ils élisent dans chaque voiture un délégué chargé de distribuer, à l'ancien tarif, les titres de transport. Les sommes ainsi collectées sont réservées aux compagnies par les syndicats. Ceux-ci disposent ainsi d'un moyen de pression inespéré. A Milan, ce sont encore les banlieusards qui prennent l'initiative du mouvement. Dès le 22 septembre, ils « désobéissent » dans le quartier de Sempione. Il en va de même à Venise, où la première décision d'autoréduction est prise par le comité des délégués ouvriers de Porto-Marghera, le 28 septembre.*

Dans son extension hors de ces trois villes, l'autoréduction du prix des transports n'est plus le fait exclusif des *pendolari*. Etudiants, employés, usagers quels qu'ils soient y ont recours. L'organisation varie peu d'un centre à l'autre. Certains avatars apparaissent *ici ou là*, dont la signification politique est moins évidente : le refus pur et simple de payer, ou encore la « solidarité civile » pratiquée à Palerme (celui qui descend de l'autobus cède gratuitement son billet encore valable à celui qui monte).

Ceux qui, dès septembre 1974, réduisent d'eux-mêmes leur facture d'électricité ont également une particularité : ils habitent des grands ensembles et se concertent au sein de leur comité de quartier ou comité de zone avant d'envoyer leur mandat. Mais l'information passe encore le plus souvent par l'entreprise. Quand, le 12 septembre, la F.L.M. de Turin (encore elle) veut inviter tous les travailleurs de la province à ne payer que 50 % de leur note d'électricité, elle l'annonce par un communiqué placardé dans toutes les usines. Procédure analogue le 19 septembre à Naples et à Asti, le 21 à Bolzano, le 27 à Varèse, le 28 à Novare...

L'envoi des factures d'électricité aux usagers établies par ordinateur, s'étale, en Italie comme en France, sur une certaine période. Pendant tout le dernier trimestre de 1974, la machine contribue ainsi, par l'étalement de ses envois, à maintenir la pression. D'octobre à décembre, *sur le chemin des pionniers piémontais*, des centaines de milliers d'Italiens autoréduisent, à leur tour, leurs factures (4). A Herculanum, par exemple, près de Naples, les premiers mandats autoréduits ne partent que le 12 novembre.

« Rispondiamo al attaco al salario oberario. Autoreduciana al 50 % la bolletta del luce » (5). Un peu détruite par les intempéries, mais absolument pas lacérée, une banderole en papier, collée sur un mur, atteste de la vigueur du mouvement à la Magliana. Aujourd'hui, ce quartier périphérique de Rome est un peu comme *la citadelle de la désobéissance civile*. Ici tout est autoréduit : lumière, chauffage, loyers. Souvent, le refus de payer a même été total. Quelques années auparavant, municipalité et promoteurs avaient, à leur façon, « autoréduit » l'activité urbaine : peu ou pas de services publics *(écoles, établissements hospitaliers, marchés)*, des constructions édifiées en dehors de toutes les normes, des rues qui n'en ont que le nom (6). Dans cette ville-dortoir de quarante-cinq mille habitants, le mouvement tourne principalement autour des loyers.

---

(1) Voir à ce sujet l'étude de Jean-Marie Flonneau, dans *Mouvement social*, n° 72, septembre 1970, Paris, Editions ouvrières.

(2) Sur les lignes d'autobus de banlieue, dans les appartements loués des I.A.C.P. (Instituto Autonomo Case Popolari, équivalents italiens des H.L.M.) ou des promoteurs privés.

(3) La Federazione dei Lavoratori Metalmeccanici (F.L.M.) regroupe dans toute la Péninsule les ouvriers métallurgiques des trois principales centrales.

(4) Il reste très difficile de chiffrer avec précision l'ampleur du mouvement pour toute la Péninsule, mais on peut dire qu'à Turin le nombre de familles ayant autoréduit leur note se situe entre cent cinquante mille et deux cent mille.

(5) *« Répondons à l'attaque du salaire ouvrier. Autoréduisons la note de lumière de 50 %. »*

(6) La Magliana est construite 7 mètres au-dessous du niveau du Tibre et les deux premiers étages de ces immeubles, contrairement aux engagements des constructeurs, ont été effectivement loués ou vendus.

Contre la spéculation immobilière

« La casa si prende. l'affito no se lo paga » (la maison se prend, le loyer ne se paie pas...). Tel serait, selon le président de l'I.A.C.P. de Milan, M. Luigi Venegoni, le slogan de ces « squatters » indélicats, à l'œuvre en Italie depuis 1969. La lutte contre le recouvrement des loyers est, en effet, bien antérieure à l'autoréduction proprement dite. Elle est également plus vivace, se poursuivant aujourd'hui encore sous la forme d'occupation d'appartements. Mais la neutralité, voire l'hostilité des syndicats, a limité son extension.

Outre la Magliana, le non-paiement des loyers a touché, ces dernières années, le quartier de San-Basilio, près de Rome ; près de Venise, Porto-Marghera ; près de Milan, Gallaratese... D'autres villes, comme Naples ou Potenza, ont également connu cette contestation. Mais il s'agissait, chaque fois, de quelques centaines ou de quelques milliers de familles amputant leur loyer.

On est loin des chiffres atteints dans l'autoréduction des transports ou de la lumière. D'autre part, la réticence des syndicats à s'engager sur ce terrain provoque un vide stratégique difficilement comblé par la gauche extra-parlementaire.

Ainsi donc, privé de perspectives et de directives, partiellement désarmé par le blocage de certains loyers, le mouvement résiste mal aux attaques des pouvoirs publics, autant qu'aux appréhensions des locataires, qui hésitent à mettre en jeu leur toit.

Lorsqu'elle ne se transforme pas en occupation gratuite, l'autoréduction des loyers termine souvent sa carrière en se retranchant derrière le paravent apolitique de l'insolvabilité provisoire. Le cas de la Magliana est, à cet égard, l'exception qui confirme la règle. Avec ses assemblées générales et ses « délégués d'escaliers », ce Sarcelles-sous-Tibre semble s'enfoncer jour après jour dans l'illégalité. Illégalité dans laquelle l'ont construite et la maintiennent ses promoteurs et l'administration romaine.

A l'heure des comptes, le mouvement n'est pas pour autant passé inaperçu. En 1974, 27 % des loyers sont impayés, contre 4 à 5 % seulement avant 1969, pour les appartements loués par l'I.A.C.P. de Milan. En bon gestionnaire, M. Venegoni lance une jolie formule : *« De physiologique, le retard du paiement est devenu pathologique. »* En fonctionnaire zélé d'un organisme public, il réprouve cette « attaque » contre l'un des trop rares secteurs de l'intervention étatique. En serviteur convaincu de la démocratie, il conclut : *« Ce n'est pas de la désobéissance civile, mais incivile. »*

Ceux qui militent pour une stabilisation du prix des loyers repoussent l'accusation. Delfino Ferrari, membre de l'Union des locataires à Milan, explique que le maintien de prix modérés dans le secteur public contribuerait à limiter l'ascension des loyers imposée par les promoteurs privés. Avec une démarche différente mais dans une même optique, Giorgio Benvenuto, secrétaire général de l'U.I.L.-M., se déclare hostile à une aide publique sous forme de prêt pour l'accession de la propriété. *« Un tel système ne ferait qu'entretenir la spéculation immobilière. »* Les occupants de la Magliana, en prise directe avec les propriétaires privés, sont mieux placés encore pour les désigner comme boucs émissaires. *« Nous ne voulons pas que la commune paie la différence entre le loyer autoréduit à 10 % du salaire et celui réclamé par les constructeurs. »*

Autoréduire les loyers à 10 % du salaire (7) ou lutter indirectement contre la spéculation immobilière est encore trop peu pour assouvir l'appétit de ces militants. Ils réclament en même temps la réquisition des appartements privés inoccupés, de plus en plus nombreux *(voir l'encadré)*, la relance de la construction populaire (en baisse régulière depuis des années) et la garantie de l'emploi dans le bâtiment. Depuis dix ans, le *magut*, l'aide-maçon, souvent originaire du Sud, fait les frais de la régression des chantiers. Quatre cent mille appartements terminés en 1964 et deux cent soixante mille seulement en 1974. Or, l'année dernière, quatre cent douze mille couples se juraient fidélité devant M. le maire et M. le curé !

La même volonté de porter le problème devant l'opinion se retrouve, au moins au niveau des déclarations, dans les deux autres grandes luttes de l'autoréduction : exigence d'un véritable service public pour les transports, refus des politiques financières de facilité pour l'électricité, où la hausse des tarifs ne correspondait à aucune amélioration des prestations mais à une volonté de répercuter sur l'usager domestique le renchérissement de l'énergie.

TAUX D'OCCUPATION DES APPARTEMENTS

	Occupés	Vides
1951	94,3 %	5,7 %
1961	91,7 %	8,3 %
1971	87,8 %	12,2 %

Source : ISTAT, cité dans La Casa in Italia.

des manifestations de rue. Pour parfaire cette incapacité de réplique, la crise gouvernementale vient comme un fait exprès. Entre la démission du gouvernement Rumor, début octobre (8), et l'installation de l'équipe Moro, mi-novembre, l'Italie est atteinte d'acéphalite aiguë.

Longtemps privée d'interlocuteurs, l'autoréduction a par ailleurs souffert de la division de ses alliés potentiels : la gauche et les syndicats *« Les travailleurs de Turin ont pris un coup de soleil »*, commente un communiste milanais à propos de l'autoréduction des billets d'autobus. A Rome, Gianni Betti, militant du P.C.I. à la Magliana, condamne les occupations : *« Occuper ces maisons fait le jeu des spéculateurs qui veulent, précisément, que la commune rachète leurs immeubles »* (9). A propos des quittances d'électricité réduites de moitié, un responsable socialiste, rencontré à Rome, M. Via del Corso, au siège du P.S.I., déclare : *« Il n'est pas juste de réduire de façon autonome. Une bataille démocratique doit être menée pour que soient aussi préservés, par des tarifs préférentiels, les intérêts de la petite industrie. »*

Au niveau national, Giorgio Amendola, un des dirigeants communistes les plus favorables au « compromis historique » avec la démocratie chrétienne, porte une condamnation sans appel, au nom de la stratégie de son parti : *« Cette forme de lutte réduit le front de classe, rejette à droite d'importantes couches de la population et sert les groupes qui préparent une nouvelle aventure fasciste »* (10). Moins hostile, mais cependant réticent, le P.S.I. redoute que le mouvement ne déchire les syndicats. Non sans raison d'ailleurs, puisque, dans le mouvement ouvrier, la ligne de démarcation entre partisans et adversaires de l'autoréduction passe au sein de chaque confédération.

Cela est surtout vrai pour la C.I.S.L. et la C.G.I.L., moins exact pour l'U.I.L., où les militants communistes sont très peu nombreux. Dans sa majorité, la C.I.S.L. (2,5 millions d'adhérents), syndicat chrétien à l'origine, est favorable à l'autoréduction. Position inverse à la C.G.I.L. (4 millions d'adhérents), confédération dominée par des membres du P.C.I. et du P.S.I.

Mais, dans chacune de ces confédérations, un courant important, quoique minoritaire, conteste les prises de position de l'appareil syndical. Les cas les plus spectaculaires sont ceux de Milan et de Turin. Dans la capitale lombarde, la fédération regroupant les trois syndicats invite les travailleurs, le 23 novembre 1974, *« à rejeter toutes les initiatives qui déchirent le mouvement »*. Les fédérations de Turin et de Naples, entre autres, adoptent une attitude opposée. A Rome même, dès le 27 septembre, le secrétaire général adjoint de la C.G.I.L., Piero Boni, se déclare également favorable à l'autoréduction. Piero Boni est socialiste, mais Bruno Trentin (C.G.I.L.-F.L.M.), qui adopte la même attitude, est un membre important du parti communiste.

« A Turin, explique M. Ayolo, membre de la C.I.S.L., *des militants communistes adhérents de la C.G.I.L. ont participé à la distribution des mandats autoréduits, notamment dans le quartier du Corso-Francia. »* Explication politique de ce syndicaliste proche du groupe extra-parlementaire P.D.U.P.-Manifesto : *« Ici, le P.C.I. doit tenir compte des exigences de masse avant les exigences de parti. »* Interrogé à Rome dans un des bureaux du Parlement, M. Spagnoli, député communiste, n'en concédera pas tant. A la question : Que feriez-vous face à un mouvement d'autoréduction, si vous étiez au pouvoir ? il répond : *« Nous nous efforcerions de faire disparaître les problèmes qui auraient provoqué cette réaction des masses... »*

Une sorte de "provocation contre l'État"

Ces différences de comportement ou de ton ont contribué à faire rentrer le fleuve dans son lit. L'unité syndicale (C.G.I.L.-C.I.S.L.-U.I.L.), très poussée en Italie, a pour l'instant le don paradoxal de renforcer les disparités régionales d'une fédération à l'autre. Mais elle a aussi pour effet de donner une nouvelle force aux formes de lutte plus « traditionnelles » de la C.G.I.L. majoritaire. Malheureux historiens qui devront dire, plus tard, qui a le plus favorisé la conclusion des accords très bénéfiques pour les travailleurs, signés à la fin de 1974 ! Retour presque intégral aux anciens tarifs de transport, réduction importante de la hausse des prix de l'électricité : ces deux séries d'accords, régionaux ou nationaux, ont, en effet, été également précédées de pétitions, de semaines de lutte, de grèves locales... Actions traditionnelles considérées comme peu mobilisatrices par les militants de Lotta Continua qui n'ont pour les qualifier qu'un seul mot : « récupération ».

L'autoréduction « pure et dure » ne continue donc que dans de rares secteurs — dont la Magliana — animés par la gauche extra-parlementaire. Butte témoin d'un mouvement qui s'est dissout avec son propre succès, ou abcès de fixation, base de départ d'une nouvelle autoréduction plus forte et mieux structurée ? Pour Giorgio Benvenuto (U.I.L.-F.L.M.), *« cette lutte n'a pu être relancée au début de 1975 car elle aurait menacé l'unité syndicale, mais, à l'automne, après les négociations sur les conventions collectives, il faudra tout faire pour que les augmentations de salaires obtenues ne se répercutent pas sur les tarifs publics »*...

Libéraux, républicains, sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens ont tour à tour parlé de *« provocation contre l'Etat »*, de *« lutte inconciliable avec le système démocratique »*, ou de *« contestation incompréhensible des décisions prises par les forces constitutionnelles »*. En d'autres temps et en d'autres lieux, la grève n'avait pas meilleure presse.

En revanche, à l'écart du P.C.I. et du P.S.I. — embarrassés par des préoccupations gouvernementales ou électorales — les partisans convaincus de l'autoréduction poursuivent le débat, tant sur les méthodes que sur l'opportunité du choix du terrain. C'est encore Giorgio Benvenuto, syndicaliste socialiste, qui explique : *« Ce type d'action directe est mieux que la grève, car il porte en lui une proposition. »* Ce que la revue *Citta-Classe* traduit par cette formule : *« L'autoréduction est un mouvement de masse qui concrétise en une seule manifestation la lutte et la réalisation de l'objectif de la lutte. »*. Quant à mettre en doute la légitimité d'un tel mouvement, la même revue balaie l'argument d'une phrase : *« Les accords intervenus* (favorables aux travailleurs) *légitiment cette voie. »* Voilà pour la méthode. Reste le terrain.

L'autoréduction est un nouveau pas dans la remise en cause du système capitaliste. Tel est le fondement de la discussion à laquelle se livrent les partisans du mouvement. Si l'on accepte, avec eux, de rechercher dans cette « désobéissance civile » une signification qui dépasse son seul déroulement historique, il faut adhérer à la série des postulats ou des conclusions qui étayent leur conviction. Ainsi, à l'évidence, le choix des terrains sur lesquels l'autoréduction s'est développée ne traduit pas la seule volonté d'« exposer un problème » devant l'opinion publique. Il s'agit d'abord, comme le dit M. F. Bentivogli dans son rapport présenté au conseil général de la F.L.M. le 5 décembre 1974, de provoquer *« une révision des critères utilisés pour justifier les hausses de tarif »*. Il s'agit également de montrer la place du mouvement syndical dans la lutte pour les réformes de structures et les programmes d'investissement, *« surtout si ces réformes doivent passer par des changements dans les systèmes tarifaires »*.

En outre, le mouvement a permis de consolider une expérience de lutte qui va de l'usine au lieu de résidence. Piero Boni (C.G.I.L.) prévoit l'extension de l'autoréduction à tous les problèmes de la qualité et du coût de la vie dans les quartiers populaires. La revue *Citta-Classe* analyse cet élargissement en parlant de la « sédimentation » de la conscience politique de ces dernières années. Allusion à l'impact de l'intense activité militante des syndicats. En même temps, la présence de ces organisations dans un mouvement largement ouvert aux autres classes sociales exprime ce que *Citta-Classe* appelle *« une hégémonie ouvrière »*.

Enfin, le refus de prendre en compte les arguments des gestionnaires pour justifier les hausses aboutit à la résurgence d'une notion que l'on rencontre chez les utopistes du dix-neuvième siècle : le « juste prix social » qui prend la place du « juste prix industriel ». *« Ainsi, la souveraineté des consommateurs, concept mystifiant qui tend à justifier idéologiquement les choix de la production capitaliste, commence à être remplacée par une sorte de souveraineté du prolétaire qui en vient à imposer la propre objectivité des conditions matérielles de la classe ouvrière. Cette objectivité devient le centre de l'organisation sociale, l'étalon pour apprécier les choix concrets du système »* (11). A ce stade, la légitimité d'une telle mutation des comportements sociaux est contestée par la gauche réformiste.

Pour retrouver un terrain d'accord, il faut revenir aux caractéristiques des secteurs où l'autoréduction s'est développée : énergie, transports, maisons. Des secteurs « monétarisés », gagnés par une économie marchande qui se sent à l'étroit, en liberté trop surveillée dans l'entreprise italienne. Comme si la contestation sociale se livrait à une course-poursuite avec le profit : *« Je l'attaque, tu t'en vas, je te suis... »*. Ainsi, Giudo Martinotti explique (12) que les prétendus « *maux de la cité* » résultent non pas de phénomènes pathologiques mais des mécanismes d'une expansion financière spéculative. Ce que M. Jacques Attali ne démentirait pas. *« L'économie marchande,* déclarait-il récemment (13), *a besoin de créer des occasions de dépenses. Pour cela, il faut que le plus grand nombre de rapports entre les hommes passe par la marchandise. Par exemple, de manière simpliste, au lieu de prendre le temps d'avoir des relations amoureuses, les gens vont au cinéma voir un film d'amour. »*

L'éclairage, la location d'un appartement ou les transports urbains n'ayant pas de succédané aussi aimable que le « film d'amour » d'Attali, les Italiens les ont « autoréduits ».

JEAN-FRANÇOIS DOUMIC.

Partis et syndicats sont divisés

Le 21 septembre 1974, les syndicats de Varèse invitent les ouvriers à ne pas acheter pour leurs enfants les livres de classe dont le prix est relevé de 30 %. Le 19 octobre, deux supermarchés de Milan sont investis par des militants, qui suggèrent aux clients de ne pas payer ou de ne payer que la moitié de ce qu'ils achètent. Au même moment, dans plusieurs villes, des automobilistes menacent individuellement de ne pas payer l'intégralité de leur consommation d'essence. L'une des autoréductions les plus inattendues et les plus marginales est, sans nul doute, celle de cet antiquaire de Turin, révolté par le salaire de misère de sa femme enseignante : il lui impose de « sécher » ses cours une fois par semaine. Bref, le comportement des pendolari du Piémont fait école. Mais aucun de ces avatars n'aura véritablement de succès. Il faut bien constater que la « désobéissance civile » ne s'en est pas prise à des personnes physiques.

Pas de lutte contre l'artisan, le commerçant ou l'industriel, véhicules de l'inflation pourtant tout aussi efficaces que ces institutions anonymes face auxquelles l'autoréduction a vécu de beaux jours.

S'il y avait là un choix délibéré, celui-là s'est très vite révélé être une arme à double tranchant. Attaquer une institution plutôt qu'un individu permet sans doute de mieux souligner la part de responsabilité des autorités. C'est aussi courir le risque de donner un coup de poing inutile dans le ventre mou des pouvoirs publics. M. Venegoni est le premier à le déplorer : *« Différents règlements ou décrets, pris depuis 1971, rendent pratiquement impossible toute expulsion des mauvais payeurs. »*

Là où les entreprises victimes de l'autoréduction manifestent certaines velléités de résistance, les syndicats montrent les dents. Dans les transports ils menacent, si les voitures restent au dépôt, de ne pas reverser aux compagnies les sommes déjà perçues pour les abonnements par les « délégués d'autobus ». Dans l'électricité, Giorgio Benvenuto explique : *« Les menaces de coupures de courant sont rendues vaines grâce au soutien des ouvriers de l'ENEL. »* Ceux-ci expriment, le 13 novembre à Rome, leur solidarité avec les « désobéissants civils ». Ailleurs, à Milan pour les hausses de transports, à la Magliana pour les constructions, l'irrégularité des positions attaquées paralyse les tenants de l'ordre. En définitive, les réactions des pouvoirs se limiteront à beaucoup de phrases et à peu d'actions : quelques arrestations à Milan, Venise, Ancône, qui provoquent immanquablement

(7) Selon les régions, le loyer autoréduit était fixé à 10 % du salaire ou à un niveau allant de 2 500 à 5 000 lires par pièce.

(8) A quelques heures près, la démission de M. Rumor a coïncidé avec la réception par l'ENEL des cinq premiers mandats amputés de 50 %.

(9) Déclaration faite à *A.B.C.*, n° 12, 27 mars 1975.

(10) Déclaration rapportée dans *Citta-Classe*, n° 1.

(11) *Citta-Classe*, janvier-février 1975, n° 1, page 23.

(12) Dans son introduction au livre de Nella Ginatempo, *la Casa in Italia*, Mazzota éditeur, Milan, 1975.

(13) *Le Quotidien de Paris*, 29 avril 1975.









LE PORTUGAL SANS MYTHOLOGIE

Jeu de massacre et conflit de légitimités

Par GILLES HERTZOG
et BERNARD-HENRI LEVY *

LA révolution portugaise est victime de sa mythologie, des intérêts qui sont investis en elle et de la sollicitude de ses parrains. Soumise au feu roulant des critiques, *des conseils, des avertissements,* sommée de répondre à tout, y compris aux problèmes de ceux qui l'observent de l'extérieur, elle nous est arrivée sous forme de caricature. C'est de ce portrait déformé qu'il faut se défaire pour examiner en face les forces en présence, leurs conflits, leur stratégie.

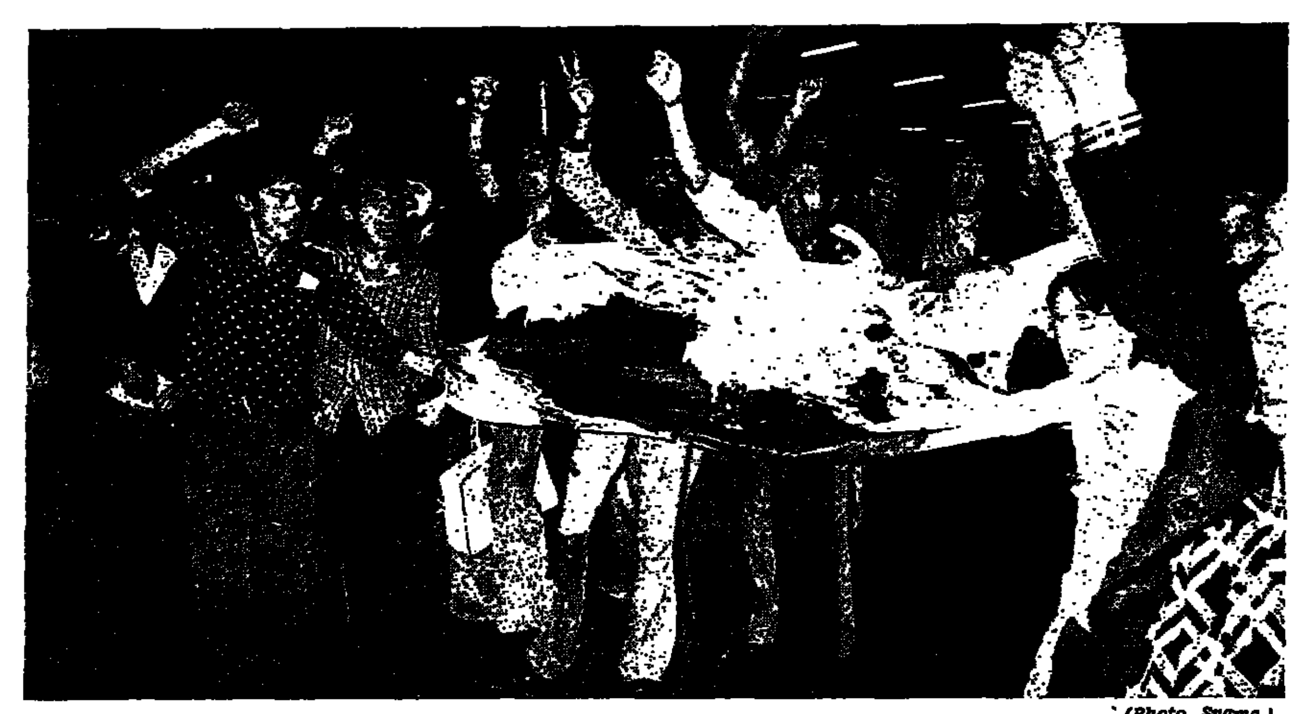
Le M.F.A. d'abord : qu'on le veuille ou non, l'armée portugaise reste une armée de type colonial. Nombre d'officiers, et Otelo de Carvalho en est le meilleur exemple, sont nés au Mozambique, en *Guinée*, en Angola, où ils ont fait leurs classes et appris la politique. Ne connaissant de Lisbonne que son académie militaire, ils ont découvert leur pays le jour où ils y ont pris le pouvoir. Leur idéologie, leur conception du monde, doit souvent plus à Lartéguy, à ses soldats perdus, à sa morale de centurion, qu'à Marx ou Lénine, — ou même Alvaro Cunhal. On sait tout cela, mais il faut en tirer les conséquences. Cette idéologie coloniale, ces méthodes apprises en Afrique, ils les ont dans une large mesure rapatriées. Et tout se passe au fond comme s'ils s'acharnaient depuis dix-huit mois à gagner au Portugal une guerre perdue aux colonies. L'ennemi a changé, bien sûr ; *mais la démarche reste analogue :* les militaires portugais se comportent dans leur propre pays comme en pays conquis.

Un exemple ? On s'est souvent étonné des erreurs et des bavures de la politique dite de « dynamisation culturelle ». Des officiers fringants qui débarquent en hélicoptère. On décroche le crucifix et on réunit en hâte les paysans. On dit la bonne parole et on promet la fin de la barbarie. *On parle d'eau, de routes, d'électricité,* d'écoles, de cette « civilisation » qu'on apporte aux bonnes gens arriérées comme autrefois aux tribus du fond de l'Afrique... Ce ne sont pas des maladresses, mais la trace d'un passé qui pèse lourd. Le M.F.A. ne convainc pas : il catéchise. Il ne fait pas la révolution : il la parachute. Quoi d'étonnant à ce qu'au lieu de radicaliser le Nord, il l'ait pour longtemps aliéné à la cause du socialisme ? Quoi d'étonnant à ce qu'on entende souvent les paysans accuser les militaires de vivre sur l'habitant et de se comporter en parasites ? C'est faux, bien entendu, mais l'important c'est qu'on le dise. La dynamisation culturelle a prétendu coloniser le Nord ; derrière le mot d'ordre « peuple-M.F.A. », c'est la politique du mépris qui est bien souvent à l'œuvre.

On présente le M.F.A. tantôt comme un parti, tantôt comme le substitut d'un parti. Débats interminables sur sa position d'arbitrage ou ses tentations « partisanes ». On le traite comme une force politique, nouant des alliances, provoquant des conflits, sur le même plan que les autres, alors qu'en vérité il tient son originalité de ce que, depuis le 25 avril, il n'y a plus d'Etat au Portugal et que c'est lui qui, de ce fait, en occupe la place. Sa spécificité, il la doit au fait que l'Etat s'est démembré et que c'est lui qui comble le vide qu'il a laissé en s'effondrant : il y a une administration, bien sûr, mais qui joue à guichets fermés devant un public restreint, Lisbonne et ses environs ; il y a encore une police, mais divisée, mal épurée, et dont on se méfie ; de sorte que c'est bel et bien l'armée qui, au sens strict, tient *lieu d'Etat révolutionnaire.*

Si cette analyse est juste, cela change tout quant à son rôle réel dans le drame portugais. Les marxistes le savent : un Etat, c'est l'enjeu de la lutte pour le pouvoir, ce *pourquoi* on se bat, et non *ce qui* se bat. Cela signifie que le M.F.A. n'est pas l'acteur privilégié de la lutte des classes au Portugal, mais simplement l'arène où se déploie cette lutte, le théâtre, la lice où s'inscrivent ses épisodes ; il ne prend pas rang comme le P.C., il n'intrigue comme le P.S. dans une course à l'hégémonie ou à la direction politique : c'est lui qui fait courir, c'est lui qu'il s'agit de contrôler, et c'est l'hégémonie en son sein qu'il est question justement d'obtenir... Cela signifie encore qu'il est vain de périodiser son histoire en distinguant *les époques où il avait un rôle moteur,* et celles où, affaibli, il se contente d'un rôle d'arbitre ; vain de se demander jusqu'à quand il va fonctionner comme avant-garde et de mesurer à cette aune les reculs de la révolution ; car l'armée n'a jamais été que l'hôte muet, le corps noir du processus ; la plaque sensible où se déchiffre le jeu subtil et ambigu de la lutte pour le pouvoir, l'objet d'une lutte sans merci entre partis politiques rivaux.

Dernière remarque : cette lutte pour le contrôle du M.F.A. y *induit* des effets qui, quoique mieux connus, n'ont pas été toujours bien compris.



(Photo Sygma.)

DES GAUCHISTES MANIFESTENT CONTRE LE LICENCIEMENT DE JOURNALISTES DU DIARIO DE NOTICIAS
Le M.F.A. n'est pas l'acteur privilégié de la lutte des classes.

Les partis ont beau faire, l'esprit de corps, dit-on, finit toujours par l'emporter sur les manœuvres de division. Ou encore : les militaires s'affrontent, mais toujours sur le papier, en d'interminables débats, de longues séances nocturnes, où on s'arrache des régiments, où on déplace des officiers, mais toujours jusqu'à présent à blanc... Ce qui veut dire effectivement que l'unité demeure la règle et qu'on la maintient à tout prix, que les forces de cohésion pèsent au bout du compte plus lourd que celles de l'éclatement. Mais moins, comme on l'a dit, en vertu d'un esprit de caste qui survivrait au *25 avril* que pour des raisons de fond qui tiennent au statut du M.F.A. : dire qu'il tient lieu d'Etat, c'est dire que, comme un Etat, sa fonction est de gérer les forces de déséquilibre et de combler inlassablement les brèches *du corps social ; c'est dire surtout* et par contrecoup qu'il a ceci de particulier que son unité ne cesse de se défaire, et que lui ne cesse de la *recomposer : unité nécessaire,* logique incontournable, plus forte que les clivages idéologiques, tant que le M.F.A. occupera le vide de l'Etat.

C'est ainsi que peuvent s'expliquer un certain nombre de mystères qui n'ont pas manqué depuis quelques mois de dérouter les observateurs. Pourquoi les gonçalvistes par exemple sont-ils mis en minorité début septembre par une marine réputée progressiste ? Pourquoi sont-ils désavoués par l'assemblée de l'armée de *terre* que *les modérés, pourtant,* avaient choisi de boycotter ? D'où vient que le Conseil de la révolution, qui jusque-là leur était acquis, les ait brusquement chassés pour se rallier au major Antunes ? Et d'où venait — plus étrange encore — que le même Antunes ait été exclu en juillet alors qu'il avait les suffrages de 80 % des officiers ? Le mystère se dissipe pour peu qu'on note qu'une majorité au M.F.A., c'est un pôle militant où se rallie le marais, une minorité majorisante qui rassemble la majorité autour d'elle ; qu'un autre pôle apparaisse, s'offre comme point de ralliement et accule donc le premier à faire figure de diviseur, le marais s'y déporte et laisse à découvert *celui autour duquel il se tenait* soudé. Le M.F.A. désavoue les « neuf » lors même qu'ils sont numériquement dominants parce qu'ils ne sont paradoxalement pas en mesure de réaliser l'unité du mouvement. Le M.F.A. se rallie *aux « neuf » quand c'est leurs* adversaires qui menacent de diviser et que ce sont eux désormais le recours contre les risques d'éclatement.

Une stratégie très peu léniniste

RESTE à analyser l'affrontement décisif, celui qui a dans une large mesure déterminé tous les autres, le conflit des partis pour le contrôle de l'armée. Et d'abord la stratégie du P.C. et qui a été presque toujours défigurée. On s'est acharné à le décrire comme un parti préhistorique, atteint de myopie, déphasé par cinquante ans d'exil et qui, se réveillant au 25 avril d'une longue nuit clandestine, se crut en Russie 1917, à Prague 1948, ou à Lisbonne 1925. On a voulu voir en Alvaro Cunhal un vieux stalinien qui, congelé dans ses schémas bolcheviques, n'aurait rien appris et rien oublié ; un utopiste incorrigible confondant Lisbonne et *Pétrograd, le* M.F.A. et l'Armée rouge, Soares et Kerensky, Spinola et le prince Lvov. On a lu sa stratégie comme une stratégie léniniste classique de conquête de l'Etat par une avant-garde décidée, s'engouffrant au pas de charge dans les brèches d'un Etat démembré.

Il est probable que Cunhal se moquait de l'orthodoxie et qu'il était en train d'inventer, sans qu'on y prît bien garde, une stratégie nouvelle qui ne devait pas plus à Lénine qu'à Marchais ou Berlinguer. Dont le fer de lance n'était plus la conquête des administrations où le P.C. n'a jamais eu tout compte fait que des positions marginales, mais le contrôle d'une armée qui, on l'a dit plus haut, tenait *lieu de l'Etat classique. Ce contrôle de* l'armée, contrairement, là encore, à un poncif tenace, ne reposait pas sur un noyautage de type bolchevik puisqu'à l'opposé des gauchistes — entrés en nombre dans l'appareil *quand, pour les besoins de la guerre,* Caetano recruta dans l'université, — les communistes avaient finalement assez peu de « sous-marins » dans le corps des officiers. La démarche était plus subtile ; elle reposait sur une *fine analyse* de la situation concrète et du rapport des forces, c'était la seule surtout à prendre acte de cette double contrainte qu'était la toute-puissance du M.F.A. d'une part et le discrédit des civils, l'inculture relative des militaires de l'autre, et leur virginité politique.

Les militaires sont tout-puissants : les communistes décident de leur emboîter le pas et de s'en faire un rempart, de gouverner par procuration, quitte à jouer les seconds rôles — et, plus royalistes que le roi, de proposer par exemple, en février dernier, que le M.F.A. siège comme tel à l'Assemblée constituante... L'inculture des officiers : le coup de génie de Cunhal fut d'être le premier à se porter candidat au poste de tuteur. Tuteur idéologique, moniteur politique, moins soucieux d'ailleurs d'endoctriner que d'accoucher son patient ; préférant les leçons de choses aux cours ex-cathedra : ainsi l'affaire *Republica* qui fut pour le P.C. avant tout l'occasion de forcer la main aux militaires et, tel le maître d'école, de proposer un exercice pratique à leur application. Affaire de pédagogie et non d'entrisme. Où est le léninisme dans tout cela ? Le P.C.P. était ni plus ni moins l'intellectuel collectif du M.F.A.

Dira-t-on que ses positions de *classes* vont, *elles, dans le sens du* léninisme ? C'est oublier cette fois que le P.C.P. a analysé le 25 avril comme le résultat d'une contradiction entre deux fractions de la bourgeoisie ; que, conscient de la faiblesse du prolétariat, il a choisi de l'adosser et de le placer sous la direction de la moyenne bourgeoisie industrielle, celle qui s'opposait à Salazar, l'homme de la grande bourgeoisie financière, du capital étranger, et de l'aventure coloniale ; qu'obsédé enfin par la crainte d'un Chili portugais, hanté à l'idée de voir la petite bourgeoisie passer à la réaction, il n'a cessé de lui prodiguer, dans un contexte d'agitation ouvrière, apaisements et garanties. Stratégie frontiste donc, politique de compro*mis, quelque chose comme 1789 plus* 1936. Le P.C. montre à l'occasion sa force, mais il se garde bien de s'en servir. Quand ses troupes séquestrent ou épurent, ce n'est pas pour y avoir été invité, et Cunhal cautionne les *mesures d'encadrement* (création du COPCON, restriction du droit de grève) qui y répondent immédiatement. S'agit-il de revendications salariales ouvrières ? Il s'oppose au minimum de 6 000 escudos qu'il inscrivait naguère à son programme tout en lâchant du lest en direction des employés de banque. S'agit-il de statuer sur la compétence des commissions administratives dans la fonction publique ? Il se montre plus conciliant que dans le cas du contrôle ouvrier.

Le P.R.P. (B.R.), groupe d'extrême gauche aux tendances guévaristes, n'a peut-être pas tort de reprocher au P.C. de donner priorité à ses alliés sur ses mandants et, en fait de bolchévisme, de se contenter d'exercer en faveur de la classe ouvrière la trop classique fonction tribunicienne. On s'est longtemps demandé, par exemple, pourquoi Cunhal a choisi, contre la fraction dure de son parti, d'accepter de courir le risque d'élections qu'il savait d'avance perdues : c'est, bien sûr, qu'il savait que la Constituante élue ne le gênerait pas outre mesure, mais c'est aussi qu'il voulait donner des gages à la petite bourgeoisie. On a fait grand cas de la vague de nationalisations qui a suivi le 11 mars : outre qu'elle permettait de prendre de vitesse les débordements auto-gestionnaires, elle allait au devant des vœux d'une classe d'entrepreneurs et de technocrates, brûlant de reconstruire l'Etat et de le doter d'un secteur public de base, type 1945, jusque-là quasi inexistant. Quant au syndicat unique enfin, où on a voulu voir la preuve d'un activisme diabolique, il était surtout destiné à faire barrage à *l'extrême gauche, à l'empêcher de* profiter de l'atomisation héritée du fascisme pour constituer des fiefs de démocratie ouvrière. Dans tous les cas une politique *prudente, aux ambitions* modérées.

D'autre part, on sait que la campagne anticommuniste dans le Nord s'est développée sur le thème de la résistance à la main-mise du P.C.P. et de ses alliés (M.D.P.-C.D.E. et M.E.S.) sur les pouvoirs locaux. Que cette O.P.A. sur les municipalités, cette ruée sur les organes des coopératives, des associations, des commissions administratives, la manipulation des *assemblées, le parachutage de* militants à des postes de direction, leur ont été fatales. Mais ce qu'on voit moins, c'est que cette colonisation du pays était à l'opposé de l'esprit du léninisme ; qu'en prenant d'assaut les pouvoirs locaux, Cunhal diluait son parti au lieu de le renforcer ; au lieu de concentrer son avant-garde, il la dispersait aux quatre coins du pays, l'abîmant dans la gestion administrative au détriment des tâches militantes. Un bolchévik aurait durci le noyau, lui choisissait de l'atomiser. Qu'est-ce donc que le léninisme sinon une certaine idée de la prise du pouvoir défini comme pouvoir d'Etat central ? Au lieu de quoi le P.C. est allé s'embourber dans le marais des micro-pouvoirs périphériques. *Ironie* du sort : c'est sur un défaut de bolchévisme que les communistes sont tombés. C'est faute de rigueur léniniste qu'ils ont perdu la partie.

A dire vrai, ce n'est pas la seule *ni surtout la principale,* en raison de leur échec historique, et ce sont, sans doute, les socialistes qui portent l'essentiel des responsabilités.



Le pari et l'hypothèque des socialistes

QU'EST-CE que le parti socialiste portugais ? C'est un parti qui a cette particularité de n'avoir point d'histoire, point de passé, point de racines ; qui n'a cessé, du coup, depuis le 25 avril, d'aller chercher ailleurs, c'est-à-dire à l'étranger, l'investiture qui, toujours, semble lui manquer ; un parti quêteur qui ne quête pas seulement des capitaux *mais aussi de la légitimité, et dont* le leader fait souvent moins figure de secrétaire général d'un grand parti national que de chargé d'affaires local de la social-démocratie européenne. Mario Soares voyage, comme si *le pouvoir à Lisbonne se prenait à* Bonn ou à Paris. Mario Soares rend des comptes comme s'il fallait toujours à ce pouvoir l'onction d'un nouveau baptême — toujours recommencé, jamais tenu pour acquis.

C'est surtout un parti *qui, depuis* son dernier congrès, a vu doubler le nombre de ses militants, ralliés du 26 avril, aux origines douteuses. Un parti qui, à la remorque de leurs arrière-pensées, risque d'être déporté à droite par l'effet d'une pesanteur qu'il ne peut pas contrôler, ou qu'il se refuse à contrôler pour des raisons d'ordre électoral : « *Je suis leur chef, il faut donc que je les suive...* » On raconte, à Porto, que le clergé du Nord, idéologiquement proche du C.D.S., invitant par prudence à voter P.P.D., a fini par grossir les suffrages du parti socialiste. Mario Soares, *de son côté,* ne perd pas une occasion de s'opposer à l' « *anarchie* » des commissions de travailleurs et de dénoncer les « *pouvoirs parallèles* » qui naissent spontanément à la base : c'est que son projet se *résume à la reconstruction de l'Etat* et qu'il s'oppose à tout ce qui, micro-pouvoir et contre-pouvoir, est susceptible de l'entraver ; reconstruire l'Etat, donc abattre ce qui en tient lieu : Mario Soares est d'abord un civil qui *ne s'est jamais résigné à l'entrée en* scène des militaires et qui, pour les contraindre à s'effacer, a mis au point une stratégie à triple détente dont il recueille aujourd'hui les fruits.

Premier temps, celui de l'offensive *anticommuniste qui,* paradoxalement, nistes eux-mêmes que les sacro-saints militaires, encore inattaquables à l'époque. Il est probable que, dans l'affaire, les communistes aient payé leurs erreurs, mais aussi celles des autres. Que, de tuteurs qu'ils étaient, ils soient devenus boucs émissaires et que, faute de pouvoir attaquer de front l'idole du 25 avril, on s'en soit pris à ses vestales, plus vulnérables. Il est probable, par

MORTS AU PETIT MATIN

« LA série d'attentats, destinés précisément à déclencher l'escalade de la violence, qui se sont produits dans notre pays ne doit pas altérer la sérénité des gouvernants (espagnols) dans leur tentative de résoudre les grands problèmes politiques auxquels il faut faire face d'urgence. »

Ces lignes du comte de Motrico, ancien ambassadeur d'Espagne à Paris, ont été publiées à l'heure même (1) où, nullement troublés par les attentats, rassérénés par une parodie de justice, les gouvernants de Madrid faisaient froidement exécuter cinq jeunes hommes dont nul n'oserait affirmer qu'ils sont les auteurs des attentats qui ont coûté la vie à un policier et à un lieutenant de la garde civile. Le vœu du comte de Motrico et de ses amis de la Fédération des études indépendantes, dont M. Fraga Iribarne, ancien ministre de Franco, a donc été entendu : la « sérénité des gouvernants » n'a pas été « altérée »...

Du moins jusqu'à ce moment-là. Car il en est allé différemment devant l' « audace intolérable » dont ont fait preuve non pas M. Giscard d'Estaing mais le pape et plusieurs gouvernements soit en demandant la grâce des condamnés, soit en protestant contre leur exécution. Parfaitement calme pour faire assassiner des jeunes hommes qu'un simulacre de procès doit faire tenir pour coupables, le chef du gouvernement espagnol, M. Carlos Arias Navarro, est alors sorti de ses gonds. Le mardi 30 septembre, il n'a pas trouvé de termes assez insolents pour dénoncer les « ignobles agressions » de ceux qui, avec une incroyable « hypocrisie » et une « indignation pharisaïque », ont osé, dans une « farce répugnante », blâmer les autorités de Madrid.

Ainsi apparaît tout ce que peut avoir de dérisoire l'attitude de ceux qui, avec le comte de Motrico, veulent bien critiquer la « dictature », mais uniquement parce qu'elle ne donne pas « le loisir au centre et à la droite de s'organiser ». La démocratie, selon cette fallacieuse opposition, réserverait-elle à ce centre et à cette droite le privilège de se manifester ? La véritable opposition au franquisme, qu'ils ont fidèlement servi avant que le Caudillo n'entre dans son interminable agonie, n'est pourtant pas là. Elle se trouve dans d'autres secteurs, authentiquement démocratiques, plus actifs, récemment présentés ici sous les signatures de ses principaux responsables (2).

Le contexte dans lequel agit cette opposition démocratique n'a pas fondamentalement changé : les exécutions du 27 septembre 1975 s'inscrivent dans la droite ligne de celles de l'anarchiste *Salvador Puig Antich, le 2 mars 1974,* et de Joaquim Delgado, Francisco Granados et Julian Grimau en 1963. Le problème est toujours le même : en refusant les libertés élémentaires, le gouvernement espagnol provoque lui-même les actes de violence, comme celui qui coûta la vie à l'amiral Carrero Blanco en décembre 1974 (3). L'immense émotion soulevée par les cinq exécutions ne peut faire perdre de vue le fait essentiel : le scandale dure depuis quarante ans, et chaque jour qui passe rend plus difficile une éventuelle transition pacifique à la démocratie (4).

(1) Dans *le Figaro* du samedi 27 septembre 1975.

(2) « La junte démocratique prépare une transition pacifique », *le Monde diplomatique*, mai 1975 : De l'immobilisme à la rupture (*Santiago Carrillo*, secrétaire général du parti communiste espagnol) ; L'alternative démocratique (*Rafael Calvo Serer*, ancien conseiller privé de don Juan) ; La fin des contradictions (*Enrique Tierno Galvan*, avocat, ex-professeur de l'université de Salamanque) ; L'Assemblée de Catalogne et les revendications des minorités (*Karl Michael*, sociologue).

(3) Voir dans *le Monde diplomatique* de février 1974, » Les soubresauts du franquisme » : Expansion économique et démocratie *(Ramon Tamames)* ; Le développement des conflits sociaux *(Wilebaldo Solano)* ; La nouvelle stratégie des commissions ouvrières *(E.A. Lopez Campillo)* ; Les grèves révolutionnaires *(Jaime Martin)* ; Le développement des particularismes nationaux contre les excès de la centralisation et contre la persécution *(E. de la Souchère)* ; L'éclipse de l'Opus Dei *(Jean Becarud)* ; Espoirs et craintes de l'Eglise *(R.P. Jose-Maria Diez-Alegria)* ; La Phalange hante les rêves des nostalgiques *(Ch. Rudel)* ; La censure impose le devoir de révolte *(Juan Goytisolo)* ; Après l'assassinat de Carrero Blanco : mobilisation nationale au service du régime *(Guy Hermet)*.

(4) « Les chances et les périls de l'entreprise de Juan Carlos », par Christian Rudel, dans notre numéro d'août 1974. Consulter aussi les numéros de février 1975 (« Cinéma politique : combats pour la vérité en Espagne ») et de mars 1975 (« Politique et littérature : poésie et chanson d'urgence en Espagne »).

* Gilles Hertzog prépare un livre sur le Portugal ; Bernard-Henri Lévy est chargé d'enseignement à l'Ecole normale supérieure.

exemple, que les principaux slogans anticommunistes pouvaient s'entendre à double sens ; quand on reprochait à Cunhal la colonisation des campagnes, c'est aussi aux militaires qu'on reprochait leur dynamisation culturelle ; quand on l'accusait d'avoir fait à Lisbonne la politique qu'il aurait faite à Prague, c'était une façon de soupçonner le M.F.A. d'avoir, comme on l'a dit, prolongé au Portugal sa politique du Mozambique. Et il était par ailleurs inévitable que les régiments gonçalvistes et le COPCON, soutenant les communistes, défendant leurs permanences assiégées, finissent par se compromettre et par perdre leur aura d'armée au-dessus des partis... Le parti socialiste, autrement dit, s'est subtilement servi de l'anticommunisme ambiant pour lever l'immunité ambiante des militaires et briser le tabou quasi-moral qui, jusque-là, les préservait.

Deuxième temps : cette armée désacralisée, il fallait aussi, tout de même, s'occuper d'en prendre le contrôle et de l'arracher, pour ce faire, à l'hégémonie des révolutionnaires. Ce sera la fonction du « document des Neuf » et l'enjeu de cette étrange course de vitesse entre les deux minorités aspirantes à la direction, les gonçalvistes et les amis du major Antunes. Il semble que la ruse de Costa Gomes et le poids d'Otelo de Carvalho *n'aient* pas été pour rien dans la décision finale ; et que, plus précisément, la nomination de Vasco Gonçalves au poste de chef d'état-major des armées, promotion en *forme* de provocation, ait été, en partie, destinée à convaincre Otelo de choisir enfin son camp et de voler au secours de la victoire. Il n'est pas sûr qu'Antunes et ses amis aient été conscients du rôle objectif qu'ils s'apprêtaient à jouer ; leur insistance à dénoncer les écueils symétriques de la social-démocratie et du stalinisme permet, en tout cas, de le supposer. Mais le résultat est là : à l'Assemblée générale du M.F.A. de Tancos, une majorité jusque-là gonçalviste vote très logiquement pour la minorité triomphante ; les communistes ont perdu ce qui faisait leur pouvoir : la bienveillance de l'armée.

Dernier temps de l'opération, menée cette *fois* tambour battant, sur une voie désormais libre d'obstacles : Mario Soares et Costa Gomes remercient les exécutants : le gouvernement avorté du général Fabiao, en août, faisait la part trop belle aux Neuf ; le cabinet Pinheiro de Azevedo ne comporte pratiquement plus de militaires, c'est un cabinet Soares sans Soares... L'armée, dans son ensemble, est vigoureusement reprise en main. On parle à nouveau de discipline, de hiérarchie, de devoir, de silence. Le turbulent Otelo, dont on vient d'utiliser les services, voit son COPCON, déjà bien dégarni, doublé d'une « *brigade d'intervention* » dépendant du chef de l'Etat et chargée, notamment, de la discipline interne au sein des forces armées. Mario Soares a, pour le moment, gagné, sans même avoir à en passer par ce rôle, qui lui aurait répugné, de pédagogue discret du M.F.A. Il a apparemment gagné puisqu'il a, provisoirement au moins, pris le pouvoir à ceux qui, à ses yeux, n'auraient jamais dû l'exercer.

Il a gagné, mais c'est au prix d'une redoutable hypothèque. La manœuvre a *eu*, en effet, pour résultat d'accélérer la *ruine* de ces trois légitimités qui se disputaient le Portugal depuis le *25 avril*. La légitimité idéologique qu'incarnait le P.C.P., il l'a discréditée. La légitimité révolutionnaire du M.F.A., il l'a contrainte à céder, pour la première fois, devant la légitimité politique qui était jusque-là sa vassale. Quant à cette légitimité politique, la sienne propre, celle dont le parti socialiste s'est fait le héraut, on la voit mal sortir indemme et innocente d'un tel jeu de massacre, et tout indique qu'elle a perdu, elle aussi, de son crédit et de son poids. Au point que Mario Soares pourrait être un jour acculé, faut de légitimité progressiste, à prendre appui sur ce dernier pouvoir, fait d'attachement à la terre et de fidélité au passé, celui des effrois paysans et de la haine du communisme : cette légitimité populaire du Nord qui incarne pour l'instant la droite.

GILLES HERTZOG.
BERNARD-HENRI LEVY.

Crise économique et transition au socialisme

Par YVES BARON *

DES débats et réflexions sur le Portugal, force est de constater un absent de marque : la composante économique des difficultés rencontrées, pourtant importante dans l'évolution politique actuelle. La gauche française semble, à cet égard, se cantonner dans des débats idéologiques. Pourtant, les faits sont là : après *avoir progressé* d'environ 4 % *en* 1974, le produit national brut devrait, en 1975, reculer d'environ 5 % ; le nombre de chômeurs a *triplé* en deux ans, dépassant maintenant quatre cent mille ; l'inflation reste élevée puisque, de mai 1974 à *mai* 1975, le coût de *la* vie a augmenté de 25 % : pour l'ensemble de l'année 1975, le déficit de la balance des paiements *risque* d'atteindre 1 milliard de dollars...

Toutefois, ces quelques chiffres *n'ont* pas grande signification si on ne les resitue pas dans une vision globale. Il faut articuler l'économique et le politique, faute de quoi, tirant deux leçons, l'une technocratique (il faut préparer dès maintenant un plan intérimaire) et l'autre populiste (il faut tenir compte de l'initiative des masses), en se gardant bien de les relier l'*une* à l'autre, on en arrive à pronostiquer « *l'approche de l'effondrement économique* » (1). Peut-on parler ainsi du processus révolutionnaire portugais comme d'une entreprise qui, mal gérée, irait droit à la faillite ? Cette argumentation, qui justifiait à l'avance le virage à droite qui vient de se réaliser au Portugal, est *inexacte, et cela* pour au moins trois raisons :

— C'est d'abord oublier qu'une bonne part des difficultés actuelles sont apparues avant avril 1974 : l'accélération de l'inflation date de la mi-1973, la dégradation de l'emploi et du solde commercial du tout début de 1974 ; ces difficultés, tout comme la montée des luttes ouvrières (entre janvier et avril 1974, on comptait plus de cinquante grèves *par semaine* d'après les statistiques du ministère de l'industrie), *ont* d'ailleurs joué un grand rôle dans le renversement du fascisme ;

— Il faut, ensuite, resituer ces difficultés dans le contexte de la crise internationale du capitalisme : peut-on parler *d'effondrement* au Portugal au moment même où les prévisions officielles américaines — délibérément optimistes — annoncent un recul du P.N.B. aux Etats-Unis de 3,6 % en 1975, après un premier *recul* de 2,2 % en 1974, au moment où les gouvernements *européens* s'attendent, dans le meilleur des cas, à une stabilisation, en 1976, du chômage à un niveau très élevé ?

— Enfin, ce n'est pas en « gestionnaire » qu'il convient d'analyser la situation portugaise alors même que c'est la construction du socialisme qui y est en cause : l'approche économique de la conjoncture portugaise ne peut *être* dissociée de l'analyse politique.

Les rejets d'une conception gestionnaire, économiste et finalement a-historique, doit inciter à lire dans les difficultés économiques les problèmes de la transition au socialisme. En effet, après les visées néocolonialistes de Spinola et au-delà du programme économique et social de Melo Antunes (février 1975) qui prévoyait une simple démocratisation, un peu à la manière du « programme commun » français, le processus révolutionnaire s'est accéléré en mars. Des ruptures importantes se sont *produites* : nationalisation de la *majorité* de l'industrie et des banques, réforme agraire dans le Sud, développement des organisations populaires. Les vrais problèmes ont alors été posés : quelle alliance de classes, quel pouvoir d'Etat pour la transition ?... Ils le resteront quelles que soient l'ampleur et la réussite du freinage du processus révolutionnaire que tente d'imposer la direction droitière du P.S.P.

Les quelques réflexions qui suivent visent à éclairer, par des faits économiques, ces problèmes de fond, et cela à trois niveaux : le déficit de la balance des paiements et l'encerclement économique, les difficultés de l'apparition et de la *coordination* de nouveaux centres de décision, la réorientation de l'appareil de production et d'échange.

L'encerclement économique

DEPOURVU de matières premières comme de biens qui nécessitent une technologie avancée, le Portugal dépend de l'extérieur et d'abord de l'Europe, avec laquelle il réalise les trois quarts de ses échanges. A un *blocus* trop voyant qui aurait suscité des *remous* dans l'opinion publique, les gouvernements européens ont *préféré* un blocus discret mais important, particulièrement efficace dans le secteur des biens alimentaires : ainsi, l'Allemagne fédérale *boycotte activement* les vins de Porto, en arguant qu'il y est mêlé de l'alcool synthétique, pratique utilisée depuis plusieurs années déjà et, de surcroît, à *la demande* des importateurs étrangers désireux d'abaisser leurs prix d'achat pour augmenter leurs profits. Le résultat est grave : les exportations ont chuté de 40 % et les stocks atteignaient, fin août, à la veille de *la* récolte, 2 millions d'hectolitres ; or, trois cent mille personnes vivent directement ou *indirectement de* cette activité.

Egalement importante, la chute des ventes extérieures de conserves et *concentré de tomates*, production essentielle *pour le sud du Portugal* et que la C.E.E. a, cette année, dédaignée au profit des productions marocaine, grecque ou italienne.

De plus, agissant sur les importations, en *raccourcissant par exemple* les délais de paiement exigés ou en retardant les envois de pièces détachées (ce que fait la firme allemande Bosch), le boycottage vise également à provoquer des pénuries, en particulier en ce qui concerne les céréales, pour lesquelles la dépendance est *grande* : *en 1973-1974*, alors que la production de blé était de 468 000 tonnes, les *importations* représentaient 343 000 tonnes, dont 206 000 en provenance des Etats-Unis. Ces derniers utilisent au *maximum* l'arme que *constitue le* blé, cloisonnant les marchés, contrôlant prix et quantités. Les menaces de pénurie, moindres dans l'immédiat puisque la récolte de cette année a été excellente (12 % de plus que l'année *précédente*), existent pourtant, *les* Etats-Unis ayant déjà refusé de *vendre du maïs en* prétextant une baisse de production.

Viennent s'ajouter à *ces* difficultés la baisse des recettes du tourisme (1 million d'escudos de moins en 1975) et des envois de fonds des émigrés, le *refus* de certaines sociétés multinationales telles que I.T.T. de payer les salaires et, surtout, l'importante *fuite* des capitaux ; celle-ci a été insuffisamment combattue puisque des mesures n'ont été prises à son *encontre* qu'en août 1975, et cela malgré les tentatives de contrôle antérieurement faites par les employés des banques.

Une partie importante se joue enfin *en Angola : le Portugal ne se contentait* pas d'y être un simple gendarme intermédiaire entre les colonies et les pays *impérialistes*, mais il y était lié par les structures financières, industrielles et commerciales. En cas de rupture brutale, cette forte interdépendance économique créerait au Portugal de grosses difficultés.

Tout cela se répercute sur la balance des paiements, dont le déficit s'est établi à 655 millions de dollars (soit 17 millions d'escudos) *en 1974 et à un montant* analogue pour les six *premiers mois de* 1975 ; les réserves sont passées de 69,2 *milliards* d'escudos *fin* 1973 à 53,6 *milliards fin 1974*, ce qui permet au P.S.P. de déclarer, mi-1975, que la situation est *dramatique* puisque les réserves ne permettent plus de couvrir qu'une année de déficit. Affirmation d'une évidente mauvaise foi, puisque ce chiffre évalue le stock d'or *au prix* officiel de 35 dollars l'once, alors qu'il pourrait être *vendu* beaucoup plus cher (au prix du *marché*) et donner ainsi à l'économie un répit de plusieurs années. Au total, les manœuvres du P.S.P. sont claires : accords avec l'extérieur (en particulier avec la R.F.A. et le Royaume-Uni) pour le boycottage, opposition interne, bruits alarmants sur les réserves ; le virage à *droite* souhaité étant obtenu, M. Mario Soares peut déclarer que : « *Les conditions pour une aide économique de l'Europe sont maintenant réunies.* » (14 septembre.)

Il *faut cependant* souligner l'absence d'une politique étrangère réelle ; une clarification aurait pourtant été nécessaire pour trouver de nouveaux partenaires commerciaux et *réorienter* l'économie. Il est *évidemment* possible de transformer le modèle de consommation, d'importer moins, ce qu'ont tenté de provoquer les surtaxes à l'importation introduites *en* juillet (+ 20 ou 30 % sur près de la moitié des produits), *mais* l'autarcie totale est évidemment impossible. *Pour* ceux qui veulent diminuer la dépendance à l'égard de l'Europe et songent à terme à une réorientation vers les pays méditerranéens, se pose le problème de la transition, transition que les *pays* de l'Europe de l'Est ne semblent pas disposés à faciliter. *Privilégiant la* détente en Europe, l'U.R.S.S. n'a effectué que peu d'achats au Portugal. Seule exception importante, la commande passée par la Pologne aux chantiers navals portugais qui pourraient être ainsi appelés à *construire* soixante navires.

Compter sur ses propres forces, diversifier les dépendances : la voie est étroite...

Les *nationalisations se* sont multipliées après le 11 mars 1975 : banques et assurances, électricité, raffinerie du pétrole, sidérurgie, mécanique, construction *navale*, cimenteries, tabacs, certaines industries alimentaires... L'Etat, de plus, *a* été conduit, pour garantir l'emploi, à *prendre* des participations minoritaires et à accorder des prêts à de nombreuses entreprises : que ce soit pour contrôler un secteur stratégique, éviter une faillite *ou* remplacer un patron en fuite, le gouvernement a dû — sous la pression constante des commissions de travailleurs — intervenir et *nommer* des administrateurs que ces commissions contrôlent. Dans le Sud, *les* ouvriers agricoles ont, en occupant les terres, forcé le gouvernement à légiférer : celui-ci a adopté, en juillet, un *début* de *réforme* agraire organisant des coopératives dans *le* Sud. Cette radicalisation a brisé les mécanismes de l'accumulation capitaliste ; aussi est-il vain *de* déplorer *le* manque (temporaire) d'investissements ou le sabotage local, conséquences *nécessaires* du cours révolutionnaire qui, expropriant la bourgeoisie, brise les mécanismes d'exploitation et de concurrence. Le vrai problème est de créer d'autres centres de décision, d'autres mécanismes de cohérence qui soient, cette fois, sous *le* contrôle des *travailleurs*.

Localement, *il* est vrai, les organisations populaires prennent des initiatives : dans le textile, à la Sogantal en particulier, les travailleurs se sont organisés collectivement *pour* éviter le chômage et produire en *autogestion* ; ils ont même proposé au ministère de l'industrie un *plan* de restructuration du secteur. A Setubal, les huit cent cinquante *travailleurs* d'une usine de montage *d'automobiles*, souhaitant reconvertir l'entreprise pour *mettre* son potentiel au service de besoins plus essentiels (en *l'occurrence des réfrigérateurs*) et modifier les *relations* de travail, ont imposé, en juin dernier, une aide de l'Etat. Ailleurs, les *travailleurs* exercent des contrôles sur les prix (entreprise de margarine).

Mais le gouvernement n'a pas su, durant les derniers mois, intégrer *ces* volontés de transformation dans un plan cohérent ; contradictions, retards et incohérences se sont multipliés ; ainsi, dans le Sud, la réorientation de la production vers le blé ou les haricots, au détriment des chênes-lièges ou des tomates, *a* été insuffisante, les coopératives ne faisant pas systématiquement des choix correspondant aux priorités nationales ; les banques nationalisées se sont trouvées paralysées en l'absence de nouveaux critères d'octroi des crédits, ou encore la *défense* des intérêts d'une entreprise particulière n'a pu être évitée dans certains secteurs. Une gestion capitaliste n'est plus ni possible *ni* souhaitable lorsque les capitalistes sont expropriés ; mais comment articuler planification centrale et *marché* ? En cas de risque de pénurie, faut-il recourir au rationnement ou intervenir sur les prix ? Le flou politique et la non-transformation de l'appareil d'Etat sont à l'*origine* de la carence des réponses du pouvoir central à un moment où une *politique* active et cohérente était nécessaire.

Ce qui est en cause, en définitive, c'est la *nature* du pouvoir *d'Etat* dans le plan de transition. A un moment où la démocratie parlementaire est déjà déphasée par rapport à la *réalité*, mais où les organisations que se *donnent* les travailleurs sont encore naissantes, la question d'un pouvoir d'Etat capable de *contribuer* au développement du pouvoir populaire se pose à toutes les forces du mouvement ouvrier. On ne peut, *en effet*, ignorer ni la nécessité d'un pouvoir *central ni le* fait qu'il ne peut mener à bien ses tâches sans mobiliser les *travailleurs*. L'une des manières de satisfaire à cette double exigence est de créer des structures sectorielles, analysant *les* besoins, planifiant la production et assurant la distribution : c'est à partir d'une confédération *de ces pouvoirs naissants* que peuvent *être* élaborées de *nouvelles structures* d'Etat indispensables à la poursuite de la lutte. Au Portugal, l'absence d'une épuration et *d'une transformation radicale* de l'appareil d'Etat a pesé lourd dans l'accumulation des difficultés.

Bataille de la production et indépendance nationale

DANS une telle situation de vacance *du pouvoir* économique, les difficultés financières des *entreprises* ont provoqué *la baisse de la production et* l'aggravation du chômage ; la réglementation sévère sur les licenciements semble *toutefois* avoir été efficace dans la mesure où dix-huit mille travailleurs *seulement* ont été touchés par des licenciements collectifs entre juin 1974 et avril 1975.

En mai dernier, 18 % des entreprises *déclaraient* se trouver dans une situation de faillite ; le gouvernement a dû leur accorder massivement des crédits et donc augmenter la masse monétaire (de 43 milliards d'escudos à 61) ; cette injection de monnaie n'a toutefois *pas déséquilibré*, pour le moment, les circuits intérieurs car elle a été épongée par la fuite des *capitaux* et *la* thésaurisation. Au *total*, ce sont les retours des immigrés *soit* des anciennes colonies, soit des pays *européens* touchés par la crise — et surtout le coup d'arrêt *donné* à l'immigration dans ces derniers pays, — qui expliquent, pour une *large* part, l'accroissement du chômage.

Malgré la création d'une allocation chômage sur trois mois, qui représente les deux tiers du SMIC (environ 2 500 *escudos*, soit 500 F), un tel chômage constitue un problème politique important, d'autant qu'il va encore augmenter dans les mois à venir, du fait de la poursuite de la crise mondiale, de l'arrivée de jeunes sur le marché du travail, de la politique de *frein* à l'immigration et surtout du retour de trois cent *mille* rapatriés d'Angola.

Les difficultés sont particulièrement graves dans certains secteurs, notamment ceux qui dépendent de l'*extérieur*, comme le *textile*, l'agro-alimentaire ou la construction navale. Les matériaux de construction et *le* bâtiment sont également gravement touchés ; bien *que* le problème du logement soit loin d'être résolu (le déficit dépasse aujourd'hui cinq cent *mille* logements), l'Etat ne s'est pas substitué à la construction *privée* lorsque celle-ci s'est effondrée.

Dans ce contexte, le quatrième gouvernement a lancé l'idée de la bataille de la *production* : pourtant, ce *slogan* populaire, mais insuffisamment *expliqué* par le P.C.P., a été ressenti comme un mot d'ordre plaqué et volontariste. « *Retroussez vos manches* », peut-être, mais au service de qui, contre qui ? Ne pas répondre, ne pas intégrer cet effort dans une politique de renforcement du pouvoir des travailleurs, laisse planer de nombreuses ambiguïtés, y compris de très réactionnaires idées sur l'ordre et la discipline. Certains, pourtant, tel le ministre de l'industrie, Joao Cravinho, tentaient d'apporter cette explication politique (2) :

« *La bataille de la production ne peut pas être artificiellement détachée de la situation générale du pays ; elle ne doit pas être réduite à une simple question morale. Elle est beaucoup plus que cela. Avant tout, la bataille de la production est une bataille politique, une bataille de classe, insérée dans un projet global de marche vers le socialisme, reflétant les tensions entre les institutions telles qu'elles sont constituées et la dynamique du pouvoir des travailleurs... Il s'agit avant tout de libérer l'énergie créatrice des travailleurs, les conduisant à surmonter une crise indissociable du processus de transition au socialisme. L'antimonopolisme à lui seul ne suffira jamais à assurer le démarrage de la phase de transition au socialisme. Ce démarrage devra résulter simultanément du démantèlement du pouvoir des monopoles et de la reconstruction de l'économie nationale dans le cadre d'une profonde modification des rapports de production en fonction des conditions particulières du Portugal.* »

C'est dire qu'une telle bataille implique à la fois la restructuration et la réorientation des activités productrices. Or, nécessaires mais non suffisantes, les nationalisations n'ont pas été suivies de la mise en place d'une politique cohérente organisant le contrôle des travailleurs sur la production et sur la réorganisation de l'économie. La situation du secteur bancaire est, à cet égard, significative, les vingt-huit banques portugaises continuant, après leur nationalisation, à fonctionner comme par le passé ; il aurait fallu structurer immédiatement ce secteur pour doter l'Etat d'outils efficaces (banque du commerce extérieur, banque de l'agriculture, banque de la construction, etc.). On mesure mieux encore l'enjeu lorsque l'on sait que ce secteur hyperdéveloppé au Portugal emploie près de cinquante mille personnes et qu'il *joue un* rôle primordial dans la répartition de l'épargne : les crédits accordés au commerce étaient, *relativement* à la valeur ajoutée de ce secteur, six fois plus élevés que ceux consentis à l'agriculture (3).

Une structure commerciale en grande partie parasitaire (elle absorbe près du quart du P.N.B.), de deux cent *mille* unités, qui fait écran entre producteurs et consommateurs et rend *la planification* difficile, fait par ailleurs problème. On ne peut ignorer non plus que les conditions de travail doivent être transformées, notamment *par une réduction de la durée* hebdomadaire du travail, qui reste de quarante-quatre heures en *moyenne*. Le processus de transformation *ne doit* pas, évidemment, s'effectuer de manière volontariste, sans tenir compte des conditions locales ; c'est pourtant l'erreur qui a été commise dans le Nord, où les militaires *proches* du P.C.P. ont voulu décréter le regroupement des lopins de terre pour créer des coopératives, rendant inévitable une *réaction* de rejet de la part des *petits propriétaires*, alors qu'il n'était pas impossible de valoriser certaines traditions de cultures collectives que le fascisme avait détruites en *reboisant* massivement.

Quant à la réorientation de la production, elle a *suscité* des *débats* qui, faute d'une clarification politique en temps voulu n'ont pu être encore tranchés. Pour M. Mario Murteira (4), ex-ministre de la planification et de la *coordination* économique, il faut choisir entre une stratégie privilégiant la lutte contre *le* chômage, quitte à accepter *une* faible productivité, et une stratégie de réduction du déficit extérieur fondée sur *une* croissance rapide. Cette alternative simpliste est erronée : d'une part, elle laisse entendre que la lutte *contre* le chômage *serait* nécessairement coûteuse en termes de productivité ou d'efficacité ; d'autre part, elle conduit implicitement à la conclusion que *seule* l'ouverture vers la C.E.E. constitue une solution rationnelle Or ne plus dépendre de l'extérieur pour les *produits* essentiels, diversifier les marchés et les partenaires commerciaux, ne plus être contraint à l'émigration d'une *partie* de la population active, ne pas donner une grande place à l'investisement étranger, *sont* des objectifs auxquels doit répondre une stratégie de développement qui aurait, de toute façon, et rapidement, à *faire* une *large* place à la création d'emplois dans l'*agriculture*.

Les difficultés de l'unité populaire

TOUTES *ces difficultés*, ces *erreurs*, ces retards, compréhensibles après des années de fascisme, ont eu et auront de *graves* conséquences politiques ; *le* problème n'est pas celui d'un hypothétique *effondrement* économique, car ce n'est pas au niveau économique que se joue *principalement* la révolution portugaise : c'est celui de l'effritement de l'alliance de classes entre ouvriers, *paysans* et *petite* bourgeoisie ; potentielle après avril 1974, cette *unité populaire* n'a *pas pu* être solidement construite.

Les *augmentations* de *salaires* obtenues par la classe ouvrière ont été importantes, mais elles ont été rongées par l'inflation ; *elles ont surtout* permis *un* fort *relèvement* des bas salaires et un net mouvement de redistribution entre *les* différents *secteurs*. Mais *les rivalités* entre secteurs et entreprises, d'ailleurs attisées par les pratiques discriminatoires du P.C.P., n'ont pas été entièrement surmontées, d'autant que les difficultés économiques laissent planer des *menaces d'austérité et* de démantèlement des *grandes* concentrations ouvrières. Y a-t-il pour autant coupure au sein de la *classe* ouvrière, comme pourraient le laisser croire les manifestations anticommunistes *du Nord*, telle celle de Saint-Juan-de-Madeira ? Pas vraiment, puisque l'essentiel des manifestants étaient des petits patrons du commerce et de l'industrie ; cela pose cependant le *problème* des travailleurs des toutes petites *entreprises* qui, sans organisations syndicales, sont une proie *facile* pour la réaction.

Les principaux oubliés ont été les petits paysans du Centre et du Nord ; coincés entre *les augmentations* du prix des engrais et du coût de la vie d'une part, l'absence de crédits d'autre part, leur situation économique s'est détériorée. De la même manière, le mécontentement des employés et des fonctionnaires a grandi devant une politique qu'ils considéraient comme trop exclusivement ouvrière. En définitive, le fossé entre les concentrations industrielles de Lisbonne et des grandes villes et le reste du pays s'est creusé, permettant un retour en force du P.S.P., qui attendait son heure en attisant le mécontentement.

(Lire la suite page 6.)

* Economiste.

(1) C'est ce que fait Gilles Martinet dans son article : « Et si le Portugal était la France », *le Nouvel Observateur*, n° 564.

(2) Joao Cravinho, ex-ministre de l'industrie et de la technologie, discours aux travailleurs de la Sorefame, 15 mai 1975.

(3) *Conjonctura*, mai-juin 1975, Banco Portuges de Atlantico.

(4) Mario Murteira, « La cohérence des stratégies économiques dépend de l'option politique », article du journal *Expresso*, 26 juillet 1975.

(Suite de la page 5)

Ainsi, plus que par l'habileté politique de M. Mario Soares, l'actuel freinage s'explique par les retards économiques et politiques dans la construction de l'unité populaire et par la prédominance d'une conception jacobine dans la solution des problèmes concrets. Contrairement à une opinion trop répandue, le processus n'a pas été trop rapide : il a, au contraire, été trop lent.

Les questions évoquées plus haut sur la transition au socialisme restent posées au gouvernement de l'amiral Pinheiro de Azevedo. Son attitude à l'égard de l'Europe capitaliste comme à l'égard du pouvoir populaire naissant permettront d'y voir plus clair : transition au socialisme ou, comme on peut le craindre, remise en cause des acquis au profit d'une solution capitaliste ? Cette seconde solution conduirait alors à des affrontements politiques décisifs avec les commissions populaires.

YVES BARON.

Les sanglants incidents de Timor servent les visées de l'Indonésie

Par MAXIME DOUBLET *

APRES quatre siècles de sommeil colonial, la partie orientale de Timor s'est réveillée brutalement. En moins d'un mois, deux mouvements favorables à l'indépendance ont successivement pris le pouvoir : le 10 août, l'Union démocratique de Timor (U.D.T.) et, le 7 septembre, le parti adverse, le Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor oriental (FRETILIN). Entre temps, les autorités portugaises et les trois cents soldats chargés de maintenir l'ordre avaient abandonné l'île. Une guerre civile sans merci éclatait sous la surveillance attentive des deux grands pays voisins, l'Indonésie et l'Australie. Les gouvernements de Canberra et de Djakarta sont en effet inquiets : ce petit territoire peuplé de six cent mille habitants risque de remettre en cause le *statu quo* établi dans cette région de l'Asie du Sud-Est.

Jusqu'au 25 avril 1974, Timor oriental n'avait posé aucun problème sérieux ni aux Australiens, ni aux Indonésiens, ni même aux Portugais. Les nationalistes timorais dûment repérés et fichés par la PIDE, la police de Salazar, étaient exilés en Angola ou au Mozambique. Il n'était pas question de procéder à des investissements importants à Timor. Résultat de cette politique : dès que l'on quitte Dili, la petite capitale de trente mille habitants où résidaient la plus grande partie des deux mille Portugais de l'île, on chercherait en vain une école, un hôpital ou même une route.

Depuis quelques années les services agricoles se sont efforcés de développer une agriculture moderne dans certaines régions côtières pour pallier le déficit de la balance commerciale du territoire. Malgré l'absence de statistiques officielles, des experts australiens sont parvenus à estimer que les exportations de café, de copra, de miel et de caoutchouc avaient en 1973 rapporté 2,6 millions de dollars à Timor oriental, alors que les importations de riz, de viande, d'engrais et de petites machines s'étaient élevées à 7 millions. Les Portugais, pour leur part, ont toujours déclaré que la colonie leur coûtait de 7 à 10 millions de dollars par an.

C'est la colonie chinoise, forte jusqu'aux récents événements d'environ vingt *mille* personnes, qui disposait d'un quasi-monopole du commerce extérieur. En 1969, dix-huit des vingt firmes d'import-export étaient chinoises. Quant au commerce intérieur, il était également entre les mains des Chinois. Cette situation n'était pas sans provoquer un conflit racial latent. Malgré une certaine propagande laissant entendre *que l'influence* de Pékin n'était pas négligeable, les Chinois de Timor sont en fait très liés à Taiwan dont ils ont la nationalité. Plus de la moitié d'entre eux habitent la capitale.

Trois forces en présence

LE changement de régime au Portugal a fait naître à Timor une véritable vie politique. Trois mouvements vont se constituer. Leurs dirigeants appartiennent à la petite élite culturelle de Dili ; ils sont d'ailleurs souvent apparentés. Les options politiques des trois formations sont marquées par cette origine citadine. S'il est question d'indépendance ou de rattachement à l'Indonésie, il est peu fait état d'une réforme agraire possible.

L'idée force de l'Association pour une démocratie populaire à Timor (APODETI) est simple : elle demande l'intégration de la partie orientale de Timor à l'Indonésie. Chaque numéro de son journal contient une leçon d'indonésien, langue parfaitement inconnue des Timoriens. L'APODETI, dont le financement semble assuré par Djakarta, dispose d'appuis dans quelques chefferies situées près de la frontière indonésienne et parmi les milieux très restreints qui ont collaboré avec l'occupant japonais durant la seconde guerre mondiale. Son influence est limitée.

L'Union démocratique de Timor (U.D.T.) a été fondée par Joao Carrascalao. Barbu et corpulent, ce bourgeois affectionne de porter le battle-dress. Son parti représente les intérêts de la colonie chinoise qui, depuis plus d'un an, s'est sentie menacée, des fonctionnaires inchangés depuis l'époque de Salazar, des colons portugais et de la bourgeoisie locale. Jusqu'au 10 août, l'U.D.T. demandait une indépendance progressive et le maintien de liens étroits avec Lisbonne. Il était prévu que Timor oriental continuerait à dépendre d'une aide économique extérieure, celle du Portugal.

Quant au FRETILIN, il avait toujours, jusqu'à ces dernières semaines, exigé une indépendance immédiate. Par son radicalisme, « *l'indépendance ou la mort* », son chef, M. Rames Horta, s'est taillé à vingt-six ans une légende révolutionnaire. Métis, il se présente comme un « noir en colère ». Expulsé en 1970 de Timor, puis du Mozambique, pour ses attaques contre le colonialisme, il s'est attiré les sympathies du FRELIMO et de la gauche du M.F.A. Le FRETILIN est un front qui regroupe des marxistes, des catholiques et des socialistes. Comme les autres mouvements, il s'appuie sur quelques chefferies. En revanche il a un semblant de programme politique, propose une alphabétisation généralisée et une politique de la santé, nécessaire dans une région où la malaria et la tuberculose progressent.

En outre, selon le FRETILIN, un système d'économie mixte pourrait convenir à Timor : la propriété privée de la terre serait maintenue, mais le commerce (extérieur et intérieur) devrait être assuré par des coopératives contrôlées par le nouvel Etat. *La mise en œuvre d'un tel programme* signifierait évidemment la fin de la puissance économique chinoise. L'aile gauche du Labour australien et sa presse ne ménagent pas leur soutien au FRETILIN. Quelques journaux font valoir que Timor oriental indépendant est aussi viable économiquement que Tonga ou la Guinée-Bissau. *Ils rappellent que la société australienne* Timor Oil poursuit ses recherches et qu'une autre firme australienne Broken Hill Proprietary a obtenu des concessions pour le fer, le manganèse et le chrome. Si de telles recherches aboutissaient, l'existence de Timor oriental serait assurée et le pari de l'indépendance, *fait par le FRETILIN, pourrait être* gagné.

En raison des divergences de vues des différents partis, Lisbonne avait entamé un processus de décolonisation particulièrement laborieux. Il fut mis en route par le colonel Lemos Pires qui prit ses fonctions de gouverneur le *18 novembre 1974. Il proposa* l'établissement d'un conseil consultatif gouvernemental où seraient représentés les trois partis et un référendum permettant à la population de choisir entre l'indépendance à plus ou moins long terme et l'intégration à l'Indonésie. Le gouverneur se heurta à l'hostilité des trois mouvements. Ceux-ci cherchèrent à développer leur implantation dans certaines zones ; ce qui ne tarda pas à provoquer des affrontements armés. Pour débloquer la situation, les autorités portugaises proposent une conférence. Elle se tient à Macao le 26 juin. Les représentants de l'APODETI et de l'U.D.T. s'y rendent, alors que le FRETILIN boycotte ces entretiens. Il aurait préféré que la conférence se déroule à Lisbonne où il bénéficie de certains appuis au sein du M.F.A. A l'issue des entretiens de Macao, le conseil de la révolution portugaise s'engage à promulguer une loi constitutionnelle : un gouvernement provisoire sera rapidement désigné par Lisbonne et l'indépendance est prévue pour 1978.

A partir du début du mois de juillet, la situation évolue très rapidement. L'U.D.T. rompt avec le Portugal quand elle estime ne plus pouvoir compter sur l'ancienne métropole. La montée du parti communiste portugais l'inquiète, et elle préfère couper les liens, quitte à s'appuyer *par la suite sur l'Indonésie. Les deux* signataires des accords de Macao se rapprochent. Une délégation de l'APODETI visite Taiwan pour lui demander de faire pression sur la colonie chinoise de Timor en faveur de Djakarta. Quant au secrétaire général de l'U.D.T., il se rend dans la capitale indonésienne où il obtient la promesse d'une *certaine forme de soutien à son* action. C'était là une carte maîtresse.

A plusieurs reprises, l'Indonésie a déclaré qu'elle n'avait aucune intention d'envahir Timor oriental, mais elle reste préoccupée par les mouvements qui agitent le territoire. Le général Suharto redoute que Timor puisse un jour devenir une base de *départ pour des actions de guérilla* sur l'ensemble de l'archipel indonésien. Par ailleurs, la Nouvelle-Guinée-Papouasie *voisine est devenue indépendante*, et Bougainville fait sécession. On assiste donc à un éveil des nationalités dans cette région qui pourrait remettre en cause l'unité de l'Indonésie. Déjà quelques nationalistes de l'Irian-Occidental, réfugiés à Dakar, prennent prétexte de ces événements pour contester de nouveau l'annexion de leur patrie par Djakarta.

Si elle désire l'intégration de Timor oriental, l'Indonésie ne veut cependant pas, malgré certaines démonstrations navales et quelques déclarations belliqueuses, qu'elle se fasse par la force. A la différence du président Sukarno qui cherchait la « confrontation » avec les Hollandais en *Irian-Occidental* et avec les Britanniques à Bornéo, le président Suharto se veut rassurant. Une aventure militaire pourrait ternir son image sur la scène internationale et inquiéter les investisseurs étrangers. Le rattachement de Timor doit se faire « en douceur ». L'Indonésie sait qu'après quelques hésitations l'Australie est aujourd'hui favorable à une telle solution. Devant le Parlement de Canberra, M. Whitlam, premier ministre australien, déclarait en effet récemment : « *Nous comprenons les préoccupations indonésiennes de ne pas permettre que ce territoire devienne une source d'instabilité aux frontières de l'Indonésie.* » Djakarta peut *également compter sur le soutien* des Etats-Unis, soucieux de protéger le passage de leur flotte entre le Pacifique et l'océan Indien, et sur le Portugal qui aimerait se dégager le plus rapidement possible de cette région.

Le 10 août, lorsqu'elle prend le pouvoir à Dili, l'U.D.T. pense avoir *tous les atouts en main : un soutien* international, une armée forte de mille trois cents hommes, dont trois cents policiers et l'aide des militaires portugais restés dans la colonie. Ceux-ci sont en effet partisans du putsch. L'U.D.T. demande au Portugal l'ouverture de négociations immédiates en vue de l'indépendance et l'arrestation de tous les *chefs du* FRETILIN. Tout se passe alors comme si l'U.D.T. parlait le langage de son adversaire.

Le FRETILIN réagit très vite. Les troupes autochtones désertent et rejoignent ses rangs. Les combats sont violents et, d'après les réfugiés, très meurtriers, provoquant un exode *massif non seulement de Portugais*, mais d'une partie de la colonie chinoise. Le FRETILIN parvient à occuper Dili et se proclame vainqueur le 7 septembre. En même temps, il adopte une attitude modérée. Il demande aux Portugais de mettre en place un gouvernement provisoire. Le rêve d'une indépendance immédiate *semble abandonné*.

Aucune tentative sérieuse, sur le plan international, ne fut envisagée pour mettre fin à cette guerre civile. L'Indonésie se déclara prête à intervenir, mais seulement à la demande expresse de Lisbonne, ce qui lui fut refusé. Le ministre portugais des territoires d'outre-mer, M. Almeida *Santos, se rendit à Djakarta et* à Canberra, mais il ne parvint pas à

* Journaliste, collaborateur d'*Eurasie-Echanges*.

BILAN DE L'EFFORT MILITAIRE DES GRANDES PUISSANCES

La paix surarmée

Par CHARLES ZORGBIBE

VOLONTES de puissance nationales, réponses légitimes au renforcement de l'adversaire, calculs à court terme des Etats pourvoyeurs d'armes soucieux de rééquilibrer leur balance des paiements... Le rapport annuel de l'Institut d'études stratégiques de Londres confirme la militarisation croissante de notre planète (1).

Entre les Super-Grands, se poursuit cette course qualitative aux armements que codifiaient, dès 1972, les premiers accords SALT : l'article 7 du traité sur les systèmes défensifs, comme l'article 4 de la convention provisoire sur les armements stratégiques offensifs, contenaient en effet des clauses de modernisation : ils incitaient ainsi à ce perfectionnisme militaire que devait dénoncer le physicien américain Herbert York, l'un des « pères » de la première bombe H : « On proclame très haut qu'on diminue la quantité des armes, mais ce qu'on ne dit pas c'est qu'on en augmente sans cesse la qualité... Nous assistons aujourd'hui, derrière une façade pacifiste illusoire, à une course cachée et redoutable pour accroître l'efficacité de l'armement nucléaire. » Sans doute l'accord conclu à Vladivostok, le 23 novembre 1974, par Gerald Ford et Leonid Brejnev, ne limite-t-il pas seulement le nombre des missiles, mais aussi leur équipement en têtes multiples : un certain contrôle de l'amélioration qualitative des panoplies nationales est donc institué. Mais les plafonds fixés sont si élevés qu'ils suscitent une relance de la course aux armements.

Leurs engins stratégiques limités à deux mille quatre cents exemplaires, Etats-Unis et Union soviétique poursuivent le remplacement des missiles à une seule tête nucléaire par des fusées à têtes multiples ; ils s'emploient, en outre, à la mise au point de nouveaux types de bombardiers et de missiles. La puissance navale de l'Union soviétique se développe encore : la construction de deux nouveaux porte-avions facilitera non seulement les opérations en mer, mais aussi les interventions sur terre. Seule surprise : la « nucléarisation » de la Chine semble être *freinée. Le gouvernement de Pékin n'a* procédé, depuis juin 1974, à aucun essai atomique ; son potentiel nucléaire se monte toujours à deux cents ou trois cents engins. On pourra voir la preuve des ambitions simplement « régionales » de la Chine dans le fait qu'elle ne se dote pas de missiles qui *lui* permettraient d'atteindre les Etats-Unis : les dirigeants chinois ne disposent *toujours* que des engins à courte et *moyenne portée qui leur suffiraient pour en* découdre avec l'U.R.S.S., le Japon ou l'Inde ; simplement, la portée des derniers prototypes a été élevée de manière à menacer Moscou.

A l'ombre des Super-Grands, le Proche-Orient reste la scène privilégiée de la course aux armements. Egypte, Syrie, Israël, après leurs énormes pertes de la guerre d'octobre, ont pu reconstituer leur potentiel grâce aux fournitures américaines et soviétiques. Mais, au-delà du théâtre israélo-arabe, les nouveaux riches du pétrole sont saisis par le vertige du surarmement. En 1974, Iran et Arabie Saoudite ont triplé leurs dépenses militaires — qui atteignent, désormais, 10,4 milliards de dollars pour le premier, 6,3 milliards pour la seconde. Les Etats pétroliers consacrent, en moyenne, 12,4 % de leur produit national brut à leur défense — contre 6 % pour les Etats-Unis et 3,5 % pour les Etats européens de l'OTAN.

Si les préoccupations commerciales, à court terme, des Etats fournisseurs — Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, — désireux d'équilibrer leurs importations de pétrole, sont compréhensibles, leur irresponsabilité politique est manifeste. « Personne ne peut ignorer le nombre de litiges potentiels qui menacent le Proche-Orient et l'instabilité de ces régimes, écrivait récemment Curt Gasteyger dans le Journal de Genève. Personne ne paraît, pourtant, dépasser la réflexion purement comptable pour songer aux conséquences, à longue échéance, que le processus ainsi *engagé — une course aux armements accélérée* — peut avoir sur la sécurité et la stabilité, non seulement du Proche-Orient, mais de toute la région environnante. » Il est vrai que les puissances occidentales n'ont pas le monopole de l'irresponsabilité. L'Institut d'études stratégiques confirme les très importants envois d'armes soviétiques vers la Somalie et vers l'Ouganda du maréchal Idi Amin Dada.

A L'HEURE où la France doit fixer l'avenir de sa *force* nucléaire *stratégique*, adapter les structures de ses forces classiques, repenser la signification du service national, aucun effort de défense ne peut être décidé par le gouvernement et accepté par le pays sans tenir compte de ce que font les autres : l'hypothèse de base de la Fondation pour les études de défense nationale sera peut-être contestée par des auteurs tels que *Ian Smart* ou *Dieter Senghaas*, selon lesquels la politique d'armement demeure relativement indépendante de la conjoncture internationale et n'est que le produit de la surenchère entre clans nationaux, résultant de la conjonction des doctrines stratégiques, des intérêts du complexe scientifique-industriel-militaire-stratégique, des impulsions technologiques et des impératifs en matière d'organisation (2)... De *toute façon, elle aura eu le mérite de* susciter l'excellent rapport de Paul-Marie de la Gorce sur « L'effort de défense de quelques grandes puissances (3) ».

Pour la France, qui sont « les autres » ? Les Etats-Unis et l'Union soviétique d'abord, dont les choix stratégiques, le volume des dépenses militaires, l'orientation de l'effort d'armement, déterminent l'équilibre des forces dans le monde et tracent le cadre à l'intérieur duquel les deux Super-Grands créent, entretiennent ou laissent se développer des conflits limités. La Grande-Bretagne et l'Allemagne *fédérale* ensuite, qui, voisines de la France, sont du même niveau de développement et du même type de société : leurs problèmes sont comparables aux nôtres, même si leurs solutions diffèrent.

Ces quatre cas, Paul-Marie de la Gorce les passe au crible. Il ne se contente pas de mener, avec une patience de bénédictin, la revue des budgets militaires des quatre puissances. Il entend aussi répondre à la question décisive : quel sera l'effort de défense de chacun des Quatre dans les années à venir ? Pour y répondre, il analyse les facteurs politiques, économiques, sociaux qui fondent la politique de défense de ces Etats et devraient permettre d'en discerner l'évolution. Nous retiendrons ici les développements qu'il consacre aux deux Grands.

L'évaluation de la part consacrée à l'effort de défense dans l'ensemble de l'économie soviétique est difficile. L'auteur récuse la méthode naïve qui consisterait à *rapporter purement et* simplement le budget officiel de la défense soviétique, mais aussi l'approche de l'Institut d'études stratégiques de Londres, dont les experts partent du coût des personnels de l'armée américaine, qu'ils reportent, corrigé des différences connues, au budget militaire soviétique, ainsi que celle de deux économistes soviétiques du « Samizdat », qui retirent de l'ensemble du budget les dépenses affectées à des programmes publics, les crédits d'aide à l'étranger et une partie des investissements de l'industrie lourde ; ils aboutissent ainsi à un budget de la défense d'environ 80 milliards de roubles pour une production intérieure nette ramenés à moins de 200 milliards. Pour la majorité des experts occidentaux, les deux tiers des dépenses de recherche et de développement sont, en réalité, consacrés à la défense de l'U.R.S.S. : on les joindra donc au budget *officiel* de la défense, et les chiffres obtenus, de 1970 à 1973, permettront de conclure à une certaine stabilité de l'effort financier de défense de l'U.R.S.S. Une ultime méthode, plus simple et plus approximative, a l'avantage de partir de réalités mieux connues : elle prend en considération, d'une part, le volume effectif de l'effort de défense soviétique, qui est à peu près équivalent à l'effort américain — supérieur en effectifs, bien moindre en coût des personnels, supérieur en armement terrestre mais moindre en aviation stratégique et en certaines catégories de forces navales, équivalent pour les missiles mais peut-être moindre pour la recherche... — et, d'autre part, le produit national brut de l'Union soviétique, qui est sensiblement la moitié de celui des Etats-Unis. L'effort soviétique de défense serait donc, proportionnellement, deux fois plus important que l'effort américain, et se situerait, suivant les années, entre 12 et 15 % du produit national brut.

Paul-Marie de La Gorce n'envisage guère un changement d'orientation de la politique de défense soviétique. Tout confère aux responsables des forces armées une très grande autorité politique et la possibilité de faire prévaloir leurs vues quant au nécessaire développement de la puissance militaire de l'U.R.S.S. : la permanence probable du régime politique actuel, l'obligation pour chaque groupe de se référer aux mêmes principes, la fragilité relative du système politique établi par l'U.R.S.S. dans l'est de l'Europe, les étapes futures du conflit idéologique, politique et peut-être stratégique avec la Chine, l'importance mondiale des crises qui secouent la région méditerranéenne et le Proche-Orient à proximité immédiate du territoire soviétique, et, plus généralement, le caractère impératif que revêt la parité nucléaire entre les deux Grands.

BIEN entendu, le maintien de cette même parité restera, en toute hypothèse, l'axe principal des préoccupations américaines. Ce qui implique, pour les Etats-Unis, la poursuite inlassable d'un effort scientifique, technologique et industriel qui évite toute rupture d'équilibre. Au-delà, « la multiplication des risques de crises et des zones de conflit dans l'ensemble du monde... déterminera probablement toute l'orientation de l'effort de défense américain durant les prochaines années ». La stratégie de la réponse flexible, la préparation d'une gamme d'interventions de nature à peser sur le déroulement et l'issue des crises, impliquent, pour le gouvernement de Washington, un effort « considérable et probablement croissant » en faveur de ses forces conventionnelles, qu'il s'agisse d'une *action* directe ou de la fourniture massive et rapide de matériel et d'approvisionnements à un allié — qui nous semble plus conforme à la doctrine Kissinger.

Mais que penser des réticences internes, de l'évolution de l'esprit public américain après le traumatisme vietnamien, du désarroi de l'opinion publique et des cadres en proie à des difficultés économiques nouvelles ? Paul-Marie de la Gorce *ne croit pas en* un éventuel « retrait » américain : un consensus fondamental subsiste et subsistera sur la politique de défense et sur les orientations *principales* de la diplomatie américaine ; et s'il ne conteste pas les difficultés nées de l'inflation, il relève que l'effort de défense sera probablement favorisé dans une période de lutte contre la récession... Finalement, quelles que soient les tensions sociales internes, *doit prévaloir la logique de* la puissance — « alors même que les responsables américains tendent à voir, dans les changements internationaux qui sont en cours, autant de menaces pour leur suprématie ou pour leurs intérêts ».

(1) *The Military Balance 1974-1975*, Londres, 1975.

(2) On pourra également se reporter au récent numéro de la revue *Daedalus* sur l' « Arms Control », Boston, été 1975.

(3) *Les Sept Epées*, Cahiers de la Fondation pour les études de la défense nationale, Paris, 1975.

convaincre ses interlocuteurs de créer une force internationale — comprenant des Australiens, des Indonésiens, des Malaisiens et des Portugais, — qui aurait mis fin aux combats fratricides.

Les trois pays concernés, l'Australie, l'Indonésie et le Portugal, ont préféré laisser « pourrir la situation ». Les porte-parole officiels n'ont cessé de dénoncer le chaos qui régnait à Timor. L'Australie a trouvé ainsi la justification de sa politique de non-intervention. Le Portugal s'est lavé les mains de cette affaire, se contentant de proclamer qu'il n'était plus capable de maintenir l'ordre dans ce territoire. Quant à l'Indonésie, elle ne peut que se féliciter des événements passés : ces désordres pourraient lui être favorables à moyen terme. Moins que jamais, Djakarta a abandonné l'idée d'occuper la partie orientale de Timor.

MAXIME DOUBLET.

En Angola, guerre civile et ingérences étrangères

(Suite de la première page.)

Apparemment, les atouts du M.P.L.A. au lendemain du 25 avril étaient minces. La scission du groupe Chipenda, qui rejoindra quelques mois plus tard le F.N.L.A. et l'UNITA, réduisait pratiquement à des escarmouches la guérilla sur le front est et aggravait les tensions avec la Zambie. Une partie des cadres du mouvement fondaient la *« révolte active »* pour combattre le manque de démocratie au sein du M.P.L.A. et trouvaient une oreille complaisante dans la République populaire du Congo et en Tanzanie, les plus fidèles alliés du M.P.L.A. Dans l'enclave de Cabinda, la lutte armée piétinait. Le Portugal, où les positions du général Spinola prédominaient encore, cherchait à précipiter la disparition du M.P.L.A. Même les alliés du bloc de l'Est rechignaient à poursuivre leur aide matérielle.

Mais l'effondrement du système colonial après le 25 avril libéra en Angola même une force insoupçonnée : les quinze années de lutte politico-militaire ouverte ou clandestine avaient porté leurs fruits. La dynamique de ce « M.P.L.A. de l'intérieur » ressoudait le mouvement autour d'une plate-forme d'action élaborée durant les premiers mois de l'année 1975.

« Résistance populaire généralisée » : le M.P.L.A. veut opposer à l'armée régulière du F.N.L.A. et de l'UNITA, encadrée par d'anciens officiers portugais ou par des mercenaires blancs, les masses angolaises mobilisées à la base dans des milices d'autodéfense, et au sommet dans une armée populaire de combattants qui s'engagent volontairement pour défendre un idéal politique. D'anciens guérilleros du M.P.L.A. et des transfuges de l'armée coloniale assurent l'encadrement politico-militaire.

« Produire pour résister » : les comités de travailleurs, les coopératives de production et de distribution doivent enrayer la décomposition du secteur moderne de l'économie et, dans la mesure du possible, combler le vide du pouvoir, soit en prenant directement en charge le fonctionnement des entreprises fermées ou paralysées, soit en trouvant des solutions aux conflits souvent anarchiques qui éclatent avec les anciens patrons.

« Pouvoir populaire » : par l'intermédiaire des organisations de femmes, de jeunesse, d'étudiants, par la constitution de comités de quartier, de district, d'entreprise, le M.P.L.A. veut mettre en place une nouvelle forme de pouvoir qui puisse répondre aux aspirations de la population.

L'ensemble de cette stratégie est conforme à l'évolution politique du M.P.L.A. depuis sa fondation : l'élite intellectuelle angolaise, souvent blanche ou métisse, canalise et structure la tradition de résistance populaire et l'émergence d'une conscience nationale pour s'opposer à la division ethnique du pays et à toute forme de domination étrangère.

Aujourd'hui, dans la guerre civile en Angola, s'affrontent donc un front de libération nationale, le M.P.L.A., et une coalition de deux mouvements ethniques soutenus par les puissances occidentales, leurs alliés locaux et l'Afrique du Sud.

Dans l'immédiat, le principal danger militaire pour le M.P.L.A. vient du Nord où le F.N.L.A. peut attaquer à partir de positions qu'il choisira tout au long des 2 000 kilomètres de frontières avec le Zaïre. L'UNITA est isolée au centre du pays : sans force militaire notoire, elle doit rompre le blocus économique de la région qu'elle contrôle et surmonter ses divisions internes. Elle pose pourtant au M.P.L.A. un problème politique difficile dans la mesure où elle peut se présenter comme une force uniquement angolaise dont les liens avec l'étranger sont moins visibles que ceux du F.N.L.A. Or le 11 novembre, le dernier soldat portugais aura quitté l'Angola. Institutionnellement, il faudra qu'une force unique ou une coalition assume le pouvoir.

Le M.P.L.A. peut-il déclarer unilatéralement l'indépendance ? Le F.N.L.A. reste trop ouvertement un paravent du Zaïre. Que l'UNITA ait été militairement défaite ou non, le 11 novembre, la décision du M.P.L.A. de proclamer sa légitimité nationale, objectif évident de toute son activité politique et militaire depuis le 25 avril, dépend d'abord de la situation internationale. Le Portugal, qui veut de toute façon se débarrasser du fardeau angolais, brandit la menace d'une intervention des « casques bleus » : l'Union soviétique devrait y opposer son veto. Mais si, à l'indépendance du Mozambique, à la fin probable de la sécession rhodésienne, s'ajoute la naissance d'un Angola progressiste, la jonction des expansionnismes sud-africain vers le nord et zaïrois vers le sud deviendra pratiquement impossible. *Le* M.P.L.A. craint donc la riposte des puissances impérialistes : une escalade des moyens militaires en hommes et en matériel pour intensifier la guerre. Le mouvement aura-t-il les moyens d'y faire face ? Ne risque-t-il pas d'être oublié par ses alliés socialistes, soucieux avant tout de préserver leur politique de détente avec les Etats-Unis ? Pour le moment, s'il rejette tout compromis avec le F.N.L.A., le M.P.L.A. n'a pas décidé de fermer le futur gouvernement angolais à certaines personnalités de l'UNITA. De toute façon, il se prépare à une intervention étrangère massive. Fort de son expérience, de la valeur et de la détermination de ses cadres politiques et militaires, de la profondeur de son implantation populaire, il est plus que jamais décidé à atteindre son but, quitte à retrouver une forme de combat qu'il maîtrise bien : la guerre populaire prolongée.

RENE LEFORT.

UN FILM TOURNÉ CET ÉTÉ

« Angola, guérilla du peuple »

« TOUS ceux qui attaquent notre peuple nous accusent d'armer le peuple. » *Par son aspect sage, calme, confiant, M. Agostinho Neto force le respect, inspire un indiscutable attachement. Sa voix est chaude, le ton serein, posé, avec toutefois une nuance de lassitude : le leader du M.P.L.A. connaît bien l'origine de ces accusations, il sait que ses adversaires ont tout à craindre, en effet, d'un peuple armé.*

Les armes, pourtant, quel dur chemin pour en posséder ! Deux vétérans des F.A.P.L.A., en lutte depuis 1961, racontent leurs premières embuscades à la machette ; ils exhibent les mines artisanales d'alors, en bois, aussi *belles qu'une machine d'art populaire, emplies de poudre récupérée sur les obus portugais non éclatés ; terriblement meurtrières. Depuis, les circonstances ont beaucoup évolué ; leurs* armes *d'aujourd'hui,* soviétiques, *tchèques, sont parmi les plus modernes ;* le colonialisme a été vaincu, *la guerre qui se prolonge, disent-ils, les* oppose frontalement à *l'impérialisme ; elle s'annonce longue.*

Ce moyen métrage, réalisé par Marcel Trillat, Bruno Muel et Antoine Bonfanti durant leur séjour cet été en Angola, exprime précisément leur inquiétude de voir les interventions étrangères se multiplier, le conflit s'internationaliser, aux dépens des véritables forces populaires. Les auteurs adoptent franchement, et défendent (il s'agit d'un film militant) les thèses du M.P.L.A. La ligne du plus important mouvement rival, le F.N.L.A., est particulièrement dénoncée : une séquence d'archives rappelle un défilé de l'armée de M. Holden Roberto à Kinshasa (Zaïre) et le commentaire nous apprend qu' « elle est constituée de mercenaires, équipée par les Etats-Unis et entraînée par Israël et la Chine ». *Quant à l'UNITA, organisation de M. Savimbi,* personnage charismatique », *elle serait sérieusement* « soutenue par l'Angleterre, l'Allemagne fédérale et la France ».

Tourné quelque temps après les durs affrontements de juillet dernier à Luanda, qui se terminèrent par l'expulsion des membres du F.N.L.A., le film révèle les pratiques répressives de cette organisation « purement militaire, entièrement coupée du peuple » ; *des photos, commentées par un officier portugais, montrent un charnier dans la banlieue de Luanda, où les cadavres mutilés de femmes, hommes et enfants sont empilés pêle-mêle.* « Cinquante-huit morts et cinq blessés, c'est l'œuvre du F.N.L.A. », *confie le militaire.*

Dans l'immeuble qui fut le siège du Front, *la caméra nous introduit dans la sinistre pièce réservée aux* tortures ; une partie du matériel est *encore en place, minable et horrifique* : des cordes, des *fils métalliques, un fauteuil Voltaire aux ressorts* apparents, agressifs, *noircis de fumée, des taches de sang sur les* murs et, dans *l'air, sous une lumière blafarde, comme la trace des cris. Un homme-momie, la tête et le corps totalement entourés de bandages, raconte* ses souffrances aux mains « des bourreaux du F.N.L.A. » : *enlevé, roué de coups, il a ensuite été arrosé à l'acide chlorydrique.*

Essayant de s'imposer par la terreur, le F.N.L.A. bombardait au mortier les muceques *(bidonvilles) de Luanda, fiefs indiscutés de M. Neto. Des entretiens effectués dans la rue révèlent les Luandais effectivement effrayés de leur insécurité, leur propre vulnérabilité ; les indécis eux-mêmes ont alors choisi de prendre les armes aux côtés du M.P.L.A. pour garantir la sécurité du peuple et imposer le départ des hommes du Front.*

La paralysie économique est l'autre grand problème auquel est confronté le mouvement de M. Neto ; le départ précipité des techniciens portugais et le sabotage des grandes sociétés en sont la cause. Un syndicaliste angolais analyse avec lucidité la situation et propose des solutions politiques, parmi lesquelles la remise aux ouvriers des principales entreprises : « Sans pouvoir ouvrier, pas de victoire possible », *déclare-t-il.*

Les choses vont vite en Angola, et ce film, dans la longue guerre civile qui commence, risque tôt d'être recouvert par des événements plus récents ; pour ses auteurs, toutefois, l'essentiel ne peut varier ; ils ont choisi leur camp : *face* « aux forces de la réaction », *le M.P.L.A. leur paraît défendre les intérêts authentiques du peuple commun,* « parce qu'il est l'héritier de la lutte populaire et de la tradition intellectuelle progressiste » ; *ils le considèrent comme le seul facteur* « antiraciste et antitribaliste » *d'unification de la nation angolaise.*

IGNACIO RAMONET.

● Pour des projections-débats : *Angola, guérilla du peuple* (1975), 51 minutes, couleurs, 16 millimètres. Réalisation : M. Trillat, B. Muel, A. Bonfanti.
Diffusion : UNICITE, 50, r. Edouard-Vaillant, 93 Bagnolet. Tél. : 858-82-00.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE — Le procès des membres du groupe ‹Fraction Armée Rouge›

Les mesures prises contre les avocats violent des droits essentiels dans une démocratie

Par FRED MOHR

LE 23 juin dernier, à Stuttgart et à Berlin, des agents du Bundeskriminalamt (police criminelle fédérale de la R.F.A.) arrêtaient M[es] Croissant et Stroebele, avocats suspendus d'Andreas Baader dans le procès intenté par le procureur fédéral à quatre membres du groupe Fraction Armée Rouge (Andreas Baader, Gudrun Enslin, Jan Carl Raspe et Ulrike Meinhoß), qui s'est ouvert le 22 mai 1975 dans un bâtiment en béton armé spécialement construit à l'intérieur de la prison de Stuttgart-Stammheim. Ces arrestations faisaient suite à toute une série de mesures et à une campagne de presse contre les défenseurs.

Depuis 1972, plusieurs membres de ce groupe révolutionnaire anti-impérialiste et partisan de la guérilla urbaine, émanation du mouvement étudiant des années 60, ont été arrêtés. Ils font l'objet d'une détention spéciale visant à la destruction de leur identité politique. Plusieurs d'entre eux ont été internés pendant plusieurs mois dans des sections silencieuses (1), et tous (environ une cinquantaine) sont dans l'isolement total, privés de contacts avec les autres prisonniers ; les visites sont interdites, sauf pour les avocats, qui doivent subir de multiples fouilles et sont constamment filés. Les visites des plus proches parents se déroulent en présence d'agents de la police criminelle, qui sténographient le contenu des entretiens.

Par plusieurs grèves de la faim, collectives et prolongées (plusieurs mois), les prisonniers ont essayé d'obtenir la suppression de ce régime spécial.

Les avocats qui font l'objet de poursuites ont été les seuls à pouvoir communiquer sans surveillance apparente avec les prisonniers ; les premiers à dénoncer une détention basée sur la volonté de détruire la personnalité des prisonniers politiques, ils ont créé des comités contre la torture des prisonniers politiques en R.F.A. (2).

Partisans d'une défense collective, étant donné le caractère collectif des actes reprochés aux détenus (qui appartiennent à un même groupe politique), ils ont été accusés de *« permettre la continuation en prison d'une association de criminels »* en assurant le fonctionnement d'un système d'information entre les prisonniers, qui sont isolés entre eux, isolés de l'extérieur et isolés des autres détenus. Les cabinets des avocats ont été maintes fois perquisitionnés, leurs dossiers saisis ; leur correspondance avec les détenus, tout comme récemment les notes préparatoires sur la stratégie de la défense, au cours du procès de Stuttgart, ont été confisquées. L'accusation est donc au courant des intentions des défenseurs. M[e] Kurt Groenewold, avocat à Hambourg, fait l'objet d'une mesure d'interdiction d'exercer sa profession depuis le 12 juin 1975. Comme ses collègues Croissant et Stroebele, il est accusé d'avoir soutenu une *« association de malfaiteurs »*.

En avril 1975, M[e] Haag, autre avocat de A. Baader, était arrêté à son cabinet de Heidelberg. Prétexte invoqué : il aurait transporté des armes. Relâché quelques jours après, faute de preuves, il déclarait que, dans ces conditions, il n'était plus en mesure d'assurer la défense de son client et que, à l'avenir, il choisirait d'autres formes de lutte contre l' « impérialisme ». Depuis, il est recherché par la police.

La procédure d'exclusion de M[e] Croissant se déroula à huis clos dans le bâtiment spécial où plus tard allait s'ouvrir le procès de son client.

Depuis le 1[er] janvier 1975, une loi d'exception, spécialement imaginée pour les défenseurs des prisonniers politiques, permet d'exclure un avocat d'une procédure si, entre autres, *« il est permis de* supposer *que* sa *participation* à *la défense* pourrait *constituer un danger pour la sûreté de la République fédérale d'Allemagne »*.

L'OPINION publique démocratique a réagi en dénonçant, souvent sévèrement, ces mesures qui ont frappé les avocats et qui sont destinées, en fait, à renforcer l'isolement des prisonniers et à empêcher le public de connaître les traitements spéciaux qu'ils subissent. Aux Etats-Unis, où deux cents avocats ont dénoncé ces traitements spéciaux, en Suède, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Pays-Bas et en France, nombreuses ont été les personnalités à se joindre à ces protestations.

Le 10 juillet, à Paris, sous le patronage de la Ligue des droits de l'homme et sous la présidence de M. Henri Noguères, deux avocats, M[es] Groenewold et Schilly, ont été invités par plusieurs organisations de juristes, parmi lesquelles le Syndicat des avocats de France, la Fédération internationale des droits de l'homme, le Mouvement d'action judiciaire, l'Association française des juristes démocrates, Droit et Démocratie, l'Association internationale des juristes catholiques, Justice et Socialisme, l'Union des jeunes avocats et le Syndicat de la magistrature. Amnesty International était également représenté. Plusieurs de ces organisations avaient déjà envoyé au procès de Stuttgart des observateurs, parmi lesquels M[es] De Felice, Terrel, Koskas, Ziwlé, Lucienne Didner-Sergent, Domboy, qui ont exprimé leur inquiétude devant les conditions dans lesquelles se déroule ce procès, en particulier en ce qui concerne les droits de la défense. Le barreau de Paris devait d'ailleurs, lui aussi, en juillet dernier, manifester son « *inquiétude* » à propos des mesures *« prises contre les avocats »*.

Le procureur fédéral Buback et les services de sécurité ont réagi en amplifiant la campagne contre les avocats. Toute critique émise à ce sujet par la presse allemande est vivement dénoncée. Le procureur fédéral Buback déclarait d'ailleurs à la télévision allemande, au cours de l'émission « Kennzeichen D » : *« Nous ne serons couronnés de succès que si les journalistes se bornent à être des traits d'union entre police, accusation et population. »*

Un exemple de cette guerre psychologique est fournie par l'information lancée par les services de sûreté et selon laquelle, dans l'Hérault une ferme louée par l'avocat Haag servirait de *« repaire à des terroristes »*, information reprise par la presse non seulement en Allemagne fédérale, mais aussi en France. Preuve apportée : une carte qui aurait été trouvée chez M[e] Croissant. Celui-ci déclarait dans une lettre à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, qui avait été le premier à diffuser cette information, que la ferme en question ne figurait pas sur la carte trouvée, mais qu'il s'agissait d'un terrain de camping recommandé par un ami et situé à plusieurs dizaines de kilomètres de là. La ferme en question avait d'ailleurs été achetée par M[e] Haag il y a quelques années, alors qu'il ne faisait pas encore l'objet de poursuites judiciaires, et elle était connue de la police. Bien que Mme Haag y passât paisiblement ses vacances avec ses enfants, on n'hésita pas à faire l'amalgame : Croissant, Haag et, bien sûr... le mystérieux Carlos !...

En fait, les avocats des détenus politiques sont un élément perturbateur dans un système clos construit par les services de sûreté et l'accusation, et qui comprend les sections silencieuses, le procès à grand spectacle de Stuttgart, et une presse qui reprend la plupart du temps les accusations des autorités.

A ce sujet, le mandat d'arrêt contre M[e] Croissant est significatif : M[e] Croissant a soutenu une association de criminels en *« essayant d'éveiller l'intérêt international pour les membres de l'association de criminel, et leurs prétendus buts politiques, par de nombreuses prises de positions publiques, des communiqués de presse et des actions semblables tant en R.F.A. qu'à l'étranger »*.

LES autorités ne lui pardonnent pas d'avoir parlé d' « assassinat » à propos de la mort de Holger Meins décédé après une grève de la faim de plus de deux mois à la prison de Wittlich, qui ne disposait pas des installations nécessaires à la nutrition artificielle. Un juge avait ordonné de le transporter dans une prison où il aurait pu être sauvé, mais les services de sûreté de l'Etat ont empêché ce transfert. La veille du décès, le médecin de la prison partait en voyage, alors que H. Meins était dans le coma. Il mourait sans soins le 9 novembre 1974.

Quelques jours avant son arrestation, M[e] Klaus Croissant portait plainte pour le *« meurtre »* du prisonnier Siegfried Haussner, membre du commando Holger Meins, de Stockholm, blessé après son arrestation par des policiers suédois. Diagnostic : plusieurs fractures du crâne. Contre l'avis des médecins, qui le déclaraient intransportable, le gouvernement allemand ordonna le transfert à la section médicale de la prison de Stuttgart, non équipée pour le traitement de traumatismes crâniens et dirigée par un psychiatre. Il mourait quelques jours après son arrivée. M[e] Croissant recevait le lendemain de la mort une lettre du procureur fédéral, datée de cinq jours auparavant, l'informant que Haussner avait demandé par écrit de recevoir la visite de M[e] Croissant, qui ignorait sa présence à Stuttgart.

C'est donc bien en raison de leur effort pour informer le public que des mesures ont été prises contre les avocats, comme le prouve le mandat d'arrêt de M[e] Croissant. Celui-ci et M[e] Stroebele ont été libérés sous caution après quelques semaines de détention. Ils se sont vu retirer leur passeport et doivent se présenter plusieurs fois par semaine à la police.

Le procès de Stuttgart a été suspendu jusqu'à fin septembre (3). Les accusés n'avaient pas la possibilité de faire de déclarations politiques sans être constamment interrompus par le juge (4) (qui, d'ailleurs, ne s'est pas privé de déclarer à la télévision qu'il ne considérait pas les accusés comme des prisonniers politiques). En écartant les défenseurs choisis par les accusés, les services de sûreté de l'Etat et l'accusation veulent organiser un procès où les accusés n'ont pas la possibilité d'exposer les motifs de leur action contre un système qui, d'après eux, veut contrôler toute opposition.

En tout cas, les autorités portent de graves atteintes aux droits de la défense et ont entrepris contre les accusés une guerre menée scientifiquement, qui utilise les résultats des recherches du Pentagone et de toutes les armées impérialistes pour isoler les révolutionnaires du reste du peuple. Car, il ne faut pas l'oublier, ces terroristes ont fait sauter, en 1972, l'ordinateur du grand quartier général américain pour l'Europe, à Heidelberg, se plaçant résolument du côté des « terroristes » vietnamiens contre la plus grande force de « pacification » du monde : l'armée américaine. A ceux qui voudraient faire croire que leurs actions peuvent menacer la population, ils déclaraient, après un attentat à la gare de Brême, attribué à la Fraction Armée Rouge : « *Cette action n'est pas de nous, jamais nos actions ne sont dirigées contre le peuple.* » Quoi que l'on puisse penser de ce type d'action, les avocats empêchés de s'acquitter de leur mission sont, en fait, les défenseurs d'une certaine idée de la justice et des droits de l'homme, auxquels on a toujours tort de préférer la raison d'Etat.

(1) Voir *A propos du procès Baader, Meinhof - Fraction Armée Rouge*, mai 1975, éditions Ch. Bourgeois, Paris.

(2) A Paris, Comité contre la torture des prisonniers politiques, c/o *les Temps Modernes*, 26, rue de Condé, Paris-6[e]. Permanence : mardi et vendredi, de 17 à 19 heures. Tél. : 326-47-81 (l'après-midi).

(3) Des médecins commis par le tribunal ont, en effet, estimé que les accusés n'étaient pas en état de comparaître. Le président de la deuxième chambre de la cour d'appel de Stuttgart a annoncé le 30 septembre que le procès se poursuivrait en l'absence des accusés.

(4) Une brochure contenant les déclarations des prisonniers devant le tribunal de Stuttgart paraît début octobre : s'adresser au Comité contre la torture des prisonniers politiques, adresse ci-dessus.

HAITI

Expansion démographique et régression de l'agriculture

La famine s'étend sous le règne de « Baby Doc » Duvalier

Par W. CADET *

LA famine frappe plus d'un demi-million de personnes dans le nord-ouest et le nord de Haïti. Pour un pays qui compte cinq millions d'habitants, cela fait plus d'une personne sur dix. La nouvelle a pourtant suscité peu de commentaires. On connaît trop bien les raisons qui poussent certains milieux à minimiser cette catastrophe pour ménager le gouvernement de « Baby Doc ». Celui-ci veut à tout prix faire croire que le régime se libéralise et favorise l'essor économique. Il tente de masquer les véritables causes de la famine et d'en rendre exclusivement responsable la fatalité naturelle : la sécheresse. Or cette famine révèle la crise qui affecte l'ensemble de la société haïtienne.

La famine n'est point un phénomène exceptionnel en Haïti. Elle est chronique. Le pays en a connu une vingtaine depuis le début du siècle. Elles sont souvent déclenchées à la suite des cyclones ou des sécheresses prolongées. Depuis l'avènement des Duvalier en 1957, le sud du pays a été six fois frappé par la disette après les cyclones de 1958, 1959, 1963, 1964, 1965, 1966 ; le nord et le nord-ouest ont été *quatre fois atteints après les sécheresses* de 1968, 1970, 1974, 1975. Des zones limitées souffrent fréquemment des conséquences de la sécheresse hivernale (novembre-mars), notamment les régions sous le vent, qui peuvent recevoir moins de 100 mm de pluies dans le mois.

*Cette chronicité résulte de l'insuffi*sance permanente de la production et du fait que l'habitude de constituer des réserves de sécurité est peu répandue dans les campagnes. Les récoltes n'augmentent pas au rythme de la croissance démographique, car les rendements restent faibles et les surfaces cultivées stagnent. Chaque année, la soudure est à peine garantie. Le paysan vit au jour le jour, faute de moyens.

Les dégâts sont souvent amplifiés en raison de l'insuffisance des communications permettant aux régions excédentaires de compenser le déficit des autres. Ces calamités lézardent chaque fois l'édifice vermoulu de l'agriculture haïtienne et rompent l'équilibre fragile de l'économie globale. Elles mettent à nu un monde rural organisé selon un modèle néo-colonial, enfermé dans un réseau d'exploitation bloquant toute évolution.

LA production agricole se partage entre un secteur d'autoconsommation, un secteur tourné vers le marché intérieur et un secteur d'exportation. La part de chacun est difficile à évaluer. On ne peut que proposer des pourcentages très approximatifs : 70 %, 20%, 10 %. L'un n'évolue pas sans les autres. Le troisième secteur, malgré sa faiblesse relative, constitue le « moteur » de l'économie.

La primauté d'une production destinée *exclusivement à la consommation* familiale peut être interprétée comme une réponse du monde rural à l'insécurité qui a toujours plané sur la propriété foncière par absence de cadastre et à l'incertitude des marchés agricoles. Cette production s'effectue dans le cadre de jardins de polyculture avec des instruments rudimentaires. Sur 2,8 millions de paysans recensés en 1969 (1), 1,5 million (53 %) travaillent sur des exploitations de moins de 1 hectare, représentant 21 % des surfaces cultivées. Ce sont ces mêmes paysans qui, en général, sont contraints, durant une partie de l'année, à se muer en artisans pour trouver une source de revenus ou à vendre saisonnièrement leur force de travail à des paysans moyens ou à de gros planteurs.

Ceux qui produisent pour le marché intérieur souffrent de l'anarchie des marchés et des importantes redevances versées aux propriétaires par les fermiers ou les « deux-moitiés » (métayers). Environ neuf cent mille paysans (32 %) sur des exploitations de 1 à 3 hectares pratiquent cette production marchande qui couvre près de 41 % des surfaces cultivées. Le bénéfice net qu'ils en tirent suffit à peine aux besoins de leur famille. Condamnés à la médiocrité, ils sont obligés parfois, comme les précédents, d'offrir leur travail ailleurs ou de « placer » leurs enfants comme domestiques dans les familles citadines ou villageoises.

Le secteur d'exportation, très composite, associe plantation capitaliste, « habitation » féodale exploitée selon la formule « deux-moitiés » et enfin l'exploitation familiale. Les deux premiers types sont les plus répandus. Approximativement, *38 %* des terres cultivées y sont consacrées pour produire principalement café, cacao, sisal, canne à sucre, par 15 % des paysans. Ce secteur est relativement mieux doté que les deux autres. Il absorbe l'essentiel des investissements et des crédits affectés à l'agriculture, occupent les meilleures terres, bénéficient en priorité des efforts techniques en mécanisation, utilisation des engrais, recherches variétales, réglementation des marchés. Les fluctuations des prix internationaux, les prélèvements opérés par l'Etat et les « grands dons » (2), les profits d'une cascade d'intermédiaires et des experts annihilent les efforts des paysans, même ouverts à une certaine modernisation.

Principale source de revenus de l'Etat, ce secteur représente 81 % des exportations totales entre 1960 et 1970. Le café à lui seul en assure 45 % pour la même période. On ne dénoncera jamais assez les effets pernicieux et la dépendance destructive qu'induit ce secteur dans les économies périphériques. Pour Haïti, la stagnation économique se mesure à travers la détérioration du prix du café. Par exemple, la vente d'un kilo de café lui a rapporté en moyenne 5,6 gourdes (3) entre 1950 et 1954, 4,6 entre 1955 et 1959 pour tomber à 3,5 entre 1969 et 1973. Cette évolution traduit bien la vulnérabilité de l'économie haïtienne aux perturbations engendrées par l'échange inégal.

ILLETTRES, démunis techniquement et financièrement, les paysans haïtiens restent enfermés dans leurs routines culturales et sont impuissants devant les calamités naturelles. Tout est ordonné pour les maintenir dans cet état.

Il y a sept mois, le gouvernement a été obligé, en raison de la famine, de supprimer les timbres fiscaux que payaient jusqu'alors les paysans sur les marchés urbains et ruraux pour les produits offerts *et les animaux* de transport. La valeur du timbre était laissée à l'appréciation du préposé qui l'établissait au vu de la marchandise. Il arrivait souvent au paysan de payer plusieurs fois sur le même lot, car c'est l'entrée au marché qui était taxée. La suppression de ce timbre a certes *soulagé les* paysans mais elle a contribué à mettre en difficulté toutes les communes, qui perdent l'une de leurs principales sources de revenus, l'Etat n'ayant pris aucune mesure de compensation. Cependant, celui-ci a augmenté ses prélèvements sur les produits d'exportation au niveau des *« spéculateurs en denrées » (4) et des* exportateurs qui répercutent le supplément de leurs charges sur les producteurs.

Les paysans sont pris en outre dans un réseau de spéculation et d'usure. Dans le prolongement du commerce urbain et villageois dont le secteur de gros est largement contrôlé par des maisons étrangères, les intermédiaires ont proliféré. Ils enserrent le monde rural dans les trames de menues transactions. Les personnages-clés portent des noms évocateurs, spéculateurs en denrées, secrétaires (5), madan sarah (6). Dépendants eux-mêmes des grossistes ou des gros détaillants, ils sont tantôt vendeurs, acheteurs, usuriers. Souvent ils ne possèdent pas le capital nécessaire à l'achat des produits qu'ils revendent. Ils empruntent à des taux de 10 à 20 % par mois, parfois à 50 % ou plus. Ces opérations *sont appelées « coups de poignard »*. Commerçants et petits opérateurs font des prêts aux paysans à ces taux usuraires. Il en résulte un gonflement anormal d'un secteur improductif qui dans sa quasi-totalité vit aux dépens des paysans.

Les relations entre travailleurs agricoles (paysans sans terre, petits propriétaires) et les propriétaires (souvent absentéistes) sont complexes. Ceux-ci font tout pour les garder à leur service. Ils concèdent ou louent une partie de leur domaine aux travailleurs, qui peuvent cultiver les produits dont ils ont besoin pour leur subsistance. Ils leur permettent également d'installer leur maison et d'y vivre en famille, de cueillir les fruits sur le domaine, de faire paître les animaux sur les terres en jachère. En retour, le travailleur est à la disposition du « grand-don » pour les travaux des champs, et sa famille lui prête main-forte pour les semailles, les récoltes et le transport des denrées vers les centres d'achat. A ceux qui ne résident pas sur le domaine, le propriétaire ou le gérant accorde un salaire de misère dont une partie en nature. A l'occasion, il fait des distributions de « clairin » (7) pour montrer sa générosité. Il joue parfois le rôle de conseiller. Quand il exerce les fonctions de notaire, avocat, militaire, employé de l'Etat, etc., il en profite pour renforcer, par la moindre faveur, sa domination sur le paysan.

Enfin, les paysans sont exclus de la vie politique active. Pour les élections, ils sont amenés manu militari aux urnes par les « chefs de boukman » (8) des candidats (généralement officiels) après force distribution de tafia. Administrativement, les campagnes sont divisées en sections rurales sans aucune organisation définie, relevant d'un militaire tout-puissant dénommé « chef de section ».

L'apparente passivité de la grande majorité des paysans *ne doit pas faire* illusion. De brusques accès de colère dans certaines régions montrent bien qu'une minorité tout au moins n'accepte pas le fait accompli. La jacquerie du 22 mars dernier à Bocozelle (commune de Saint-Marc), non loin de la capitale, en est une preuve.

DEPUIS l'avènement des Duvalier, la situation économique générale ne cesse de se détériorer, plus particulièrement dans les campagnes. Les rares statistiques publiées placent Haïti au bas de l'échelle des pays sous-développés.

Les sols fertiles diminuent dangereusement, le désert s'étend, le système hydrographique est perturbé. Tout cela en raison du déboisement inconsidéré des montagnes à des fins d'exportation ou de consommation *domestique. Aucun projet sérieux n'a* été lancé pour combattre l'érosion, considérée comme le fléau permanent de l'agriculture. La passivité gouvernementale laisse l'érosion du Morne l'Hôpital mettre en péril chaque année tout le système d'alimentation en eau de la capitale !

La pénurie alimentaire s'aggrave. Déjà en 1965, les experts de l'Organisation mondiale de la santé (9) signalaient un déficit global de 25 % par rapport à ce qui était prévu théoriquement pour une alimentation équilibrée. Rien qu'à constater la généralisation, ces dix dernières années, de la malnutrition infantile, des maladies de carence et de la mendicité, on peut dire que le déficit s'est amplifié. Les statistiques officielles indiquent d'ailleurs une relative stagnation de la production des céréales et du cheptel pour la période 1965-1972 alors que la population a un taux de croissance de 2,4 % par an. Chaque année, il y a plus de cent vingt mille bouches nouvelles à nourrir (10).

A cela s'ajoute l'inflation. Les prix des produits comme les haricots rouges, le maïs, le riz, la banane plantain ont augmenté de l'ordre de 100 à *150 % pour les cinq dernières années.*

Ce déficit n'a pas pour autant incité le gouvernement à changer de politique. Les importations alimentaires (céréales, produits laitiers, poissons séchés en particulier) grèvent la balance des paiements. Elles représentent *30 % environ* des importations totales. Pourtant, à peine la moitié des terres cultivables sont exploitées (et dans quelles conditions de rendement !). La pêche est peu pratiquée. Un kilo seulement de poisson est mis à la disposition de chaque habitant par an, soit cinq à dix fois moins que dans les pays caraïbes voisins. L'élevage est négligé. Le cheptel (bovins, porcins, ovins) est évalué à deux millions de têtes en 1972. Paradoxalement, Haïti exporte de la viande bovine aux Etats-Unis par l'intermédiaire de la société américaine HAMPCO qui bénéficie d'un monopole. *Les exportations* s'élèvent à mille trois cents tonnes en 1973 (11). Ce commerce a rapporté entre 1969 et 1973 0,99 dollar au kilo. Pour la même période, le prix moyen mondial est de 1,15 dollar.

L'orientation des dépenses du gouvernement ne laisse point augurer de changement. *De 1969 à 1973, 26 %* des affectations budgétaires ont été consacrées à la défense, c'est-à-dire à l'appareil répressif, contre 13,5 % à la santé, 10 % à l'enseignement et 9 % à l'agriculture, sur un budget moyen de 28,7 millions de dollars. En outre, la liste des dépenses somptuaires s'allonge : 3 millions de dollars pour la construction d'un mausolée à la mémoire de « Papa Doc », 2 millions également pour la retransmission télévisée du championnat mondial de football.

Les autorités ont fait appel à l'aide internationale pour combler le déficit alimentaire. Mais les produits sont souvent détournés. Ils font l'objet d'un commerce lucratif sur les marchés alimentés par les tontons-macoutes. Le 22 mai dernier, les ménagères de Port-au-Prince voulaient défiler pour protester contre la cherté des produits alimentaires. *Le gouvernement* a rapidement interdit toute manifestation et, pour donner le change, a procédé deux semaines plus tard à l'arrestation de quelques commerçants accusés de faire du marché noir avec les produits provenant de l'aide étrangère. Ils ont vite été relâchés.

*La crise alimentaire place le gou*vernement devant ses responsabilités. Si sécheresse et cyclones continuent de mettre en danger une partie croissante de la population haïtienne, c'est qu'il n'y a pas encore une politique agricole cohérente. Telle qu'elle est orientée, structurée, équipée, l'agriculture n'est pas en mesure de répondre aux besoins d'une population en croissance. On peut craindre de nouvelles famines.

* Chargé de cours à l'université de Paris VIII.

(1) Institut haïtien de statistique, *Guide économique 1971.*
(2) Grands propriétaires terriens.
(3) La gourde vaut 0,20 dollar, soit moins de 1 F.
(4) Acheteurs-expéditeurs des produits d'exportation.
(5) Tout intermédiaire non patenté.
(6) Femme pratiquant le commerce de détail sur les marchés.
(7) Rhum de qualité médiocre.
(8) Recruteurs de partisans pour les candidats aux élections.
(9) Beghin et autres, *L'alimentation et la nutrition en Haïti*, Paris, PUF, 1970.
(10) *Annuaire statistique de l'ONU*, 1973.
(11) *Annuaire du commerce*, F.A.O., 1973.

M. Kissinger et l'insécurité économique mondiale

Par I. DUSSEX *

LES prix des produits de base connaissent maintenant des fluctuations sauvages, selon les variations de l'offre et de la demande. Au grand boom des prix des matières premières de 1973-1974, qui provoqua une augmentation de 100 % pour les denrées primaires (autres que le pétrole) exportées par les pays pauvres, devait succéder la grande baisse de la fin 1974 et de 1975 : à la fin du mois de juin, les prix de ces mêmes denrées avaient chuté de 37 % par rapport aux sommets atteints précédemment (1).

Mais, dira-t-on — et à juste titre, — les prix du pétrole avaient augmenté de 400 % et ils n'ont point baissé. C'est qu'ils dépendent essentiellement de facteurs politiques et de la puissance du cartel des producteurs de pétrole. Il y a très peu de chances que des cartels analogues puissent être formés pour d'autres matières premières ou qu'ils soient suffisamment forts pour influer sur les prix. Toutes les recherches ont montré que seuls quelques métaux secondaires pouvaient offrir une possibilité semblable (2).

Donc, pour toutes les grandes matières premières autres que le pétrole, ce sont les à-coups des marchés mondiaux qui continueront de régir les prix. Et cette situation n'a jamais été favorable aux pays pauvres, même ces dernières années. Car en eux-mêmes les prix ne veulent pas dire grand-chose. Le pouvoir d'achat de l'argent décline rapidement. Même en tenant compte de la hausse de 1973-1974, le pouvoir d'achat moyen que représentent les exportations de produits primaires des pays en voie de développement (pétrole exclu) s'est accru, depuis 1960, au rythme ridicule de 0,5 % l'an (3).

Ces chiffres prouvent la nécessité d'une action urgente pour protéger le pouvoir d'achat des revenus que les pays pauvres tirent de leurs produits de base. Un moyen d'y parvenir serait de réglementer les marchés des produits de base par des accords sur les produits comprenant des stocks régulateurs, des quotas d'exportation ou des mesures de contrôle de la production. Un programme de ce genre est actuellement en discussion à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Un autre moyen serait d'indexer les prix des produits de base sur ceux des produits manufacturés. Mais, comme l'a montré une importante étude réalisée par le secrétariat de la CNUCED, une telle indexation serait impossible à obtenir sans domination réelle du marché — c'est-à-dire sans une cartellisation efficace (4). Ce qui n'est pas pour demain.

MAIS il y a une autre solution, qui ne devrait pas susciter les accusations de « dirigisme » que les Américains et les Allemands de l'Ouest ont opposées au programme de la CNUCED pour les produits de base. Ce serait une sorte de système international de compensation des déficits, qui ne serait pas sans similitude avec la politique agricole commune de la C.E.E. Un objectif serait fixé pour les exportations d'un produit donné et pour chaque pays et au cas où cet objectif ne serait pas atteint, le pays en question recevrait un paiement égal au déficit (ou à une fraction de ce déficit). Cette solution a le mérite de ne pas remettre en cause les opérations de marché et de ne pas fixer de prix : l'offre et la demande peuvent s'équilibrer par le jeu du mécanisme du marché, tandis que le consommateur n'a pas à subir les effets du système de soutien.

Un mécanisme de ce genre, mais très limité (et en fonction des exportations totales, pas seulement pour les produits de base), existe depuis plus de dix ans au Fonds monétaire international (F.M.I.). Mais il est peu utilisé, car les paiements pour combler les déficits ne sont faits que sous forme de prêts à court terme, qui doivent être *remboursés en trois ou cinq* ans, avec un intérêt de 6 %. Peu de pays pauvres peuvent y recourir.

Le mois dernier, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur les problèmes économiques, M. Daniel Patrick Moynihan, l'ambassadeur des Etats-Unis, a lu un discours au nom du secrétaire d'Etat, M. Kissinger, proposant la création d'un « mécanisme de sécurité pour le développement » au sein du F.M.I. M. Henry Kissinger prétendit que ce nouveau mécanisme « fournirait une protection sans précédent contre les déséquilibres provoqués par les baisses de revenus » des pays pauvres. Mais la proposition doit être *prise pour ce qu'elle vaut.*

En réalité, le « nouveau » mécanisme du Dr Kissinger ne se distingue qu'en un seul point de celui qui existe déjà au Fonds monétaire — et que le secrétaire d'Etat avait jugé lui-même trop limité. La différence est que le système de M. *Kissinger prévoirait* de convertir, dans certaines conditions non encore spécifiées (mais sans doute rigoureuses ?), les prêts en dons purs et simples dans le cas de pays très pauvres qui n'auraient pas la possibilité de rembourser les prêts en cinq ans.

M. Kissinger ne modifierait les conditions du mécanisme actuel du F.M.I. que sur ce point. Et à supposer que des dons soient attribués, ils ne seraient pas financés par la générosité des pays les plus riches, mais *par un « fonds fiduciaire » dont* le F.M.I. discute depuis un an, et qui serait créé à l'aide du produit de la vente d'une fraction des réserves d'or que le F.M.I. détient, sans nécessité, aux prix actuels d'inflation.

M. KISSINGER présente son projet comme un pas courageux en avant, mais son propos sonne creux. Il offre un petit rafistolage technique du mécanisme qui existe déjà au Fonds monétaire, mais la question des dons mise à part, rien ne changerait la substance d'un système boiteux. Où est, dans tout cela, l'amélioration qui assurerait une « sécurité économique fondamentale pour sauvegarder l'économie mondiale, en particulier celle des pays en voie de développement, contre les cycles *cruels qui* sapent leurs revenus d'exportation », comme le promettait M. Kissinger ?

La rhétorique et l'emphase ne remplaceront pas les actions concrètes. Il faut espérer que cette tentative évidente de donner le change n'abusera pas ceux qui souhaitent une restructuration complète de l'ordre économique mondial, sans laquelle l'opposition entre le Nord et le Sud risque d'atteindre des dimensions encore plus redoutables. A tout le moins, que les pays riches consentent à modifier le mécanisme du Fonds monétaire selon le schéma suivant :

— Elimination des limites imposées actuellement aux tirages d'un pays quel qu'il soit ;

— Réduction de l'intérêt au niveau du taux perçu par l'Association internationale de développement (0,75 %) ;

— Remboursement à cinq ans seulement après l'obtention du prêt, et pour un montant représentant seulement la moitié du surplus annuel d'exportation par rapport à l'objectif fixé annuellement ;

— Attribution de dons purs et simples aux pays les plus pauvres ;

— Calcul de toutes les recettes d'exportation — actuelles et prévues — en termes « réels » (c'est-à-dire en termes de pouvoir d'achat par rapport au coût des importations).

Voilà qui contribuerait certainement à améliorer la « sécurité économique fondamentale des pays pauvres ».

* Docteur ès sciences économiques, Cambridge.

(1) Cf. le *Bulletin mensuel de la CNUCED, sur les prix des produits de base*, numéros de janvier et juillet 1975.

(2) Cf., par exemple, Commonwealth Secretariat : *Terms of Trade Policy for Primary Commodities*, Londres, 1975, pages 28-33.

(3) Cf. tableau 2 du *Bulletin mensuel sur les prix des produits de base*, numéro de juillet 1975 (supplément spécial).

(4) Cf. CNUCED : *L'indexation des prix*, document TD/B/503.

L'AVENIR DU PARLEMENT EUROPÉEN

ALORS que les pouvoirs du Parlement européen ont tendance à s'élargir et qu'une décision doit être prise, dans quelques mois, sur le problème de son élection au suffrage universel, l'Institut d'études juridiques européennes (faculté de droit de l'université de Liège) a choisi de consacrer son VIIIe colloque sur les Communautés européennes au thème : Le Parlement européen : pouvoirs, élection, rôle futur. *Les travaux se dérouleront au Palais des congrès de Liège les 24, 25 et 26 mars 1976. Ouverts par une allocution de M. Fernand Dehousse, les travaux du colloque comporteront, notamment, des communications et rapports présentés par : MM. Christoph Sasse, professeur à l'université de Hambourg ; Charles-Albert Morand, professeur à l'université de Genève ; Schelto Patijn, membre de la seconde Chambre des états généraux des Pays-Bas ; S. L. Mansholt, ancien président de la Commission des Communautés européennes ; P.-Ch. Goossens, professeur à l'université de Liège ; Jean Rey, ancien président de la Commission des Communautés, et W.J. Ganshof Van der Meersch, professeur honoraire à l'université libre de Bruxelles.*

MOTEUR ET SYMBOLE DE LA CROISSANCE

L'automobile est malade



*SYMBOLE des économies développées, l'automobile a été pendant un quart de siècle le moteur d'une croissance aujourd'hui doublement remise en question : d'abord, en tant que telle, comme modèle général d'expansion, à tel point que le président de la République lui-même s'est cru tenu à annoncer une « *nouvelle* » croissance ; ensuite, plus précisément, dans son application au secteur automobile, l'accroissement du prix de l'énergie rendant le transport individuel particulièrement vulnérable. Dans ses deux fonctions de symbole et de moteur d'un certain type d'expansion, le cas de l'industrie automobile offre un moyen privilégié d'examiner, comme à travers un verre grossissant, la nature de la crise économique mondiale et les moyens qui permettraient d'en sortir.*

Ce n'est pas par hasard que l'automobile a joué et joue encore un rôle éminent dans les économies occidentales : constituant un progrès considérable sur les moyens de transport individuels pré-existants, elle répondait à un besoin réel, et les possibilités technologiques et industrielles de son développement étaient disponibles. Mais le rôle qui lui a été assigné a été artificiellement gonflé : comme symbole, *par la publicité qui a fait d'elle, souvent au détriment de besoins plus urgents, un signe de promotion individuelle ; comme* moteur *de l'expansion, par une politique délibérée qui lui a sacrifié les transports en commun : par la fiscalité, la collectivité nationale finance la construction et l'entretien de l'infrastructure routière, dont le coût ne figure jamais dans le bilan de l'industrie automobile, alors que, par exemple, l'entretien des voies ferrées figure bel et bien dans le bilan de la S.N.C.F., dont les déficits ne manquent jamais d'être dénoncés...*

Promue à une fonction privilégiée, l'automobile dément au moins sur deux plans le caractère scientifique et rationnel de la société industrielle, dont elle veut être l'image de prestige : d'une part, l'innovation technologique dans ce secteur est très modeste, surtout par comparaison avec l'aéronautique ; d'autre part, le transport automobile offre le plus parfait exemple de développement anarchique, antiscientifique, l'extension du réseau routier et des possibilités de stationnement n'ayant suivi que de très loin la multiplication des véhicules, à tel point que ce moyen de transport fait pour la vitesse a, en cinquante ans, ralenti l'allure des déplacements urbains.

Sur ce point comme sur d'autres, l'image de la société industrielle étant fort éloignée de la réalité, l'automobile illustre la schizophrénie d'un monde qui se veut moderne mais qui utilise maladroitement les possibilités industrielles dont il dispose. Ce qui est en cause, ce n'est évidemment ni la technique ni son produit, mais l'usage aberrant qu'en fait une économie de profit. Et, pour atteindre ses fins tout en débouchant sur une crise, cette économie de profit a inventé, au nom d'une prétendue « rationalisation » de la production, une organisation dite « scientifique » du travail qui, sacrifiant l'homme à la production, a suscité la révolte des ouvriers spécialisés.

Ainsi, dans ses méthodes de construction comme dans son utilisation, l'automobile, signe de modernité, comporte bien des aspects archaïques. A gros traits, elle est devenue une fidèle caricature de la société industrielle qui, dans d'autres secteurs, pour des raisons analogues, souffre des mêmes maux.

Crise d'une industrie crise générale et impérialisme

Un nouveau type de relations dans la production la consommation et les échanges avec le tiers-monde

Par BERNARD MOREL *

COMME chaque année à la même époque, le Salon de l'automobile a ouvert ses portes. Avec lui se met en mouvement toute une liturgie traditionnelle à la gloire de l'automobile. Le président de la République vient l'inaugurer et glisse à chacun des constructeurs un petit mot d'encouragement ; dans les moments difficiles, nul doute que cela réconforte, surtout s'il y a, comme l'an dernier pour le mariage Citroën-Peugeot, un petit chèque à la clé.

La plupart des moyens d'information s'emparent du sujet pendant quelques temps pour faire partager à l'opinion publique les joies que procurent les nouveaux modèles, pour vanter l'utilité des « gadgets » les plus modernes, promus au titre ronflant de perfectionnements, pour amener le consommateur à, si ce n'est changer de véhicules, tout au moins adopter de nouveaux accessoires.

Et puis, on relance les débats sur la limitation des vitesses, les encombrements, le stationnement payant, la pauvreté de notre pays en autoroutes, en glissières de sécurité, en bretelles de dégagement, etc. Cette année on y aura ajouté un débat sur la femme et l'automobile. On s'interroge aussi sur la nécessité de rendre obligatoire l'auto-radio qui permet de suivre les *auto-guidages*... et de relancer la consommation dans le secteur électrique et électronique. Nouveaux modèles, nouveaux gadgets, nouveaux perfectionnements... tout est nouveau, même les prix bien entendu.

Bref, la fête, la fête annuelle de l'automobile. Mais cette année, comme l'an passé, la fête est triste. Triste, parce que le secteur automobile traverse dans tous les pays du monde une crise grave.

Comme le montrent les articles de ce dossier, la production a baissé par suite d'un ralentissement important de la consommation automobile. La hausse du prix des véhicules a atteint 35 % d'octobre 1973 à octobre 1975 en France. Le prix d'utilisation a subi des chocs encore plus importants avec l'augmentation du carburant, des autoroutes, des parkings, des assurances, etc. L'inflation et le ralentissement du pouvoir d'achat touchent directement l'automobile.

Aux Etats-Unis, où l'automobile emploie environ un septième de la population active, la situation est encore plus critique. On aura vendu 10 % de moins de véhicules en 1975 qu'en 1974, année qui avait connu des résultats catastrophiques. En janvier 1975, on comptait dans le secteur trois cent quatorze mille travailleurs en chômage; pour 40 %, la force horaire de travail était inemployée. Aujourd'hui, malgré une légère reprise, on compte encore deux cent mille chômeurs. Cette situation s'accompagne d'une hausse des ventes de voitures étrangères, plus adaptées, parce que moins gaspilleuses ; et les nouveaux modèles américains ne seront pas prêts avant 1977. Dès lors, il faut une sérieuse dose d'optimisme pour affirmer comme le faisait Thomas Murphy, président de General Motors, dans *Business Week* du 28 juillet 1975, que tout va repartir comme avant, car tout cela n'est dû qu'à une crise inflationniste et récessioniste passagère. « *Les gens,* affirme Thomas Murphy, *ont besoin du transport automobile. Tous, malgré l'embargo pétrolier, ont continué à utiliser leur véhicule. C'est notre mode de vie. C'est ce que veulent les gens... Je pense qu'une large population continuera à acheter deux ou trois voitures par famille. Il peut y avoir un ralentissement à cause de l'inflation. Ce n'est pas une raison pour tempérer nos prévisions de vente à long terme.* »

Autrement dit, tout doit être fait pour que l'automobile reste ce qu'elle est : l'objet de consommation qui forge un mode de vie, un type de croissance et de développement.

L'homme et la logique du capitalisme

MAIS ce n'est pas un hasard si le secteur automobile est plus touché que d'autres par la crise économique. Cela tient à la nature et à la place qu'occupe le secteur dans le type de croissance que connaît le monde occidental depuis 1945. Si, à bien des égards, au niveau global la crise économique s'apparente à une crise traditionnelle de suraccumulation du capital avec surproduction et sous-consommation, elle revêt certains aspects bien particuliers qui touchent directement l'automobile :

— la remise en question de l'échange inégal au niveau de l'énergie et des matières premières frappe plus durement une industrie qui se nourrit essentiellement de produits importés à bon marché sur le dos de pays sous-développés ;

— l'inflation mondiale, consécutive au dérèglement généralisé du système monétaire international, atteint fortement un bien de grande consommation dont le coût relativement élevé exige l'épargne et dont l'utilisation elle-même est coûteuse ;

— les luttes ouvrières pour remettre en cause l'organisation du travail dans les usines et le procès de production sont apparues dans le secteur automobile, que ce soit chez Fiat en Italie où l'un des slogans de l' « automne chaud » était : « *Agnelli, l'Indochine tu l'as dans ton usine* », ou chez Renault, au Mans comme à Billancourt. Elles conduisent le patronat à discourir sur un nouveau type de rapports de production, dont il mesure l'utopie dans le système capitaliste, car il remettrait en question le partage salaires/profit et l'équilibre général de l'économie ;

— la prise de conscience de la part d'une opinion publique de plus en plus sensibilisée de l'incohérence que peut représenter une croissance économique destructrice de l'environnement naturel, incapable de prévoir l'avenir de l'humanité et soucieuse uniquement de la perpétuation des profits, est aussi un facteur réel de remise en question de la manière, particulièrement polluante de l'espace et de l'air, d'utiliser cet objet ;

— l'exigence de plus en plus prononcée en faveur de la prise en charge par les employeurs des déplacements domicile-travail, la demande en transports publics efficaces et bon marché, contribuent aussi à remettre en cause l'usage du véhicule automobile.

La crise de l'automobile s'insère donc parfaitement dans la crise générale que connaît le capitalisme, et elle en illustre la gravité. Bien des arguments des partisans de l'automobile tombent lorsqu'on examine avec précision la situation. C'est vrai que l'automobile est indispensable à beaucoup de gens aujourd'hui. Mais n'est-ce pas parce qu'il n'existe pas de transports en commun adaptés, parce que les logements ont été construits sans se soucier des déplacements, en fonction de l'utilisation forcée du véhicule automobile ? C'est vrai que les équipements collectifs coûtent cher, mais n'est-ce pas scandaleux, lorsqu'on calcule les prix comparés au kilomètre de l'automobile et du fer, d'intégrer seulement pour l'automobile les coûts individuels et de ne pas intégrer pour elle les coûts routiers, d'assurance, hospitaliers même, etc. ? Si on le faisait, on serait sans doute surpris de voir que les déficits les plus importants ne sont pas toujours où l'on croit. C'est vrai que l'allongement de la durée de vie des véhicules, le ralentissement de la production automobile pourraient entraîner un certain chômage, mais n'est-ce pas à l'Etat d'envisager une reconversion de ce secteur dans des domaines pour lesquels il y a beaucoup d'efforts à faire (machines-outils par exemple), et serait-il si scandaleux d'envisager une réduction de la durée du travail ?

Mais, à dire vrai, le seul argument qui permette de justifier la continuation de la logique de l'automobile est d'une autre nature : le système capitaliste en a besoin pour vivre aujourd'hui parce qu'elle répond totalement à sa propre logique — logique de la consommation de masse, logique du procès de production, logique de l'individualisation et de l'appropriation des objets. A cet égard, il ne faut pas perdre de vue que l'individualisation — par un bien matériel, l'automobile — est un moyen de résoudre temporairement la contradiction entre la socialisation croissante de la vie urbaine et la nécessité du développement de la consommation individuelle. L'automobile est exemplaire parce qu'elle entraîne au plan de l'accumulation du capital, de la production et de l'exploitation de la force de travail, de la division internationale du travail, l'ensemble du système économico-social.

Et c'est pourquoi les solutions qu'envisagent les constructeurs s'insèrent non pas dans une remise en question de l'objet, ou de son utilisation, mais dans un renforcement de la logique capitaliste par l'extension du mode à l'échelle mondiale.

Fuite en avant et impasse

AVANT octobre 1973, en Europe, l'objectif des constructeurs était d'étendre la vente de véhicules en généralisant la multimotorisation des familles. Cet objectif reste, bien sûr, mais n'est plus tellement de mise aujourd'hui. La stratégie des constructeurs s'oriente dans une tout autre direction. Elle vise à gagner de nouveaux marchés, en particulier ceux des pays du tiers-monde et des pays de l'Est. Elle comporte trois aspects inséparables dans leur cohérence : l'aspect consommation, l'aspect production, l'aspect internationalisation du capital.

● CONSOMMATION. — Il faut vendre, vendre toujours plus de véhicules pour rentabiliser les investissements et maintenir les profits. Puisque les marchés occidentaux sont plus ou moins saturés, on exportera dans les pays de l'Est et dans le tiers-monde en voie de développement rapide. Par ce biais, non seulement on maintiendra la production des firmes, mais encore on pourra étendre un modèle de consommation, de style de vie et, par conséquent, un modèle de croissance qui permettra une intégration plus facile de ces pays au système occidental. Et cela est aussi vrai pour les pays du tiers-monde que pour les pays de l'Est. A la limite, on peut dire que l'automobile — comme toute production matérielle dans le cadre du mode de production capitaliste, mais plus particulièrement celle-ci — est un instrument apte à faire apparaître ou à « révéler » une bourgeoisie.

● PRODUCTION. — L'industrie automobile a besoin de matières premières, d'énergie et de main-d'œuvre bon marché. Si elle ne peut plus trouver ces trois facteurs de production sur place dans les pays développés, elle délocalisera la production dans des zones où ils sont meilleur marché. Certes, on veillera à ce que les pays assurent la sécurité des investissements. Cela se trouve. Mais ce n'est pas seulement des chaînes de montage qu'on délocalisera, c'est aussi des usines de production générale, en contrôlant toutefois quelques sous-traitants, au cas où cette production ne serait pas destinée aux seuls marchés locaux mais aussi à tous les marchés occidentaux. C'est là le problème d'une nouvelle division *technique* du travail à l'échelle internationale dans laquelle les centres économiques se réserveront tout ce qui est technologiquement « à la pointe » et localiseront dans les pays dominés la production de masse banalisée.

(Lire la suite page 10.)

* Laboratoire de conjoncture et prospective.

LIRE PAGES 10 à 13 :

(Suite de la page 9.)

Et, d'un coup, on résout en partie le problème des O.S. et des travailleurs émigrés. Certes, ces derniers feront toujours le même « sale boulot »... mais « chez eux ». Derrière les intentions que manifestent les *dirigeants occidentaux d'aider* les pays du tiers-monde à s'industrialiser se profile un projet beaucoup moins philanthropique : soumettre ces pays à la logique de leur système et exploiter d'une nouvelle manière main-d'œuvre et matières premières. *Là aussi, l'automobile joue un rôle* moteur.

● INTERNATIONALISATION DU CAPITAL. — En fait, l'aspect délocalisation s'intègre à une opération plus vaste d'internationalisation accrue du capital, qui permet aux entreprises de profiter au *maximum* des meilleures conditions de production, aptes à dégager les plus-values les plus fortes. Ainsi se crée une nouvelle division internationale du travail, donc un nouvel équilibre/déséquilibre politique, dont on espère qu'il contribuera à résoudre *la crise* actuelle du capitalisme. Cette internationalisation du capital suppose que, dans un certain nombre de pays, se dégage une alliance de classes qui repose sur des bourgeoisies locales prêtes, pour participer aux profits, à *collaborer* avec *les* firmes multinationales (1). Dans cette hypothèse, le développement, la généralisation de l'automobile peuvent jouer un grand rôle comme instrument de diffusion d'une idéologie. D'autant plus qu'une telle division internationale laisse toute *possibilité pour développer* au centre du système de nouveaux produits de transports individuels, fondés sur une technologie renouvelée (véhicule à traction électrique, etc.).

Un tel projet est sans doute la seule possibilité réelle pour l'industrie *automobile de sortir de la crise* qu'elle traverse. Mais il conduit, en cas de réussite — c'est-à-dire s'il n'est pas refusé économiquement et politiquement, — les peuples du tiers-monde à accepter une solution qui renforcerait l'emprise de l'*impérialisme et du capitalisme sur eux.* L'extension du « système automobile » (production, consommation, idéologie) correspond à une extension du mode de production capitaliste. A cet égard, en mettant l'accent sur la construction de véhicules utilitaires, en refusant l'appropriation privée du véhicule automobile pour des raisons de principe (et non seulement pour des raisons de stade de développement), la Chine indique une voie. A l'opposé, celle à laquelle le monde économique dominant aspire est une voie sans issue que *condamne* la *crise* que l'on connaît actuellement en Occident.

Mais le refus de cette solution comporte un corollaire exigeant. La solution à la crise de l'automobile ne se trouvera pas au sein du *système. La crise* de l'automobile, c'est certes le procès de l'automobile et de son utilisation, mais c'est aussi le procès du système économique et politique, et d'un certain type de croissance. Rompre avec la logique actuelle de l'automobile, c'est, par conséquent, dans le même temps, rompre avec une certaine logique économique, c'est appeler *à la construction* d'un nouveau type de relations dans la manière de consommer, de produire, d'envisager les rapports internationaux.

La tristesse d'un Salon de l'automobile, conçu uniquement comme un instrument mercantile au service du profit, est à cet égard à la fois un constat et une provocation qui appellent, en Occident et dans les pays dominés, à l'établissement d'un nouveau type de relations humaines. La fête est ailleurs !

BERNARD MOREL.

(1) Voir Gustave Massiah, « Division internationale du travail et alliances de classes », *in la Crise de l'impérialisme*, de Amin, Faire, Hussein et Massiah, Ed. de Minuit, 1975.

Comment s'effectuera le déclin et quel en sera le prix ?

Trois éléments de la stratégie des constructeurs

Par JULIETTE NICOLAS

LES difficultés que connaît l'industrie automobile sont la conjugaison d'une crise conjoncturelle et d'une crise structurelle. Certes, il est normal que l'aspect conjoncturel de la « crise » apparaisse en premier, car il a joué un rôle de révélateur.

Les problèmes énergétiques et tout *ce qui les sous-tend (crise monétaire et* financière internationale, crise des rapports avec le tiers-monde, etc.) touchent naturellement très directement l'industrie automobile tant à cause de la consommation d'énergie nécessaire à la production qu'à cause de la consommation de carburant, qui augmentait sensiblement. Mais il y a aussi la composante, non moins réelle, de la crise qui concerne le pouvoir d'achat : dans une période de baisse du pouvoir d'achat et de mise en application de *mesures dites anti-inflationnistes qu'* limitent au premier chef le crédit à la consommation, la hausse du prix des voitures *n'est pas faite pour* augmenter le marché.

Mais la crise de l'automobile n'est-elle pas plus profonde que cela ? Pour s'en tenir aux aspects strictement industriels (qui ne sont pas les seuls, loin de là), les facteurs de crise sont multiples et déjà anciens, et ne sont pas spécifiques à l'industrie automobile.

Fondamentalement, l'industrie automobile se trouve face à une crise de la productivité, au sens large, dans une situation de concurrence « oligopolistique » qui s'exacerbe, chacun des constructeurs, pour conserver ses capacités de développement, voulant garder *une part maximale de la masse de profit* qui diminue.

La « crise de la productivité » est, en fait, causée par la composition organique du capital et par la limite que rencontre la baisse du temps de travail social global nécessaire pour produire la même quantité de marchandises, malgré l'augmentation continue du taux d'exploitation.

Dans la plupart des pays capitalistes développés, et principalement en Europe occidentale, les tentatives visant à accroître l'exploitation du travail se heurtent à une résistance très vive des travailleurs. A bien des égards, les ouvriers de l'industrie automobile constituent l'un des bastions des organisations ouvrières. La tendance à l'augmentation du nombre d'ouvriers non quali*fiés et au recours de plus en plus important* aux travailleurs immigrés rend la situation sociale particulièrement instable dans la branche automobile.

Ces phénomènes, qui se conjuguent avec la baisse de la valeur d'usage de l'automobile alors que ses coûts d'usage augmentent, ont pris récemment une ampleur qui permet de parler de crise structurelle de l'automobile. La hausse du coût de l'énergie et des matières premières vient s'y ajouter.

Ainsi n'est-il pas surprenant de constater que les constructeurs :

1. Modifient les conditions de la concurrence en cherchant à délimiter des plages de valorisation du capital ;
2. Délocalisent les unités de production de façon à trouver de meilleures conditions à la mise en valeur du capital ;
3. Diversifient leurs activités, en particulier pour élargir leur base de profit.

La restructuration de l'appareil industriel

LA concurrence s'exacerbe et, si l'enjeu pour les constructeurs européens est bien de savoir qui supplantera les autres, la vraie question n'est pas de savoir combien il y aura de constructeurs en Europe mais plutôt comment va se modifier l'appareil industriel pour faire face à cette crise.

La construction d'automobiles comporte des phases de production qui peuvent être dissociées. L'intégration verticale de la production de fonte ou d'acier à l'assemblage, en passant par la fabrication du verre, des plastiques, des tissus, des équipements et des *moteurs, n'est pas réalisée. L'appareil* industriel est centré sur les moteurs et l'assemblage, ce qui permet de dominer la conception d'ensemble des véhicules, et achète à des entreprises, la plupart du temps externes aux groupes automobiles, les matières premières, les équipements divers et sous-traite certaines productions.

Ce schéma classique, mais non universel (l'industrie automobile britannique fait surtout de l'assemblage), est sujet à révision sous la pression de la crise. En effet, les constructeurs sont *amenés à sélectionner entre les différents* points de production en isolant ceux qui sont plus rentables que les autres. Cela revient à isoler des plages où le capital privé pourra se mettre en valeur, laissant de côté les activités moins rentables où pourrait, à la limite, fonctionner du capital dévalorisé en laissant nationaliser des entreprises exerçant ce type d'activité (exemple : la British Leyland Motor Co.).

Ce démembrement ou « démantèlement » de la production d'automobiles consiste à introduire des rapports marchands *interentreprises à la place de* rapports techniques à l'intérieur d'une même entreprise et peut, notamment, viser à accélérer la rotation du capital.

La présence parmi les entreprises concernées par la construction automo*bile de grands groupes monopolistes* tels que PUK ou Saint-Gobain n'est sans doute pas étrangère à ce mouvement, étant donné qu'ils ont des *exigences* différentes quant à la rentabilisation du capital. Ce démembrement est dans la ligne directe de la politique de « *redéploiement industriel* » dont le corollaire est l'accompagnement de la récession de certains secteurs qui ne sont plus les secteurs d'accumulation privilégiés.

Le *développement* de la coopération entre firmes automobiles pour la fabrication de certains composants des véhicules est à analyser dans ce cadre. L'idée de créer des sociétés coopératives comme il en existe déjà plusieurs — dont celle qui fabrique les moteurs six cylindres pour Volvo, Peugeot et Renault — n'est rendue possible que par la tendance à la banalisation des véhicules. Le produit automobile a connu une évolution telle que ce qui fait vendre une voiture n'est plus tant le moteur (ou autre organe tech*nique essentiel) que l'image de marque* du constructeur et les caractéristiques du confort, etc., si bien que l'on peut vendre plusieurs modèles de marques différentes ayant le même moteur.

Cette stratégie de la coopération et *l'évolution du produit qui la sous-tend* modifient donc radicalement les données de la concurrence. Parallèlement, elle confère aux activités de commercialisation une place encore plus importante. Ce processus de sélection et d'isolement de plages rentables a donc des conséquences importantes. Il est lié à l'inter*nationalisation de la production.*

Le mouvement d'internationalisation de la production est directement lié à la crise structurelle que connaît cette branche et accompagne le processus de démembrement que nous avons analysé plus haut. D'autre part, il correspond à une stratégie du capitalisme monopoliste des pays industrialisés face à la crise. Si ce mouvement n'est pas nouveau, il constitue à l'heure actuelle un élément stratégique *de première importance.*

Une analyse historique rapide est nécessaire pour comprendre ce qui se passe maintenant. L'importance des échanges extérieurs pour l'industrie automobile française ne commence à se manifester qu'après guerre. Pendant la phase de reconstruction, la priorité a été donnée au marché intérieur : en 1950, la France n'exportait que 24 % de sa production d'automobiles, ces exportations étant essentiellement destinées *aux pays coloniaux. Ce n'est que dans* les années 50 que les exportations prirent une place importante dans la politique des constructeurs. Anticipant la création du Marché commun et l'abaissement des barrières douanières, l'Etat favorisa la conquête des marchés extérieurs. A partir de 1956, le taux de croissance des exportations devient supérieur à celui des ventes sur le marché intérieur : 31,6 % par an de 1954 à 1960, baisse de 1960 à 1965 liée à l'échec sur le marché nord-américain, 15,5 % par an à partir de 1965. En 1973, l'industrie automobile française a exporté 56,6 % de sa production.

Le premier marché d'exportation est l'Europe : 48,2 % des exportations en

FLUCTUATIONS DE L'HISTOIRE

La naissance l'essor et la remise en question

Par JEAN-JACQUES CHANARON et PATRICK FRIDENSON *

DES son premier numéro, en novembre 1895, la première revue américaine spécialisée dans l'automobile, Horseless Age, **écrivait :** « Ceux qui ont pris la peine de rechercher sous la surface les grandes tendances de notre époque savent qu'une industrie géante lutte pour venir au monde. Tous les signes indiquent que le véhicule à moteur est la suite nécessaire des méthodes de locomotion déjà établies et approuvées. Les besoins *croissants de notre civilisation exigent sa* venue ; le public croit en lui et attend avec le plus grand intérêt son application pratique à la vie quotidienne de la planète. »

De fait, jusqu'à 1973, l'histoire de l'automobile a justifié ces espoirs initiaux. Elle est passée par quatre phases successives : l'invention d'un nouveau moyen de transport ; le développement du produit ; l'expansion rapide ; l'ère de la demande de remplacement. L'Amérique du Nord a atteint ce dernier stade dès le milieu des années 20. L'Europe occidentale est à peine en train d'y parvenir, alors que *les pays socialistes et le tiers-monde abordent* tout juste la troisième phase.

Mais l'Amérique du Nord n'est pas arrivée d'emblée au premier plan. Certes les Américains avaient expérimenté des véhicules autopropulsés en même temps que les Européens, entre 1860 et 1890. Mais ils ont commis l'erreur collective de concentrer leur énergie sur la fabrication de voitures électriques ou à vapeur, dont ils ont produit plusieurs milliers d'exemplaires. L'Europe a donc remporté la première manche, en misant résolument sur l'alliance d'une source d'énergie légère et mobile (captée par le moteur à combustion interne) et d'un robuste véhicule routier. La voiture à essence est réalisée en 1886, grâce *à l'Allemand Karl Benz, mais c'est l'industrie* française qui traduit toutes ses virtualités et impose l'automobile au monde.

L'Amérique reprend le dessus en développant une demande massive pour une voiture à bon marché. Ford en saisit toutes les implications en quatre temps. 1908 : c'est le lancement d'un modèle unique produit en grande série, la Ford T (quinze millions d'exemplaires jusqu'en 1927). 1911 : Ford devient une société multinationale, après un premier jalon au Canada en 1905, en installant des usines de montage à l'étranger. 1913 : Ford met au point le travail à la chaîne, qui substitue aux coûteux ouvriers professionnels travaillant sur machines universelles une masse d'ouvriers sans qualification qui servent de façon répétitive des machines spécialisées (d'où leur nom d'ouvriers spécialisés, les O.S.). 1914 : *Ford porte le salaire de* ses ouvriers à 5 dollars par jour, soit le double des taux courants dans l'industrie, pour une journée de travail réduite à 8 heures. Après avoir forgé les outils de la production de masse, il donne ainsi aux ouvriers les moyens d'une consommation de masse. Les innovations de Ford orientent d'une manière décisive la société américaine vers la consommation.

Ford avait résolu les problèmes de la production en grande série. Mais c'est General Motors qui, moins de dix ans plus tard, découvre l'organisation nécessaire pour s'adap*ter aux à-coups et aux changements de la* demande. Entre 1919 et 1925, sous l'impulsion d'Alfred Sloan, elle adopte une nouvelle politique du produit : *offrir à la clientèle* une gamme complète de voitures de grande série s'échelonnant en prix et en qualité et dont les modèles seraient renouvelés tous les ans. Elle transforme aussi sa structure, qui est désormais constituée par des divisions autonomes et décentralisées, mieux à même de faire face à la multiplicité des tâches. Enfin elle élabore un système de prévision de la demande et de planification des fabrications qui, *assorti de la création d'un contrôle* financier de gestion des divisions centralisées, lui donne la totale maîtrise de ses opérations face à une conjoncture mouvante. Dès lors, General Motors parvient à détrôner Ford, et à servir de nouveau modèle à l'industrie automobile mondiale.

L'Europe cependant dut à la crise des années 30 de comprendre qu'il lui restait une carte originale à jouer, celle de la petite voiture. Aux prises avec une clientèle dotée de revenus moins élevés que les Américains et affrontant un prix de l'essence et une fiscalité supérieurs, plusieurs constructeurs en conclurent qu'il leur fallait s'orienter vers la production de voitures populaires. D'où la création significative de Volkswagen (la « voiture du peuple »), mais aussi les modèles convergents lancés par Austin, Morris, Fiat, Simca. Quant à Citroën, sa 2 CV était prête pour le Salon d'octobre 1939, où elle devait être lancée. Parallèlement, l'Europe construisait les premiers réseaux d'autoroutes. Cette évolution fut couronnée après guerre par le *ralliement des autres constructeurs à la petite* voiture et la concentration de l'industrie automobile européenne sur ce type de modèles jusque vers 1960. A partir de 1956, le développement de la multimotorisation (1) assura aux « petites européennes », meilleur marché et d'entretien plus économique, un succès croissant sur le marché américain au point d'inquiéter les constructeurs locaux. Ils répliquent dès 1959 en lançant leurs modèles « compacts ». Grâce à l'étendue et à la puissance de son réseau commercial, Volkswagen fut le seul à survivre à cet holocauste. Une relative inorganisation, alliée à une certaine méconnaissance des difficultés de pénétration du marché américain, expliquent la déroute des autres constructeurs européens, Renault et Fiat plus particulièrement.

La fin de l'euphorie

L'ANNEE 1961 marque le début d'une ère nouvelle. L'accélération de la croissance de la production automobile mondiale recouvre un ensemble de phénomènes nouveaux qui bouleversent les règles du jeu établies par les grands constructeurs occidentaux.

1) Un certain nombre de pays à économie libérale tels que le Japon, le Brésil et l'Espagne, et de pays socialistes, notamment l'U.R.S.S., *accèdent au rang de grands* constructeurs. La progression du Japon est fulgurante : 26 % par an entre 1960 et 1973. C'est l'expansion rapide d'un marché intérieur longtemps très protégé qui a permis aux constructeurs japonais de rattraper les niveaux de productivité et la qualité technique de leurs homologues occidentaux et de placer avantageusement leurs produits sur l'ensemble des marchés internationaux. Ils sont ainsi devenus de redoutables concurrents, jusqu'à inquiéter les constructeurs américains et européens sur leurs propres marchés intérieurs. La conception des véhicules japonais est proche du modèle européen. Mais, contrairement aux fabrications brésiliennes, espagnoles et même soviétiques, qui sont le fait de marques et de techniques étrangères, elle est d'inspiration entièrement locale.

L'Union soviétique a longtemps favorisé la production des véhicules industriels, nécessaires au développement de ses transports intérieurs et de son économie, et qui trouvaient d'intéressants débouchés dans les pays du Comecon. C'est seulement à partir de 1970, et pour faire face à l'augmentation sensible de la demande de voitures particulières, que les planificateurs ont décidé de lancer les bases d'une production de masse et, pour ce faire, réclamé l'assistance technique de constructeurs expérimentés, en l'occurrence européens, essentiellement Fiat et Renault. Mais l'achat d'une voiture nécessite de la part du consommateur soviétique patience — les délais de livraison sont très longs — et épargne — les prix sont très élevés : la Jigouli, version locale de la Fiat 124, représente, selon les modèles, de trois à quatre ans de salaire ouvrier moyen.

2) L'interpénétration des marchés européens, encouragée par la suppression des barrières douanières et par l'harmonisation des fiscalités et des normes techniques, est à l'origine de *l'expansion rapide de ces marchés* et des constructeurs locaux, notamment des filiales américaines, et de l'homogénéité technique et morphologique de leurs fabrications.

3) Le *développement spectaculaire* des *chaînes de montage assure, en grande partie, l'internationalisation de la construction* automobile et de ses débouchés.

4) Se développent aussi des mouvements de contestation des conditions du travail à la chaîne. Les réponses des constructeurs occidentaux — élargissement et enrichissement des tâches — aboutissent à *une recomposition du* travail, montrant qu'il est possible de remettre en cause le modèle d'organisation créé par Ford et Taylor.

5) On assiste à l'apparition de nouvelles technologies — notamment le moteur rotatif — et au renouveau des recherches sur le véhicule électrique. Ces techniques peuvent, un jour, se poser en concurrentes du moteur classique.

6) Dans les zones urbaines des pays industrialisés, les nuisances de l'automobile — pollution, bruit, insécurité et encombrement — atteignent désormais un seuil critique, provoquant l'émergence de mouvements de contestation et la modification des réglementations, et forçant ainsi une certaine évolution de la technologie automobile.

L'industrie automobile mondiale s'est, depuis *octobre 1973, installée dans la crise* la plus longue et la plus profonde qu'elle ait connue depuis 1945. Sous l'effet d'une diminution générale de la demande, la production a chuté partout, sauf au Brésil et en U.R.S.S. Sans pour autant condamner l'industrie automobile, la guerre d'octobre 1973 semble avoir *mis fin* à l'euphorie des trente dernières années. Elle marquera probablement le début d'une période nouvelle. Parce que les grands marchés actuels — Etats-Unis, Europe — peuvent ne pas retrouver les rythmes de progression antérieurs et parce que les rapports politiques, économiques et financiers entre pays producteurs de matières premières et pays industrialisés qui les importent se sont modifiés, le « centre de gravité » de la construction automobile s'éloignera de ses implantations traditionnelles, conduisant les groupes américains et européens à s'expatrier sinon à se reconvertir en diversifiant leurs activités.

Ainsi, paradoxalement, la remise en cause de l'automobile et la crise que traverse actuellement son industrie risquent-elles de rendre l'automobile *encore plus universelle...*

(1) Plusieurs voitures par ménage.

* J.-J. Chanaron est chercheur à l'Institut de recherche économique et de planification, U.E.R. de l'université des sciences sociales de Grenoble. P. Fridenson est maître-assistant d'histoire à l'université de Paris X, Nanterre. Cet article résume les conclusions de l'ouvrage *la Révolution automobile*, Edit. Albin Michel, Paris 1975, dont J.-J. Chanaron et P. Fridenson sont co-auteurs avec J.-P. Bardou et J. Laux.

هكذا من الإصل

1955, 82,5 % en 1973, dont 55,5 % pour la C.E.E., et seulement 3,8 % pour les pays socialistes. L'Amérique latine et l'Afrique représentent chacune environ 6,5 % des débouchés.

Ces chiffres montrent bien les limites de l'internationalisation des marchés pour l'exportation de voitures finies, dans la situation de concurrence oligopolistique. Les débouchés sur le marché européen ne se développeront sans doute plus beaucoup, étant donné le niveau d'interpénétration déjà atteint et considéré comme relativement difficile à dépasser. C'est donc vers les marchés des pays en voie d'industrialisation et les pays socialistes que les constructeurs français, et européens en général, s'orientent de plus en plus.

C'est alors que la nature des problèmes change. Les automobiles servant à alimenter ces marchés ne sont plus construites en France mais produites, au moins en partie, sur place. L'internationalisation du marché va de pair avec la délocalisation des activités de production. En effet, pour gagner un marché, le constructeur doit implanter dans le pays une usine de montage ou de fabrication partielle des véhicules sous peine de perdre le marché au bénéfice d'une firme concurrente. On se situe là directement au niveau de la concurrence inter-impérialiste, alors que les rapports de forces à l'échelle mondiale évoluent.

La redistribution des activités est aussi une manifestation de la volonté de développer une stratégie internationale autonome d'industrialisation des pays en voie de développement. C'est pour cette raison que les directives de M. Jacques Chirac pour le VII[e] Plan précisent :

« La place du tiers-monde dans nos relations extérieures est appelée à s'accroître ; le développement économique de certains de ses membres oblige à prévoir une redistribution des activités et à réfléchir aux évolutions souhaitables des formes de coopération. »

La division internationale du travail dans ce contexte ne concerne plus (ou pas seulement) la division matières premières-produits finis mais la division industries de base-industries de pointe. En effet, la « redistribution des activités » envisagée ne concerne que la délocalisation de certaines activités productrices : celle qui permet d'alléger la composition organique du capital et de profiter d'un réservoir de main-d'œuvre plus facilement exploitable. Par contre, les pays du « centre » conservent la maîtrise de l'ensemble de la production en étant maîtres de la recherche technique, du savoir-faire, de l'ingénierie, des circuits de financement (au moins partiellement) et de la production des biens d'équipement.

Cette internationalisation de la production revient donc à étendre le mode de production capitaliste au tiers-monde, sous la domination du centre. Elle suppose qu'un pari est fait sur la passivité des travailleurs du tiers-monde. C'est pourquoi, face à l'internationalisation de la production, doit s'organiser l'internationalisation des luttes ouvrières.

La diversification

LA diversification est également un élément stratégique, qui n'est d'ailleurs pas indépendant des deux autres que nous venons de présenter, dans cette période critique. Là encore, elle n'est pas nouvelle, mais elle prend une importance sans précédent. Il n'est besoin pour s'en persuader que de remarquer l'insistance avec laquelle les constructeurs affichent des objectifs allant jusqu'à 50 % de diversification dans le moyen terme.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Seul le groupe Renault est réellement diversifié. Il est présent dans divers domaines suivant une certaine logique :

— Les domaines liés à la construction des automobiles ou mettant en œuvre des techniques de production semblables, depuis les fonderies jusqu'aux moteurs de toutes sortes, en passant par la machine-outil et les roulements à billes, sans oublier l'ingénierie ;

— Les domaines liés aux transports : poids lourds et autobus, tracteurs, locomotives, bicyclettes, location de voitures, etc. ;

— Enfin, des récentes prises de participation qui ne sont pas de la diversification (au sens strict) mais ont un caractère financier, comme dans la Générale Alimentaire.

Mais cette diversification ne représente encore qu'un faible pourcentage du chiffre d'affaires consolidé du groupe (environ 20 % si l'on élimine tout ce qui participe à la production automobile, dont 10 % pour les poids lourds).

La stratégie de diversification des groupes semble osciller entre deux tendances. Une première tendance relève plus de la stratégie financière et vise à élargir la base de profit, mais pour maintenir une activité principalement centrée sur l'automobile. Une deuxième tendance relève plutôt de la diversification-reconversion et s'appuie sur deux analyses. D'une part, pour conserver une maîtrise dans la construction des automobiles, il faut investir, dans la recherche, dans les biens de production (machines-outils, etc.), dans l'ingénierie, ainsi que dans le domaine de la production d'énergie autre que pétrolière. Ce dernier point est, en effet, névralgique car, sinon, il se pourrait que les véhicules propulsés à l'électricité par exemple soient développés par des groupes industriels tout à fait étrangers à la construction des automobiles. Par ailleurs, certains constructeurs cherchent à fonctionner plus en tant que producteurs de moyens de transport qu'en tant que producteurs d'automobiles. C'est ce qui les amène à développer des activités dans tout le champ des transports en tablant sur le fait que l'automobile, dans l'avenir, ne sera plus le mode dominant.

En conclusion, il paraît clair que l'industrie automobile entre dans une nouvelle phase de son développement, sous la pression d'un grand nombre de facteurs, dont la crise de l'énergie n'est sans doute pas le plus important. Ce virage conduira à terme au déclin du poids relatif de la production d'automobiles dans les économies capitalistes. Cette politique de redéploiement sera rythmée par l'intervention des pouvoirs publics tant pour faciliter les mutations que pour s'adapter aux exigences de la concurrence internationale.

La question n'est pas tant de savoir s'il y aura déclin mais comment et à quel prix se fera ce déclin.

JULIETTE NICOLAS.

Luttes ouvrières contre l'organisation "scientifique" du travail

Quand l'outil se retourne contre ceux qui l'ont conçu

Par JEAN RABART

QUELQUES jours après le démarrage de la grève des O.S. du Mans — grève dite de l'enthousiasme ! — et après les nombreux mouvements qui avaient secoué les différents ateliers de Billancourt, un délégué C.F.D.T. croit pouvoir affirmer que c'est *« l'organisation du travail »* qui est remise en cause par les ouvriers de Renault, par les plus exploités et les plus nombreux, les O.S. Mais bien vite les fronts vont s'organiser : direction d'un côté, qui compte sur la sagesse de la C.G.T.-Renault et sur son respect de la nationalisation, de l'autre les ouvriers spécialisés du Mans sous la direction de la section locale C.G.T.

Les mots d'ordre se précisent : 250 francs pour tous. L'organisation du travail ne sera plus remise en cause ni même discutée, surtout pas à l'occasion d'une négociation sur les classifications. La forme de lutte adoptée par les O.S. du Mans reste exemplaire, impitoyable pour le capital — public ou privé — et c'est le coulage des cadences qui est en lui-même porteur de la dénonciation du processus de production automobile.

C'est devenu tellement manifeste aujourd'hui que l'on ose à peine rappeler ces évidences que toute grève chez Renault met en lumière : en mars 1973, trois cent soixante-treize O.S. des presses peuvent paralyser plusieurs usines du groupe Renault. En mars-avril 1975, les O.S. du Mans peuvent bloquer toute la production de la Régie. Et auparavant, Saint-Jean-de-Maurienne, Le Mans encore, etc., cela s'appelle une grève-bouchon. Mais qu'est-ce qu'une grève-bouchon ? C'est la manifestation exemplaire d'un système de production basé sur le *taylorisme* depuis ses origines et qui ne cesse de pousser toujours plus loin :

— la décomposition d'un produit en éléments simples ;

— la réduction du travail complexe en travail simple.

Le taylorisme comme modèle d'organisation du travail dans les usines automobiles répond à la logique d'accumulation du capital, comme l'a si souvent démontré A. Gorz : *« La contestation de l'organisation capitaliste du travail implique la contestation du système dans son ensemble. Ce n'est qu'en rendant cette contestation explicite et autonome qu'on empêchera la réduction et la récupération réformistes de la résistance ouvrière au despotisme d'usine (1). »*

Nous allons examiner les manifestations actuelles de l'organisation capitaliste du travail dans l'automobile, avant d'analyser les éléments qui se dégagent des luttes ouvrières contre cette organisation.

Accélération des cadences et sous-traitance

L'ORGANISATION du travail dans l'automobile, c'est d'abord des chaînes d'assemblage pour lesquelles les techniques sont inchangées. A Lordstown (Ohio), usine Vega de la General Motors, l'architecte industriel déclare à la revue *Automobile News* : *« A Lordstown, même le système des chaînes est unique. Il est à quatre niveaux et sa hauteur varie entre 35 centimètres et 1,80 mètre, selon le type des opérations, de façon à présenter le travail de la façon la plus commode pour l'ouvrier. »*

Henry Ford, dans *My Life and Work*, déclarait déjà : *« Au début de 1914, nous avons rehaussé la chaîne de montage et adopté la politique du travail « à hauteur d'homme ». Nous avions une chaîne à 65,6 centimètres du sol et une autre à 61,2 centimètres (2). »*

Quel que soit le pays capitaliste concerné, les chaînes automobiles sont fondées sur la loi du chronométrage et l'accélération des cadences. Tout temps mort doit être éliminé : si chaque ouvrier de Renault accélère son travail d'une seconde par heure, la Régie économisera près de 500 000 francs en un an !

La chaîne, c'est l'assemblage final pour donner le produit fini. Mais les éléments qui sont assemblés sur la chaîne sont produits dans les différents ateliers (blocs moteurs, châssis, portes, fenêtres, circuits électriques, etc.). Certains sont déjà des produits semi-finis, qui ont été assemblés, soudés, d'autres non.

Actuellement, les grandes entreprises de l'automobile disposent à l'échelle de chaque nation, mais de plus en plus à l'échelle internationale, d'un ensemble complexe d'ateliers, de filiales, d'usines sous-traitantes, où les différences de statut, de rémunération, de conditions de travail, sont énormes.

Les sous-traitants peuvent éviter la dépendance à l'égard d'un seul constructeur en s'organisant ou en monopolisant la production d'un composant (Bosch en Allemagne, les pneumatiques, les phares, etc.). Pour 1971, une étude du CRESAL (3) a estimé la sous-traitance entre 17 et 20 % du total des achats pour les constructeurs de voitures particulières (Renault, Peugeot, Citroën, Chrysler-France), à 17 % pour Saviem et à 30 % pour Berliet. Le total de la sous-traitance pour le secteur automobile représentait un peu moins de 4 milliards de francs.

(Lire la suite page 12.)

(1) *Les Temps modernes*, n[os] 314-315, septembre-octobre 1973.

(2) Citations extraites d'un article d'Emma Rothschild dans *The New York Review*, 23 mars 1972.

(3) Centre de recherches et d'études sociologiques appliquées de la Loire (CRESAL), 6, place de l'Hôtel-de-Ville, 42 - Saint-Etienne. Etude réalisée par Bruno Vennin et Etienne de Banville en mai 1973.

A LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

Innovation technologique et fonction sociale

L'INNOVATION technologique est-elle en mesure de fournir un nouveau souffle au véhicule automobile ?

La question n'est pas neuve. La prise de conscience par la population des problèmes d'environnement a largement contribué à poser les problèmes de l'avenir technique de l'automobile. Celle-ci apparaît en effet créatrice de maux nombreux qui, dans certaines agglomérations, atteignent des seuils d'inacceptabilité. Les accidents de la circulation, la pollution, les nuisances esthétiques, la destruction d'un cadre géographique de vie, le bruit, voire l'urbanisation elle-même constituent autant d'agressions, considérées de plus en plus comme intolérables.

Et pourtant, malgré tout, l'automobile restait demandée, puisqu'elle constituait le seul moyen de transport réellement adapté au mode de vie. Ce n'est évidemment pas un hasard. L'objet a, en l'espace d'un demi-siècle, forgé un nouveau type d'organisation du travail, un nouveau mode de vie, induit de mille et une manières la croissance économique dans les pays occidentaux développés.

Cependant, la question de l'avenir technologique du véhicule automobile a pris depuis deux ans une acuité nouvelle. Les augmentations importantes des prix d'achat et d'utilisation de l'automobile depuis la fin de l'année 1973, la baisse générale du pouvoir d'achat consécutive à l'inflation et à la crise, ont atteint durement le secteur automobile en créant un fléchissement de la demande. La question reste posée de savoir si c'est par l'innovation technologique que le secteur parviendra à résoudre ses difficultés.

Or, une des caractéristiques du secteur automobile est que l'innovation y a été très faible depuis 1910. Comme l'écrivait M. Tessier du Cros, on constate que « l'automobile n'a pas fait de progrès significatifs depuis 1910, date à laquelle la voiture moderne était déjà inventée ». L'innovation a consisté essentiellement à adapter de mieux en mieux l'objet au mode de production, à en généraliser l'usage, à forger autour de lui une idéologie.

Cette adaptation de l'objet à un mode de vie apparaît de manière significative quand on compare l'évolution du véhicule selon les pays et les situations économiques. Ainsi, jusqu'en 1920 environ, il n'y a pas de différences majeures entre l'automobile américaine et l'automobile européenne. Ce n'est qu'à partir de cette date que les divergences apparaissent. Nul doute que cela tient à des différences dans l'évolution du système économique et social. Comme l'a très justement montré A. Nicolon (1), les variables expliquant ce phénomène résident dans « les différences de dimension et d'organisation de l'espace (distances, types d'urbanisation, réseau routier, etc.) ; les différences de niveau et de structure de revenus et en définitive les différences de structures sociales ; les différences de fiscalité sur l'automobile et sur les carburants ; les différences dans la structure de l'industrie automobile elle-même ; un ensemble de différences, enfin, qui relèvent de l'idéologie et de la culture ».

Bien sûr, l'innovation technologique a pénétré le secteur automobile. Des perfectionnements importants ont pu être apportés sur le plan des freins, des pneumatiques, de la sécurité, etc., mais le système technologique est resté le même. Ce qui n'est pas le cas pour l'aéronautique par exemple.

L'invention de l'O.S.

EN fait, c'est aux exigences commerciales que se soumettra avant tout le secteur automobile en poursuivant, comme objectif fondamental, la consommation de masse, donc standardisée. L'innovation porte sur l'adaptation de la gamme à des demandes particulières, tout en s'efforçant de manière permanente de réduire les différences pour des raisons de rentabilité. Autrement dit : offrir le plus avec le moins. Elle porte aussi sur l'aspect « design », manière d'adapter les véhicules à la psychologie du consommateur. Elle porte enfin et surtout sur les techniques de production. C'est dans ce domaine que l'innovation sera la plus marquante : l'invention du travail à la chaîne, la subordination totale de la forme du travail à la réduction des coûts de production, bref « l'invention de l'O.S. », constitue certainement une des principales innovations du secteur.

Cette absence d'innovations technologiques tient à plusieurs éléments qui se ramènent finalement tous à la notion de risques économiques. En effet, l'industrie automobile est fortement capitalistique. La mise en place de nouvelles techniques exige des investissements coûteux et un renouvellement en capital, relativement risqué dans un secteur où la concurrence est très forte. Or cette concurrence oligopolistique se porte essentiellement sur les prix. Cette concurrence par les prix entre un petit nombre de producteurs limite l'innovation. En effet, l'usager est assez peu sensible à l'innovation technique, sauf pour un public pour lequel l'achat d'un véhicule ne constitue pas en soi une dépense importante et pour lequel existe une forte sensibilité à l'image de marque de la technique de pointe. Compte tenu des coûts d'investissement, le risque technologique est immédiatement un risque économique. Les exemples de Citroën et de Maserati sont à cet égard significatifs. Dès lors, comme le note André Nicolon, « le principal moyen (sinon le seul) de diminuer de tels risques est de choisir une évolution technologique qui procède par touches successives dans la direction principale des habitudes de consommation, et en demeurant dans le champ de filières technologiques bien maîtrisées ». On constate ainsi la lenteur de la diffusion technologique et le choix porté sur l'amélioration plutôt que sur le bouleversement des techniques.

L'évolution de la technologie aux Etats-Unis est à cet égard particulièrement révélatrice. En 1970, les Etats-Unis ont adopté le Clean Air Act qui vise à réduire de manière très forte les pollutions émises par les automobiles. Cette décision est l'aboutissement d'une campagne menée depuis 1950, lorsque le California Institute of Technology avait réussi à montrer la responsabilité des gaz de dégagement dans les brouillards de Los Angeles. Dès 1954, les constructeurs, inquiets de l'impact que de telles révélations avaient sur la population et les responsables, passèrent entre eux un accord qui stipulait que tout brevet pour un système d'épuration, construit par l'un d'entre eux, serait livré à tous les autres, sans contreparties. C'était là une manière de freiner la lutte anti-pollution en empêchant l'exercice de la concurrence dans ce domaine. Ce n'est en fait que dans les années 1968-1970, à la suite des campagnes de Ralph Nader, que la prise de conscience de l'opinion publique obligea le gouvernement fédéral à prendre des mesures. Elles visaient à réduire de 90 % les émissions nocives de monoxydes de carbone, d'hydrocarbures, d'oxyde d'azote par le recyclage d'une partie de l'échappement dans le carburateur, la mise en place de systèmes antipolluants sur le pot d'échappement. Or de telles mesures non seulement ne se révèlent pas d'une très grande efficacité, mais surtout engendrent des coûts très élevés à la production et à la consommation (fragilité des véhicules, besoin énergétique, etc.).

La solution qui consisterait à rechercher une innovation radicale a été mise de côté par les constructeurs au nom d'une impossibilité de mener en même temps des études sur l'amélioration du véhicule actuel et sur un nouveau véhicule. En fait, on s'aperçoit que le système technologique de l'automobile est peu modifiable : l'amélioration d'un élément se traduit par des pertes sur d'autres. Par exemple : la lutte anti-pollution a pour effet l'augmentation de la consommation d'énergie. Il ne fait pas de doute que, dans la logique actuelle, la solution pour les constructeurs conduit à rompre l'inertie propre au secteur et à envisager une innovation radicale.

Les conditions actuelles de la production et de la consommation du véhicule automobile conduisent donc à envisager des bouleversements dans la technologie du véhicule individuel. Ceux-ci viendront probablement de l'utilisation du véhicule électrique dont les recherches sur l'hydrogène comme vecteur d'énergie accélèrent la mise au point possible. Mais si les avantages que conférerait l'utilisation de la traction électrique sont nombreux sur le plan de la nuisance, il faut noter que les exigences que réclame le processus sont nombreuses. Elles supposent que les constructeurs limitent au maximum le risque économique, et par conséquent qu'ils s'appuient sur un mouvement de consommation. Autrement dit, il est nécessaire de faire naître un besoin. Le jour où le constructeur automobile va critiquer la production traditionnelle du secteur est proche. Et ce n'est pas un hasard si Fiat, dès aujourd'hui, propose des modèles « qui durent dix ans » alors que jusqu'à présent les constructeurs s'efforçaient de réduire la durée de vie.

Limiter le risque économique conduit aussi à rechercher de nouvelles conditions d'organisation du secteur. Elles se traduiront inévitablement par de nouvelles concentrations horizontales, certes, par l'élimination des entreprises plus faibles, verticales surtout peut-être, par l'intégration d'entreprises d'autres secteurs (électriques par exemple). Ces perspectives de restructuration sont, en système capitaliste, un facteur important d'émergence d'une nouvelle période d'innovations.

Cela étant, si l'innovation de la traction électrique peut être un nouveau procédé pour perpétuer l'utilisation du véhicule individuel et les fonctions actuelles de l'automobile, mais aussi pour réactiver un secteur en difficulté, il n'en reste pas moins qu'elle ne modifie en rien les données fondamentales qui renvoient non pas à la technologie propre du véhicule, mais à la fonction économique et sociale que joue le véhicule individuel, objet de consommation de masse de nos sociétés.

B. M.

(1) A. Nicolon, « L'industrie automobile et l'innovation technologique », Journées de formation-production des transports et formation des villes, Montpellier, octobre 1974. A. Nicolon et J.J. Chanaron, *L'innovation dans la construction de matériels de transports terrestres*, IREP, Grenoble, juillet 1973 (recherches effectuées pour l'I.R.T.).

(Photo Sygma.)

LA CRISE
Rompre avec le système actuel ou l'étendre au monde entier ?

(Suite de la page 11)

Cette sous-traitance interrégionale à l'intérieur d'un pays donné commence à s'internationaliser et des plans de fabrication à l'échelle internationale seraient prêts pour 1980-1985, profitant de la division du travail à l'échelle mondiale, et intégrant les pays de l'Est européen dans ce procès. A l'occasion de la première grève des O.S. du Mans, le recours à une sous-traitance en Espagne avait très concrètement permis aux travailleurs en lutte d'en comprendre le risque.

Du point de vue du capital automobile, l'intérêt de la filialisation et de la sous-traitance est triple :

— Décentralisation des responsabilités de gestion et de maîtrise (du personnel essentiellement) ; les accords de la maison mère ne sont pas applicables aux sous-traitants ;

— Répercussion des contradictions du « marché » sur de petites ou moyennes unités : non-garantie de l'emploi, conditions de travail mauvaises, niveaux de salaires bas, fixation autoritaire des prix de livraison, non-prise en charge des problèmes sociaux à l'échelle du groupe (pas de C.C.E., formation, etc.) ;

— Contrôle (par le financement et les cahiers des charges) de l'entreprise filiale ou sous-traitante.

Jusqu'à présent, les luttes des travailleurs directement employés par les constructeurs n'ont que très rarement pris en charge la revendication d'intégration au groupe des filiales et sous-traitants. Sauf lorsque des grèves dans ces entreprises — Saint-Jean-de-Maurienne, pour Renault — rendent éclatants les différences et les mécanismes d'exploitation.

Deux moyens de diviser les travailleurs

L'ORGANISATION du travail chez les constructeurs automobiles, c'est enfin un moyen de réduire le prix de la force de travail. Cela confirme toutes les analyses de Marx sur l'accroissement de la plus-value relative et les économies dans l'emploi du capital constant.

Depuis de nombreuses années, mais aujourd'hui de façon plus évidente, c'est le mécanisme de la « déqualification » de la main-d'œuvre qui est caractéristique du mode de production capitaliste dans l'automobile. Aux usines Renault-Billancourt, dans le secteur « carrosserie-montage », entre 1953 et 1965, les O.S. (ouvriers spécialisés) ont augmenté de 45 %, passant de 6 495 à 9 394 ouvriers, tandis que les O.P. (ouvriers professionnels) diminuaient de plus de 35 %, passant de 2 162 à 1 403 ouvriers.

En dehors de Billancourt, les ouvriers des autres usines de fabrication de la régie Renault ont évolué de façon caractéristique :

	1953	1965
— O.S.	5 181	14 469
— O.S. + O.P.	7 839	17 632
— Pourcentage d'O.S.	67 %	83 %

Ces chiffres sont d'excellents indicateurs de la tendance à la *déqualification ouvrière* en cours dans l'ensemble de la métallurgie, et en particulier dans l'automobile. Ce mouvement général n'est pas aussi linéaire qu'il y paraît :

— Les effectifs très qualifiés d'ouvriers professionnels croissent beaucoup plus et plus vite que l'ensemble des ouvriers professionnels (P3 et P2 outilleurs : « l'aristocratie ouvrière ») ;

— A la croissance rapide des ouvriers non qualifiés — dits spécialisés — correspond un développement de « super-O.S. », ou petits professionnels que sont les P1 ou régleurs, chargés de surveiller ou de régler les machines des O.S.

A cette contradiction O.S.-O.P., qui permet d'entretenir et de développer la division entre travailleurs par l'organisation supposée « scientifique » du travail, s'en superpose une autre qui est devenue la caractéristique de l'industrie automobile *aujourd'hui : le recours à une force* de travail immigrée pour les postes d'O.S. Deux exceptions apparentes à cette règle sont confirmées par la pratique : les Etats-Unis et l'Italie.

En Italie, les O.S. viennent du Mezzogiorno, et, s'ils ont la nationalité italienne, ils n'en constituent pas moins une force de travail importée des zones « sous-développées » — comme les DOM-TOM en France — *et les conditions de cette fraction* de la classe ouvrière s'apparentent très exactement à celles que connaissent en France les O.S. immigrés, y compris au niveau du logement et de la ségrégation sociale.

Aux Etats-Unis, de même, si les Noirs constituent la base ouvrière de l'industrie automobile, celle-ci est complétée par l'immigration portoricaine, jamaïcaine, mexicaine, etc.

Quel est l'intérêt pour le capital de l'industrie automobile de recourir à une force de travail peu préparée au « travail industriel » et importée de régions rurales ? Il est de trois ordres :

— Au niveau idéologique, ceci ajoute à la division O.S.-O.P. une barrière supplémentaire : entre Français et immigrés, mais aussi entre immigrés de diverses provenances ;

— Au niveau du prix de la force de travail dans l'usine, les taux de rotation du personnel, extrêmement rapides — entre deux et quatre ans en moyenne chez tous les constructeurs automobiles, — permettent des gains non négligeables (primes d'ancienneté, etc.) et un engagement dans le travail physique (cadences) à des taux que refuse la classe ouvrière française ;

— *Socialement*, le prix de la reconstitution de la force de travail est plus faible que la moyenne française (célibataires dont la famille reste au pays, mode d'habitat collectif, foyers, etc.).

Mais, pour que ces avantages demeurent, il faut qu'à la rotation rapide du personnel dans l'usine (de nouvelles troupes « fraîches » pour les chaînes) corresponde au niveau *de la société une rotation organisée* : c'est l'objet des circulaires Marcellin-Fontanet et la politique d'accords bilatéraux mise en œuvre par M. Postel-Vinay, puis par M. Dijoud.

Sous-traitance, déqualification, immigration, telles sont les caractéristiques de l'organisation dite scientifique du travail dans les usines automobiles en 1975, organisation qui applique toujours les principes de base du taylorisme :

« *En 1884, à la Midvale Steel Co., les ouvriers étaient payés aux pièces à raison de 50 cents par pièce. La production moyenne journalière était de cinq pièces. Après l'analyse du travail et la détermination du temps le plus court pour chacune des opérations élémentaires, je fus convaincu de la possibilité de produire dix pièces par jour. Au lieu de 50 cents, il fut alloué aux ouvriers 35 cents par pièce s'ils produisaient dix pièces ou plus par jour et seulement 25 cents s'ils en produisaient moins (4).* »

Réformisme syndical et récupération patronale

L'HISTOIRE récente, c'est aussi l'histoire des luttes ouvrières *contre cette organisation du travail*, contre l'augmentation des cadences, contre la baisse des salaires et du pouvoir d'achat. Ces luttes ont, depuis 1968, pris une certaine ampleur avec l'apport des nouvelles formes de lutte, plus dures, souvent plus claires dans leurs objectifs sous l'angle des rapports de classes, plus démocratiques (assemblées générales, élections de délégués révocables, comités de grève, etc.). L'organisation du travail se retourne alors contre ceux qui l'ont conçue, et ces luttes sont souvent victorieuses (partiellement comme au Mans) parce que tout arrêt d'un atelier bloque le travail de dizaines de milliers de travailleurs. Les deux grèves les plus significatives sont celles des presses en mars 1973 — département 12 Billancourt — et celles de « l'enthousiasme » au Mans en mars-avril 1975.

Mais ces grandes grèves, qui se recoupent avec d'autres en Allemagne ou aux Etats-Unis, ou chez Fiat en Italie, ne sont que les moments forts, spectaculaires, d'une lutte permanente entre ouvriers et patrons de l'automobile et en particulier entre ouvriers spécialisés et directions. Cette lutte permanente est ponctuée par des grèves localisées, multiples, variées, où les syndicats, et la C.G.T. en particulier, jouent un rôle essentiel pour canaliser les revendications, maîtriser les mouvements et éventuellement « casser » les gauchistes. Le mouvement maoïste à Billancourt, de 1968 à 1973, a réussi à organiser la « révolte » ouvrière contre les cadences, contre l'organisation du travail, contre les « petits chefs ». En s'opposant *a priori* à la C.G.T., il s'est condamné malgré des succès indéniables dans l'avancée de la prise de conscience des travailleurs et en particulier des O.S. de l'île Seguin.

Ces luttes multiples, variées, contre l'organisation du travail ne sont ni coordonnées ni prises en charge par le mouvement syndical organisé, dont la base de classe reste les ouvriers professionnels français, et ce sont les directions qui, elles, au niveau *idéologique*, reprendront certaines revendications pour les détourner de leur véritable but : la destruction des rapports de production capitaliste dans l'usine.

Ainsi les discours de la direction de Renault sur les « expériences » d'enrichissement ou d'élargissement des tâches répondent à certaines pratiques de contrôle ouvrier réalisé par le « Comité de lutte Renault » en 1971 : « *Tournons sur les postes dans les ateliers et sur les chaînes pour éliminer toutes les divisions entre nous.* »

De même, en Italie, Fiat est allé trop loin dans la recherche de la participation syndicale au contrôle de l'organisation du travail, pour briser l'auto-organisation des travailleurs sur les chaînes et dans les ateliers.

La lutte ouvrière contre l'organisation « scientifique » du travail dans l'automobile se heurte de plus en plus aujourd'hui au réformisme des organisations ouvrières et à l'attitude patronale toujours partagée entre répression et récupération idéologique des luttes.

JEAN RABART.

(4) Taylor, cité par Leclère dans *les Méthodes d'organisation et d'engineering.*



(Photo Sygma.)

CHAINE D'ASSEMBLAGE EN ITALIE
La remise en cause des méthodes et modalités de la production...

SOMBRES PERSPECTIVES D'AVENIR

Une nécessaire mais difficile restructuration

Par P. JEROME

DES la fin des années 60, la multiplication des grèves d'O.S., les perspectives de saturation des grands marchés, le déclin des profits, l'essor des revendications en matière de pollution et de sécurité, devaient amener le patronat de l'automobile à rechercher des issues plus ou moins inédites et efficaces aux nouvelles difficultés rencontrées. A ces difficultés multiformes, les réponses déjà apportées ou en voie de l'être sont extrêmement diversifiées : concentration des capitaux, accords de coopération industrielle, internationalisation de la production, transformation du produit automobile, diversification de l'activité en dehors du secteur d'origine, réorganisation des tâches ouvrières. Y a-t-il là de quoi remettre en cause les thèses en vogue sur l'irrésistible déclin de l'automobile ?

Toute période de crise dans le monde capitaliste est d'abord marquée par des mouvements de concentration. Malgré son gigantisme, l'industrie automobile n'y a pas échappé tant en ce qui concerne les voitures de tourisme (regroupements Volkswagen-Audi-NSU, Volvo-Daf, Peugeot-Citroën) que les véhicules utilitaires (fusion Saviem-Berliet, rachat par Fiat de l'Allemand KHD, association entre le Japonais Isuzu et General Motors). Mais ce gigantisme industriel impose désormais des limites ou des modalités nouvelles aux opérations de concentration. En Grande-Bretagne, c'est l'Etat qui a dû venir au secours de l'empire B.L.M.C. en pleine déconfiture. Chrysler, le troisième grand américain, n'intéressa aucun acheteur capable ou désireux de prendre en charge une situation si difficile. Enfin la fusion Peugeot-Citroën ne pourra avoir lieu que grâce à une injection massive de fonds publics. La concentration du capital n'est sans doute, dans la décennie en cours, qu'une issue secondaire pour faire face à la crise.

Parallèlement aux regroupements chez les constructeurs et aux interventions étatiques, on a beaucoup parlé des prises de participation de capitaux pétroliers dans l'industrie automobile. Les Algériens se sont un moment intéressés au rachat de Chrysler-France. L'Iran s'est tourné vers Mercedes et Fiat. Dans aucun cas, de tels projets n'ont abouti. D'une manière générale, les constructeurs occidentaux ont à l'occasion manifesté une remarquable xénophobie.

Plus que les vastes opérations de concentration ou les prises de participation spectaculaires, ce sont les entreprises communes dans des domaines précis et limités qui ont marqué et marqueront encore très fortement la branche industrielle. L'exemple typique nous est fourni par la filiale créée en commun par Volvo, Peugeot et Renault pour la production du moteur V 6 qui équipe les modèles de haut de gamme des trois fabricants. Sans une telle association, le seuil de fabrication rentable des mille moteurs par jour n'aurait pu être atteint. Mais le cas du V 6 est loin d'être isolé. C'est ainsi que Volvo, Saviem et KHD ont réalisé ensemble les études et achats d'équipements, que les moteurs Diesel de bas de gamme sont étudiés conjointement par Fiat, Saviem et Alfa-Romeo. Toutes ces entreprises communes vont dans le sens d'une uniformisation plus poussée, tout particulièrement à l'échelle européenne, des composants de base des véhicules. Elles entraînent des économies de capital et des gains de productivité non négligeables. Mais la coopération industrielle progresse apparemment moins vite que les difficultés de la branche.

Les limites de la « délocalisation »

LA délocalisation des productions automobiles à la périphérie des grands pays industriels a été souvent présentée comme le palliatif par excellence à ces difficultés. Les coûts de la force de travail étant spectaculairement bas dans les nations pauvres, on en a déduit que la préoccupation majeure des grandes firmes était de s'implanter à marches forcées vers les zones à bas salaires.

Rares sont cependant les fabricants qui se sont résolus à produire les composants de leurs véhicules à l'étranger. Cela tient à toute une série de raisons : coûts de transport, problèmes d'approvisionnement, sécurité des investissements, résistance des syndicats, etc.

Mais l'une d'entre elles mérite une attention particulière. La fabrication des composants automobiles a atteint un tel degré d'automatisation que les économies liées à l'utilisation d'une main-d'œuvre surexploitée dans ce domaine ne sont pas évidentes.

Si l'on considère, maintenant, non plus la fabrication des composants, mais les opérations d'assemblage et de montage, l'argument des coûts de main-d'œuvre retrouve toute sa valeur. C'est sur de telles opérations et plus particulièrement au montage final que l'automatisation est peu développée. Or, que constate-t-on ? Dans l'immense majorité des cas, le patronat des pays industriels dispose sur place (Noirs américains pour les Etats-Unis) ou fait venir (immigrés du bassin méditerranéen et d'Afrique pour l'Europe) une main-d'œuvre à bas prix. Les coûts de transport et les charges d'investissements lors d'une délocalisation à la périphérie ne paraissent pas suffisamment compensés par les différences des coûts de main-d'œuvre.

Certes, les usines de montage tendent à se développer en dehors des zones traditionnellement riches. Mais il s'agit essentiellement d'unités fonctionnant pour le marché local ou régional. Les usines Volkswagen au Brésil tournent pour le marché brésilien et peut-être pour les marchés environnants. Mais pas pour le marché allemand, ni même américain. En d'autres termes, c'est seulement dans les pays où les conditions sociales et politiques nécessaires à l'existence d'un marché capitaliste ont été créées que l'on voit les grands constructeurs s'installer. Alors, les gains liés aux coûts réduits de main-d'œuvre se trouvent souvent compensés par d'autres désavantages. Forts de la concurrence entre constructeurs qui tiennent à prendre pied sur des marchés jugés, à terme, prometteurs, les gouvernements des pays hôtes parviennent parfois à imposer des coefficients élevés d'intégration de la production. Coefficients qui ne correspondent pas nécessairement aux critères de rentabilité optimale pour la firme. Là où les marchés sont les plus prometteurs, le coût d'accès et d'implantation devient de plus en plus élevé et les perspectives de rentabilisation des investissements s'éloignent en conséquence dans le temps. On peut se demander, par exemple, si une affaire comme la régie Renault dispose aujourd'hui d'une assise financière suffisante pour prendre sa place au Brésil. Le rapatriement des profits, quant à lui, soulève toujours et à plus ou moins longue échéance des difficultés.

Symbole et instrument d'un modèle économique remis en cause

Une place nouvelle dans une nouvelle forme de croissance

Par CHRISTIAN LÉMAITRE *

PASSAGE d'un mauvais cap, remise en cause d'une situation acquise ? C'est la question posée à l'industrie automobile. Les réponses ne sont pas claires. Les grands constructeurs affirment le caractère conjoncturel de la crise, mais, en même temps, la plupart d'entre eux recherchent une diversification de leurs activités. D'un côté on minimise donc la portée de la crise, mais de l'autre se développe une stratégie qui paraît intégrer une mutation plus profonde pour l'industrie automobile.

En réalité, il s'agit de faire face à la chute de la demande, alors qu'à plus long terme se dessine une plus grande « insécurité » pour ce secteur. Peut-il demeurer un vecteur prioritaire de la croissance et par là même conserver une place importante dans les pays industriels ? Au contraire, s'agit-il de préparer un repli pour les années à venir ?

Le secteur automobile est exemplaire de la dynamique des économies capitalistes au cours des vingt dernières années. La diffusion massive du véhicule individuel et le rôle important de ce secteur dans la production sont significatifs d'une période de l'évolution des économies occidentales.

Pourquoi cette place à l'automobile ? Tout d'abord, et nous n'insisterons pas sur ce point, elle a été considérée comme un élément de promotion sociale. L'empressement des consommateurs et la possibilité d'une production de masse ont ainsi fait de cette production un secteur tout à fait dynamique.

Mais cette approche sociologique ne suffit pas. L'automobile n'est pas et n'a pas été uniquement un bien de consommation. Les conditions de sa production et sa fonction de moyen de transport donnent plusieurs clefs pour comprendre sa place dans la croissance économique des vingt dernières années.

Un « moteur » de l'expansion

LA reconstruction des pays européens après la guerre et leur industrialisation s'accompagnent, à quelques variantes près, de la croissance du secteur automobile et de l'augmentation massive de la motorisation. Parce qu'elle demande beaucoup de main-d'œuvre, parce qu'elle fait appel à la production de secteurs-clefs (sidérurgie, industrie mécanique), l'industrie automobile a été retenue dans les modèles de développement d'après-guerre. Et ceci d'autant plus qu'il y avait l'exemple américain.

Les conditions de production ont permis une poursuite et une accélération de sa croissance. La production de masse tout d'abord a permis des gains de productivité importants. Une diminution des prix relatifs de l'automobile a permis de soutenir son rapide mouvement de diffusion.

Les exigences de la production de masse et ses avantages ont conduit à une concentration poussée. Les économies d'échelle et les gains de productivité s'en sont d'autant renforcés. Les constructeurs ont ainsi maintenu leurs taux de profit en profitant de la baisse du prix relatif qui élargissait ainsi le marché potentiel.

Dans ce cadre, on peut affirmer que le secteur automobile a atteint, mieux que d'autres, ses objectifs. En ce sens, il était particulièrement adapté à un niveau de développement donné des économies occidentales. Même les pays économiquement les plus vulnérables (Italie, voire France) ont pu se doter d'une industrie automobile compétitive.

Si, au cours des années 50 et 60, le secteur automobile a été un élément dynamique de la croissance, les modifications de l'organisation sociale et les exigences de l'accumulation ont fait de la voiture un moyen de transport de plus en plus privilégié. En France notamment, il y a eu concordance entre la période d'ouverture sur l'extérieur et d'industrialisation (impératif industriel, après la création de la C.E.E.) et la période de motorisation intensive.

Cette époque (les années 60 pour simplifier) connaît un bouleversement dans l'organisation de l'espace. Les migrations vers la ville, la croissance urbaine ont exigé une multiplication des nouveaux lieux d'habitat. La banlieue parisienne (mais c'est vrai aussi pour toutes les métropoles régionales) en témoigne. L'automobile s'est alors façonné un quasi-monopole pour les déplacements.

La volonté de limiter les investissements et les dépenses collectives (non productives) ont interdit pratiquement toute transformation significative des transports publics. Ils sont restés en l'état et sont devenus moins adaptés. L'effort a été concentré sur les infrastructures routières, moins coûteuses puisqu'elles ne demandent aucune immobilisation en matériel roulant ni aucune dépense de fonctionnement.

De plus, le choix de l'automobile était cohérent avec une urbanisation sauvage. La spéculation foncière (utile pour l'accumulation de capital) voyait ainsi son champ s'élargir.

Dans ces conditions, le véhicule individuel est devenu indispensable pour une plus large part de la population. La consommation individuelle l'emporte alors sur les équipements collectifs.

* Laboratoire de conjoncture et prospective.

Difficultés et contraintes

LES dérapages se manifestent à différents niveaux à mesure que l'automobile assure sa domination. Le plus souvent antérieurs à la crise de 1974, c'est à ce moment qu'ils seront repris en partie dans le discours officiel.

Dans le cadre de la production tout d'abord, malgré le recours élargi à une main-d'œuvre immigrée, la remise en cause du mode d'organisation du travail s'amplifie. Les revendications sur les salaires, sur les conditions de travail (mouvement des ouvriers spécialisés) ont conduit à des augmentations de coût de production. L'industrie automobile a dû les compenser par des hausses de prix pour maintenir des taux de profit relatifs dans ce secteur. En 1974, ces hausses ont dépassé le taux d'inflation global.

En même temps, les coûts d'utilisation de l'automobile ont également crû. La tarification de certaines infrastructures, celle du stationnement et, bien entendu, la hausse du prix des carburants vont dans ce sens. Apparaissent ainsi les contraintes inhérentes à la satisfaction individuelle d'un besoin collectif de déplacements. Une nouvelle discrimination par des coûts d'utilisation croissants remplace celle qui était fondée auparavant sur la possession ou la non-possession de l'automobile.

Plus important encore, il apparaît que les quelques opérations qui visaient (temporairement) à repousser ces contraintes sont elles-mêmes remises en question. C'est le cas du super-périphérique ou encore des voies express dans Paris. Explicitement ou implicitement, le recul des pouvoirs publics à ce propos montre l'échec des « solutions » adoptées pour assurer les déplacements et l'impossibilité de poursuivre dans la même direction.

Constat d'échec quant au mode d'utilisation actuel de l'automobile, remise en cause des modalités de la production et hausse des coûts, telles sont aujourd'hui les questions posées. Est-ce pour autant la fin de l'automobile ?

Les perspectives de solutions dépendent de plusieurs facteurs, qui relèvent à la fois de la puissance publique et des constructeurs.

La politique de l'Etat (en matière d'urbanisme, à propos des autres modes de transport) est déterminante puisqu'elle influe sur l'évolution des besoins de déplacement. C'est de cette politique que dépend pour partie l'évolution du marché en France. A cet égard, quelques précisions quant aux contraintes que l'on rencontre. Tout d'abord, compte tenu de l'organisation actuelle de l'espace, l'automobile demeure et demeurera un moyen de transport indispensable. L'urbanisation extensive qui a prévalu ne peut se passer du véhicule individuel : même dans l'hypothèse d'un développement des transports collectifs, il garderait une place essentielle.

Cependant s'il ne peut y avoir, dans nos structures actuelles, de bouleversements importants, des adaptations du système des transports apparaissent indispensables. La plus inéluctable est une réglementation accrue de l'utilisation de l'automobile. Le coût grandissant des infrastructures routières dans un espace dense, mais aussi les revendications sur l'organisation de la ville, interdisent un accroissement généralisé des capacités de la voirie. Et il faudra bien limiter le recours à l'automobile. La seule question : comment rendre cette limitation le moins discriminatoire possible ? En effet, faute d'une politique d'ensemble (investissements dans les transports collectifs), on peut craindre que les moins favorisés n'en fassent les frais : repoussés dans des banlieues où les services collectifs sont insuffisants, ils auraient à supporter un coût d'usage élevé pour le seul moyen de transport à leur disposition.

Quoi qu'il en soit, à travers ces réalités se dessine une certaine normalisation du secteur automobile. Qu'est-ce à dire ? En France (et plus généralement en Europe), un marché intérieur moins dynamique et surtout une probabilité beaucoup plus faible de voir le produit se diversifier. L'apparition et le développement de véhicules très spécialisés (véhicules urbains, par exemple), ne sont guère envisageables, en raison des coûts mais aussi parce qu'ils ne résoudraient rien. Dans ces conditions, la place de l'industrie automobile ne saurait demeurer celle d'un leader de la croissance comme dans les années passées. Plus, il serait très dangereux de trop miser sur une telle activité moins bien adaptée à notre stade de développement. La concurrence sur les nouveaux marchés (espoir de tous les constructeurs) risque, en effet, d'être vive. En tout cas, elle impliquera des nouvelles modalités de production (aussi bien de localisation que de structure financière des firmes). C'est bien une reconversion et une diversification d'une partie des capacités de production de ce secteur qui s'impose. Est-elle engagée au mieux ? La solution de la « crise » Citroën que les pouvoirs publics ont retenue ne porte pas à le croire. Elle n'est plus d'époque et un seul groupe français aurait été mieux armé pour cette reconversion partielle.

Plus fondamentalement, la réponse à cette question dépend de la définition d'une stratégie pour le redéploiement industriel. Que faire ? Pour quelle place de la France dans le monde ? Pour quel projet de société ? Autant d'interrogations qui exigent plus qu'un aimable discours. A ce jour, on ne peut qu'être sceptique.





(Photo Sygma.)

NOUVEL ATELIER DE TRAVAIL EN EQUIPE EN SUEDE
...pourrait faciliter une restructuration dans les vieux centres industriels.

Sans parler des luttes de classes et de l'instabilité politique dans les pays d'accueil, Fiat et Renault en ont fait en Argentine la cruelle expérience. Au total, la délocalisation des productions et de l'investissement dans les pays du tiers-monde ne constitue nullement un pactole pour les grandes firmes des pays industriels. Non plus qu'une voie majeure pour la solution de leurs difficultés présentes et à venir. Pourtant, ce qui est vrai pour le tiers-monde l'est peut-être moins pour l'Europe du Sud et le Sud des Etats-Unis. Un lent glissement du Nord au Sud s'opère assurément dans la géographie automobile des principales puissances industrielles. Proximité du consommateur final, coûts moins élevés de la main-d'œuvre, terrains libres, aides des pouvoirs locaux : tout se conjugue pour donner aux zones sud de nouveaux atouts. Le plus fort développement automobile en Europe n'a-t-il pas été celui de l'Espagne ?

Si le mythe d'une émigration outre-mer des firmes automobiles mérite d'être dégonflé, le cliché selon lequel nous verrons bientôt les pays neufs déverser à flots leurs exportations automobiles sur les riches marchés occidentaux doit lui aussi être corrigé. On s'est ému récemment de voir les Fiat polonaises vendues à bas prix sur les marchés européens : les quantités sont marginales. On a agité l'épouvantail d'une Union soviétique devenu le grand constructeur du continent et son premier exportateur : à moins d'un changement radical de la politique brejnévienne, les nouvelles capacités de production mises en place avec l'aide de Renault et de Fiat seront, pour de longues années, saturées par la demande intérieure. Quant à l'Iran ou à l'Algérie, la difficulté de maîtriser la technologie automobile, sans parler des autres problèmes, exclut leur présence sur les marchés occidentaux d'ici la fin de la décennie.

Dans l'automobile, comme dans les autres branches d'industrie, la division internationale du travail est bien loin de progresser de manière linéaire. La période de crise généralisée que connaît le monde occidental pourrait se traduire par des reculs significatifs propres à remettre en question l'existence même de certains fabricants. Les mastodontes américains sont visiblement incertains quant au rôle à assigner à leurs diverses filiales européennes : spécialisation accrue ou au contraire autonomie croissante ? Leurs traditionnels réflexes en faveur du protectionnisme ne cessent de se renforcer pour conserver un marché intérieur sur lequel ils ont jusqu'à présent réalisé leurs meilleurs bénéfices. La guerre concurrentielle avec élimination radicale des capitaux les plus faibles apparaît à présent, et conformément à la vieille tradition capitaliste, comme l'issue de secours la plus large aux problèmes de l'industrie.

Transformation du produit ?

SI les grands constructeurs ne peuvent trouver dans la division internationale les remèdes espérés par certains, pourquoi ne pas miser sur un renouvellement profond du produit-marchandise automobile ? Un tel renouvellement, provoquant l'obsolescence accélérée des véhicules sur les principaux marchés mondiaux, ne constituerait-il pas le plus sûr moyen de créer de nouveaux débouchés ?

Disons tout de suite que la substitution au moteur à explosion classique de nouveaux types d'engins, notamment électriques, n'est guère envisageable sur une grande échelle avant la fin du siècle. Les principaux obstacles techniques n'ont pas été surmontés et, dans le cas où la technique ferait un bond en avant, il n'est pas du tout sûr que la branche automobile soit la mieux placée pour son exploitation industrielle.

Il reste alors la possibilité de voir apparaître des véhicules classiques, mais beaucoup plus robustes et donc durables, équipés de dispositifs antipollution assez évolués, offrant des conditions de sécurité et de silence bien meilleures. Les industriels paraissent fort peu tentés de s'engager dans une voie aussi pleine de risques. Le nouveau modèle récemment sorti par Fiat a fondé sa publicité sur une durée de vie de dix ans. Or, les enquêtes effectuées en France montrent que cette durée est généralement supérieure ! Seules des normes édictées par voie étatique en matière de bruit, de sécurité et de pollution sont à même de créer les conditions d'une évolution importante du produit automobile. Sous la pression de l'opinion et des associations écologiques, le gouvernement américain a été amené (rejoignant, par un hasard sur lequel on peut s'interroger, les soucis protectionnistes des constructeurs) à édicter des normes beaucoup plus sévères. Mais la pression de l'opinion risque de s'atténuer à partir du moment où le prix des véhicules atteindra des seuils jugés prohibitifs. Dans le cadre social et économique que nous connaissons, l'évolution a toutes les chances d'être très lente. Le renchérissement des produits pétroliers, loin de l'accélérer, incite les constructeurs des Etats-Unis à investir leurs moyens financiers dans la réalisation des modèles compact et subcompact. Une telle politique ne peut avoir d'autres conséquences qu'une aggravation de la concurrence sur les marchés mondiaux et un gaspillage accéléré des ressources.

Diversification

LES tentatives de diversification des firmes automobiles se trouvent directement liées aux impasses précédentes. Mais à ce sujet, et contrairement aux opinions si facilement émises au cours des derniers mois, il importe de souligner combien le sort des constructeurs se joue d'abord et avant tout sur les « quatre roues ». Lorsque Fiat et Renault annoncent leur intention de réaliser dans un délai de dix ans la moitié de leurs recettes en dehors de l'automobile, ils parlent des véhicules individuels. Dans cette moitié figurent pour une part essentielle les autobus, autocars, véhicules utilitaires, éventuellement le matériel ferroviaire. Par ailleurs, force est bien de constater que les deux groupes français et italien, auxquels on peut adjoindre peut-être Volvo, se présentent comme des exemples relativement isolés. General Motors et Ford, les mieux placés sur le plan financier pour soutenir une politique de diversification, ne se montrent guère actifs en la matière.

Et si la voie royale de la restructuration automobile passait finalement par une transformation profonde des méthodes de travail et de production dans les vieux centres industriels occidentaux ? La révolution automobile au début du siècle n'a-t-elle pas pris pour base les nouveaux modes d'exploitation de la force de travail ouvrière inventés par Taylor et Ford ? Les luttes des travailleurs n'ont-elles pas mis à l'ordre du jour le dépassement du taylorisme, dépassement que les industriels peuvent capitaliser à leur profit ?

Les diverses expériences d'élargissement et d'enrichissement des tâches pratiquées dans les divers pays industriels, ainsi que la discrétion patronale observée à leur sujet, incitent à des conclusions prudentes. Des gains de productivité ont été un peu partout enregistrés. Ils semblent loin, cependant, de correspondre aux économies de temps foudroyantes jadis obtenues par le taylorisme. Cela ne récuse certes pas leur application future à plus grande échelle, mais les avantages idéologiques et sociaux seraient alors, pour le patronat, peut-être, plus substantiels que les gains en capital.

Un bref regard sur l'évolution automobile permet d'écarter les prévisions les plus catastrophiques. Il laisse sceptique quant à la force des remèdes mis en œuvre pour sortir de la crise.

P. JEROME.

La lutte contre les diverses formes d'exploitation aux États-Unis

UNE GAUCHE AU PLURIEL

Par PIERRE DOMMERGUES

DIX ans après les « troubles de Berkeley » qui signalent le début du mouvement étudiant aux Etats-Unis, *la naissance de la « nouvelle gauche »*, la découverte du racisme quotidien dans le Sud, la conscience de l'immoralité de la guerre au Vietnam, il est fréquent d'entendre dire que la gauche américaine est morte : les campus sont calmes, les ghettos pacifiés et la *contestation « récupérée »*. *Pourtant*, depuis le début des années 70, le malaise se précise : les grèves « sauvages » se multiplient dans les centres industriels ; à l'intérieur des syndicats, la base s'oppose de plus en plus violemment à la bureaucratie nationale ; les minorités *ethniques regardent au-delà de leurs* nationalismes respectifs ; à l'université, comme à l'usine, on étudie Marx, Lénine, Mao ; dans les quartiers, la résistance s'organise contre les monopoles qui créent la psychose de la pénurie afin d'augmenter les prix. La colère des ménagères *interrogées en direct à la télévision* gêne les « mass media » qui — libéralisme oblige — se croient obligés d'organiser des forums publics sur l'inflation. On estime qu'un travailleur sur huit est sans emploi adéquat et que près de 40 % des citoyens ont un revenu inférieur au minimum *fixé par les services* gouvernementaux. La misère est au coin de la rue. La fin de la guerre en Asie accroît le réflexe isolationniste en même temps qu'elle développe la conscience que la lutte contre le système doit être menée sur place, en Amérique.

Les libéraux se réconfortent en affirmant que la crise du Watergate n'est qu'un accident de parcours, que les tractations financières de Rockefeller ont des précédents historiques, que le nouveau Congrès va mettre fin aux empiétements de l'exécutif, car l'intérêt de l'*establishment* est de préserver un système à façade démocratique. D'autres pensent, *au contraire*, que les signes du proto-fascisme se multiplient : vagues de violence raciale à Boston, par exemple, où les pauvres Blancs s'affirment en refusant l'intégration scolaire ; regain de mysticisme et de fanatisme religieux de type réactionnaire comme celui du révérend *Moon qui remplit Madison Square Garden* ; multiplication des groupes d'autodéfense se substituant à une police impuissante devant la criminalité galopante.

A gauche, on s'accorde généralement à dire que les conditions objectives d'un changement radical sont réunies pour la *première fois depuis les années 30*. Les titres en première page du *New York Times* signalent de sérieuses fissures : il n'est pas un jour sans que soit révélé un scandale financier, économique, politique ou social. Les conditions subjectives sont plus difficiles à évaluer : chacun *est de plus en plus conscient que*, dans un système de capitalisme monopoliste, les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres, mais chacun sait également qu'il a quelque chose à perdre — un emploi, un rôle social, une allocation de chômage. L'anticommunisme des années 50 *s'est atténué avec la politique de « détente »*, mais la vision socialiste n'a pas fait un grand nombre d'adeptes : le socialisme apparaît généralement comme une utopie, à moins d'être associé au totalitarisme bureaucratique ou à une pratique anarchique. Pourtant, les voix de la résistance et les voix proposant des « alternatives » sociales concrètes se font entendre. Des voix multiples, des voix plurielles qui ont dépassé l'orthodoxie des années 30 et l'affectivité des années 60.

Les acquis des années 60

NÉE de la révolte étudiante contre la machine universitaire directement dépendante de l'industrie, des fondations et du Pentagone, la « nouvelle gauche » des années 60 s'était inscrite contre la « vieille gauche » des années 30, dominée par le parti communiste. A l'avant-garde des luttes (ouvrières) pendant le premier quart du siècle, le parti communiste se laisse séduire par les réformes de Roosevelt dont il cautionne la politique « social-démocrate ». Quelques années plus tard, il relègue la lutte contre le capitalisme au profit exclusif de la lutte contre le fascisme et soutient l'entrée en guerre des Etats-Unis. Dans l'un et l'autre cas, il est « coupable » d'abandonner la lutte révolutionnaire et de s'allier au libéraux du New Deal, puis à ceux du kennédisme. Enfin, la légendaire discipline du parti apparaît comme la négation de l'idéal marxiste de l'émancipation totale de la personne. Avant *d'être victime de la répression du* maccarthysme, le parti avait perdu le plus gros de ses forces et la confiance de la gauche. Aujourd'hui, il regroupe péniblement cinquante mille voix lors des élections générales et tire son quotidien, le *Daily Worker*, à trente mille exemplaires, dont une partie, exportée en Union soviétique, est utilisée, dit-on, par les lycéens pour apprendre l'anglais. Quant à la gauche, la gauche indépendante, la gauche non alignée, si nombreuse aux Etats-Unis, elle a appris, dans les toutes dernières années, à se libérer de sa phobie anti-organisationnelle, engendrée en partie par la pratique du parti communiste.

Les acquis des années 60 ? C'est, d'abord et toujours en opposition à l'ancienne gauche, la valorisation de la spontanéité. Le « radicalisme » n'est pas l'affaire d'une élite chargée de diriger la conscience politique du peuple, mais le problème des masses qui mènent elles-mêmes la lutte contre l'oppression. L'*action directe* (violente et non violente) se substitue à la stratégie parlementaire : les leaders émergent au cours des combats, l'idéologie se précise au contact de l'ennemi. Aujourd'hui, à l'heure de l'autocritique, la gauche est consciente des faiblesses de la spontanéité : éparpillement des efforts, inefficacité à long terme, enfermement dans des stratégies « de pointe » (le terrorisme des Weathermen et, plus récemment, du S.L.A. Symbionese Liberation Army) ou récupération des aspects inoffensifs des luttes. *« Pouvoir noir », « pouvoir étudiant », « pouvoir rouge », « pouvoir féminin »*, finissent par ne plus rien signifier. La leçon est double : oui au mouvement de masse ; non à la dilution de l'action politique qui accompagne souvent la spontanéité.

Le second acquis des années 60 est la priorité donnée aux luttes concrètes, plus mobilisatrices que les programmes abstraits. Les activistes de la décennie s'organisent autour de trois situations distinctes : les libertés (politiques) des étudiants, les droits civiques des Noirs, la paix en Asie. Là encore, la gauche reconnaît aujourd'hui les limites d'une stratégie qui s'est opposée à toute forme de coordination : les mouvements se succèdent, se chevauchent parfois, mais rarement un lien est établi entre les différents combats. L'idéologie des groupes les plus politisés tels que le S.D.S. *(Student for a Democratic Society)* est d'une déconcertante naïveté. Aujourd'hui, l'analyse est ouvertement marxiste et la leçon est qu'il faut relier ces combats ponctuels à une stratégie globale de lutte contre le capitalisme des monopoles en Amérique, comme en Asie ou dans le tiers-monde.

Un autre acquis des luttes passées est la volonté de donner le pouvoir à « la base ». La prise de décision devient un problème central. Les républicains, les démocrates et la vieille gauche partagent la même conception du pouvoir : les décisions sont prises par une élite, à guichet fermé, à la place des masses. Le peuple est invité à entériner ces décisions ou, au mieux, à se situer par rapport aux décisions *proposées*. La passivité est encouragée ; et l'apathie ainsi créée justifie la prise de décision par les spécialistes au pouvoir. C'est ce cercle que la gauche a voulu briser. Là encore, les positions sont aujourd'hui plus nuancées : consciente des abus que peut entraîner la démocratie directe (une forme de super-élitisme où la décision risque d'être prise par ceux qui survivent à la longueur des débats), la gauche accepte un système de *représentation* fondé sur la rotation des tâches et la responsabilité, à tout moment, à l'égard de l'électeur. *Mais elle continue à penser que la décision* doit être collective et que la décentralisation permet le partage du pouvoir ; elle encourage toujours l'action locale dans les quartiers et les mouvements de base *(« grass-root movements »)* à l'usine, à l'école, dans les syndicats.

Porter le combat dans les "entrailles du monstre"

AU-DELA des divergences paralysantes, en particulier le clivage, en 1969, de la principale organisation *nationale, le* S.D.S., qui consacre la rupture de la gauche indépendante avec les trotskistes *(Progressive Labor Party)* et la tendance « révolutionnaire » des Weathermen, un nouveau consensus commence à émerger : combattre l'ennemi clairement identifié (les multinationales, l'impérialisme) ici même, aux Etats-Unis, dans *« les entrailles du monstre »* (selon la formule du Cubain José Marti à la fin du siècle dernier), et mener des luttes quotidiennes, multiples et coordonnées.

Des actions plurielles, souvent humbles mais efficaces, se substituent à l'action unique et spectaculaire. L'ère des manifestations grandioses, telle que la marche sur le Pentagone qui regroupe, en 1967, plusieurs centaines de milliers d'opposants à la guerre au Vietnam, fait place à une *stratégie de harcèlement où chaque* combattant s'engage personnellement. Dans la décennie *précédente*, les actes d'héroïsme individuel n'étaient pas rares et il fallait du courage pour déserter, mais c'était une forme d'idéalisme abstrait qui poussait à l'action : on manifestait ou on désertait pour signaler son opposition à un impérialisme lointain s'exerçant en Asie, on soutenait une lutte de libération lointaine, celle du peuple vietnamien ; et on oubliait que les racines de l'impérialisme étaient aux Etats-Unis, que la lutte devait être menée aussi — peut-être principalement — en Amérique. Au lieu d'être perçu en termes politiques et économiques, le problème était vécu en termes moraux : chacun condamnait une guerre inhumaine (et coûteuse pour la nation), mais les luttes ouvrières contre les conditions de travail et les grèves sauvages apparaissaient comme dérisoires au regard de la grande croisade contre le Pentagone. Au début des années 70, on assiste à un tournant décisif, lié en partie à la dégradation des conditions de vie : désormais l'accent est *mis sur la nature du système économique* et sur les luttes sociales à l'intérieur de la nation.

En ce qui concerne la « question nationale », l'évolution est non moins significative : les deux anciennes thèses sont renvoyées dos à dos — celle du parti communiste pour qui les minorités ethniques n'importent que dans la mesure où les Noirs, les Chicanos, les Portoricains, les Indiens, les Asiatiques constituent une vaste fraction de la classe ouvrière, et celle des « nationalistes » des années 60 qui voyaient dans les luttes de libération séparément menées par les divers groupes ethniques la principale force révolutionnaire. Chacun reconnaît, aujourd'hui, que l'oppression de race est inséparable de l'oppression de classe. Chacun admet également qu'une femme appartenant à un groupe ethnique est victime d'une triple oppression — en tant que Noire (ou Portoricaine, ou Chicano, etc.), en tant que travailleuse et en tant que femme.

Les divergences réapparaissent lorsqu'il s'agit de hiérarchiser les éléments constitutifs de l'oppression : *les « purs »* continuent à privilégier l'analyse de classe ; les « indépendants » tendent à refuser toute priorité systématique. Les trotskistes, en particulier les membres du *S.W.P. (Socialist Workers Party), font* preuve d'un certain opportunisme : hors des Etats-Unis, ils condamnent la « *stratégie en deux temps* », ils déplorent que les Vietnamiens aient, d'après eux, mené *« successivement »* et non pas *« de front »* la lutte pour la libération de leur territoire et la lutte pour le socialisme ; à l'intérieur des Etats-Unis, oubliant leur dogmatisme et devenant pragmatiques, ils encouragent toutes les formes de lutte, sans tenter de les relier : ils favorisent, par exemple, la création de partis nationalistes chicanos et de puissants mouvements féministes qui pourront, ultérieurement, se regrouper au sein d'une organisation nationale et — pourquoi pas ? — de leur parti.

Du côté des minoritaires, et à leur initiative, on assiste à une autre évolution, *encore plus importante. Alors que*, dans les années 60, les minorités ethniques étaient avant tout à la recherche de leur identité nationale, s'enfermant ainsi dans leurs cultures et leurs luttes particulières, elles cherchent aujourd'hui à se rencontrer, à mettre leurs forces en commun afin d'affronter l'ennemi avec une efficacité accrue. Il y a encore deux ou trois ans, les Noirs se heurtaient aux Portoricains à l'Est et aux Chicanos dans le Sud-Ouest, afin d'affirmer leur *personnalité nationale* et aussi de s'emparer de la plus grosse part possible des fonds fédéraux destinés à la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, les uns et les autres savent qu'un lien profond les unit, qu'ils partagent la même oppression, qu'ils sont les dérisoires bénéficiaires d'un système qui ne leur donne que des miettes et institutionnalise leur pauvreté. Encore tout récemment, le nationalisme noir débouchait sur le panafricanisme, le nationalisme chicano menait à la mystique de l'Aztlan (univers culturel partagé par les Chicanos « américains » et « mexi*cains »), le nationalisme indien se propo*sait de restaurer le spiritualisme ancestral.

Aujourd'hui, *sans* pour autant oublier leur origine africaine, les Noirs américains considèrent qu'il ne suffit plus de s'identifier à l'Afrique, de soutenir les luttes *de libération africaines, mais qu'il est* primordial de mener le combat en Amérique avec leurs alliés « naturels », les autres surexploités. A Newark, Noirs et Portoricains mènent ensemble, pour la première fois, la lutte contre la répression et la brutalité policière imposée — ironie de la situation néo-coloniale — par un maire noir, Gibson, élu en 1970 à l'époque où l'on croyait encore qu'un élu « noir » serait, par définition, favorable à ses frères de couleur. Une solidarité concrète est en train de se développer, non plus entre un groupe d'opprimés américains et sa référence historique (l'Afrique, l'Asie, ou certains pays d'Amérique latine), mais entre ceux qui se considèrent désormais comme les représentants du tiers-monde à l'intérieur des Etats-Unis. Noirs, Portoricains, Indiens, Chicanos, Asiatiques, *sont unis dans un même* combat.

Créer un parti de masse

AU *moment* où les éléments les plus progressistes des minorités ethniques commencent à se regrouper autour d'une analyse marxiste et dans une perspective socialiste, la gauche blanche prend conscience de la nécessité d'une coordination nationale ; elle envisage même de *créer un parti de masse*. Non pas un nouveau parti « social-démocrate », mais un parti ouvertement socialiste où toutes les forces radicales seraient regroupées au-delà de l'appartenance raciale. La seule idée de créer un parti est une étape importante dans la gauche indépendante, *si profondément dominée par la* tradition libertaire. Il y a encore un an, un Dave Dellinger, comme d'ailleurs la plupart de ceux qui ont organisé les manifestations contre la guerre au Vietnam, aurait considéré un tel projet comme une trahison du radicalisme américain, comme une régression en direction de la vieille gauche, celle du parti communiste. Aujourd'hui, la ligne de partage est moins entre ceux qui prônent la spontanéité et ceux qui prônent l'organisation qu'entre les partisans d'un « nouveau » parti communiste et les partisans d'un « nouveau » parti socialiste.

Peu nombreux, parfaitement armés sur le plan théorique, mais atteints par le virus divisionniste de la « correction » politique, les marxistes-léninistes militent en faveur d'un nouveau parti communiste. Ils *se recrutent parmi les étudiants (Revolutionary Student Brigade* qui publie *Fight Back*), les ouvriers noirs (les diverses fractions issues du Black Workers Congress), certains travailleurs manuels et intellectuels (Revolutionary Union et October League), d'anciens militants du parti *communiste, ainsi que quelques membres* de l'ancienne « nouvelle gauche » en quête de discipline intellectuelle et politique.

« Le parti, précise l'un d'eux, *est fondé sur la pensée de Marx, Lénine et Mao Tse-toung, l'idéologie et la science révolutionnaire du prolétariat international. En tant qu'avant-garde du prolétariat, le parti mène le combat pour établir le socialisme et la dictature du prolétariat. Ce but ne peut être atteint que par une lutte politique qui culmine, au moment opportun, par une insurrection armée.* » Dictature du prolétariat, avant-gardisme, centralisme démocratique sont les maîtres mots. Plus nuancé, Irwin Silber, rédacteur en chef du *Guardian*, l'hebdomadaire le mieux informé de la gauche, précise que le prolétariat est *« multi-national »* (il est constitué d'ethnies dont il faut respecter la spécificité) ; que le parti doit rester en rapport permanent avec les masses dont il émane et qu'il inspire tout à la fois ; que la lutte pour les droits démocratiques et l'amélioration de la vie peut et doit s'inscrire dans une perspective révolutionnaire, en marge du « *marécage de l'économisme* ». Les nouveaux communistes ne veulent imposer aucun modèle historique (ni Marx ni Mao) ; la « ligne » se définit dans la pratique quotidienne et dans le cadre de principes nettement définis.

Les partisans d'un nouveau parti socialiste se recrutent parmi les éléments les plus politisés de la gauche indépendante des années 60 auxquels se joignent les victimes récentes de l'inflation et de la récession. Les contacts se multiplient avec les associations de consommateurs, les locataires d'H.L.M., les vieillards, les syndicalistes qui tentent de reprendre le pouvoir confisqué par la bureaucratie. Le besoin se précise d'un parti ouvertement socialiste (par opposition aux *précédentes vagues populistes*), *permanent* (par opposition au mouvement progressiste de Henry Wallace en 1948) et global (par opposition aux luttes éparpillées des précédentes années).

Quelques manifestations de cette tendance sont déjà visibles : le Peoples' Party, fondé par le Dr Spock, un ancien de la lutte contre la guerre en Asie, qui soutient les troisièmes partis progressistes (partout où ils surgissent dans le pays), notamment dans sa publication nationale qui porte le titre révélateur de *Grassroot*, la base. N.A.M.(New American Movement), créé en 1972, regroupe autour de Franck Ackerman et Harry Boyte des radicaux prêts à se fondre dans un « parti de masse » soucieux de préserver les droits des minorités ethniques, politiques et des femmes. Ces groupes, et quelques autres (comme la *fraction dissidente du* parti socialiste), ont l'appui des personnalités qui ont incarné la résistance contre la guerre (Noam Chomsky, par exemple) et des organisations qui ont soutenu les déserteurs — la War Resistance League, en particulier, qui, selon *Dave McReynolds, un de ses responsables*, doit recentrer sa lutte contre l'impérialisme, s'allier à la classe ouvrière, organiser une lutte quotidienne contre les manifestations quotidiennes du capitalisme américain. Personnalité plus ambiguë, Michael Harrington (qui avait fait découvrir à *J.F. Kennedy* et à ses concitoyens la pauvreté de *l'Autre Amérique*) apporte l'appui d'un groupe qu'il vient de créer au sein du parti démocrate afin de « *rétablir une présence socialiste dans la vie américaine* », en passant *« du système d'assurance sociale à la médecine socialisée, de la réforme de l'impôt à la redistribution des revenus, du libéralisme à la restructuration socialiste »*.

Mais c'est Arthur Kinoy, l'un des avocats les plus brillants du « mouvement », un vétéran des gauches indépendantes toujours renaissantes, qui est le porte-parole le plus éloquent du nouveau parti de masse : 1° En plus de la défaite militaire en Asie, la destruction de l'impérialisme impliquant celle de l'Etat, la première tâche du parti est la prise du pouvoir de l'Etat et sa remise dans les mains du peuple ; 2° Cette action doit être *menée* de front avec une lutte contre la hiérarchie en général et l'élitisme politique en particulier, car, précise Kinoy, adaptant la formule de Mao, *« c'est le peuple, non le parti, qui fait l'histoire »* ; 3° Le concept de *« double appartenance »* est introduit *pour respecter les différences* : en menant son combat spécifique (en tant que Noir, travailleur, femme, etc.), chaque groupe radical participe à la lutte générale contre le capitalisme ; 4° L'électoralisme peut être un moyen, parmi d'autres, d'acquérir sur le plan local le contrôle de l'école, de la police, de la municipalité — à condition que le combat s'insère dans la vision d'un socialisme qui liquide à la fois les actuelles structures économiques, politiques et culturelles.

La gauche des années 70 est loin d'être unifiée : les partisans d'un nouveau parti communiste et ceux d'un nouveau parti socialiste se heurtent au départ à propos de la conception même du parti. Elle est constamment menacée par le sectarisme des premiers et le populisme des seconds. Sa force numérique réelle est insignifiante — quelques milliers de militants, quelques dizaines de milliers de sympathisants. Pourtant, à la différence de la gauche des années 60, la gauche d'aujourd'hui a réhabilité le socialisme, réintroduit la notion de classe et introduit le concept de féminisme.

Par son silence, la gauche de la précédente décennie cautionnait le glissement d'une analyse de classe (féodalisme, capitalisme, socialisme) vers une analyse d'étapes (société préindustrielle, industrielle, post-industrielle) d'où était exclue la tension capital-travail comme moteur de l'histoire au profit d'une théorie de l'intégration progressive des travailleurs dans une société désormais fondée sur le statut social. Une idéologie de l'égalité dans la consommation, jointe à la glorification de la « méritocratie », assurée par l'éducation pour tous, devait liquider les différences de classe, remplacées par des différences d'échelon que chacun pouvait gravir en son temps. Libéraux et radicaux déploraient la dépersonnalisation du travail : les premiers cherchaient à développer des techniques de pacification sociale, les seconds s'efforçaient d'accroître la conscience de l'aliénation, mais les uns et les autres s'installaient dans la voie d'une participation, en marge de la lutte de classe.

Les radicaux des années 70 admettent que l'amélioration des conditions économiques a entraîné l'intégration de certains secteurs ouvriers, mais ils s'opposent à la confusion créée entre les apparences d'égalité (éducation, revenus, mode de vie) et la réalité du rapport de classe : *« C'est la place d'un groupe dans la production, en tant que salarié, et dans une structure donnée d'autorité et de contrôle, qui détermine, en fin de compte, les relations sociales et la conscience de classe. »* Même s'il imite les comportements de la classe moyenne, le travailleur continue à être socialisé dans une famille et une école qui, en reproduisant les relations de production dominantes, contribuent à le maintenir dans sa classe.

Sur ce point, les nouveaux radicaux s'opposent à Marcuse, ainsi qu'à Baran et Sweezy. Ils reconnaissent que la classe ouvrière américaine a été dépolitisée par l'action conjuguée du patronat et des syndicats, mais ils refusent de suivre l'auteur de *l'Homme unidimensionnel* lorsqu'il affirme que le potentiel révolutionnaire se situe désormais parmi les marginaux et les groupes périphériques des super-pauvres. Ils repoussent également la thèse de Baran et Sweezy selon laquelle la lutte de classe n'existe plus aux Etats-Unis, qu'elle a été exportée dans les « *sweat-shops* » des pays sous-développés, que le prolétariat est désormais hors des frontières américaines. Pour les nouveaux radicaux, non seulement la classe ouvrière subsiste aux Etats-Unis dans son rapport à la classe dominante, mais on assiste à un nouveau processus de prolétarisation.

En effet, les employés de bureau et des services publics et para-publics (poste, hôpitaux, banques, éducation), les vendeurs, les secrétaires, bref les « cols blancs » ont un travail de plus en plus semblable à celui des « cols bleus ». Leurs salaires sont comparables puisque celui des ouvriers industriels s'améliore légèrement alors que celui des cols blancs est stationnaire ou en légère diminution. Pourtant, cette nouvelle classe ouvrière est nerveuse : son relatif bien-être ne fait qu'accroître des besoins, par définition jamais satisfaits. Mieux éduquée afin de répondre aux exigences technologiques des monopoles, elle ressent amèrement la disparité entre l'éducation reçue et l'absence de responsabilité au travail, l'absence de pouvoir. Selon les théoriciens de la « *nouvelle classe ouvrière* » (B. Denitch en particulier), la distinction s'estompe entre travailleurs manuels et intellectuels, les luttes étudiantes apparaissent comme les premiers balbutiements d'une classe en formation, les grèves « sauvages » prennent une signification d'autant plus importante qu'elles s'accompagnent de l'exigence de l'autogestion, revendication « *non récupérable* ». Pour Stanley Aronowitz, la lutte contre la discipline industrielle est aussi importante que la lutte pour les améliorations économiques, et l'une et l'autre doivent se situer dans une perspective de « *transcendance* » et non de réformisme. Et toujours l'aliénation du travailleur est liée à la structure même du capitalisme, non aux institutions industrielles.

Les femmes, agents historiques de la transformation du monde

« LES *sorcières*, rappelle Shulamith Firestone, *doivent être considérées comme des femmes luttant pour leur indépendance politique . en moins de deux siècles, au Moyen Age, plus de huit millions de femmes furent brûlées sur les bûchers de l'Eglise — la religion était la politique de cette époque.* » Les socialistes utopiques et scientifiques n'attribuent aucun rôle historique aux femmes, même s'ils soutiennent le principe de l'égalité des luttes pour la conquête, par exemple, du droit de vote. La « nouvelle gauche » des années 60 ne reconnaît aucune fonction particulière aux femmes réduites aux actions réformistes d'une Betty Friedan qui revendique les droits civiques de la femme — maintenant (N.O.W., National Organization of Women, est le nom du groupe qu'elle anime) ou aux actions spectaculairement antimasculines d'une Valérie Solanis dont l'organisation a pour sigle S.C.U.M. — Society for Cutting Up Men. Ce n'est qu'au début des années 70 que commence à s'élaborer un « *féminisme socialiste* » ou un « *socialisme féministe* » qui, non seulement apporte une nouvelle dimension politique, mais modifie fondamentalement l'analyse de la société contemporaine, les objectifs du socialisme et les formes de lutte.

Pour faire comprendre leurs positions, ces femmes utilisent l'analogie des Noirs. Comme les Noirs, elles sont une des contradictions fondamentales de l'Amérique : produits non pas d'un colonialisme importé dans la mère-patrie, mais d'un colonialisme structurellement implanté dans la « *père-patrie* ». Comme les Noirs, elles sont victimes du système hiérarchique : « *L'homme blanc est le père, la femme blanche l'épouse-mère ; les Noirs, comme les enfants, sont sa propriété. Cette hiérarchie de pouvoir crée la psychologie du racisme, comme elle crée, dans la famille nucléaire, la psychologie du sexisme.* » Et Firestone conclut : « *Remettre en question les relations fondamentales entre les sexes et entre les parents et les enfants, c'est s'attaquer à la racine du schéma psychologique de domination/soumission.* »

Comme les Noirs aussi, les femmes considèrent que leur esclavage est l'un des fondements du capitalisme : 1° Lorsqu'elles travaillent hors de la maison, elles sont sous-payées ; 2° Leur travail ménager, non rémunéré (encore comme celui des Noirs avant l'abolition de l'esclavage), est la condition nécessaire de la productivité du mari, rendu ainsi disponible pour le travail salarié ; 3° La prétendue passivité de l'épouse modèle est également productive puisqu'elle sert de réceptable à l'oppression de l'homme, et de soupape au système d'exploitation.

Comme l'ouvrier, la femme participe à la formation de la plus-value, notamment par le relais du travail ménager non rémunéré effectué pour l'homme et imposé par lui. L'analyse marxiste du rôle historique de la classe ouvrière ne découle-t-elle pas, en partie, de l'appropriation du travail non payé ? Et si l'on rappelle, avec Barbara Deming et S. Firestone, que la mère assure gratuitement la reproduction de l'espèce, on peut s'étonner, avec Sheila Rowbotham, que le problème de la femme ait été considéré comme un problème « moral » et non politique et que la gauche ait refusé, jusqu'à tout récemment, d'analyser le rôle de la femme comme « *agent historique de la transformation radicale du monde* ».

En 1867, Sojourner Truth prophétisait : « *On parle beaucoup d'accorder des droits aux hommes de couleur, mais on ne parle pas des femmes de couleur. Si les hommes de couleur obtiennent leurs droits et si les femmes de couleur n'obtiennent pas les leurs, vous verrez que les hommes de couleur deviendront les maîtres de leurs épouses et tout sera aussi misérable qu'avant. Voilà pourquoi je propose d'aller plus loin, tant que les choses bougent.* » Et il aura fallu plus d'un siècle pour que la gauche entende le message de l'abolitionniste Angelina Grimke : « *L'esclave peut être libéré et la femme rester où elle est, mais il n'est pas possible que la femme soit libérée et que l'esclave reste où il est.* »

Pour une politique de la vie quotidienne

JAMAIS la gauche américaine n'a fait une analyse aussi totalisante. Jamais les actions ont été aussi variées, authentiques et humbles. Jamais, non plus, elles n'ont été si mal connues : à la conspiration du silence des moyens de communication de masse s'ajoute le fait que ces actions n'ont rien de spectaculaire — ce qui fait aussi leur force. Il faut une campagne électorale pour que, par exemple, la télévision accorde quelques heures d'antenne à un groupe qui, parmi tant d'autres, a « organisé » les travailleurs, les femmes, les étudiants, les chômeurs, les mères de famille contre les sociétés multinationales qui « colonisent » leur Etat — en l'occurrence le Vermont.

Créé en 1970 par quelques Vermontois, le Liberty Union Party cherche moins à conquérir les municipalités qu'à radicaliser la population. Le programme ? 1° Supprimer les subventions accordées par le gouvernement à l'industrie (dégrèvements fiscaux, tarifs préférentiels pour l'énergie, etc.) et attribuer les fonds du Développement économique à des coopératives de production contrôlées par les travailleurs ; 2° Garantir le droit au travail et un revenu minimum à tout citoyen ; 3° Réaliser l'égalité absolue entre la femme et l'homme pour l'emploi, le salaire et la responsabilité ; 4° Supprimer le gaspillage des dépenses militaires, source d'inflation, et interrompre le soutien financier aux dictatures dans le monde ; 5° En finir avec l'exploitation des matières premières et de la main-d'œuvre du tiers-monde ; 6° Accroître les dépenses dans les secteurs sociaux : moins d'autoroutes, plus d'hôpitaux. Et l'un des leaders de ce mouvement, Michael Parenti, précise : « *Notre objectif est que le peuple devienne propriétaire des ressources et des richesses nationales afin que notre travail profite au public et non à une poignée de sociétés privées avides de profits.* »

Pour ce groupe, comme pour des centaines d'autres organisations, l'essentiel est la lutte quotidienne menée en dehors des périodes électorales : le parti organise un boycottage d'une compagnie de téléphone qui augmente ses tarifs de 23 % en un an et atteint ainsi un profit record. La controverse est reprise par la presse, la radio, la télévision, et la Compagnie de téléphone du Vermont (une filiale de A.T. & T. contrôlée par la Chase Manhattan Bank) se voit refuser l'autorisation de relever ses tarifs car elle n'accepte pas de rendre public le rapport sur les coûts de production justifiant l'augmentation demandée.

On assiste parallèlement à la naissance d'une multiplicité de publications radicales de haute tenue intellectuelle souvent créées par un groupe (« caucus ») de radicaux à l'intérieur d'une association professionnelle conservatrice : Politics & Society, The Insurgent Sociologist, Crime & Social Justice, The Review of Radical Political Economics, Workings Papers, qui s'ajoutent à Liberation, Radical America, Social Policy, etc. Destiné à un public moins académique, Liberation News Service est une agence de presse qui diffuse les nouvelles « oubliées » par les mass media. Neuf personnes (dont six femmes) assurent collectivement l'ensemble du travail : recherche de l'information, rédaction, dactylographie, impression, agraphage et expédition. A tour de rôle, chacun est le coordonnateur, le rédacteur en chef de la quinzaine.

Ce que chacun cherche dans les années 70, c'est une politique de la vie quotidienne fondée non pas sur la restauration de l'héritage démocratique traditionnel mais sur une alternative systématique. Car les libertés démocratiques ne sont qu'un mythe dans le cadre d'institutions autoritaires et d'un système fondé sur l'idéologie du profit.

PIERRE DOMMERGUES.

La fascisation de l'Université chilienne

(Suite de la première page.)

Autre danger, vite perçu et vite jugulé par la Junte : l'autonomie des universités. Des conseils universitaires élus par les professeurs, un recteur élu par ses pairs : le ver était dans le fruit. On a donc dissous les conseils universitaires et supprimé le recteur élu. Et comme l'enseignement est une chose trop sérieuse pour la laisser aux mains des civils, des généraux ou des amiraux ont été nommés à la tête des universités. Ces officiers supérieurs dépendent du ministre de l'éducation nationale, qui est lui-même un amiral. Ils cumulent tous les pouvoirs détenus précédemment par les recteurs élus et par les conseils d'université.

Le principal pouvoir des recteurs délégués est, évidemment, de veiller à la pureté des esprits. Mais, dans cette tâche, le général ou l'amiral est aidé ou éclairé par un « *fiscal* ». On appelle ainsi un tribunal présidé par une personne nommée directement par la Junte. Ce « *fiscal* », qui siège en permanence dans l'université, recueille les dénonciations, dirige les enquêtes, entend les suspects et décide sans appel de leur sort, qu'ils soient professeurs, étudiants ou membres du personnel administratif. Et quand on pense qu'aujourd'hui, au Chili, être chassé de l'Université, cela peut, le lendemain, conduire le banni à la prison, à la torture, à l'internement illimité ou à une « disparition », on conçoit que la présence d'un « *fiscal* » dans chaque université n'est pas faite pour aider à la sérénité des études.

A lire ces textes et à méditer ces actes, l'état d'esprit de la Junte est parfaitement clair : à la limite, quiconque étudie menace l'Etat. Chez tout esprit qui s'ouvre s'engouffrent les mauvaises idées. Lire, c'est déjà pécher.

A l'Université du Chili, la *senorita encargada de nuestra biblioteca* (la bibliothécaire) n'achète plus de livres : elle dresse la liste de ceux qui sont destinés au bûcher. Son choix est, si je puis dire, très catholique, puisque figurent sur la liste *les Partis politiques*, de Maurice Duverger, et *le Nouvel Etat industriel*, de John K. Galbraith.

La Junte a fait saisir et détruire chez l'imprimeur un essai intitulé *l'Idéal de l'Histoire*. Son auteur, pourtant, offrait toutes garanties : ex-député démocrate-chrétien, Claudio Orego avait combattu Allende avec acharnement. Quel était donc son crime ? Son livre analysait les responsabilités du fascisme dans la deuxième guerre mondiale. Aucune référence n'y était faite au Chili, mais la Junte n'a pas trouvé bon qu'on parlât de corde dans la maison d'un pendu.

Censurer les papes

LES papes eux-mêmes sont censurés. Ordre oral est donné aux journalistes de ne pas citer les passages les plus délicats de *Quadragesimo Anno*, *Mater et Magistra*, *Populorum Progressio* et *Rerum Novarum*. Certes, les papes ne sont pas marxistes, mais il leur est arrivé d'évoquer, fût-ce en termes très enveloppés, les grandes questions sociales de notre temps. C'est un tort. Même un pape peut trop penser. A ce remuement indécent des problèmes, la Junte préfère le silence.

L'hérésie libérale peut d'ailleurs se glisser partout, même sous la pourpre. L'*Opus Dei*, qui inspire la Junte, n'a pas fait de fleur aux écoles catholiques : on les a, elles aussi, caporalisées. Le contre-amiral Jorge Sweet qui, en tant que recteur délégué, tient d'une main ferme la barre de l'université catholique pontificale du Chili, a expulsé, pour des raisons budgétaires, cent ciquante-deux professeurs qui pensaient mal. Une autre charrette est prévue, qui portera à trois cents le nombre des exclus. Dans certaines disciplines, notamment en biologie, l'université catholique ne peut déjà plus fonctionner.

D'ailleurs, n'est-ce pas là l'idéal ? Un corps enseignant réduit à une poignée de professeurs. Des départements fermés. Du laboratoire sans crédits. Et des étudiants en nombre décroissant.

En effet, pour accélérer le processus, la Junte a décidé qu'à l'avenir les universités s'autofinanceraient dans une large mesure. En conséquence, on a dû augmenter les droits d'inscription de 1 000 %.

On a supprimé la gratuité de l'inscription pour les étudiants pauvres, et remplacé les bourses d'études par des prêts bancaires que les banques n'accordent pas, bien sûr, à n'importe qui... En 1974, pour inscrire son fils dans une université, une famille chilienne doit se saigner de 300 000 escudos. C'est une somme énorme quand on pense que le salaire de base d'un fonctionnaire est de 100 000 escudos. La Junte a pensé à tout : la sélection universitaire se fait d'abord par le fric.

Mais la jeunesse est un âge généreux au cours duquel même le fils de riche peut s'ouvrir aux idées de gauche. On a donc prévu, à l'entrée des universités, une *commission de sélection* dont les critères sont ceux qu'on devine.

La *senora* Pinochet, la « *prime dama* » de ce qu'on ne peut plus appeler la *Republica*, s'est penchée sur le sort des jeunes filles instruites qui, faute d'escudos, ne pourront franchir le seuil de l'enseignement supérieur. Elle a fondé pour elles une école qui fera de ses élèves des « aides familiales » efficaces : *küche*, *Kirche*, *Kinder*. Les aides familiales loueront leurs services au domicile des riches, ou à l'heure. A ce moment-là, rien ne les distinguera plus, sauf le nom, des « employées de maison » ou des « femmes de ménage ».

La militarisation n'atteint pas que les universités. Elle quadrille aussi les écoles, publiques ou non, de la plus grande à la plus petite. Un sous-officier, ou, s'il s'agit d'un établissement important, un officier, y fonctionne quotidiennement comme les yeux et les oreilles de la Junte. Rattaché à des instituts militaires, cet inquisiteur galonné surveille tout à la fois les élèves, les parents d'élèves, les enseignants et le directeur.

Ses pouvoirs sont très étendus. Il peut apparaître à n'importe quelle heure du jour dans n'importe quel coin de l'école. Exiger de l'administration qu'elle lui remette les programmes et les emplois du temps. Entrer dans n'importe quelle classe et écouter les cours. Assister à l'improviste aux réunions des professeurs. Convoquer le directeur à la caserne pour lui donner ses directives et, au cas où le directeur les suivrait avec tiédeur (*tibieza*), demander sa révocation. Les enseignants sont convocables de la même manière à l'heure de son choix, par exemple le dimanche matin, après la diane. On peut leur reprocher d'avoir employé en classe — à l'heure où les oreilles de l'inquisiteur traînaient dans les couloirs — des mots tels que « *liberté* », « *démocratie* », « *président de la République* ». On peut aussi les blâmer d'avoir les cheveux trop longs ou, s'il s'agit d'une enseignante, d'être maquillée ou de mettre trop de fantaisie dans sa vêture.

Mais ce ne sont là que vétilles. La tâche essentielle de l'inquisiteur est de susciter les dénonciations politiques, de les recueillir et de vérifier leur bien-fondé. C'est surtout dans ces enquêtes qu'il devra montrer les qualités exigées de lui : « *Le sens du secret, le tact et le jugement.* » L'enquête, une fois commencée, peut remonter d'un élève jusqu'à ses parents, et sortir, par conséquent, des limites de l'école. A partir de cet instant, ce sont tous les Chiliens qui sentent sur eux l'œil de la Junte.

On n'a jamais tant hissé le drapeau chilien dans les écoles que depuis qu'il est devenu dans le monde le symbole d'une tyrannie. La salut aux couleurs se fait chaque lundi, tous les élèves rassemblés. Et tous assistent obligatoirement à des cours de « *sécurité nationale* », où le nationalisme, à défaut de socialisme, leur est fanatiquement inculqué. On espère forger ainsi, à coups de trique, une nouvelle jeunesse chilienne, libérée des empreintes étrangères et débarrassée des problèmes de conscience.

En attendant l'avènement de cette Pinochetjugend qui, le cheveu court et l'œil dur, marchera, comme l'autre, au pas de l'oie, l'indice d'inflation atteint le chiffre fantastique de 375 %, 20 % des Chiliens sont chômeurs et la misère du peuple est comparée par un prélat à un « *lent génocide* ». N'importe. S'il reste encore un peu d'argent au Chili, on sait de quel côté il va tomber en pluie, et de quel autre au goutte à goutte.

L'*Opus Dei* va pouvoir être fier de son œuvre : dans quelques années, il ne sera plus nécessaire de tirer son revolver quand on entendra au Chili le mot « *culture* ». Elle sera morte, de toute façon, et l'Université aussi.

ROBERT MERLE.

Un Etat « chrétien-fasciste »

Une excellente analyse de la politique économique de la Junte, des témoignages récents sur la vie quotidienne dans un régime de dictature, une étude sur les formes de la répression policière, les fondements historiques et théoriques de l' « Etat chrétien-fasciste » instauré par les militaires, un examen sans complaisance de l'attitude de l'Eglise catholique : tel est, pour l'essentiel, le contenu du numéro que la revue mensuelle Croissance des jeunes nations (1) vient de consacrer au Chili.

Les documents ainsi réunis sont d'autant plus saisissants que le ton de leur présentation reste d'une parfaite sobriété. Les analyses, dans leur rigueur, échappent à la sécheresse des exposés technocratiques : des statistiques, certes, mais aussi des hommes au langage vrai. Un poème de Violetta Parra est cité :
« Dans les jardins ont fait pousser
« Des fleurs de trahison... »

(1) *Croissance des jeunes nations*, septembre 1975, 163, boulevard Malesherbes, Paris-17e. Le numéro : 5 F.

PANAMA

En recul sur les principes acceptés pour négocier

Les Etats-Unis durcissent leur position sur l'avenir du canal

« Ce n'est, à dire vrai, que parce que je crains
Que tout ce bien ne tombe en de méchantes mains...
Et ne s'en servent pas, ainsi que j'ai dessein,
Pour la gloire du Ciel et le bien du prochain... »

« Tartuffe », acte IV, 1.

LE 8 septembre dernier reprenaient les négociations entre les Etats-Unis et Panama sur la question de la zone du canal. On pensait, généralement, qu'elles étaient entrées dans leur phase décisive. Il semble, cenpendant, que nombre de réticences se manifestent à Washington où l'on s'en tient aux traditionnelles positions prétendument « juridiques ». Il avait fallu les tragiques événements de 1964, avec leurs morts et leurs blessés panaméens pour que Washington accepte de négocier de nouveau avec Panama. Les Etats-Unis offrirent ensuite, en 1967, quelques concessions qui n'altéraient pas fondamentalement leur domination sur la zone du canal puisqu'ils exigeaient d'en conserver le contrôle jusqu'en l'an 2067.

Peu après avait lieu le coup d'Etat militaire d'octobre 1968 qui, par la suite, devait donner le pouvoir à celui qui n'était alors que le jeune colonel Omar Torrijos Herrera. Du jour au lendemain, les groupes conservateurs étant exclus du pouvoir, Panama adoptait une position radicalement nationaliste. Aussi rapidement, certains services secrets, considérant que « la démocratie se trouvait en péril », organisaient, par colonel interposé, un contre-coup d'Etat qui échouait en quelques heures, la garde nationale et le peuple panaméen restant fidèles à Torrijos. Dès lors, celui-ci renforçait son pouvoir et radicalisait sa politique face aux Etats-Unis.

La négociation restait alors la seule voie. Plus tard, lorsque M. Henry Kissinger devint secrétaire d'Etat, on crut que la raison et la justice allaient triompher. En vérité, conséquence de l'aventure catastrophique du Vietnam, les Etats-Unis avaient besoin de soigner leur image, et le spectacle du Goliath de Washington dialoguant à égalité avec le David panaméen, allait dans ce sens.

L'essentiel de la position de Panama se résume ainsi : les Etats-Unis ont assuré leur domination sur la zone du canal par la force et l'intrigue en se fondant sur le traité de 1903 qui ne fut jamais négocié par Panama. Cette situation est insupportable. La zone est territoire panaméen. Les Etats-Unis, qui ont retiré du canal des avantages fabuleux, doivent abandonner Panama pour que la zone revienne à son légitime propriétaire : le peuple panaméen.

Bien qu'on ne connaisse pas tous les détails de la négociation, Panama envisage d'accorder un laps de temps convenable pour que les Etats-Unis retirent peu à peu de la zone leurs écoles, leurs universités, leurs tribunaux, leurs postes et tout leur appareil administratif, à mesure que la direction et le fonctionnement du canal, tout comme, en bonne logique, la défense de la voie inter-océanique, reviendraient à Panama.

LES premières conversations eurent pour résultat, en 1974, la déclaration de principes Tack-Kissinger, à laquelle un voyage éclair du secrétaire d'Etat à Panama donna un certain retentissement. L'ancien ambassadeur à Saigon, M. Ellsworth Bunker, se chargera par la suite des négociations proprement dites, à partir du principe de la souveraineté de Panama sur la zone.

Déjà, en 1973, Panama avait réussi à obtenir l'appui de tous les pays du monde et, le Conseil de sécurité des Nations unies, par douze voix pour et trois abstentions (Etats-Unis, France et Grande-Bretagne) avait adopté une résolution favorable à Panama, qui ne fut invalidée que par le veto de Washington.

Depuis, pendant que se poursuivaient les négociations, Panama a joué, en toutes circonstances, cartes sur table : dans la presse internationale, au sein des Nations unies, de l'Organisation des Etats américains, dans toutes les conférences internationales (Alger, Lima, etc.). Le point de vue panaméen est connu de tous, et les négociations, selon les communiqués de Washington et de Panama, ont progressé jusqu'à atteindre , il y a peu, un point culminant.

L'ambassadeur Ellsworth Bunker se trouvait, en effet, à Panama au cours des premières semaines de septembre, en contact constant avec les négociateurs panaméens, pendant qu'au même moment le général George Brown, chef de l'état-major général des Etats-Unis, après s'être entretenu avec le général Torrijos à Panama, déclarait officiellement que le département de la défense et le haut commandement des forces armées nord-américaines étaient partisans des négociations et d'un arrangement avec Panama.

Tout paraissait indiquer qu'on était parvenu à une solution de justice pour les Panaméens. Pourtant, une fois de plus, certains indices inquiétants apparaissent à Washington. Par un jeu ambigu, la Maison Blanche, le département d'Etat et le Congrès se renvoient de l'un à l'autre la responsabilité de tout retard, dans le but de gagner du temps, de confondre l'adversaire, ou même de le menacer s'il le faut, pour lui imposer ses conditions.

Le 26 juillet dernier, par deux cent quarante-six voix contre cent soixante-quatre, la Chambre des représentants refuse d'autoriser toute dépense concernant les négociations sur le canal. Pendant ce temps, les sénateurs Storm Thurmond et McClellan obtiennent la signature de trente-six de leurs collègues visant à empêcher toute modification du statu quo dans la zone du canal. Ce chiffre est supérieur à celui qui est nécessaire pour bloquer la ratification d'un traité ou d'un accord international. Selon le *New York Times*, *« cette attitude du Congrès est une déplaisante manifestation de chauvinisme et d'irresponsabilité »* (1).

Le sénateur Thurmond et ses collègues estiment (2) que la zone du canal appartient légalement aux Etats-Unis parce qu'ils *l'ont achetée il y a soixante-douze ans.* De son côté, le sénateur McClellan estime que le gouvernement du général Torrijos Herrera ne pourrait ni défendre, ni administrer le canal de manière efficace et qu'il pourrait, au contraire, exiger des sommes exorbitantes pour le droit de passage des bateaux nord-américains.

Cependant, fait troublant, c'est un ami intime du président Gerald Ford, le chef de la campagne pour sa réélection, M. Howard Callagay, qui a résumé de manière brutale la thèse hostile à Panama : *« Dans ce pays,* dit M. Callagay, *existe le sentiment que Teddy Roosevelt aida les Panaméens à obtenir leur indépendance, négocia le traité, paya pour l'obtenir, vainquit la fièvre jaune et apporta aux Panaméens leur unique source de richesses. C'est pourquoi nous avons le sentiment que le Canal a une énorme valeur, que nous payons pour lui et qu'en conséquence il nous appartient »* (3). Ce qui *fut dit, et mieux,* bien avant lui :

« Le seul penser de cette ingratitude
Fait souffrir à mon âme un supplice
[si rude... »

EN peu de mots, les autorités américaines ignorent ou veulent ignorer la *vérité historique. Washington envisage* tous les problèmes d'un point de vue immédiat, *hic et nunc,* sans passé ni futur, sans mémoire historique. Car quels sont les *« fondements juridiques »* des *« droits »* des Etats-Unis sur la zone du canal ? La trame invraisemblable des é v é n e m e n t s de novembre 1903 est connue (4), *mais il est toutefois* nécessaire de résumer ici, brièvement, l'origine et les conditions dans lesquelles fut signé entre les Etats-Unis et Panama le traité de 1903.

Par

ROQUE JAVIER LAURENZA *

Le 3 novembre 1903, Panama se proclame indépendant de la Colombie. Les agents américains à Panama suggèrent aux Panaméens de nommer comme leur représentant diplomatique à Washington M. Philippe Bunau-Varilla (de la famille qui possède le journal parisien *le Matin*) qui, en même temps, est l'agent de la Compagnie française du canal (qui avait jadis obtenu, au temps de Ferdinand de Lesseps, les droits légaux pour la construction d'un canal), dont il détient un gros paquet d'actions.

Le 6 novembre, les Etats-Unis reconnaissent le nouvel Etat. Panama, cependant, se rendant compte que c'est une erreur de se faire représenter par Bunau-Varilla, décide d'envoyer à Washington une délégation vraiment panaméenne munie de pleins pouvoirs pour négocier le traité. Pendant ce temps, le 9 ou le 10 novembre, le secrétaire d'Etat, John Hay, se met d'accord avec Bunau-Varilla pour faire vite et éviter toute véritable négociation. C'est ainsi que, le 15 novembre, le secrétaire d'Etat présente à Bunau-Varilla un projet de traité qui comporte, entre autres choses, une augmentation de 60 % de la superficie de la zone du canal, augmentation acquise par le simple remplacement du mot *kilomètres* par le mot *milles*. Le projet ne parle pas de la souveraineté panaméenne.

Le 17 novembre, à son tour, Bunau-Varilla présente un contre-projet contenant une clause en vertu de laquelle Panama reconnaît que les Etats-Unis auront sur la zone du canal *« les droits, pouvoirs et autorité qu'ils exerceraient, comme s'ils étaient les souverains du territoire, à l'exclusion totale de Panama... ».* L'explication d'une telle clause se trouve peut-être dans le fait que la Compagnie *française avait demandé plus de 100 millions* de dollars pour l'abandon de ses droits légaux en faveur des Etats-Unis, pendant que ceux-ci offraient 40 millions de l'époque. Bunau-Varilla avait peur de perdre cette somme si le Sénat refusait de ratifier le traité.

Le 18 novembre, le secrétaire d'Etat *John Hay fait savoir à Bunau-Varilla que* la délégation panaméenne est arrivée à New-York, mais qu'elle sera retardée de telle sorte qu'elle ne puisse arriver à Washington que tard dans la soirée. Il demande donc à Bunau-Varilla de venir à sa résidence privée vers 18 heures, car le texte définitif ne sera mis au point qu'à la fin de l'après-midi. Ce même jour, à 18 h. 40, au moment de la signature Bunau-Varilla n'a pas de sceau pour sceller, comme il est de rigueur, la Convention du canal, véritable titre du traité de 1903. *N'importe,* John Hay, qui est amateur de souvenirs littéraires, possède un anneau ayant appartenu à lord Byron. C'est avec ce bijou que John Hay et Philippe Bunau-Varilla, au nom du président Théodore Roosevelt, scellent les bases « juridiques » des droits des Etats-Unis...

Le soir, vers 21 h. 30, lorsqu'arrive la délégation panaméenne, les jeux sont faits. Pour la première fois, un Panaméen peut lire cette phrase, qui résume déjà tout l'esprit de l'affaire du Watergate : *« La République de Panama accorde à perpétuité l'usage, l'occupation et le contrôle d'une zone de terre..., etc. »*

Theodore Roosevelt et John Hay avaient parfaitement conscience de l'injustice du traité avec Panama. Dans une lettre du 20 janvier 1904, au sénateur Spooner, John Hay après avoir déclaré que le traité *« a été largement avantageux pour les U.S.A. »,* disait : *« et, nous devons l'admettre avec une certaine honte, pas très avantageux pour Panama... ».*

REVENONS à la deuxième quinzaine du mois de septembre dernier. Au moment même où l'ambassadeur Bunker et le ministre Juan Antonio Tack discutent à Panama, deux nouveaux faits alarmants soulignent bien l'ambiguïté constante de la politique des Etats-Unis. C'est ainsi que, dans une information « officielle » en provenance de Washington, datée du 16 septembre, le *New York Times* écrit que, lors de sa dernière réunion du 9 août dernier, le Conseil national de sécurité a décidé de considérer comme un compromis entre les thèses de Panama et de Washington la solution suivante : *« La direction et le fonctionnement du canal resteront au pouvoir de Washington jusqu'en l'année 2000 et la présence militaire des Etats-Unis dans la zone sera maintenue pendant encore quarante ans. »*

Cette formule nie les droits et aspirations de Panama et se trouve en contradiction brutale de la déclaration de MM. Tack-Kissinger de 1974. C'est pourtant le même M. Henry Kissinger qui préside le Conseil national de sécurité.

Ce même 16 septembre, à Orlando (Floride), un dialogue entre M. Kissinger et le gouverneur de l'Alabama, le tragique et pittoresque M. George Wallace, porte l'ambiguïté nord-américaine à un degré supérieur, puisqu'il semble remettre en question toutes les conversations qui ont eu lieu les deux années précédentes entre Panama et Washington. Le gouverneur Wallace demande en effet à M. Kissinger si les Etats-Unis projettent de renoncer au contrôle du canal de Panama. La réponse est la suivante : *« Les Etats-Unis doivent maintenir unilatéralement le droit de défendre le canal pendant encore de longues années... Personne n'est partisan d'abandonner notre défense du canal ou son fonctionnement essentiel... »* (5). M. Kissinger parle donc de décision *« unilatérale »,* comme si des négociations n'étaient pas en cours, comme s'il ignorait la « déclaration de principes » qu'il a lui-même paraphée solennellement.

Pour accroître la confusion, le secrétaire d'Etat, dans sa réponse à M. Wallace, déclare aussi qu'il faut toutefois *« trouver une nouvelle formule grâce à laquelle Panama obtiendra un nouveau statut, parce que, dans le cas contraire, Panama pourrait devenir un terrain privilégié de guérilla... »* (5).

Panama réagit très vivement à ces propos. Le 21 septembre, une dépêche de Washington, pour calmer les choses, dit qu'il s'agit d'une erreur de langage de la part de M. Kissinger. Il voulait dire qu'il faut trouver une formule permettant de maintenir pour plusieurs décennies *« notre »* défense du canal et *« notre »* contrôle de son fonctionnement...

Pour couronner le tout, l'ambassadeur Bunker vient de déclarer qu'il lui est impossible de prédire à quelle date un traité pourra être signé. Dans la presse américaine, la voix de l'extrême droite s'élève une fois encore, plus intransigeante que jamais. Le journaliste William Bucley Jr., dans son éditorial du 19 septembre, publié dans l'*International Herald Tribune,* va jusqu'à suggérer l'emploi de la force pour mettre les Panaméens au pas.

Ainsi, Panama a plus que jamais besoin de soutien international. Dans les circonstances présentes, ses principales armes (il lui en reste naturellement d'autres pour un cas extrême) sont d'ordre moral. La conscience des Etats-Unis les rend particulièrement sensibles à la réprobation du monde, car :

« Le mal n'est que dans l'éclat qu'on fait ;
Le scandale du monde est ce qui fait l'offense. »

Il s'agit pour les Panaméens d'une question capitale qui ne peut se régler à coups de dollars. C'est une question qui relève de l'identité d'un peuple. Ce n'est pas un problème de calories, mais bien de dignité. Le problème se pose en termes ontologiques : Panama a besoin de posséder son propre destin et son histoire, sans dépendre des autres. C'est ce qu'ont compris le général Omar Torrijos Herrera et l'actuel gouvernement panaméen. Il ne peut y avoir de personnalité panaméenne tant que les Etats-Unis resteront implantés sur ce territoire et agiront, de plus, en maîtres. La fonction militaire — défendre la zone du canal — est un attribut de la souveraineté nationale et ne peut être abdiquée.

Le problème ne peut admettre ni solution partielle ni ambiguïté. C'est ce qu'a voulu dire le gouvernement de Panama en déclarant le 20 septembre dernier : *« Si la voie des négociations se ferme, il faudra chercher d'autres moyens de libération... »* Nous savons aujourd'hui qu'il n'existe pas de peuple, si petit soit-il, qui ne puisse entreprendre une campagne de libération nationale. L'Amérique latine se lasse d'une grande puissance qui, à tout moment et en toute circonstance, confond son intérêt avec la justice, la raison avec ses préjugés et l'éthique avec une morale alliant constamment le subterfuge et l'ambiguïté.

* Diplomate et journaliste panaméen.

(1) *International Herald Tribune,* 11 septembre 1975.
(2) *The Economist,* 19 juillet 1975.
(3) *Time,* 28 juillet 1975.
(4) Cf. *le Monde diplomatique,* avril 1973.
(5) *International Herald Tribune,* 17 septembre 1975.

Dans les revues...

L'année dernière, à la même époque, paraissait le premier numéro de CONTINENT, dans une double édition russe et allemande. Pour répondre à l'appel de Soljenitsyne, il a fallu aux éditeurs français un an d'hésitation ou de délais : pourtant, *cette publication ne saurait* être une mauvaise affaire. « Revue littéraire, socio-politique et religieuse », CONTINENT épouse étroitement les positions de Soljenitsyne, ou se rencontre avec elles. (N° 1, Gallimard, Paris. - Cette revue, qui se donne pour telle, mais pour laquelle ne sont précisées ni périodicité ni conditions d'abonnement, doit être provisoirement considérée comme un recueil périodique.)

POLITIQUE AUJOURD'HUI, qui est, elle, une revue de gauche, publie un numéro double (n° 7-8) très critique, sous le titre : « Les questions du stalinisme ». Les collaborateurs, comme ceux de Continent, appartiennent tous aux pays de l'Est et sont des opposants, mais qui s'opposent eux-mêmes à l' « opposition réactionnaire » (dans laquelle, d'ailleurs, ils distinguent). Les « dilemmes de l'opposition » sont exposés de façon très instructive pour le lecteur occidental. On ne craint pas de mettre en cause la « responsabilité du léninisme ». Sur le plan économique, l'inflation dans les pays de l'Est, la non-croissance, le « déficit », l' « évolution négative » sont mises en évidence ; et dénoncée la « corruption partout ». La conclusion est tout naturellement un débat sur « Le marxisme introuvable » de Lindenberg. (Juillet-août 1975, bimestriel, ce n° : 17 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

LA NOUVELLE CRITIQUE (n° 8-267), sous la plume de son directeur F. Cohen et de B. Di Crescenzo, apporte un tableau tout opposé, avec la minutieuse étude illustrant « l'écart (qui) se creuse » entre l'Est et l'Ouest. Face au monde capitaliste, « la communauté socialiste *constitue* un pôle de stabilité et de progrès ». J. Brière, pour sa part, dégage des principes pour un bon usage de la crise. (Septembre 1975, mensuel, 16,50 F. - 168, rue du Temple, 75003 Paris.)

Augmentation de la plus-value, suraccumulation du capital, baisse du taux de profit : Christian Goux présente ainsi, dans LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE (n° 12-13), l'enchaînement des faits qui, dans l'histoire récente du capitalisme — et du capitalisme français *en particulier, — ont conduit à la « crise ».* Une démonstration rapide et claire des limites de l'exploitation du travail productif en France, compte tenu de la structure du capitalisme et des luttes ouvrières dans ce pays. (28 F. - 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.)

En prévision de la rentrée, Henri Tincq analysait dans la revue PROJET (n° 98) les rapports entre les deux grandes *centrales syndicales françaises, C.G.T.* et C.F.D.T. L'évolution de l' « alliance conflictuelle » conduit l'auteur à conclure à la possibilité réelle d'une unité d'action, mais sous la prééminence plus affirmée de la C.G.T. (Septembre-octobre 1975, mensuel, 9 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

Les CAHIERS DE L'E.R.I.S. ont consacré un numéro spécial à l'autogestion. (N° 15, *dix numéros par an, 5 F.* - 19, bd Poissonnière, 75009 Paris.)

Dans DIOGENE (n° 91), Hichem Djaït esquisse une introduction à une histoire comparée — vaste projet — de l'Europe et de l'Islam. (Trimestriel, 20 F. - Gallimard, Paris.)

Sur un ton badin, risquant de faire passer au second plan la gravité des intérêts en jeu, Louis C.D. Joos pose le problème linguistique dans l'Europe des Neuf, ou plutôt à l'intérieur de ses institutions communes, dans l'organe mensuel des Communautés européennes : 30 JOURS D'EUROPE (n° 206). Une plaisante critique de cette nouvelle « tour de Babel », qui paraît surtout orientée contre les positions confortables que s'est assurées le français. (Septembre 1975, mensuel, *3 F. - 61, rue des Belles-Feuilles,* Paris 16°.)

Dans FINANCES ET DEVELOPPEMENT (vol. 12, n° 3), que publient en commun le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, deux articles à signaler sur les euro-monnaies : le rôle du marché des euro-monnaies, par Eisuke Sakakibara, et l'évolution de ce marché, par Paul de Grauwe. (Septembre 1975, trimestriel, abonnement gratuit. - International Monetary Fund Bldg, Washington D.C. 20431.)

Dans deux articles, Jean-Noël Jeanneney traite sur deux plans différents, l'un général, l'autre particulier, d'un même sujet, souvent pudiquement voilé bien que la période de référence soit déjà historique : « Sur la vénalité du journalisme financier entre les deux guerres », — qui ne fut pas sans incidence sur la presse même. (REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, août 1975, *bimestriel, 29 F. - P.U.F., 12, rue de* Beauvais, Paris 5°.) Dans la REVUE HISTORIQUE, l'auteur illustre son propos, « Finances, presse, politique », par une étude, qui ne laisse rien dans l'ombre, de l'affaire de la Banque industrielle de Chine, en 1921-1923. (N° 514, trimestriel, abonnement : 78 F. - P.U.F., Paris 5°.)

Dans LA NOUVELLE REVUE DES DEUX-MONDES *(n° 7), Bernard Simiot,* auteur d'un beau livre sur Suez, *dégage* le sens historique de la réouverture du canal. (Juillet 1975, mensuel, 18 F. - 15, rue de l'Université, 75017 Paris.)

RESEAUX, « Revue interdisciplinaire de philosophie morale et politique » *(n° 26-27), publie les actes d'un colloque* tenu sur l'initiative de l'Association internationale de science politique, où ont été présentés les travaux d'un groupe de recherche créé au sein de cette association par A. Philippart et portant sur les rapports de la politique et de la science et sur leur influence réciproque. (Trois numéros par an, 14 F. - Université de l'Etat, 17, place Warocqué, B. 7000 Mons.)

Christian Metz expose l'état actuel de sa réflexion théorique dans deux textes passionnants et difficiles : « le Signifiant imaginaire » et « le Film de fiction et son spectateur », que publie COMMUNICATIONS (no 23) dans une livraison entièrement consacrée à l'étude des rapports entre psychanalyse et cinéma. Elle fera date. On y trouve, entre autres, des articles de Roland Barthes, J. Kristeva, F. Guattari, G. Rosolato, Daniel Percheron, R. Bellour... (Semestriel. - 6, rue de Tournon, 75006 Paris.)

Politique et littérature

La culture de Caliban

Par GERALD MOORE *

DANS son *Caliban, cannibale* (1), le poète cubain Roberto Fernandez Retamar demande avec éloquence : « *Que sont donc notre histoire et notre culture, sinon l'histoire et la culture de Caliban ?* » La question s'adresse aussi bien à ses compatriotes latino-américains qu'aux Européens. Au fond de la conscience créole blanche, Retamar interpelle l'Ariel (2) qui sommeille et le Prospéro en puissance, en bref tout ce qui revendique nostalgiquement une filiation européenne ou recherche un destin différent de celui des peuples américains « indigènes ». C'est ce courant qui a jusqu'ici dominé la culture officielle de cette région du monde et que Retamar repère dans les œuvres d'auteurs consacrés tels l'Argentin Jorge Luis Borges et le Mexicain Carlos Fuentes.

Tournant le dos à de tels exemples, Retamar regarde une fois de plus dans le vaste miroir de *la Tempête* de Shakespeare et y saisit quelques images qui lui sont familières. C'est uniquement, semble-t-il, par le biais d'un soulèvement populaire généralisé, comme celui de la révolution cubaine, qu'il sera possible d'inciter Ariel et Caliban non seulement à unir leurs efforts, mais à se fondre dans un personnage unique, celui de l'Américain indigène, fier et rebelle. Car, comme nous le rappelle Retamar, les interprétations antérieures du symbolisme de la pièce sont aussi diverses que les préoccupations de ceux qui tenaient le miroir.

Ernest Renan, ayant sombré de l'humanisme dans la réaction la plus orthodoxe, annonçait en 1878 dans *Caliban, Suite de « la Tempête »*, drame philosophique, que Caliban était un communard. L'Uruguayen José Enrique Rodo voyait en lui, au début du siècle, l'image de l'impérialisme des Etats-Unis par opposition à l'esprit d'Ariel d'une Amérique du Sud de culture supérieure. Pour O. Mannoni (3), Caliban était l'expression d'une conscience colonisée et assujettie, qui aspire à la liberté, mais ne peut se débarrasser de la « *psychologie de la dépendance* ». Un peu plus tard, le Martiniquais Frantz Fanon (4) allait ridiculiser cet aspect de la théorie de Mannoni. Pour Fanon, la nature de l'esclave n'est pas quelque chose d'inné, de donné une fois pour toutes ; elle est un résultat, la conséquence d'un conditionnement et non pas un trait racial. C'est la psychologie de la domination de Prospéro, et non pas la crainte de la liberté chez Caliban, qui empêche l'homme de se réaliser pleinement. Il s'ensuit que le fascisme n'est pas une aberration inexplicable dans l'éblouissante courbe ascendante de la civilisation européenne, mais le point culminant logique de tendances qu'elle recélait depuis longtemps. On pourrait en dire autant — et Fanon n'y aurait pas manqué — de l'équipée américaine au Vietnam.

La même idée est reprise par Aimé Césaire en 1969 (5). Cette fois, Prospéro est tellement prisonnier de son rôle de dominateur colonial qu'il ne quitte pas son île (la Martinique ?) à la fin de la pièce, contrairement au héros de Shakespeare. Au fur et à mesure qu'il vieillit, il devient de plus en plus irritable, cependant que Caliban disparaît progressivement dans la nature. C'est à peine si ses cris couvrent le chant des oiseaux :

> « *Eh bien, mon vieux Caliban, nous ne sommes plus que deux sur cette île, plus que toi et moi. Toi et moi !*
> *Toi-Moi ! Toi-Moi ! Mais qu'est-ce qu'il fout ?* »
> Hurlant
> « *Caliban !* »

Dans l'œuvre de Césaire, Caliban est dépeint comme l'esclave noir travaillant aux champs, Prospéro comme l'archétype du planteur colonial, et Ariel comme le mulâtre qui joue les intermédiaires : l'intendant d'autrefois, le politicien élitiste néocolonial ou le fonctionnaire d'aujourd'hui. Le théâtre de l'action reste l'île, encore que cette dernière soit plus spécifiquement caraïbe que celle de Shakespeare, située dans un lieu imaginaire quelque part entre Tunis, Milan et les Bermudes.

C'est au romancier barbadien George Lamming qu'il revient d'avoir amené Caliban à la ville. Quittant l'île où l'histoire l'avait abandonné, il arrive à Londres (6) en quête de cette liberté intérieure — liberté des cruelles contraintes du passé — que ne lui a pas apportée une émancipation toute formelle. Le Caliban de Lamming, maintenant écartelé entre trois rôles différents, se voit contraint d'assumer le personnage de l'homme des villes d'aujourd'hui. Tantôt acteur, peintre ou musicien, il habite dans le quartier à la mode de Hampstead et évolue aux confins de la culture « métropolitaine ». Cependant son acte d'imitation se termine en acte de rébellion. Sa fuite de la violence ancestrale s'achève en une débauche de violence moderne, souvent autodestructrice, au cours de laquelle les archétypes de Prospéro, Miranda et Caliban lui-même sont mis en pièces. La mère de Miranda — personnage que Shakespeare, de façon significative, a ignoré — n'échappe pas au carnage. C'est alors qu'apparaît une liberté possible pour Teeton-Caliban :

> « *Il regardait, là où une caverne de feu commença à déchirer le ciel. Calme, tu es si calme. Il était si calme. Je suis, s'efforçait-il de ne pas dire, tellement calme. Une trinité de voix monta du fond de l'océan. Calmé, Teeton était prêt à bouger : et il était tellement calme.* »

La tentative la plus récente et la plus ingénieuse est celle de l'écrivain haïtien Max Dorsinville qui utilise l'image de Caliban comme clé des rapports entre les Canadiens français et la communauté anglophone majoritaire. Il y a des limites à l'exploitation de l'analogie, qu'il relève dans son *Caliban sans Prospéro* (1974), entre le Canadien français et le Noir américain, tous deux perçus comme colonisés de l'intérieur dans l'Amérique anglo-saxonne. En effet, du côté canadien, les différences sont plus linguistiques et culturelles qu'ethniques. Cependant, l'ouvrage de Dorsinville est un exemple de plus de la permanence et de la vigueur du pouvoir de suggestion de *la Tempête*.

La quête d'un autre monde

QUELLE que soit leur valeur intrinsèque, aucune de ces interprétations ne saurait prétendre être fidèle aux intentions de Shakespeare. Il ne fait *toutefois* aucun doute qu'une partie des matériaux de la pièce provenait des voyages de découverte de l'époque, et une autre partie des spéculations, caractéristiques de la Renaissance, sur les tendances de l'homme à l'état de nature, qu'elles aillent vers l'utopie ou la sauvagerie.

* Professeur à l'université du Sussex.

Plus centrale à la démarche shakespearienne (comme on peut facilement le voir en comparant *la Tempête* avec des pièces telles que *Conte d'hiver* et *le Songe d'une nuit d'été)* est l'idée d'un « autre monde ». L'île restitue ce qui a été perdu dans le « vieux monde » de Milan ; pas seulement le duché de Prospéro, mais la possibilité de la grâce et de la régénération pour tous les personnages qui y ont pris pied. Certains d'entre eux, comme Sébastien et Antonio (7), peuvent encore résister à cette chance de régénération mais ne mettent pas en cause sa réalité. L'intégrité de l'amour charnel elle-même est restituée à travers l'innocence primitive de Miranda et la réapparition de Ferdinand, porté disparu dans l'océan, perpétuelle source de renouvellement.



(D'après la revue Cuba.)
ROBERTO FERNANDEZ RETAMAR, VU PAR LE CARICATURISTE CUBAIN DAVID.
Pour un destin différent des peuples américains « indigènes ».

Les intentions de Shakespeare ne peuvent ni ne doivent empêcher les générations successives de lire des images multiformes dans son miroir complexe. S'efforçant d'établir quelques-unes des connexions sémantiques du nom de « Caliban », Retamar remonte à leur source première, le *Journal de navigation* de Christophe Colomb, où le capitaine-général indique qu'on lui a signalé dans la zone caraïbe l'existence d'un peuple cruel dont les membres ont des gueules de chiens, un aspect repoussant et se dévorent entre eux :

« *Cette image caraïbe cannibale contraste avec l'autre image de l'homme américain qu'offre Colomb dans ses pages :* celle *de l'Arawak des grandes Antilles — notre* taino *tout d'abord — qu'il présente comme pacifique, doux et même craintif et lâche. Ces deux visions des aborigènes américains vont se répandre vertigineusement en Europe et connaître de singuliers développements : le* taino *deviendra l'habitant paradisiaque d'un monde utopique : Thomas More en 1516 publie son* Utopie, *dont Ezequiel Martinez Estrada a souligné, presque jusqu'à l'obsession, les impressionnantes similitudes avec l'île de Cuba. Le Caraïbe, quant à lui, donnera le cannibale, l'anthropophage, l'homme bestial situé irrémédiablement en marge de la civilisation et qu'il faut combattre à feu et à sang (8).* »

L'un des traits les plus originaux de l'œuvre de Shakespeare est le changement qu'il apporte aux possibilités d'utopie perçues par des auteurs antérieurs dans la découverte aux Amériques de l'homme « à l'état de nature ». On sait l'influence de Montaigne sur Shakespeare, non seulement en raison de la popularité notoire des *Essais* dans l'Angleterre élisabéthaine, mais aussi par l'exemplaire que nous possédons — semble-t-il annoté de la propre main de l'auteur de *la Tempête* — de la traduction des *Essais* en anglais réalisée par John Florio. La paraphrase de certains passages de l'essai *Des cannibales*, par Gonzalo, le vieux conseiller de Ferdinand, à la scène 1 de l'acte II, en fournit une preuve supplémentaire :

> « *Si cette île était de mes plantations, seigneur...*
> *Et si j'en étais roi, que ferais-je ?*
> *Dans la chose publique j'irais tout à rebours*
> *Réglant toutes choses : car il n'est sorte de trafic*
> *Que j'y admette ; nul nom de magistrat :*
> *Les lettres n'y seraient point connues ; de richesse, pauvreté*
> *Usage de service, point...*
> *Toutes choses seraient en commun produites par la nature*
> *Sans sueur ni effort : trahison, félonie,*
> *Epées, piques, couteaux, canons, emploi d'aucun engin,*
> *Je n'en voudrais point voir ; mais la nature porterait*
> *De son chef toute foison, toute abondance*
> *Pour nourrir mon peuple innocent (9).* »

Le moment choisi par Shakespeare pour placer ces jugements dans sa pièce est doublement ironique : le discours de Gonzalo s'adresse à un groupe de courtisans qui, les habits encore trempés après avoir miraculeusement échappé à l'océan, et malgré les possibilités apparentes de régénération que leur offre l'île, se mettent aussitôt, par « *la trahison, la félonie et l'épée* », à ourdir un plan visant à éliminer à la fois leur roi légitime et Gonzalo lui-même. Toutefois, l'ironie dramatique la plus secrète réside dans le fait que Shakespeare a sciemment isolé les spéculations de Gonzalo de la présence du véritable indigène (et peut-être propriétaire légitime) de l'île, Caliban, que Gonzalo n'a pas encore vu et dont il ignore même l'existence. Gonzalo envisage une plantation de l'île et non pas une utopie naturelle, qui naîtrait spontanément de son état d'innocence naturelle. Il cherche à « *exceller l'âge d'or* » non pas en découvrant une île où il existe encore, mais en prenant le contrepied exact de tout ce qu'il a connu dans le monde de Milan : dans ce monde corrompu, violent et oppressant qui a formé ses citoyens potentiels. Cependant, suffit-il de se transporter sur une nouvelle terre pour retrouver l'innocence d'avant la chute ?

La musique du rêve

LA comparaison de la tirade de Gonzalo avec l'essai de Montaigne *Des cannibales* permet de mesurer à quel point Shakespeare a déplacé le centre du débat. Alors que le cannibale de Montaigne était de toute évidence un Amérindien, une créature de chair et de sang, dont la culture évoquait le paradis par contraste avec une France déchirée par le fanatisme religieux, Shakespeare a coupé Caliban de toute vision paradisiaque. Selon lui, même si le lecteur moderne a du mal à l'admettre, son cannibale Caliban est « *sauvage et difforme* ». Bien qu'elle soit implicitement critique du caractère tyrannique et irascible de Prospéro, la pièce n'invite pas le public à rejeter son argumentation selon laquelle Caliban est réfractaire à tout enseignement, sauf à être asservi et contraint par la force :

> « *Esclave plein de mensonge,*
> *Sensible aux coups de fouet mais non à la bonté !* »

Shakespeare est trop fin dramaturge pour ne pas laisser à Caliban son propre point de vue et la capacité de l'exprimer. Néanmoins, la tendance générale de *la Tempête* va dans le sens de la croyance de Prospéro dans la nature, plutôt que dans la perfection d'une nature sans entraves.

Et pourtant il existe un élément de paradis perdu dans le souvenir de Caliban des jours d'antan. On croirait lire une chronique abrégée de la première phase de la colonisation européenne des Amériques :

> « *Quand vous êtes d'abord venu*
> *vous m'avez caressé, faisant grand cas de moi, vous me donniez*
> *de l'eau où vous mettiez des baies...*
> *Alors je vous ai aimé*
> *Et je vous ai montré toutes les vertus de l'île,*
> *Les sources douces, les salines, les lieux arides et fertiles :*
> *Que je sois maudit d'avoir ainsi fait !* »

Plus significatif même que cette possibilité, entrevue mais perdue, d'harmonie sociale aussi longtemps que Caliban conservait un rôle de guide, est son accès à une vision privée d'harmonie céleste. Prospéro peut obtenir de son agent des airs Ariel qu'il fasse de la musique à n'importe quel moment, mais rien n'indique dans la pièce qu'il soit le moins du monde sensible à la musique innée qui appartient en propre à l'île. Les oreilles de cet impérieux prince de la Renaissance n'entendent pas ces choses qui ravissent Caliban :

> « *N'ayez pas peur, l'île est pleine de [bruits,*
> *De sons, d'airs mélodieux qui char- [ment et ne font pas de mal.*
> *Parfois la vibration de mille instru- [ments*
> *Bourdonne à mes oreilles ; et parfois [des voix*
> *Qui, si je m'étais alors réveillé après [un long sommeil,*
> *Me feront rendormir ; et puis en rêve,*
> *Les nuages, eût-on dit, s'ouvraient et [montraient des richesses*
> *Prêtes à descendre sur moi, si bien [qu'à mon réveil*
> *J'implorais de rêver encore.* »

Est-ce là une vision de tout ce que Caliban a perdu, à cause de son esclavage et dont il ne peut maintenant se souvenir qu'en rêve ? Elle est fort différente de la construction rationnelle qu'est la communauté de Gonzalo, dans laquelle l'homme abandonne consciemment les arts de la civilisation et se met au diapason de la nature généreuse. Ici, c'est cette générosité elle-même qui s'adresse à l'oreille assoupie de l'homme, devenue à nouveau sourde lorsqu'il se réveille. Peut-être cette vision est-elle le fondement sur lequel la culture de Caliban devra être construite ? Peut-être sa redécouverte sera-t-elle l'essence même de son histoire ?

L'une des difficultés que soulèvent ces questions réside dans la nature composite du Caliban de Shakespeare, différent des Amérindiens brésiliens de Montaigne (10). Caliban est en partie un être lié aux éléments, une créature de la terre par opposition à la nature éthérée, aérienne d'Ariel. A cet égard, il semble davantage être l'émanation des pouvoirs magiques de Prospéro qu'un authentique aborigène de l'île. Même sous cet angle, il n'est qu'un émigrant de la deuxième génération, le rejeton d'une mère exilée de Tunis. D'où son ambiguïté, bien plus grande que celle de tous ses descendants littéraires, même si ces derniers lui empruntent non seulement son nom mais aussi des éléments de sa situation et beaucoup de son langage. Pour Fanon, Césaire, Lamming, Retamar, Caliban est entièrement homme, homme dans sa dimension raciale. *La Tempête*, contrairement à *Othello*, n'est pas réellement une pièce sur les problèmes raciaux, et il est très fréquent que Caliban soit représenté comme un monstre grotesque et non pas comme un homme ayant une couleur de peau différente. Dans le texte ne figure aucune référence à la couleur de Prospéro si l'on excepte l'unique remarque de Prospéro, « *cet être de ténèbres, c'est moi qui le reconnais mien* », où l'on peut supposer qu'il s'agit de ses ténèbres spirituelles présumées. C'est tout le contraire pour Othello qui revient lui-même souvent, comme le font aussi les autres, sur sa couleur de peau.

L'un des aspects les plus curieux de *la Tempête*, et qui a servi de point de départ pour les autres auteurs que nous avons étudiés, c'est l'absence d'intérêt de Shakespeare pour le sort de Caliban une fois le rideau tombé. Prospéro le tance sévèrement en lui accordant son pardon final afin qu'il « *poursuive sa grâce* », mais il se retrouve apparemment seul occupant de l'île, comme avant l'arrivée de Prospéro. Il sera à l'abri de l'influence corruptrice des courtisans, des exigences de service domestique de Prospéro et même de la beauté de Miranda. Pourra-t-il entendre cette « *musique* » qu'il n'a connue jusqu'alors qu'en rêve ? Le noble sauvage est une image très différente de celles qui sont venues par la suite, telle celle du rebelle vengeur cherchant dans la violence sa libération spirituelle. Et cependant, si sa culture et son histoire doivent se développer dans leur spécificité et leur élan propres, et ne pas rester prisonnières d'une étreinte dialectique avec l'Occident, peut-être trouveront-elles leur fondement dans cette vision unique de beauté et d'abondance spontanées qui appartient à Caliban et à lui seul.

---

(1) Paris, Maspero, 1973, traduction J.-P. Bonaldi.

(2) Les principaux personnages de *la Tempête* de Shakespeare sont Prospéro, duc de Milan et magicien, banni de son duché et réfugié dans une île avec sa fille ; Alonso, roi de Naples ; Ferdinand, fils d'Alonso ; Miranda, fille de Prospéro ; Ariel, « esprit des airs » et auxiliaire de Prospéro, et enfin Caliban, premier habitant de l'île, « *esclave sauvage et difforme* ». La tempête suscitée par Ariel a jeté le navire d'Alonso et de sa suite sur le rivage de l'île.

(3) *Psychologie de la colonisation*. Paris, le Seuil, 1950.

(4) *Peau noire masques blancs*, Paris, le Seuil, 1965, deuxième édition.

(5) *Une tempête. Adaptation de « la Tempête » de Shakespeare pour un théâtre nègre*. Paris, Gallimard, 1969.

(6) *The Pleasures of Exile*, Londres, 1960.

(7) Sébastien est le frère d'Alonso, roi de Naples, Antonio est le frère de Prospéro à qui il a usurpé le duché de Milan.

(8) *Caliban, cannibale*, op. cit. p. 21.

(9) Nous avons repris ici la traduction de Jean-Jacques Mayoux (Editions Aubier-Montaigne). Les extraits suivants de *la Tempête* seront pris dans cette traduction particulièrement remarquable.

(10) Montaigne avait réellement rencontré des aborigènes brésiliens lors d'une visite à Paris.

Un sultanat anachronique en Asie

BRUNEI ENTRE DEUX AGES

Musée du colonialisme britannique un Etat de poche islamique et puritain, riche en pétrole et convoité

Reportage de MICHAEL MORROW

« **QUE représentant donc pour Brunei plus de cent ans de présence britannique ? — Qu'essayez-vous de me faire dire ?** », riposte le secrétaire d'Etat à la langue et à la littérature, flairant un piège imaginaire. Il recule, le doigt pointé comme un « kris » dégainé : « **Je vous tuerai !** » s'exclame-t-il. Je prends congé en souriant de mon mieux. Le secrétaire d'Etat m'a certifié que tout musulman est prêt à *mourir pour la cause*. Nul ne saurait trahir impunément ses propos pour donner une impression défavorable des affaires à Brunei. Je lui ai assuré que je ferais très attention...

Le sultanat de Brunei s'était quasiment désintégré sous l'impact de l'impérialisme occidental et de sa propre décadence, mais, fidèles à eux-mêmes, les Britanniques ont estimé qu'un sultan sous hégémonie britannique valait mieux que pas de sultan du tout. Ce ne fut pas un mauvais calcul, car si Brunei est un des royaumes les plus minuscules, les moins connus et les plus autocratiques, ses réserves pétrolières en font aussi un des plus riches et un des meilleurs investissements jamais réalisés par l'impérialisme. C'est aujourd'hui l'un des empires de la Royal Dutch Shell, la seconde société pétrolière du monde.

Le Brunei contemporain est un sultanat islamique autonome, Etat associé du Commonwealth britannique. Le sultan, Sir Hassanal Bolkiah, âgé de 28 ans, n'a pas de harem, à l'inverse de la plupart de ses prédécesseurs, mais une Lamborghini bleue et une piste de karting devant son palais. Un terrain d'atterrissage tout neuf de 4 000 mètres, l'un des plus longs et des plus sûrs d'Asie, lui permet de retrouver d'un coup d'aile la vie nocturne de Hongkong, de Singapour, de Londres ou d'ailleurs. Il dispose désormais d'un des régiments d'infanterie légère les mieux équipés d'Asie du Sud-Est et il possédera bientôt une ligne aérienne, la Royal Brunei Airline.

Des canons aux derricks

BRUNEI fut jadis une puissance en Asie du Sud-Est. Il connut très tôt les canons ; ses bateaux de pêche devinrent une redoutable flottille de guerre. Ses dirigeants vivaient entourés de leur cour, dans une splendeur toute orientale, gardés par des hommes revêtus de « **soie dorée couvrant leurs attributs sexuels, armés de dagues à manche d'or orné de perles et de gemmes précieuses, et les doigts chargés de bagues** ». Puis *vinrent les Espagnols, qui mirent à sac, par deux* fois, la capitale. Les Britanniques coulèrent la flottille, s'emparèrent des canons qu'ils firent fondre pour leur campagne de Crimée. Leurs mercenaires remontèrent en bateau l'estuaire de Brunei et, en vue de Bandar (la capitale), annexèrent de vive force la majeure partie du Nord-Bornéo.

Les vestiges du colonialisme subsistent ici plus que dans tout autre Etat souverain de la région. Des officiers britanniques occupent des postes supérieurs dans l'armée et dans la police (y compris dans la « special branch », le service de la sûreté nationale), au Trésor et dans la plupart des autres services fonctionnels du gouvernement. Un bataillon de Gurkhas est stationné en permanence dans le pays et une compagnie de troupes régulières britanniques assure une rotation à partir de Hongkong. A l'exception d'un consul honoraire hollandais, seuls les Britanniques ont officiellement accès à la cour du sultan. Les affaires étrangères sont confiées à la Grande-Bretagne.

Brunei a une superficie de 5 765 kilomètres carrés, si l'on ne tient pas compte de ses prétentions, hautement contestées, à la souveraineté sur le bassin du fleuve Limbang. Le Limbang, qui est occupé et administré par le Sarawak dans le cadre de la Fédération de Malaisie, sépare Brunei en deux enclaves équatoriennes entre les quatrième et sixième degrés de latitude nord. Il s'agit en majeure partie d'une zone de marais et de *jungle qui s'étale en frances vertes et humides au-delà de la ceinture de sable blanc des rivages de la mer de Chine*. C'est tout ce qui reste d'une bien plus vaste suzeraineté rognée par la diplomatie de la canonnière du siècle dernier. Les bâtiments — fermes ou hangars pour le latex — que l'on peut apercevoir d'avion sont l'exception qui confirme la règle. Brunei est voué à la monoproduction. Sans les derricks qui surgissent en mer près des rivages, il n'y aurait pas de revenus.



Les citoyens et les autres



Le sultanat a récemment annoncé que les revenus de l'Etat — dont plus des neuf dixièmes proviennent du pétrole — dépassaient 400 millions de dollars en 1974 et approcheraient les 500 millions en 1975. Compte tenu du fait que Brunei a cent quatre-vingt mille habitants, on peut donc estimer le revenu par tête à 2 800 dollars pour cette année. Cela ne suffit pas à placer Brunei dans la même catégorie que certains des petits royaumes pétroliers du Proche-Orient, mais cela en fait, sur la base du revenu par tête, le pays le plus riche d'Asie du Sud-Est...

Mais cet argent n'est pas réparti de façon égale. En 1973 (les statistiques pour 1974 font encore défaut) la « liste civile » du sultan dépassait un million de dollars, chiffre qui ne comprend pas les quelque 400 000 dollars destinés à couvrir ses dépenses à l'étranger et les frais d'éducation des enfants royaux. Les dépenses prévues pour 1975 en matière de sécurité doivent être le double de celles qui sont affectées à l'éducation et dépasseront la moyenne annuelle des dépenses gouvernementales prévues au titre du nouveau plan quinquennal.

Environ 65 % de la population (et la plupart des citoyens de l'Etat) sont des Malais. Ils parlent malais et pratiquent l'islam. Ils occupent la plupart des emplois gouvernementaux mais peu d'entre eux ont une qualification technique. Beaucoup sont des pêcheurs ou des paysans qui gagnent juste assez pour survivre mais rares sont ceux qui sont prêts à s'employer à plein temps comme travailleurs manuels dans le secteur moderne de l'économie. La population malaise se divise grossièrement en deux classes : les nobles, ou **pengirans**, et la roture. Les premiers jouissent de pensions de l'Etat et d'autres privilèges ; *certains sont riches et puissants*. Quant aux seconds, on les trouve fréquemment dans les emplois gouvernementaux qui leur conviennent, mais le taux de chômage est élevé dans leurs rangs. Education et soins médicaux sont gratuits et le gouvernement s'est efforcé d'en améliorer la qualité. Les révoltes de l'une et l'autre classe ont ponctué l'histoire de Brunei. Au dix-neuvième siècle, les Britanniques ont tiré parti des révoltes des **pengirans** contre le sultan pour obtenir de vastes concessions territoriales. En 1962, une révolte populaire, plutôt tournée contre les Britanniques que contre le sultan, fut réprimée : près du quart de la population adulte mâle de Brunei fut incarcérée. Depuis lors, les autorités accordent un peu plus d'attention à la plèbe. Toutefois, les aspirations croissantes des jeunes Malais mieux éduqués posent au sultanat un de ses problèmes politiques les plus graves.

Un autre quart de la population est chinoise. Les Chinois sont en contact avec Bornéo depuis au moins mille cinq cents ans (le second souverain islamique de Brunei, au quinzième siècle, aurait pris une épouse chinoise). Toutefois, la majeure partie de la population chinoise actuelle est venue dans le pays au cours de ce siècle. Les Chinois sont des citoyens de second ordre. Plus précisément, la plupart ne sont pas citoyens du tout car très peu d'entre eux réussissent l'épreuve de langue malaise requise pour acquérir la citoyenneté de Brunei. Ils occupent les emplois qualifiés à la Shell et au gouvernement, et tiennent boutiques et affaires. Ils viennent des provinces septentrionales de la Chine — ou, plus directement, des Etats malaisiens voisins de Sabah et de Sarawak où leurs parents ou leurs grands-parents s'étaient établis. En général, ils travaillent dur, étudient beaucoup et thésaurisent — la plupart appartiennent à la classe moyenne — mais ils vivent sur la défensive. Le gouvernement a coupé les fonds aux écoles chinoises, dans l'attente de leur nationalisation. Les restaurants chinois doivent désormais mettre en évidence des panneaux annonçant que la nourriture qu'ils servent n'est pas préparée selon le rite islamique.

La grande ambition des Chinois est en général d'émigrer au Canada. Le service d'immigration canadien envoie chaque année un représentant spécial pour s'occuper du flot de demandes. « **Si vous êtes Chinois, pas d'avenir** », dit un vieux Chinois qui vient de quitter la Shell après trente ans de service et qui part avec la totalité de sa pension, 40 000 dollars. Il espère rejoindre bientôt son fils en Colombie britannique. Celui-ci a appris à la Shell la technologie cryogénique et a volontiers répondu aux avances du recruteur canadien.

Le reste de la population comprend les tribus de Bornéo, pour la plupart non musulmanes, ainsi que des Européens, des Arabes, des Indiens, des Pakistanais, etc. Les Ibans, bornéans travailleurs provenant en majorité du Sarawak voisin, fournissent l'essentiel de la main-d'œuvre non qualifiée. Ils sont recrutés — et parfois exploités — par des contracteurs chinois qui leur versent sept à huit dollars par jour, ce qui est un salaire élevé selon les critères régionaux. Ce sont d'anciens chasseurs de têtes, dont certains se sont convertis au christianisme et ils ont la réputation de s'entendre assez bien avec les Britanniques. S'adoptant assez facilement aux machines, beaucoup travaillent sur les puits de forage « off-shore » de la Shell ou sur les chantiers de construction. Là, ils gagnent ce qu'ils peuvent puis rentrent chez eux à l'expiration de leur contrat. A la différence du Sarawak voisin — d'où proviennent la plupart des travailleurs migrants de Brunei — ils ne forment pas encore un groupe politique dissident.

La Shell est sans conteste le principal employeur privé du pays, bien qu'elle n'occupe guère plus de trois mille personnes vivant avec leur famille à Seria, une ville de la compagnie bâtie à l'occidentale, travées d'habitations se mêlant aux installations « on-shore » de la Shell, à l'extrême pointe occidentale de l'Etat. Si la compagnie traite son personnel assez bien, il existe un gouffre entre les employés recrutés localement et les trois cent cinquante « expatriés », pour la plupart Britanniques et Hollandais, vivant en communauté fermée, dans le luxe coutumier à l'industrie pétrolière : climatisation générale, piscines, machines à sous, terrain de golf (le seul qui existe dans le pays)...



Les "anciens" et les "modernes"

Il n'est pas facile de s'informer à Brunei. Ni le gouvernement ni la Shell ne sont très coopératifs. Le premier ministre comme le directeur de la Shell refusent les interviews. Après avoir tenté pendant quatre jours de voir le principal porte-parole économique de l'Etat, son secrétaire au Trésor, M. John Lee, je n'ai même pas *eu droit au « no comment »* habituel de la part de sa secrétaire, qui jugeait fort incorrect qu'un journaliste (assurément un des rares qu'elle ait jamais vus) se présente dans le bureau du porte-parole économique du gouvernement sans avoir mis ses questions par écrit et en demandant des réponses rapides. Ecrites, mes questions n'ont jamais reçu de réponse.

Si bien que j'étais tout reconnaissant au secrétaire d'Etat à la langue et à la littérature d'avoir bien voulu me recevoir. Il devint vite évident toutefois qu'il ne m'aimait guère et que je lui inspirais encore moins confiance. L'interview se déroula mal. La mosquée blanche et resplendissante derrière la fenêtre, me donne une inspiration. Le secrétaire d'Etat peut-il me parler de la mosquée ? « **Voilà que vous recommencez**, s'écrie-t-il. **Vous avez des préjugés. Vous considérez cette mosquée comme une église chrétienne. Vous voulez savoir quand elle a été bâtie et tout ça — vous ne voulez rien savoir de Dieu. Or, rien de tout ça n'est important.** » Le problème, ce sont les valeurs occidentales. L'Occident est hédoniste et exploiteur. L'Occident s'effondre. Brunei retiendra ce qu'il lui faut et laissera le reste. « ***Nous, nous nous dirigeons vers le paradis*** », soulignera-t-il avec emphase. Je n'étais guère en posture de mettre sa parole en doute...

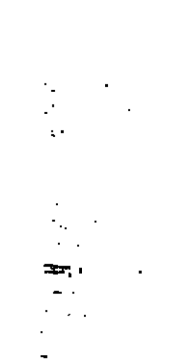
De fait, Brunei est bien un Etat islamique et, récemment, les autorités se sont grandement inquiétées de la santé religieuse du pays. L'aéroport international a supprimé le porc de ses menus. Les jolies filles ne parent plus de leurs grâces les évolutions nautiques qui saluent l'anniversaire du sultan ; même les danses traditionnelles malaises marquent mal désormais. Les serveuses dans les cafés doivent porter des robes cachant jusqu'à leurs chevilles et la faction des « traditionalistes » fait pression pour qu'il en aille de même pour toutes les écolières. Néanmoins, simultanément, de plus en plus de citoyens de Brunei voyagent à l'étranger et les « modernistes » s'efforcent d'importer les us et coutumes du *matérialisme* occidental et les modes d'organisation du bien-être capitaliste.

Cette opposition entre « anciens » et « modernes » définit les termes de la contradiction sans doute la plus lourde de signification pour l'avenir du pays. Jusqu'en novembre 1972, par exemple, Brunei n'était accessible que par propulseur à hélices. A présent, avec l'ouverture du gigantesque aéroport construit dans le cadre du précédent plan quinquennal, n'importe quel avion à réaction peut y atterrir. Les modernistes parlent avec enthousiasme d'une industrie touristique, mais les traditionalistes s'inquiètent de l'introduction de valeurs étrangères au pays. Le *premier hôtel de classe internationale à Brunei pourrait être construit dans les cinq années à* venir. Pourtant, note un cadre de la Shell, « **ils ne sont pas vraiment sûrs de vouloir un afflux de touristes... Je pense qu'il y aura un compromis : les gens qui viendront se reposer ici — disons des retraités australiens — devront se satisfaire de ce qu'ils trouveront, un point c'est tout** ».

A l'aéroport, les passeports sont glissés un par un dans une cabine en forme de confessionnal. Ils ressortent par un guichet où un officier d'immigration en uniforme les tamponne. De la mezzanine, des hommes en civil scrutent attentivement chacun des passagers. Pas question sans doute de réserver demain le même traitement à une fournée de touristes débarquant d'un jumbo-jet. L'usine de liquéfaction de gaz naturel de Brunei est équipée de caméras de télévision en circuit fermé qui balayent son enceinte. Les unités navales du régiment royal font l'exercice en prévision d'une éventuelle attaque de maquisards contre un puits de forage **off-shore**. Mais la sécurité n'est qu'un aspect du problème. Plus important est le fait que les contacts croissants de Brunei avec le monde extérieur devraient hâter le développement d'une réaction populaire à l'exploitation par la Shell des ressources pétrolières du pays. Les jeunes technocrates se demandent déjà pourquoi tout le gaz et tout le pétrole sont exportés sous forme brute ; pourquoi il n'y a ni raffinerie, ni usine d'engrais, ni complexe pétrochimique ; pourquoi Shell paie aussi peu pour le pétrole qu'il produit. Le responsable de la Shell à Brunei, un Anglais qui vit dans une imposante villa protégée à la pointe occidentale du pays, a refusé de nous recevoir. Un porte-parole de la compagnie n'a voulu répondre à aucune question qui ne concernait pas directement les problèmes pétroliers. La compagnie a néanmoins beaucoup à gagner — ou à perdre — de l'évolution du pays.

On a beaucoup parlé de la nécessité de diversifier l'économie et de ventiler les revenus depuis la découverte du pétrole par la Shell en 1929. Quelques rares mesures ont été prises. Le gouvernement fournit à tous un service médical quasiment gratuit ; l'éducation est gratuite pour les *citoyens de l'Etat*. Toutefois, bien qu'on ne rencontre guère cette extrême pauvreté répandue dans les régions les plus déshéritées de l'Asie, la majeure partie de la population est fort mal lotie. Deux plans de développement ont été menés à terme jusqu'à présent. Le plus récent, qui a *pris fin l'an dernier, avait pris deux ans de* retard. Mais le gros des dépenses est allé à des réalisations de prestige, pas toujours très utiles pour la transformation du pays, voire complètement inutiles. Même les projets valables ont été mis à mal. Par exemple, on a inauguré en mars 1973 un *port en eau profonde à Muara*, à une trentaine de kilomètres de la capitale, qui allait, selon les déclarations officielles, accueillir des bateaux ayant jusqu'à 10 mètres de tirant d'eau. Mais le chenal de 3 kilomètres creusé à travers le promontoire pour permettre d'accéder au port ne tarda pas à s'envaser, si bien que le tirant d'eau est de moins de 7 mètres et que



Brunei continue d'être ignoré par les gros cargos. Le chenal est appelé par dérision le « *canal de Suez de Brunei* ».

On dit que Somerset Maugham jouait au bridge sous la véranda du Brunei Yacht Club, un vieux et confortable bâtiment en bois sur les bords de la rivière de Brunei, et que certains des personnages de ses nouvelles malaises (**Sortilèges malais**, etc.) lui furent inspirés par des Britanniques rencontrés à Brunei. Mais ces affirmations sont aujourd'hui mises en doute. Le soir où j'étais au Yacht Club, la communauté britannique — ces dames en longues robes de soirée — vint y voir un méchant film de promotion des vols directs sur Londres de la British Airways. Si les mânes du vieux Maughan hantaient ces parages, sans doute était-ce pour partager la bière en fût anglaise que la compagnie avait importée avec des pommes et du fromage bleu pour mieux célébrer le bon vieux temps.

Anthony Burgess est le seul auteur contemporain dont le nom soit associé à Brunei. Il y fut professeur du lycée. S'il est plus connu pour des romans tels que **Clockwork Orange**, un des volets de sa **Trilogie malaise, Devil of a State**, fut inspiré directement par son expérience de Brunei. Il semble qu'il n'y ait pas été très heureux. Dans un de ces restaurants chinois où on vous sert de l'alcool dans une tasse de thé pour ne pas encourir les foudres de l'Etat musulman, j'ai rencontré une ancienne connaissance de Burgess, un vieux monsieur chinois qui s'exprimait dans cet anglais châtié et méticuleux qui appartient aux seuls maîtres des écoles coloniales. « **Burgess n'était pas heureux ici,** m'a dit ce directeur d'école retraité, **il ne pouvait contrôler sa femme.** »

Dans son roman, Burgess raconte l'histoire de Francis Lydgate, un contrôleur des passeports dans l'Etat mythique de Dunia, qui est lui aussi en butte à des problèmes conjugaux (il a trois femmes). Par bonheur, la vie déprimante de ce fonctionnaire oublié est égayée par les facéties de deux tailleurs de marbre italiens venus participer à la construction d'une mosquée. Ils n'hésitent pas à piétiner la propriété victorienne de la communauté étrangère, le sens du sacrilège du sultan (au demeurant plus élastique) et la notion communément admise que les ouvriers n'ont pas le droit de se mettre en grève, surtout quand ils tapissent de marbre un édifice national. Ces Italiens sauvèrent Burgess de la dépression. Peut-être aussi enseignèrent-ils à Brunei une leçon dont il avait grand besoin — mais on se dépêcha de l'oublier : le roman est interdit dans le sultanat.

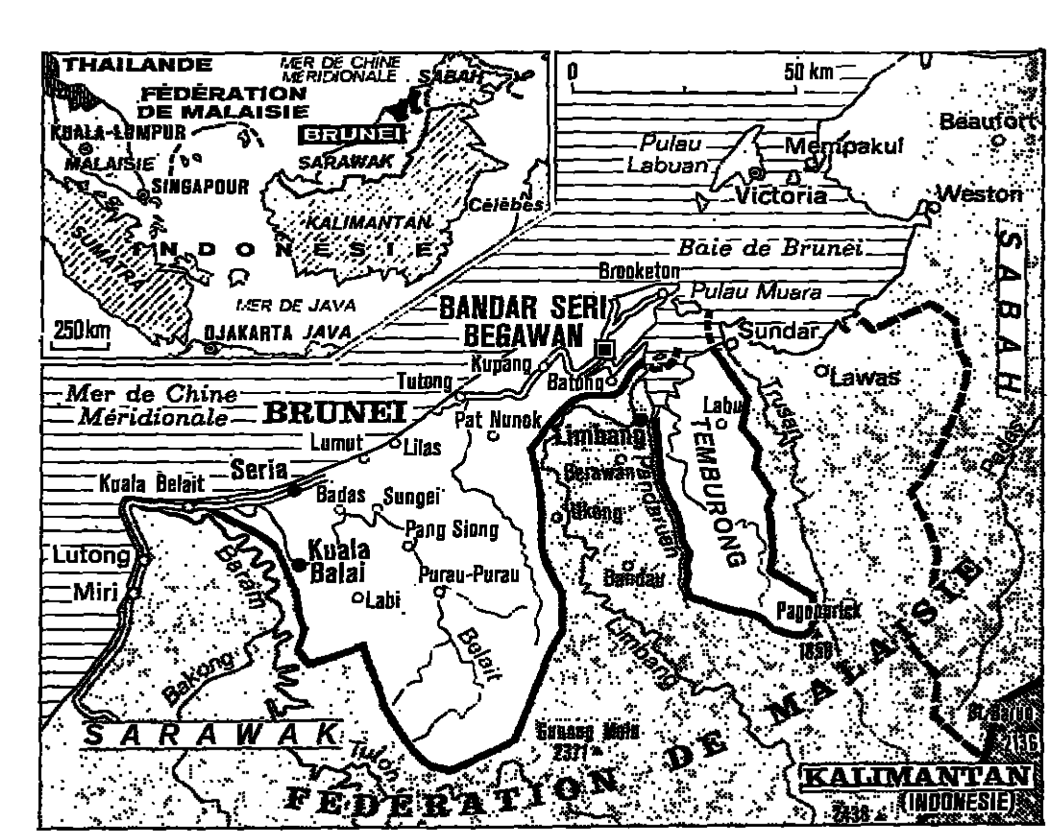
La mosquée existe vraiment. Elle a été construite — de fait avec l'aide d'ouvriers italiens — dans les années 50, du temps du précédent sultan, Sir Omar Ali Saifuddin III.

Sir Omar a abdiqué en 1967 en faveur de son fils, le sultan Hassanal Bolkiah, mais il demeure le véritable potentat du pays. Un ancien haut commissaire britannique le définit un jour comme « **un grand temporisateur doté d'un sens chatouilleux de ses prérogatives** ». On n'a jamais très bien su ce qui avait motivé sa passation des pouvoirs. Il n'a guère que soixante ans et paraît en assez bonne santé. A l'époque, le jeune héritier était étudiant à Sandhurst ; il interrompit ses études pour monter sur le trône. Selon les uns, le jeune homme n'en faisait guère qu'à sa tête et son père aurait voulu l'obliger à prendre des responsabilités plutôt que de le laisser corrompre davantage par la vieille Europe. Selon les autres, Sir Omar, qui pourrait bien être un politicien beaucoup plus astucieux qu'on ne le dit, voulait se défaire de la pompe officielle pour mieux se consacrer à préparer l'avenir de son pays à un moment où il devenait de moins en moins évident que la Grande-Bretagne pourrait et voudrait continuer de jouer un rôle protecteur. Quoi qu'il en soit, tout le monde s'accorde à dire que le père continue de tirer les ficelles derrière le trône.

Qu'arrivera-t-il quand le pouvoir effectif passera du père au fils ? Certains pensent que le jeune sultan n'a pas le sens politique de son père et que la pompe officielle le fatigue. Récemment, dit-on, il a montré des signes d'impatience vis-à-vis du cérémonial et peut-être aussi de la tutelle paternelle. Le pouvoir du sultan pourrait fortement diminuer à la mort de Sir Omar, despote oriental de l'ère post-coloniale.

Anglophile notoire, nourrissant une admiration particulière pour Winston Churchill, Sir Omar est pourtant intervenu dans le domaine politique pour s'opposer à la volonté des Britanniques. En 1963, alors que la Grande-Bretagne tentait d'édifier un solide rempart contre l'influence indonésienne en Asie du Sud-Est en proposant la création de la Fédération malaise (les Etats malais, Sarawak, le territoire de Nord-Bornéo, Brunei et Singapour), Sir Omar se tint sur la réserve. Un des problèmes de l'époque était le retour du Limbang, la langue de territoire cédée par les Britanniques au « raj » de Sarawak en 1890, et l'affaire n'a fait qu'empirer depuis, les Britanniques, qui assurent toujours les relations extérieures de Brunei, s'opposent aux prétentions de Sir Omar et refusent de les faire valoir. En dépit de cette situation embarrassante, Sir Omar s'obstine, soulignant que, aux termes de la loi islamique, Sarawak, qui est à présent un Etat intégré à la Malaisie, devrait restituer ce bassin fluvial couvert de jungle et faiblement peuplé qui divise Brunei en deux enclaves.

Dans son message d'anniversaire l'an dernier, le sultan faisait écho à cette préoccupation : « **Brunei ne cédera pas ses droits...** » En octobre 1974, Brunei annonçait que le sultan avait créé un fonds spécial d'un montant illimité destiné à la défense, et le premier ministre par intérim déclarait : « **Si, à Dieu ne plaise, une urgence se produisait, des fonds seront immédiatement disponibles en dehors de ceux qui sont déjà alloués, pour assurer la sécurité et préserver l'harmonie des citoyens.** »



L'an dernier, les relations entre Brunei et la Malaisie se sont encore tendues, notamment en raison des élections en Malaisie. Le gouvernement de Sarawak, qui fait partie de la coalition au pouvoir, se heurtait à une opposition plus forte que dans tout autre Etat de la fédération. Appuyé par le premier ministre de Malaisie, Tunku Abdul Rahman, le premier ministre de Sarawak, Abdul Yakub, fit un thème de campagne des prétentions de Brunei sur le Limbang, s'en prenant au caractère despotique et colonial du sultanat. Un des dirigeants de l'opposition au Sarawak — dont le parti n'avait cessé de progresser — fut même arrêté sous prétexte qu'il était soutenu par des intérêts de Brunei. Aujourd'hui, il n'est pas évident que les relations entre les deux Etats vont s'améliorer.

Le « statu quo » menacé

La capitale de Brunei s'appelle à présent Bandar Seri Begawan, en l'honneur de Sir Omar, dont le titre depuis qu'il a renoncé au trône est celui de sultan Seri Begawan. Bandar est une ville sans prétention, avec environ quarante mille habitants. La mosquée du sultan Omar Ali Saifuddin, une des plus belles hors du Proche-Orient, la domine tout entière. Le dôme, couvert de tuiles d'or, surmonte la partie occidentale de la ville ainsi que l'antique **Kampong Ayer**, le village flottant qui est le cœur de la civilisation de Brunei depuis plus d'un millénaire.

Bandar vit repliée sur elle-même, coupée du reste du monde. Les matches de football sur le « **padang** » sont le passe-temps favori des jeunes gens — et des moins jeunes — chaque soir. Les deux cinémas vétustes affichent des films de troisième ordre. Les mélodrames indiens font le bonheur des dames. Pas de quotidien — bien que le gouvernement envisage de bâtir cette année sa station de télévision en couleurs. Le **Straits Times**, médiocre quotidien gouvernemental, assure à lui seul le lien avec le reste du monde. Ses vendeurs n'ont jamais entendu parler du **Monde**, de l'**International Herald Tribune** ni même du **Times** de Londres. Il n'y a d'ailleurs pas de kiosque à proprement parler. La Chartered Bank affiche à l'extérieur son exemplaire du **Financial Times**, fixé avec une chaîne...

Le soir, la mosquée brille des lumières multicolores installées par les ouvriers italiens ; on dirait la Noël à Rome. « **Qu'est-ce que vous voulez faire quand vous quitterez l'école ?** » demandé-je à un groupe de garçons attroupés devant une échoppe de tailleur et qui plaisantent les jeunes couturières. « **Aller en Proche-Orient m'engager dans l'armée arabe** », répond l'un d'eux. Pourquoi ? « **Il ne se passe rien ici.** » Tout est si calme. « **On verra ça dans deux, trois ans** », s'exclame en riant un des garçons, s'adressant en malais à son copain.

Bandar Seri Begawan s'enorgueillit de posséder le seul musée national au monde dédié à Winston Churchill, le Churchill Memorial Gallery, proche de la mosquée. Sous une statue du premier ministre à l'entrée, on peut lire cette inscription : « **Par admiration pour les réalisations de Winston Spencer Churchill, Sa Grandeur le sultan de Brunei a fait édifier ce Mémorial pour donner exemple et inspiration à la jeunesse d'aujourd'hui et de demain.** » « Il n'est pas donné aux plus intelligents et aux plus calculateurs des mortels de savoir avec certitude où se trouve leur intérêt... » De fait, la jeunesse de Brunei pourrait bien décider que son intérêt est ailleurs.

En juin 1974, vingt-deux étudiants de la très respectable école secondaire Sir Omar Ali Saifuddin se sont enfuis de Brunei et réfugiés en Malaisie. Ils auraient distribué des tracts à Bandar appelant à soutenir le parti Rakyat (le parti du peuple) interdit et à exiger le retrait des troupes étrangères. Au grand dam de Brunei — dont les autorités assurent être prêtes à pardonner les étudiants qui rentreraient — la Malaisie s'empressa de leur accorder l'asile politique et de le faire savoir. En août 1974, plus de cent personnes originaires d'un village proche de la frontière du Sarawak s'enfuirent également en Malaisie, craignant, semble-t-il, d'être arrêtées pour activités subversives.

Une source proche du service de la sûreté de Brunei fait état d'une tentative de résurrection du Tentara Nasional Kalimantan Utara (T.N.K.U., ou Armée nationale du Nord-Bornéo), qui, jouissent d'un soutien moral certain bien que limité sur le plan militaire, combattit l'influence britannique à Brunei et dans le nord de Bornéo au début des années 60. Des discours enregistrés de dirigeants du parti rakyat auraient été saisis et des militants appréhendés. Le parti avait obtenu une écrasante majorité lors de la seule et unique élection parlementaire de l'Etat en 1962 (1).

Préserver le « statu quo » ne fut pas toujours une partie de plaisir pour les Britanniques. Au début de décembre 1962, des rebelles du Tentara Nasional Kalimantan Utara, ou Armée de libération du Nord-Bornéo, s'emparèrent de la majeure partie de Brunei. Entraînés secrètement dans des endroits discrets loin des villes, ils n'étaient armés que de carabines et de fusils de chasse et négligèrent de s'emparer de la station de radio. Ils ne devaient pas résister longtemps face aux Gurkhas et aux troupes britanniques venues de Singapour et de Hongkong. Au prix d'une centaine de tués dans ses rangs, la rébellion fut écrasée. Toutefois elle devait contribuer à alimenter des combats de jungle entre forces appuyées par les Britanniques et forces soutenues par les Indonésiens sur une autre section de la frontière du Nord-Bornéo, conflit coûteux et prolongé qui allait hâter la renonciation des Britanniques à leurs engagements pour la défense de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est.

La rébellion de Brunei mit fin à sa brève expérience de monarchie constitutionnelle, entreprise à la demande des Britanniques en 1959. Le parti Rakyat, la formation vaguement socialiste qui venait de remporter haut la main les premières élections parlementaires, fut proscrit. Certains de ses dirigeants, impliqués dans la rébellion, furent emprisonnés. A.M. Azahari, qui avait été élu premier ministre et se trouvait aux Philippines au moment du soulèvement, ne rentra pas à Brunei. L'état d'urgence est en vigueur depuis lors.

L'armée, agent de changement ?

FIN décembre dernier, le sultan recommandait la vigilance : « **La sécurité sous tous ses aspects est l'affaire de tous afin que les éléments indésirables qui aimeraient semer la désunion échouent dans leurs tentatives.** » Le budget de l'armée et de la police devait quasiment doubler en 1975 (pour atteindre près de 60 millions de dollars), la majeure partie de l'augmentation allant à l'équipement d'un second bataillon mobile d'infanterie légère des forces armées combinées de Brunei, le Royal Brunei Malay Regiment. Huit cents nouvelles recrues porteront les effectifs du régiment à deux mille cinq cents hommes.

De source proche du service de sécurité de Brunei, on fait valoir en privé que l'agitation politique actuelle est entretenue en sous-main par des agents malaisiens, qui appuient les ennemis du sultan. En juillet 1973, dix prisonniers politiques, détenus sans jugement depuis la rébellion manquée de 1962, parvinrent à s'échapper et à se réfugier en Malaisie, où on leur accorda le statut de réfugiés politiques. Parmi eux se trouvait le principal théoricien politique du parti Rakyat, Zaini bin Haji Ahmad, un diplômé de la London School of Economics qui était devenu le bras droit de l'ancien chef du parti, A.M. Azahari (lequel se serait retiré à Djakarta). Le gardien qui aurait facilité l'évasion des détenus travaillait pour la « special branch » malaisienne, affirme-t-on à Brunei.

Berakas Camp est un complexe militaire britannique, tracé au cordeau, situé non loin de la capitale, sur la côte. C'est le quartier général du Royal Brunei Malay Regiment et ce qui se rapproche le plus d'un ministère de la défense. Son commandant, le colonel B.F.L. Rooney, est un ancien officier gurkha qui a été fait « datuk » de Brunei pour son rôle dans la liquidation de la rébellion de 1962. Un de ses principaux adjoints, le lieutenant-colonel Pengiran Ibnu, est l'un des deux seuls officiers de Brunei à avoir atteint ce grade. Militaire de carrière âgé de trente ans, formé en Grande-Bretagne, en Australie et en Malaisie, Ibnu provient d'une des grandes familles de Brunei ; son frère aîné est déjà chef de la police à Bandar Seri Begawan. Certains observateurs estiment qu'il finira par prendre la relève de Rooney, et qu'il est appelé à jouer un rôle important dans l'avenir politique du pays.

L'hélicoptère arrive ; le lieutenant-colonel Ibnu, juvénile et athlétique, attend déjà. « **Allons-y** », dit-il, agitant son élégante badine. Ibnu m'a invité à l'accompagner dans la petite enclave extérieure de Brunei, le Temberong. Le Bell Jet Ranger décolle, piloté par un jeune aviateur de Brunei formé au Canada. L'appareil se dirige vers la baie de Brunei pour survoler la périphérie de la zone contestée du Limbang. Une énorme antenne se dresse au sommet de la plus haute colline de Limbang, surmontant Bandar Seri Begawan. Elle fonctionnera bientôt, permettant de mieux arroser Brunei avec les émissions de radio et de télévision de la Malaisie. Le jeune lieutenant-colonel hausse les épaules et sourit. Il préfère contempler les étendues de jungle qui tapissent la plaine de la rivière Temburong. « **Il y a tant de choses là-bas qu'on pourrait développer** », dira-t-il d'un air songeur un peu plus tard, alors que nous déjeûnons de « sambal udang », de curry et de concombre, sur la table unique du mess des officiers dans l'avant-poste du régiment à Temburong. « **Brunei pourrait se suffire en riz si seulement quelqu'un voulait bien faire le premier mouvement.** »

Brunei a récemment construit une route tout autour de la zone de Temburong. Ses soldats y viennent par compagnies, à tour de rôle, et passent le plus clair de leur temps à effectuer des randonnées dans la jungle et à visiter les villages disséminés. Cette zone, traditionnellement négligée, servait de base de repli aux rebelles en 1962. Sa frontière avec le Limbang est très ouverte. Récemment, le gouvernement de Brunei a débloqué des fonds importants pour répondre aux besoins des quelques milliers d'habitants de la région. Ces derniers mois, on s'est mis à patrouiller la frontière de nuit. En dépit de ce surcroît d'activité, la situation au sol est bien loin d'être aussi tendue que ne le suggèrent les échanges rhétoriques au niveau politique. « **Personnellement,** dit encore Ibnu, **je pense qu'il faut savoir vivre avec ses voisins ; j'espère qu'un jour viendra où on pourra se rendre en voiture à Kuching, la capitale du Sarawak, sans autres formalités.** »

Avec neuf hélicoptères, neuf patrouilleurs, un hovercraft, plusieurs véhicules de reconnaissance et un système de communications « Clansman » ultra moderne, le Brunei Royal Malay Regiment dispose d'un équipement bien impressionnant pour une force d'infanterie légère qui est seulement en train de se doter d'un second bataillon. Mais, à vrai dire, cette force jeune, petite et inexpérimentée, n'aurait pas la moindre chance contre les troupes malaisiennes s'il devait y avoir un affrontement. Est-ce une éventualité ? S'il existe une menace, elle provient des « éléments indésirables ». Si le régiment doit avoir un rôle, c'est celui de maintenir le « statu quo » interne. Mais il se pourrait bien que l'armée elle-même soit justement un agent de changement.

« **Quoi qu'on en pense,** dit un jeune officier, **l'armée est l'organisation la plus forte de l'Etat ; si une organisation doit faire quelque chose, ce sera elle.** » A Bandar, on fait des allusions voilées à l'existence de factions de jeunes officiers et de technocrates mécontents de l'inefficacité gouvernementale, de l'exploitation et de la domination britannique et impatients de faire leurs preuves. A l'origine du malaise, dit-on, le mélange contraire du nationalisme islamique et de la puissance britannique à bout de souffle.

A Bandar, on parle encore, discrètement, des exploits des ouvriers italiens que Sir Omar avait fait venir pour bâtir la mosquée. Selon les archives de Brunei, ces marbriers étaient originaires de Vicenza, la ville d'Antonio Pigafetta, personnage lié à l'histoire de Brunei. Ce marin fut le chroniqueur de Ferdinand Magellan dans son voyage autour du monde. Selon James Ongkili, historien bornéan qui enseigne à l'université de Malaya à Kuala Lumpur, Pigafetta « **consigna le premier témoignage clair et personnel qui nous soit parvenu sur le sultanat de Brunei** ». Pigafetta visita Bornéo en juillet 1521, peu après la mort de Magellan, tué sur l'île de Mactan aux Philippines. « **Les maisons sont toutes construites en bois et surélevées sur de hauts piliers,** écrivait-il. **Lorsque la marée est haute, les femmes vont en bateau vendre de cabane en cabane les articles nécessaires au maintien de la vie.** » La description que fait Pigafetta de Kampang Ayer n'a guère vieilli.

Les Italiens ont depuis beau temps quitté le sultanat. Mais, seuls ou en groupe, les Lydgate à la Burgess sont toujours là, tuant nuit après nuit au bar des deux hôtels de Bandar ou sirotant leur alcool servi dans des tasses à thé dans un des restaurants chinois très respectueux de la prohibition mais encore plus soucieux de satisfaire les goûts de leur clientèle. Ils y font leur temps, à la manière stoïque des Britanniques, se réconfortant à la pensée que leur salaire est plus élevé de moitié ou plus qu'il ne le serait en métropole, qu'ils n'ont pas à craindre ici de grève des mineurs de charbon — ni quelque grève que ce soit d'ailleurs — et que, Dieu merci, on ne paie pas d'impôts !

Brunei souffre de sa réputation d'émirat pétrolier musulman quelque peu déplacé en Asie du Sud-Est et qui, cependant, ne s'en est pas encore désolidarisé. Une réputation qui charrie une ambiance de lagune languide et oubliée, à la souveraineté quelque peu suspecte, et où les étrangers ou moins en sont réduits à des défis bénins aux ennuyeuses réglementations de l'aristocratie locale, du haut commissariat britannique et de la branche de la Royal Dutch-Shell. « **C'est comme Abu Dhabi il y a vingt ans** », dit un banquier qui fut en poste en Proche-Orient. Réputation qui n'est pas tout à fait imméritée.

(Lire la suite page 20.)

(1) Des représentants du parti du peuple ont demandé le 15 juillet au sous-comité de la décolonisation de l'ONU d'appuyer la demande d'indépendance faite par leur parti, « *représentant légitime de la population opprimée de Brunei* » (N.D.L.R.).

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication
JACQUES FAUVET

Rédacteur en chef :
CLAUDE JULIEN

Rédactrice en chef adjointe :
MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en francs)

France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) 55
Etranger 73

PAR AVION
(Abonnement et taxes)

Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère), Algérie, Maroc et Tunisie 87
Afrique francophone Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 96
Comores, Madagascar, Laos, Vietnam du Sud, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Polynésie française, Cambodge, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna 116
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie 101
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie 140
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 121

Rédaction et administration :
5, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09
(Chèque postal : Paris n° 4207-23)
Tél. Rédaction : 770-91-29
Tél. Publicité : LAP 05-02
Télex : Le Monde 650 572 Paris
Adr. télégraphique : Journonde Paris

Les promesses du pétrole et de la finance

Brunei, toutefois, n'est pas aussi déplacé qu'il le paraît parfois. C'est un Etat de poche, mais il occupe une position intéressante sur *l'une des* dernières grandes frontières terrestres et maritimes du monde. Kalimantan, comme s'appelle aujourd'hui Bornéo, ne compte guère que quatre millions et demi d'habitants sur ses 750 000 kilomètres carrés de montagnes et de jungles riches en minerais. *Le plateau bornéan, de Sarawak à* Sabah, a d'importantes réserves de pétrole et de gaz. L'avenir politique de Kalimantan est tout en points d'interrogation. Le plus important sans doute est celui des *relations* entre Brunei d'une part et, de l'autre, Sabah et Sarawak, jadis parties *intégrantes* du sultanat mais aujourd'hui Etats rattachés à la Malaisie.

« Brunei fera partie d'un ensemble dans quatre ou cinq ans », déclare en privé un jeune dirigeant politique de Brunei. Quel ensemble ? Et comment ? Deux possibilités, qui ne sont pas nécessairement contradictoires au demeurant : Brunei finira par rejoindre la Malaisie d'une façon ou d'une autre ; ou bien Brunei, Sabah et Sarawak formeront à eux trois une entité politique. Ou encore, Brunei et Singapour pourraient être conduits à s'associer par le jeu d'intérêts financiers et politiques communs. (Les troupes de Singapour ont commencé à s'entraîner à Brunei, car elles ne peuvent le faire dans la cité-Etat.) Le transfert effectif des pouvoirs de Sir Omar à son fils pourrait apporter des éléments de réponse.

Etroitement lié au Kalimantan, l'avenir politique de Brunei l'est tout autant au pétrole. Ce petit pays offre aujourd'hui au *Japon une solution* de remplacement pour ses importations pétrolières du Proche-Orient, et à la Royal Dutch-Shell la possibilité d'améliorer sa position sur le marché énergétique japonais. C'est fin 1972 qu'a commencé à fonctionner la plus grande usine de liquéfaction *de gaz naturel du monde, une entreprise mixte* de Shell et Mitsubishi, avec une participation de 10 % du gouvernement de Brunei. Celui-ci n'ayant guère poussé à une révision des accords d'exploitation malgré la hausse des prix mondiaux du pétrole, Shell et Mitsubishi disposent à l'heure actuelle d'une source de gaz particulièrement profitable (0,63 dollar par million de B.T.U., comparé aux deux dollars récemment négociés par l'Indonésie). Le complexe géant, dont la construction a coûté 300 millions de dollars, pompe le gaz liquéfié jusqu'à une jetée de 3 kilomètres plus loin, où une flotte toujours plus grande de tankers cryogéniques de construction française l'emporte vers les centrales et les usines de Honshu. C'est aussi vers le Japon que vont les cent quatre-vingt mille barils de pétrole à faible teneur en soufre qui sont produits quotidiennement (et aussi, apparemment, acquis à des prix-*planchers records) par la Shell.*

Brunei est riche, certes, mais pourrait le devenir plus encore si son gouvernement négociait des contrats d'exploitation plus avantageux. Le sultan, qu'il soit satisfait de son sort ou assez réaliste pour comprendre qu'une confrontation avec la *Shell risquerait de saper les bases de son propre* pouvoir, ne se plaint pas. Les discussions sur la construction d'installations pétrochimiques — à laquelle s'oppose la Shell sous le prétexte qu'il n'y a pas assez de pétrole pour satisfaire ses exportations et rentabiliser le projet — laissent penser toutefois que les jeunes technocrates méditent *au moins sur la façon de tirer un meilleur* parti pour Brunei d'une ressource qui n'est pas éternelle. Ils pourraient bien recevoir des encouragements de l'extérieur, par exemple du Japon et de la Malaisie. Bien que certaines concessions de la Shell aillent au-delà de l'an 2000, la *compagnie et, de façon plus générale, les intérêts* britanniques pourraient rencontrer des difficultés bien avant cette date.

Au service de Sa Majesté

POUR les Britanniques, l'utilité de Brunei va bien au-delà de ce qui peut accroître la contribution de la Royal Dutch-Shell à la balance des paiements du Royaume-Uni. Leurs intérêts les plus importants sont d'ordre militaire et budgétaire.

Selon *l'accord de 1971*, renouvelant les accords de défense entre la Grande-Bretagne et Brunei, non seulement le sultanat est tenu de recruter et de financer ses propres forces pour le maintien de l'ordre intérieur, et d'être en première ligne pour la défense extérieure, mais encore il doit régler les frais d'entretien des troupes britanniques et gurkhas à Brunei.

En faisant venir à tour de rôle leurs soldats de Hongkong, les Britanniques donnent à leur troupe un entraînement de jungle à peu de frais, tout en allégeant le trop-plein de leur garnison de Hongkong. Les gurkhas, basés près du quartier *général de la Shell, à l'extrémité occidentale de* Brunei, ont d'abord pour fonction de préserver les intérêts britanniques, et Brunei règle la note.

Ils constituent également une force de réserve qui n'est pas entretenue sur les fonds britanniques mais qui pourrait, le cas échéant, être rapidement *transportée à Hongkong ou ailleurs*. Ces considérations sont d'autant moins négligeables que la Grande-Bretagne a entrepris de se passer des facilités militaires dont elle dispose à Gan et à Singapour.

En outre, les engagements pris par la Grande-Bretagne sont assez élastiques. Les diplomates britanniques sont prompts à faire remarquer que la Grande-Bretagne a l'obligation de **consulter** Brunei sur les problèmes de défense, non de le défendre automatiquement.

Les marchandises britanniques jouissent d'un tarif préférentiel à Brunei. Les salaires ouvriers étant, on l'a vu, relativement élevés pour la région, les impôts inexistants, et beaucoup d'avantages sociaux subventionnés par l'Etat, une masse considérable d'argent est en circulation. Le style de vie aisée d'un fort noyau de familles expatriées attachées aux opérations pétrolières, au haut commissariat britannique ou au gouvernement, ainsi que de l'aristocratie de Brunei, fait du pays un marché attrayant en dépit de son étroitesse. Ainsi, bien que Brunei n'ait que 400 kilomètres environ de routes sèches, il compte quelque vingt-cinq mille véhicules à *moteur (l'essence ordinaire coûte seulement* 35 cents le gallon impérial). Cela fait pratiquement un véhicule à moteur pour huit personnes, manifestement plus que dans n'importe quel autre pays d'Asie du Sud-Est. Les automobiles britanniques *sont taxées à 10 % seulement*, ce qui les rend moins chères qu'en Angleterre ; c'est *un article très demandé par le consommateur* brunéien naissant.

Brunei a traditionnellement détenu la majeure partie de ses réserves monétaires en sterling et les a laissées en dépôt à Londres auprès du trésorier de la Couronne, bien que l'intérêt soit *des plus modestes et que la Grande-Bretagne* n'ait pas garanti leur parité-or. Ces réserves sont, bien sûr, sans commune mesure avec celles en provenance du Proche-Orient, mais elles ont joué leur rôle pour le soutien de la livre. Cette loyauté est aujourd'hui remise en question par la faiblesse de la livre et par la décision de la Grande-Bretagne, effective depuis le 1ᵉʳ janvier dernier, de retirer la seule garantie protégeant les avoirs officiels en sterling entreposés à Londres, à savoir la promesse de maintenir la parité vis-à-vis du dollar. Mais Brunei n'aura rien à y perdre en importance dans le monde de la finance du *Sud-Est asiatique. Ses réserves s'accroissent, tout* comme se précisent ses perspectives de devenir un centre financier régional.

Relais bancaire et évasion fiscale

EN effet, le dollar de Brunei continue de prendre de la valeur par rapport au dollar américain et il maintient sa parité avec l'or fin à 0,290200 gramme. Le dollar de Brunei s'échange à un contre un sur *le marché libre* avec le *dollar* singapourien, en vertu d'un arrangement monétaire spécial qui remonte à l'époque où les deux Etats disposaient de la même monnaie coloniale britannique ; il soutient actuellement son cousin singapourien contre la récession qui frappe le *secteur manufacturier de l'île, tourné vers l'exportation*, et fournit le « ballast » pour les gratte-ciel de la haute finance que l'on construit actuellement le long de Shenton Way à Singapour, qui tend à devenir le Wall Street de la région.

Dans les milieux bancaires, on signale que Brunei a commencé à rapatrier ses avoirs déposés à Londres, qui ne lui rapportaient que 5 %. La méthode la plus fréquemment utilisée consiste à *obtenir* le rapatriement anticipé des fonds prévus pour les investissements. On propose alors aux banques internationales ayant une représentation à Singapour de solliciter cet argent pour des dépôts à quatre-vingt-dix jours. La banque qui offre le taux d'intérêt le plus fort l'emporte. Selon un banquier britannique à Bandar, l'argent est alors « vendu » à une *succursale de Singapour* par la succursale de Brunei et, de là, il passe directement sur le marché monétaire interbancaire de *Singapour* pour des prêts à court terme rapportant de 9 à 12 %. Un banquier américain en poste à Singapour estime qu'il y a ainsi en permanence en circulation entre 25 et 30 millions de dollars. La communauté bancaire s'attend à voir croître cette somme, du fait de l'accroisse*ment des dépenses pour le développement* et des difficultés que continuera de connaître la livre.

Le bruit se répand lentement parmi la communauté aisée du Sud-Est asiatique, en particulier parmi les hommes d'affaires chinois qui détiennent souvent leur fortune dans des trusts familiaux vaguement structurés plutôt que dans des sociétés sur le mode occidental, que Brunei offre de merveilleuses perspectives pour l'évasion fiscale. Le sultanat ne perçoit pas d'impôts sur les revenus des particuliers, pas plus qu'il ne taxe les simples associations ou d'autres formes d'associations commerciales n'ayant pas leur siège social sur place. N'importe qui peut se rendre dans une banque de Brunei, y déposer son argent à un taux d'intérêt concurrentiel avec celui de Singapour, sans pour autant devoir payer d'impôt sur le capital ou sur les intérêts. Les groupes d'affaires peuvent établir à Brunei des associations leur permettant d'y fixer leur capital et emprunter ensuite à ces associations, au titre du « passif » plutôt que de l' « actif ». Un homme d'affaires connu, grand spéculateur sur les terrains à Singapour, a même établi sa propre banque pour faciliter de telles opérations. En général, les banques accueillent ces évasions fiscales, qui leur permettent de « vendre » leur argent en retour sur le *marché monétaire de Singapour ou d'augmenter leur pénétration à Brunei.*

"De nouvelles Bahamas" ?

AVANT 1947, Bandar n'avait pas une seule banque commerciale ; elle en a huit aujourd'hui — deux de plus que de cafés — et la finance n'y relève plus des tractations sous une paillote, comme du temps où la Hongkong and Shanghai Bank y ouvrit sa première succursale. Ce n'est même plus une affaire uniquement bri*tannique. Les Etats-Unis, la Malaisie et Singapour* y ont chacun deux banques représentées et une septième a son siège social à Brunei. Les banques américaines, la First National City Bank et la Bank of America, sont les plus agressives. La première, principal partenaire financier dans la construction de l'usine de liquéfaction de gaz naturel, a réussi là le plus gros « coup » de la jeune histoire bancaire de Brunei. **« Nous nous précipitons avant qu'ils ne ferment la porte »**, dit un responsable de la F.N.C.B., soulignant que cette dernière a désormais trois succursales à Brunei. Fin 1973, M. Edward L. Palmer, président du comité exécutif de la F.N.C.B., s'est rendu à Brunei pour y suggérer une restructuration des lois sur le capital qui ferait du pays un centre financier à part entière. **« Vous semblez disposer de tous les éléments qui pourraient faire de vous de nouvelles Bahamas »**, a-t-il fait valoir au sultanat.

Les intérêts américains à Brunei s'accroissent. La question est de savoir jusqu'où ils iront. Les Britanniques, rappelons-le, ont imposé leur protection sur Brunei en 1888, en partie pour repousser l'emprise américaine. *Mais la Grande-Bretagne n'est désormais plus guère en état de se battre* ; d'ailleurs, au fur et à mesure que s'entrecroisent davantage les filets des capitalistes sur le monde, s'agit-il encore de se battre ? On ne saurait écarter désormais la possibilité d'une participation américaine à des accords futurs sur la sécurité *de cet Etat de poche. En avril 1974, deux canon*nières américaines, la **Tacoma** et la **Welch**, ont remonté la rivière de Brunei, visite inhabituelle, symbole de la diplomatie telle qu'on la pratiquait voici un siècle, mais qui vaut peut-être aussi pour demain...

(Copyright Michael Morrow et le Monde diplomatique.)
(Dessins de PLANTU.)

Correspondance

M. Herbert R. Southworth, auteur de la Destruction de Guernica *et d'autres ouvrages sur l'Espagne contemporaine, nous adresse la lettre suivante :*

Francia invertebrada ?

En 1921, José Ortega y Gasset publia un important ouvrage intitulé España invertebrada (l'Espagne invertébrée). L'auteur se donnait pour tâche d'analyser la « décadence espagnole ». Le thème principal faisait ressortir le fait que la perte des territoires composant l'empire espagnol — perte dont le point de départ est situé par Ortega en 1580 — ne se termina pas avec le désastre de 1898, qui vit le détachement des dernières colonies telles que Porto-Rico, Cuba, les Philippines, etc., mais se continua par la désagrégation de la métropole elle-même. Ortega remarque que le prodigieux effort centripète qui, après l'unification de la Castille avec l'Aragon, avait réalisé l'empire s'arrêta et qu'ensuite s'entama la réaction centrifuge qui ne put être freinée et se poursuivit par les mouvements autonomistes catalan, basque, galicien, etc.

Cette analyse pessimiste de la situation espagnole, plus de vingt ans après la *défaite de 1898, n'était, de la part d'Or*tega, qu'une constatation. Mais de jeunes Espagnols qui acceptaient cette analyse tout en en refusant la conclusion pessimiste allaient fonder le mouvement fasciste espagnol dans le but avoué d'arrêter la désagrégation de la métropole et, ensuite, de reconquérir l'empire perdu. Ils voulaient remettre en marche le mouvement centripète dont les rois catholiques avaient été les instigateurs.

Ce fut l'un des buts avoués des militaires qui déclenchèrent la guerre civile de 1936-1939 : l'anéantissement des mouvements d'autonomie régionale. Pour atteindre ce but, tous les moyens, même *les plus violents (y compris l'exécution* par les armes du chef catalan Luis Companys, pris en France par la Gestapo en 1940), furent préconisés et pratiqués par la droite espagnole.

L'histoire de l'Espagne depuis 1936, dans les territoires occupés par les nationalistes espagnols, et dans toute l'Espagne depuis 1939 *est l'histoire d'une violente* répression de toute manifestation de « régionalisme ». Pendant de longues années, les langues « séparatistes » furent mises à l'index, et c'est seulement dans la décennie actuelle qu'une presse quotidienne a pu s'exprimer dans une autre langue que le castillan.

Depuis des années, un tribunal militaire d'exception siège à Burgos pour juger et condamner les autonomistes basques (devenus maintenant ouvertement « séparatistes »). Le refus par le gouvernement central de Madrid d'entamer le dialogue avec les régionalistes qui réclamaient le « home-rule », c'est-à-dire le droit de se gouverner, s'est révélé un échec total.

L'analyse tirée de l'histoire espagnole est-elle valable pour d'autres nations européennes qui passent par les déchirements provoqués par la « nudité » territoriale de l'époque post-impériale ?

Les mouvements centrifuges de décolonisation vont-ils s'arrêter aux frontières métropolitaines de la France, de l'Angleterre, par exemple ? Peut-être, mais il faut admettre que, depuis que l'Angleterre a perdu ses colonies, elle a connu la renaissance des nationalismes écossais et gallois.

Et en France ? Est-ce un hasard si le mouvement de « libération » de la Bretagne a pris un nouvel essor depuis quelques années ? Il est vrai que la Catalogne française et le Pays basque français sont relativement calmes ; mais cette situation peut s'expliquer par le fait que ni Catalans ni Basques ne veulent lutter sur deux fronts à la fois.

Le centralisme qui domine la pensée administrative de la nation espagnole et de la nation française a une raison profonde, historique; mais il existe également une raison historique — l'histoire d'Espagne *de ce siècle — pour comprendre que la* répression n'a jamais résolu le problème soulevé par les aspirations d'un peuple à s'occuper lui-même de ses affaires. Cette formule n'implique pas nécessairement le démembrement d'une nation. Le fait que le gouverneur de Californie soit élu par les citoyens de l'Etat de Californie et non pas nommé par Washington n'a jamais affaibli la nation américaine. Il y a, à cela, d'autres raisons historiques.

Il peut survenir un moment où, après que le sang a été versé abondamment et fréquemment, le démembrement devient alors inévitable. Il est certain que les tribunaux d'exception et de justice expéditive qui siègent depuis des semaines à Madrid pour juger les Basques « séparatistes » ne font sans doute que rendre l'Espagne invertébrée plus probable.

L'histoire de l'Espagne, la faillite de sa politique envers ses régions depuis soixante-quinze ans, ne peuvent-elles pas *servir d'avertissement aux pays qui*, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, se trouvent confrontés avec le problème que l'Espagne connut en 1898 : arrêter le mouvement centrifuge, soit par la violence et la répression, soit par le respect et la compréhension de la « différence régionale » ?

Calendrier des fêtes nationales

16-31 OCTOBRE

21	SOMALIE	Fête nationale
24	ZAMBIE	Fête de l'indépendance
26	AUTRICHE	Fête nationale
26	IRAN	Fête nationale
29	TURQUIE	Proclamation de la République

1ᵉʳ-15 NOVEMBRE

1	ALGERIE	Fête nationale
3	PANAMA	Fête de l'indépendance
7	U.R.S.S.	Anniversaire de la révolution d'Octobre

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, *directeur de la publication*.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Le carnet des ambassades

● A l'occasion du trentième anniversaire de la République démocratique du Vietnam, l'ambassadeur de la R.D.V. et Mme Vo Van Sung ont donné une réception le 2 septembre.

● M. Omar Essa Mohamed, chargé d'affaires a.i. près l'ambassade de la République arabe libyenne, a offert une réception, le 3 septembre, à l'occasion du sixième anniversaire de la révolution du 1ᵉʳ septembre.

● L'ambassadeur du Canada et Mme Léo Cadieux ont donné une réception, le 4 septembre, à l'occasion de leur départ.

● A l'occasion de la fête nationale, M. Ivan Boudinov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a offert une réception, le 9 septembre, dans les salons de l'ambassade.

● A l'occasion de la fête nationale des Républiques centraméricaines, l'ambassadeur du Nicaragua et Mme Julio Quintana Villanueva, l'ambassadeur du Guatemala et Mme Salvador Ortega, l'ambassadeur d'El Salvador et Mme Arrieta Peralta, l'ambassadeur du Costa-Rica et Mme Dobles Sanchez ont donné une réception le 15 septembre.

● M. Mirko Zaric, conseiller de presse près l'ambassade de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, a offert un cocktail le 15 septembre.

● M. Ok Sakun, chef de la mission du gouvernement royal d'union nationale du *Cambodge, a organisé, le* 16 septembre, une projection du film sur le nouveau Kampuchéa « Un peuple héroïque », placée sous la présidence de M. Ieng Sary, vice-premier ministre chargé des affaires étrangères près la présidence du conseil des ministres du GRUNK.

● A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Mexique et Mme Carlos Fuentes ont offert une réception le 16 septembre.

Nécrologie

● Le poète Saint-John Perse, Prix Nobel de littérature 1960 et, sous son vrai nom, Alexis Saint-Léger Léger, ambassadeur de France, est décédé le 20 setembre dans sa maison de Giens (Var).

La dissolution de l'OTASE

DU PACTE MILITAIRE A LA SPHÈRE DE "PROSPÉRITÉ" CAPITALISTE EN ASIE DU SUD-EST

Par PHILIPPE PONS

L'ORGANISATION du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) a virtuellement cessé d'exister le 24 septembre. Estimant que l'alliance avait rempli sa mission, les représentants des six pays membres (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Philippines et Thaïlande), réunis à New-York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, ont en effet décidé que l'Organisation, mise en place il y a deux décennies par les Etats-Unis pour *« contenir la poussée communiste dans la région »*, devait être progressivement dissoute au cours des deux années à venir. Certaines activités de l'alliance, notamment celles qui ont un caractère technique et économique, seront transférées à d'autres organisations bilatérales ou multinationales.

L'issue de la seconde guerre d'Indochine a certes vidé de sa substance une organisation née au lendemain de l'effondrement français dans la péninsule. Mais il serait faux de penser, bien que l'agence Tass s'en félicite, que la dissolution de l'OTASE reflète un changement décisif de la stratégie occidentale — au demeurant d'essence américaine — dans cette partie du monde.

Créée à Manille le 8 septembre 1954, l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est porte la marque d'une époque dominée par la pactomanie de John Foster Dulles, alors chef de la diplomatie américaine, et la volonté de Washington de « contenir » *(contain)* les forces socialistes. Il s'agit alors de circonscrire le communisme au Vietnam du Nord, considéré comme « perdu », et à la Chine.

En dépit de son nom, l'OTASE est une alliance essentiellement conçue par les Occidentaux à leur profit. D'une manière significative, d'ailleurs, les pays asiatiques qui y adhèrent sont tous, à des degrés divers, dépendants des Etats-Unis. Les motivations des signataires « blancs » ne sont pas concordantes mais toutes empreintes des inquiétudes engendrées par les accords de Genève qui ont consacré la fin de l'empire colonial français en Asie. L'Australie et la Nouvelle-Zélande, déjà dans le giron américain après la signature du traité de l'ANZUS, ne sont évidemment pas opposées à un nouveau pacte anticommuniste. La Grande-Bretagne, réticente avant la signature des accords de Genève mais inquiète d'une éventuelle contagion révolutionnaire en Malaisie et à Singapour, souscrit aussi au projet. La France de M. Mendès France, qui s'est toujours opposé à l'internationalisation du conflit indochinois, se rallie aussi à la conception d'une défense collective : Paris, qui a dû capituler devant Ho Chi Minh, n'en conserve pas moins l'espoir de maintenir ses positions au Vietnam du Sud, au Laos et au Cambodge. L'aide américaine lui paraît alors indispensable pour cette entreprise.

Un traité sans substance

FACE au bloc sino-nord-vietnamien, Foster Dulles aurait voulu créer une réplique de l'OTAN. L'OTASE n'en fut qu'un pâle reflet, puisque aux termes du traité chaque membre devait définir souverainement la nature de l'action à entreprendre *« pour faire face au danger commun »*. Aucune clause ne stipulait d'engagement automatique. De toute façon, l'OTASE ne disposait pas de troupes organisées sous un commandement unique comme l'OTAN. Peu de temps après sa création, un observateur devait d'ailleurs déclarer à Bangkok : *« Nous venons de construire une voiture avec une jolie carrosserie, mais sans moteur »* (1). Dépourvu de mécanismes militaires collectifs, l'OTASE va se heurter en outre à un type de guerre « subversive » qui rend d'autant plus ambiguë la définition des conditions d'intervention.

Tous ces facteurs vont vite faire apparaître le manque de substance du traité de Manille. L'évolution de la situation internationale, notamment la division du camp socialiste qui rend caduques les analyses de Dulles, et le nouvel embrasement en Indochine, que l'écrasante intervention américaine ne parvient pas à juguler, y ont certes contribué. Mais plus profondément il s'est rapidement révélé que l'OTASE ne pouvait jouer aucun rôle dans les querelles qui allaient éclater dans la région. Le traité de l'Asie du Sud-Est n'a pu être évoqué ni lors de la tension entre le Cambodge et la Thaïlande ni dans l'affaire de la Nouvelle-Guinée occidentale, ni lors de la confrontation entre l'Indonésie et la Malaisie ou le conflit entre Kuala-Lumpur et Manille à propos de Sabah. La seule intervention de l'OTASE concerna le Laos en 1962. Alors que le Pathet-Lao poursuivait son offensive, M. Dean Rusk demanda une action conjointe de l'OTASE dès mars 1961 : tous les ministres des affaires étrangères des pays membres soutinrent cette proposition, sauf la France. En mai 1962, Wellington, Canberra, Londres et Washington dépêchèrent sur le Mékong des unités qui, en fait, n'intervinrent pas.

L'affaire laotienne est importante car elle dévoile l'inefficacité et, partant, la véritable nature du traité de Manille. D'une part, il apparaît clairement que les signataires du pacte sont en désaccord (la querelle entre Washington et Paris le prouve) ; d'autre part, et surtout, elle révèle que les Etats-Unis entendent entrer en scène sans s'embarrasser des réactions de leurs autres partenaires, même occidentaux. L'OTASE n'avait pas de « moteur » : les Américains ont rapidement pallié cette défaillance : les traités sont oubliés, Washington intervient quand bon lui semble. A partir du printemps 1964, les raids aériens américains, d'abord sur le Laos puis sur toute l'Indochine, vont se *succéder* pour cesser le jour où Washington décidera de se retirer. La France, en désaccord avec la stratégie américaine, devait renoncer à participer aux activités de l'OTASE en 1967 et arrêtait toute contribution financière en 1974. De son côté, le Pakistan quitte l'Organisation en 1972.

L'OTASE apparaît alors comme une simple articulation entre la période purement coloniale et celle de l'intervention et de l'extension de la présence des Etats-Unis dans la zone. Au départ, les anciens colonisateurs (la Grande-Bretagne et la France) s'allient aux Etats-Unis pour essayer de préserver des bribes de leur empire. La France croit pouvoir maintenir sa présence dans une partie de l'Indochine et, pour Londres, il n'est pas encore question de retirer ses troupes à l'est du canal de Suez. Rapidement cependant, l'OTASE, qui n'a d'autre force d'intervention que celle des Etats-Unis, devient *« tout au plus »*, comme le note M. Kissinger, *« une base juridique pour des opérations essentiellement bilatérales »* (2). Et, en fait, Washington invoquera le traité de Manille pour *« justifier »* l'intervention au Vietnam (3). Dans d'autres occasions, les Etats-Unis ne feront aucun cas du traité : notamment en signant avec la Thaïlande en 1965 un *« engagement secret »*. Tout porte à croire que les autres alliés n'ont été ni consultés ni informés de l'existence de cet accord.

Mais le conflit indochinois va clairement montrer que le type d'intervention écrasante et vaine pratiqué par les Etats-Unis, en invoquant occasionnellement l'OTASE, est périmé. L'opinion publique américaine tolère mal désormais le sacrifice de la vie de « boys » dans des guerres contre-insurrectionnelles prolongées en Asie. La future stratégie américaine devra donc être fondée sur un emploi plus rationnel et plus restreint des forces militaires. Dans une telle perspective, l'OTASE, cadre juridique moribond, n'avait plus de raison d'être.

Les nouveaux gages de stabilité

LES Etats-Unis ne renoncent pas pour autant à leurs visées dominatrices dans la région. Washington cherche moins désormais à intervenir directement sur le continent asiatique qu'à contrôler les voies d'eau stratégiques de l'Asie. De là, l'accent mis sur le développement de la flotte américaine et le repli sur la chaîne des grands archipels (Japon, Okinawa, Philippines, Indonésie) avec des extensions à Singapour et à Diego-Garcia dans l'océan Indien. A cette stratégie navale s'ajoute une parapolitique fondée sur le dollar, plus efficace, estiment les Américains, qu'un traité militaire qui n'en finissait pas d'agoniser.

Le Pentagone est conscient que la liberté des capitaux ne va pas apporter une réponse « définitive » à la subversion, mais qu'elle n'en a pas moins des conséquences stratégiques importantes. En encourageant un accroissement des échanges entre les pays du Pacifique (en cela le Japon et l'Australie peuvent jouer des rôles importants) et en facilitant l'industrialisation des pays du Sud-Est asiatique, les Etats-Unis renforcent leur dépendance à l'égard du marché capitaliste et les rendent plus que jamais tributaires de la « libre » circulation sur les mers, — dont les Américains ont la clé. Pour Washington, en investissant dans la région, Tokyo, et dans une moindre mesure les pays européens, accélèrent l'insertion des sociétés concernées dans la sphère de « prospérité » capitaliste et, partant, accroissent leur vulnérabilité aux sanctions économiques (4). Dans cette perspective, le renforcement des liens économiques au sein de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, ne contrarie en rien cette stratégie. L'aide et le commerce sont désormais les leviers fondamentaux de la stratégie américaine, la force militaire demeurant l'ultime sanction, avec bien entendu des ripostes intermédiaires pour faire face aux rébellions.

Les nouveaux mécanismes mis en place par Washington ont en outre l'avantage de permettre aux poussées nationalistes — de Manille ou de Bangkok notamment — de se manifester. Membres de l'OTASE, les Philippines et la Thaïlande ont ces derniers mois (5) clamé qu'il fallait dissoudre cette alliance. Ce qui leur est donné aujourd'hui n'est qu'une satisfaction sans portée réelle. Manille et Bangkok peuvent sans doute faire valoir auprès de leur opinion publique une volonté d'indépendance. L'OTASE disparaît certes, mais jamais les Philippines n'ont autant dépendu des capitaux étrangers et jamais la Thaïlande n'a autant redouté que des troubles ne dissuadent les investisseurs étrangers.

L'alliance entre des régimes de droite, à quelques nuances nationales près, et les intérêts étrangers semble un gage de stabilité.

Mais le calcul pourrait être erroné à plus long terme. En vingt-cinq ans d'intervention en Asie, il semble que les Américains n'ont rien appris. Ce que le traité de Manille baptisait *« subversion communiste »* demeure, avec la même formulation, le mal qu'il faut détruire sans sommation. Personne à Washington ne semble comprendre que les peuples asiatiques ne pourront pas accepter éternellement l'écart croissant entre ville et campagne, entre un secteur industriel tourné vers l'exportation et une économie traditionnelle stagnante ; que ceux qui se révoltent aspirent simplement à une vie d'homme et voient, à tort ou à raison, dans le « communisme » le seul moyen d'y parvenir.

(1) Cité par Jacques Decornoy dans *l'Asie du Sud-Est*, Casterman, Paris, 1967.

(2) Henry Kissinger, *Pour une nouvelle politique étrangère américaine*, Fayard, Paris, 1970.

(3) Point de vue développé par M. Dean Rusk devant le Sénat américain le 18 février 1966 (voir *le Monde* du 21 février).

(4) Cf. l'article de Michael T. Klare dans *le Monde diplomatique* de septembre 1975 et « le Japon et l'Asie », Ph. Pons, *Monde en développement*, 4e trimestre 1973.

(5) La Thaïlande demandait la dissolution de l'OTASE depuis trois ans.

CHINE — Un mouvement d'étude de la dictature du prolétariat

Contre les résurgences bourgeoises, la lutte des classes continue

Par JEAN DAUBIER

UNE campagne révolutionnaire a pris naissance en Chine au mois de février : le mouvement d'étude de la dictature du prolétariat. Elle prolonge la critique de Lin Piao et de Confucius qui a occupé les trois années précédentes. A moins de deux mois du dixième anniversaire du déclenchement de la révolution culturelle, la politique intérieure chinoise reste marquée par un inlassable esprit militant.

Le mouvement actuel souligne l'importance de l'étude théorique et de la lecture des classiques du marxisme, mais ses implications pratiques sont nombreuses. Elles touchent aux domaines de la politique, de l'économie et de la culture.

Pourquoi faut-il que les Chinois étudient la théorie de la dictature du prolétariat ? Parce que, semble-t-il, le parti demeure traumatisé par l'affaire Lin Piao, qui l'a secoué il y a cinq ans, et dont les remous ne se sont apaisés que lentement. L'ex-maréchal, aujourd'hui décrit comme un « révisionniste contre-révolutionnaire », s'était élevé au rang de vice-président du parti. Or, selon la presse de Pékin, il s'en fallut de peu qu'en 1970 sa conjuration n'aboutisse au renversement du régime. Lin Piao fut donc d'autant plus dangereux qu'il avait su habilement cacher son jeu. A l'avenir, pour tenir en échec semblables manœuvres, il importe de savoir distinguer le « vrai » marxisme du « faux ». Comme la théorie de la dictature du prolétariat est au cœur du marxisme, il est nécessaire d'en avoir une connaissance approfondie. De plus, selon les communistes chinois, sont d'authentiques marxistes ceux-là seuls qui admettent que la dictature du prolétariat doit s'exercer intégralement.

L'accent mis sur l'adverbe pourrait indiquer que la presse prépare la population à l'adoption de nouvelles mesures radicales. Le rôle directeur du parti communiste sera vraisemblablement réaffirmé dans les milieux culturels. C'est là en effet que les intellectuels exercent l'essentiel de leurs activités et c'est dans leurs rangs que les influences idéologiques — celles du marxisme comme celles du révisionnisme — s'exercent avec ampleur et raffinement. Tout récemment le pays a été invité à la critique du célèbre roman du quatorzième siècle *Au bord de l'eau*, car trop de Chinois oubliaient qu'il porte la marque de l'idéologie féodale et que certains personnages sont politiquement ambigus.

D'autres indications tendent à montrer que le système des salaires et plus généralement les normes de répartition sont contestés et pourraient être modifiés. Cela découle de la conception du socialisme et de l'Etat en vigueur à Pékin.

Un article du *Drapeau rouge* de mars, intitulé : « De la dictature intégrale sur la bourgeoisie », en donne une présentation élaborée (1). Il porte la signature de Tchang Tchouen-kiao, membre du bureau politique, qui fut un des dirigeants de la révolution culturelle à Changhaï. La lecture de cet article, d'une rigueur et d'une clarté rares dans la presse chinoise, est indispensable à la compréhension du mouvement en cours.

Ce texte analyse sans complaisance la situation des classes et les luttes de classes dans la Chine actuelle, car l'instauration du socialisme ne supprime pas l'opposition du prolétariat et de la bourgeoisie. Elle ouvre une très longue période de transition vers le communisme, où la lutte se poursuit sous des formes différentes. En effet, le prolétariat occupe désormais une position dominante, c'est-à-dire qu'il exerce sa dictature sur la bourgeoisie. Or il faut se garder de croire que la bourgeoisie ainsi renversée et dominée va disparaître. Elle conserve une force idéologique sans rapport avec sa situation économique et sociale car tout le poids de la tradition joue en sa faveur. En outre, et c'est là un point capital de l'article de M. Tchang, une néo-bourgeoisie renaît quotidiennement, y compris parmi les ouvriers et parmi les cadres du parti et de l'Etat. C'est là le plus grand péril. *« L'embourgeoisement d'une partie des communistes et des cadres dirigeants est susceptible de nous causer le plus grand tort »*, affirme le texte. Cette thèse n'est pas nouvelle, mais elle est exposée ici avec une grande netteté. Elle ouvre la voie à une analyse plus riche des bases matérielles et sociales du révisionnisme et renverse la tendance précédente à abuser des notions de complot et d'intervention étrangère.

En raison de ce renouvellement constant des éléments bourgeois, la lutte des classes durera longtemps : *« Même quand les propriétaires fonciers et les bourgeois de la vieille génération seront tous devenus poussière, cette lutte ne finira pas et il sera encore possible que des Lin Piao prennent le pouvoir et restaurent le capitalisme »*, écrit l'auteur. C'est que le socialisme porte les « stigmates » du capitalisme, situation favorable à l'éclosion de la néo-bourgeoisie. Tchang Tchouen-kiao est fort clair : par rapport à l'ancienne société, seul le régime de propriété a changé. Tout le reste : les rapports entre les groupes sociaux, les normes de répartition, notamment, demeure dans la sphère du droit bourgeois. Le président Mao a déclaré à ce sujet : *« Maintenant encore, on pratique le système des salaires à huit échelons, la répartition selon le travail, l'échange monétaire, et tout cela ne diffère guère de l'ancienne société. »*

LE régime de la propriété socialiste lui-même n'est pas homogène. Il se présente sous deux formes : la propriété collective, majoritaire dans l'agriculture, et la propriété dite *« du peuple entier »* (nationalisée), prépondérante partout ailleurs. Il faut noter que 90 % des céréales proviennent de l'économie collective. La part de la *« propriété du peuple entier »*, c'est-à-dire ici des fermes d'Etat, est minime.

Encore faut-il distinguer les cas où cette propriété publique socialiste est de pure forme, le pouvoir réel pouvant être localement confisqué par des éléments bourgeois. L'article affirme ainsi que Liu Chao-chi et Lin Piao ont, à des degrés divers, changé la nature de certaines entreprises, et toute la presse chinoise cite à satiété le président Mao, qui n'a pas craint d'affirmer ceci : *« A en juger par ce que j'ai vu, ne disons pas dans la totalité ni l'écrasante majorité, mais, je le crains, dans une majorité assez grande des usines, la direction n'est pas aux mains de vrais marxistes ni des masses ouvrières. »*

Comme on le voit, l'heure n'est pas, en Chine, aux chants de victoire, et la déclaration du président, bien qu'elle date du 9 avril 1969, n'en est pas moins citée comme devant s'appliquer en tout point à la situation présente. Mao Tse-toung a également souligné le fait que le système marchand est encore en vigueur et que l'importance des catégories monétaires est prépondérante. M. Tchang en conclut pour sa part que l'infrastructure économique n'est pas consolidée tandis qu'en maints secteurs de la superstructure prévalent des idées et des normes bourgeoises. Aussi explique-t-il qu'en ces circonstances il serait facile à des gens comme Lin Piao de restaurer le capitalisme.

Article inhabituel donc, surprenant à plus d'un titre. Il met en garde contre l'optimisme facile ; le nouveau régime est fragile, instable, et seul l'exercice vigoureux de la dictature peut lui permettre de se développer. Mais, et c'est là un point-clé, il s'agit moins de réprimer (2) que d'aller vers davantage d'égalité et de briser les cloisonnements et les hiérarchies séparant cadres et techniciens, ouvriers et ingénieurs, administrateurs et administrés.

Les déclarations précitées de Mao Tse-toung semblent suggérer que cet effort devra se concrétiser en matière de salaires. L'éventail déjà faible des rémunérations pourrait être réduit. Les troubles obscurs récemment signalés à Hangchow pourraient alors découler de revendications formulées dans ce cadre et jugées à tort ou à raison intempestives.

Le mouvement d'étude de la dictature du prolétariat, comme tous les mouvements de ce type, est systématiquement relié aux problèmes concrets qui se posent dans chaque entreprise industrielle et agricole et chaque administration. Ses implications sur la vie politique et économique du pays sont donc par moment sensibles. Trait caractéristique de la politique intérieure chinoise : certains conflits sont souhaités, voire stimulés, pour amener à maturation des contradictions ou des antagonismes latents.

L'ARTICLE de M. Tchang, dans le style indirect et voilé propre à la presse chinoise, fait d'ailleurs allusion à des résistances à la campagne en cours, et même à des *« activités de sape »* et à une *« lutte implacable »*. *« La bourgeoisie*, écrit l'auteur, *fait mine d'accepter la dictature du prolétariat, mais n'en travaille pas moins, dans ses actes, à restaurer la sienne propre. »* *« N'est-ce pas ce qui s'est passé en U.R.S.S. sous l'égide de MM. Brejnev et Khrouchtchev ? »*, demande Tchang Tchouen-kiao, qui dénonce sans les nommer des agents de la bourgeoisie qui se livrent en Chine à des activités analogues. Leur sollicitude va tout particulièrement à la nouvelle génération, à laquelle ils prêchent que *« le stimulant matériel* (primes, sur-primes, hauts salaires) *est comme un fromage fermenté qui, s'il sent fort, n'en est pas moins savoureux »*. Cette métaphore, elle-même savoureuse, indique, une fois décryptée, qu'il y aurait dans une partie de la jeune génération un courant favorable à la hausse rapide du niveau de vie.

D'autres allusions visent l'établissement des jeunes diplômés dans les zones rurales, mesure systématiquement appliquée depuis plusieurs années et qui rencontra des difficultés il y a deux ans. La presse dut alors réaffirmer avec insistance la nécessité de cet établissement.

C'est que la productivité des jeunes gens ainsi dépêchés dans l'agriculture est faible. Les paysans avaient donc tendance à voir en eux des bouches supplémentaires à nourrir. L'hiver venu, ils les renvoyaient dans leurs familles pour qu'elles assument cette charge, geste évidemment peu apprécié. Les intéressés étaient donc ballottés d'un endroit à l'autre et leur situation matérielle était précaire. Cela aurait même engendré une certaine délinquance dans leurs rangs, fait absolument sans précédent en Chine populaire. Ces difficultés sont aplanies aujourd'hui, mais le texte laisse penser qu'elles subsistent localement. On voit donc quels obstacles concrets peut rencontrer la création d'une société nouvelle.

Tchang Tchouen-kiao stigmatise aussi les activités antisocialistes de *« certains individus assoiffés d'honneurs et de richesses »* et qui *« veulent tout convertir en marchandises, même leur propre personne »*. Il est difficile de savoir qui est visé par ces lignes fort sibyllines. On peut cependant risquer l'hypothèse qu'il s'agit de fonctionnaires placés à des postes de responsabilité, car c'est souvent sous le couvert d'organisations officielles que se pratiquent la spéculation, la concussion et le vol, ainsi que l'indiquent d'autres allusions. Cette partie délibérément obscure de l'article reste néanmoins assez suggestive pour faire entrevoir un grouillement de conflits, de résistances et de troubles. L'impression générale demeure toutefois que les forces les plus dynamiques de la révolution chinoise ont pris l'initiative et dominent largement la situation.

(1) Voir *Pékin Information*, n° 14, 7 avril 1975.

(2) Ce que confirme la réhabilitation d'anciens dirigeants critiqués, qui se poursuit, et la libération au mois de mars dernier de criminels de guerre amendés.

les livres du mois

"J'AVOUE QUE J'AI VÉCU" de Pablo Neruda

Par YVES FLORENNE

JUSQUE dans son titre — qui doit avoir plus de force en espagnol — évoquant la vie au passé (1), ce livre est un peu les Mémoires d'outre-tombe de Neruda, mais dans un rythme accéléré, quelque peu syncopé, qui est celui de ce temps, surtout quant au déroulement de l'écriture, se substitue le cours de la parole saisie par le magnétophone. D'où, aussi, de larges vides dans l'histoire, des transitions brusquées, des espaces de silence, des intervalles d'oubli, volontaire ou involontaire. Des Mémoires d'outre-tombe, enfin, où la politique et même la diplomatie — qui fut le second métier du poète — trouvent, somme toute, et cela peut surprendre, beaucoup moins de place que dans leur illustre modèle.

La poésie l'emporte donc : dans l'écriture, ce qui va de soi, mais aussi dans la préoccupation ; elle est le tissu même de la vie, où l'engagement politique apparaît, du moins ici, à peine comme une trame. Cela tient sans doute à la perspective du livre et à son caractère autobiographique. Au vrai, parlant de tant d'événements, d'hommes — et de femmes — de pays et de voyages, à travers eux et à travers tout, Neruda parle surtout de lui-même. Depuis l'enfance imprégnée, *paradoxalement à nos yeux, non de soleil mais de* pluie, dans la forêt d'où il partit « cheminer et chanter à travers le monde », jusqu'à sa mort liée à un désastre bien plus grand que ces tremblements de terre qu'il évoque, et qui ne ravagera pas moins sa maison, avant que son corps même l'eût quittée.

DE ce « cheminement » et de ce « chant » dont il retrace le double itinéraire. Il est à la fois impossible et malaisé de séparer le combat politique, dont on sent la pensée présente mais qui n'affleure que par moments. Très tôt, pourtant, se manifeste le « militant politique et littéraire » qui connaît les matraquages de la police de Santiago, cependant qu'il publie ses premiers poèmes. Puis commence, tôt aussi, la carrière consulaire qui sera interrompue par l'engagement, peu diplomatique, et quasi subversif en cette époque paradoxale, aux côtés du gouvernement espagnol contre la rébellion. Carrière d'ailleurs vite renouée, grâce aux variations de la politique chilienne ; et le livre redevient cette suite en allegro de voyages, d'enthousiasmes lyriques et d'aventures amoureuses.

Les plus « politiques » de ces voyages sont ceux de Moscou : en 1949 seulement (l'adhésion au parti communiste est relativement tardive : 1945) ; puis en Chine. En Union soviétique, l'adhésion de Neruda est totale, son ardeur intense : elles seront franchement réservées à Pékin, et la réserve ne cessera de croître par la suite. C'est qu'il a été échaudé. Il ne s'en cache pas : « Il me fut impossible d'avaler pour la deuxième fois cette pilule amère. » La pilule, ce n'est pas la révolution, il va sans dire, ni même son prophète et créateur : c'est ce qu'il appelle le « maostalinisme ». Lui qui était passé avec un regret discret — petit œuf parmi ceux qu'il faut casser pour faire l'omelette — sur la « clandestinité » poétique à laquelle se condamnait alors par prudence son ami Ehrenbourg, lequel n'a jamais passé pour un opposant, il rapporte avec une vibration indignée l'histoire de son autre amie, la romancière Ting Ling, « chef de file de la littérature chinoise », présidente de l'Union des écrivains, « condamnée à servir les repas au restaurant de la même fondation », — et au silence, bien entendu.

C'EST *évidemment le témoignage sur le Chili qu'on* cherche dans ces pages où il est un peu dispersé, sauf à la fin. Il est vrai que l'histoire de Neruda et de son pays est celle d'une alternance où se peignent les destins de l'un et de l'autre : tantôt représentant officiel à l'étranger et sénateur, tantôt exilé, traqué, fugitif (une fois, très romantiquement et dangereusement, à cheval à travers les Andes glacées). Sa vigoureuse peinture du Chili nazi pendant la guerre est troublante, et très instructive pour les suites lointaines de l'histoire. *Mais, emporté par une passion bien légitime, l'auteur* de l'Incitation au nixonicide parle du « Nixon de l'époque : un certain Hitler » ; ce qui est une façon de se montrer bien indulgent envers celui-ci, en le réduisant tout de même beaucoup.

Les maîtres de cette « patrie dans les ténèbres » que le poète « emporte avec (lui) », le poursuivent, où qu'il aille, par de tenaces persécutions policières et diplomatiques. Quelque lumière, quoique trouble, revient pourtant, dans le calme et la gloire des quinze dernières années, où Neruda connaît, en 1969, son couronnement politique : le parti communiste chilien le désigne comme candidat à la présidence de la République. Il se désistera pour Allende, dont l'élection est sa propre victoire. Deux semaines plus tôt, il fût mort heureux. Il lui resta tout juste le temps d'écrire « ces lignes hâtives » sur son ami et son pays, qu'il tint pour également assassinés. « Mon peuple a été le peuple le plus trahi de notre temps. (...) Le Chili a une longue histoire qui compte peu de révolutions et beaucoup de gouvernements stables, conservateurs et médiocres. (...) Allende fut assassiné pour avoir nationalisé le cuivre. Les militaires pratiquèrent la curée. (...) L'œuvre réalisée par Allende est la plus importante de l'histoire du Chili. » Il y a quelque chose de prémonitoire dans les dernières lignes ; elles pourraient s'appliquer, quelques jours plus tard, à celui qui les écrit : « ...le cadavre qui partit vers sa tombe, accompagné par une femme seule, et qui portait toute la douleur du monde ».

(1) Gallimard, Paris, 1975, 470 pages, 48 F.

ÉCONOMIE

LES SOCIETES MULTINATIONALES. — Alain Sabatier.

★ Editions du Centurion, Paris, 1975, 169 pages, 17 F.

Voici, sous forme de questions et de réponses claires et brèves, l'essentiel des connaissances actuelles sur les firmes multinationales et les conséquences que leur développement entraîne sur l'inflation, le système monétaire, l'indépendance économique des pays et leur souveraineté nationale. Les réactions des travailleurs, l'organisation (et la division) du syndicalisme mondial sont traitées avec un certain détail. Les questions sont décomposées le plus possible pour permettre une progression facile de la lecture, ce qui donne au livre d'Alain Sabatier l'aspect d'un manuel d'auto-enseignement.

Naturellement, la nécessité de limiter le sujet et de faire passer un certain nombre de connaissances conduit l'auteur à s'arrêter à des notions dont le pouvoir explicatif est, lui aussi, limité. L'indépendance économique, la souveraineté nationale sont des notions dont le contenu est nécessairement fluctuant en fonction des nécessités de la reproduction du système capitaliste. De même, si les multinationales ont un côté « monstrueux », ce n'est pas en raison de leur taille. N'est-ce pas plutôt parce qu'elles appliquent à l'échelle internationale la vieille formule de l'exploitation de l'homme par l'homme, dans son acception capitaliste ?

P. L.

MULTINATIONAL COMPANIES AND THE THIRD WORLD. — Louis Turner.

★ Hill and Wang, New-York, 1975 (2e édition), 294 pages, 3,45 dollars.

Paru pour la première fois en 1973, cet ouvrage restera probablement comme un classique du genre. Sur la base presque exclusive d'articles de journaux, Louis Turner décrit les formes de la domination qu'exercent les multinationales sur le tiers-monde, l'émergence du nationalisme économique, *les nouvelles stratégies des* firmes, l'impact sur le développement, les problèmes que posent aux pays développés la fuite de leurs industries vers Hongkong ou Singapour, le rôle « subversif » de l'industrie du tourisme. Un chapitre particulier est consacré à l'Afrique du Sud. L'inexistence, ou la faiblesse, des études statistiques nationales ou internationales sur ces firmes, encore plus évidente à l'époque où écrivait l'auteur, donne à la presse un caractère irremplaçable comme source d'informations. Un livre bien écrit bourré d'exemples concrets.

P. L.

L'ENTREPRISE, SOCIETE FEODALE. — Guy Courtieu.

★ Edition du Seuil, coll. « Combats », Paris, 1975, 203 pages, 25 F.

A l'heure où la réforme de l'entreprise est à l'ordre du jour dans certaines instances, ce livre vient rappeler opportunément que « *le respect des normes légales existantes serait déjà un progrès sensible et, en soi, une véritable réforme* ». Reprenant et racontant de nombreux cas où le sacro-saint « intérêt de l'entreprise », apprécié discrétionnairement par le seul employeur, a entraîné les abus les plus criants (salariés renvoyés pour une maternité hors mariage, pour s'être remariés après divorce, pour s'être présentés aux élections municipales, pour avoir distribué des tracts, etc.). Guy Courtieu démontre sans peine « *l'inefficacité actuelle de nombreuses distributions de notre droit du travail* » et la liberté dont disposent les patrons pour passer outre aux droits de l'homme les plus fondamentaux.

Familiers aux étudiants *en* droit (les professeurs Camerlynck et Lyon-Caen sont souvent cités), les cas de jurisprudence sociale présentés ici gagneraient en effet à être mieux connus du public et en particulier des salariés. La situation de l'employé de l'Etat, soumis lui aussi à l'arbitraire et moins bien protégé par le droit, aurait mérité d'être davantage soulignée.

P. L.

LA FLEXIBILITE DANS LE FINANCEMENT DU LOGEMENT.

★ O.C.D.E., Paris, 1975, 83 pages, 14 F.

Cette brève étude technique concerne essentiellement les conditions financières de l'accession à la propriété du logement et non le marché lui-même. Les experts du comité des marchés financiers de l'O.C.D.E. y étudient en particulier dans quelle mesure les institutions ou systèmes de financement de l'accession à la propriété s'adaptent, dans les pays occidentaux (notamment aux Etats-Unis, au Canada, en Italie, au Danemark et en République fédérale d'Allemagne) aux effets de l'inflation prolongée.

HISTOIRE

ARMENIE 1915. UN GENOCIDE EXEMPLAIRE. — Jean-Marie Carzou

★ Flammarion, Paris, 1975, 254 pages, 36 F.

L'histoire contemporaine a connu trois génocides au sens strict du terme : Juifs et tziganes durant la seconde guerre mondiale, Arméniens pendant la première. A cette époque, l'Empire ottoman, qui se *survit dans des structures archaïques et* opprime diverses nationalités, malgré les espoirs créés par la révolution Jeune turque (1908), est allié aux puissances centrales. Arguant de la tranquillité intérieure et de la défense extérieure du pays, les dirigeants turcs (Talaat, Enver, Djemal) ordonnent le « déplacement » des populations arméniennes d'Anatolie orientale vers les déserts de Syrie et de Mésopotamie. Cette déportation n'est rien d'autre que la mise en œuvre systématique du génocide. Les notables sont exécutés, la conscription, étendue de 16 à 70 ans, disperse les hommes tandis que femmes, enfants et vieillards sont déportés par convois. Ce processus commence le 24 avril 1915 : moins de deux ans plus tard, un million environ d'Arméniens sont liquidés sur les deux millions à peu près qui vivaient dans un empire dont le gouvernement avait décidé d'en finir avec la question arménienne.

Les grandes puissances de l'époque n'interviennent guère ; mais des voix, individuellement, témoignent et protestent (1). Cependant, le problème est réglé ; après 1923, il n'y a plus d'Arménie en Anatolie et quelques dizaines de millions d'Arméniens tout au plus. L'originalité du génocide évoqué par J.-M. Carzou est qu'aux yeux des gouvernements turcs — de Mustapha Kemal à nos jours — celui-ci n'a pas eu lieu. Il est exemplaire parce que non reconnu. A l'échelle de l'opinion publique internationale, néanmoins, il n'est pas oublié (les Nations unies n'ont-elles pas voté en 1968 une convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ?) et, cette année, le 24 avril est devenu aux Etats-Unis « journée nationale pour les victimes de génocide ».

G. C.

(1) J. Lepsius : *Bericht über die Lage des Armenischen Volkes in der Turkei*, Potsdam, 1917. — Arnold Toynbes : *Armenian Atrocities, The Murder of a Nation*, Londres, 1917. Voir aussi : *Blue Book : the Treatment of the Armenians in the Ottoman Empire*, Londres 1916, et *Livre jaune*, ministère des affaires étrangères, nouvelles séries, volumes 89-90, Paris.

AMÉRIQUES

DU CANADA FRANÇAIS AU QUEBEC LIBRE, Histoire d'un mouvement séparatiste. — Jean-Claude Robert

★ Flammarion (Coll. « L'Histoire vivante »), Paris, 1975, 325 pages, 36 F.

« *La situation est maintenant claire : l'avenir du Québec passe par l'indépendance nationale et par le socialisme, si l'on veut éviter la récupération nationaliste et la persistance de l'exploitation sous le couvert de la nation.* » Avant d'aboutir à cette conclusion, Jean-Claude Robert montre pourquoi et comment, au sein de ce qui est aujourd'hui « *un groupe de cinq millions de francophones perdu au milieu de plus de deux cent vingt millions d'anglophones* », on est passé d'un nationalisme culturel et linguistique diffus — et, selon lui, mystificateur dans ses survivances — à une revendication indépendantiste québécoise. Pour l'auteur, la longue aspiration à l'indépendance nationale a commencé dès le lendemain de la conquête anglaise, en 1760, et pas seulement depuis la création de l'Union du Haut et du Bas-Canada de 1840, qui définit la configuration du Québec. La longue et précise évocation historique débouche sur une analyse du Québec contemporain, tel qu'il a pris conscience de son identité depuis le début des années 60 : celle de la discrimination, celle d'une culture aujourd'hui florissante mais menacée d'être réduite à un rang folklorique. Un plaidoyer qui choisit « *entre le retour à une survivance débilitante sur tous les plans et un épanouissement à travers la prise en main du destin collectif* ».

M. Bg.

CINÉMA

DE L'AUTRE COTE DE L'ECRAN. — Henri Lassa

★ Editions Denoël, Paris, 1975, 176 pages, 32 F.

Depuis 1971, les données économiques et financières du cinéma en France ont été bouleversées par la restructuration de l'exploitation des films : en particulier depuis la reprise du secteur d'Etat par un groupe privé (U.G.C.) et le développement des multisalles. Henri Lassa, dans cet ouvrage remarquablement documenté, se propose de décrire la situation actuelle et parvient à exposer avec clarté les mécanismes économiques qui permettent « *la transformation d'une idée en un film* ».

L'auteur analyse les principaux problèmes que connaît actuellement l'industrie cinématographique et révèle que la concentration de l'exploitation est telle que trois groupes seulement (U.G.C., Gaumont-Pathé et Parafrance) contrôlent la programmation dans l'immense majorité des salles du pays. « *Leur adhésion ou leur hostilité à un film ou à un projet de film a pour conséquence immédiate*, indique-t-il, *une grande carrière ou un avortement complet* ». On mesure les conséquences d'une telle concentration sur la liberté d'expression. L'agressivité et la voracité de ces groupes sont telles qu'un pan entier de la profession cinématographique (la distribution) est menacé d'absorption puisque, en France, signale l'auteur, « *il n'existe aucune loi antimonopole ou antitrust* ».

Par ailleurs, Henri Lassa rappelle que la production est dominée par un petit nombre d'entreprises soutenues par les trusts nord-américains. Il critique le type d'intervention des pouvoirs publics, qu'il aimerait plus poussée et plus cohérente, et propose un certain nombre de mesures qui garantiraient la liberté d'expression et diminueraient les contraintes financières : création d'un ministère des moyens d'expression audio-visuels, auquel seraient rattachées les chaînes de télévision ; création d'une banque du cinéma ; opposition à toute concentration horizontale ou verticale... Le cinéma pourrait ainsi mieux résister au développement de la télévision par câble.

Ouvrage au ton volontairement didactique, au style d'une agréable clarté, le livre d'Henri Lassa met pour l'instant un terme aux discussions fumeuses sur le mythe de « *la crise du cinéma* » et ramène celle-ci aux véritables dimensions économiques d'une industrie maladroitement soutenue par l'Etat, périlleusement concurrencée par la télévision.

I. R.

SOCIÉTÉ

ANTHROPOLOGIE ET IMPERIALISME. — Textes choisis et présentés par Jean Copans.

★ Maspero, Paris, 1975, 473 pages, 50 F.

L'anthropologie est fille de l'impérialisme. Ses origines sont en effet à rechercher dans les conceptions humanistes du siècle des Lumières, mais c'est surtout à la fin du dix-neuvième siècle qu'elle s'est constituée en tant que discipline universitaire et science moderne. C'était *l'époque où l'Europe triomphante s'employait* à soumettre à son contrôle politique et économique la quasi-totalité des pays non occidentaux, si bien que la plupart des travaux ethnologiques s'effectuaient dans des territoires récemment conquis. En dépit d'une certaine croyance à l'indépendance des sciences sociales à l'égard de tout système de valeurs, les anthropologues de cette époque semblent s'être assez bien accommodés d'une situation qui a prévalu jusqu'à la seconde *guerre mondiale : même lorsqu'ils pre*naient leurs responsabilités et pratiquaient ce qu'on a appelé l'anthropologie appliquée (amélioration du sort des populations indigènes), leur action allait toujours dans le sens d'une assistance de pays riche dominant à pays pauvre dominé.

Cette position de confort intellectuel allait changer dans les années 50, au cours desquelles les profonds bouleversements *résultant de la seconde guerre mondiale* avaient créé dans maintes parties du monde une situation révolutionnaire ou proto-révolutionnaire. Dès 1967 l'école anthropologique américaine s'est attachée à révéler la situation délicate des chercheurs tiraillés entre trois séries d'obligations difficilement compatibles : celles qu'ils contractent à l'égard des populations étudiées, celles qu'ils ont vis-à-vis d'eux-mêmes et de leur discipline, et enfin les obligations qui les lient aux universités ou aux organismes finançant leurs recherches.

Le problème auquel sont confrontés de nombreux chercheurs, américains ou européens, peut désormais se formuler en une simple question : que doit, que peut faire un anthropologue dépendant d'un gouvernement contre-révolutionnaire dans un monde de plus en plus révolutionnaire ? Dans le présent dossier, différents spécialistes s'emploient à répondre à cette question.

J. C.

AFRIQUE

DOSSIERS AFRICAINS. - SECHERESSES ET FAMINES AU SAHEL (I. Ecologie, Dénutrition, Assistance ; II. Paysans et nomades). Sous la direction de Jean Copans

★ Maspero, Paris, 1975, tome I, 144 pages, 24 F ; tome II, 160 pages, 24 F.

La sécheresse qui affecte l'Afrique sahélienne depuis une décennie a montré avec éclat le peu de place que l'Afrique noire et ses populations occupaient dans l'échelle des valeurs et des intérêts de l'opinion publique occidentale. Nous avons déjà souligné (1) les limites de la solidarité internationale en cette occasion dramatique, et nous ne pouvons que conseiller aux lecteurs intéressés par ce problème de se reporter à ce nouveau *dossier consacré à la famine au Sahel*. Ils y trouveront notamment une réflexion sur les racines et les mécanismes du déséquilibre mis en place depuis plus d'un demi-siècle dans cette partie de l'Afrique.

Si l'opinion publique a été littéralement bombardée par les *mass media* d'images atroces de corps humains squelettiques et de carcasses de bétail mort, elle ignore en effet le plus souvent que les sociétés archaïques connaissaient la sécheresse de *longue date et savaient y faire face* avec l'aide des moyens traditionnels. C'est la mise en dépendance coloniale et l'exploitation capitaliste qui ont suscité des transformations irréversibles entraînant le déséquilibre de ces dernières années. Le revers inéluctable de cette politique, qui a permis l'approvisionnement du marché international en matières premières à bas prix, est d'avoir placé l'agriculture vivrière de la plupart des pays du Sahel au bord de la ruine. Il faut *donc se garder d'attribuer à la seule* « fatalité » une catastrophe dont les causes ne sont pas seulement d'ordre météorologique.

J. C.

(1) Voir *le Monde diplomatique* de février 1975.

POUR LA REVOLUTION AFRICAINE. — Frantz Fanon.

★ Maspero, Paris, 1975 (3e édition), 216 pages, 9,50 F.

Les textes politiques de Prantz Panon publiés dans ce volume couvrent la période la plus active de sa vie, de la publication de *Peau noire, masques blancs*, en 1952, à celle des *Damnés de la terre* en 1961, qui devait coïncider, à quelques jours près, avec la date de sa mort. Déjà publiés pour la plupart dans diverses revues et périodiques, ces textes étaient devenus quasi introuvables (en particulier ceux d'*El Moudjahid*), et le mérite de cet ouvrage est de les avoir regroupés dans l'ordre chronologique, ce qui permet de suivre l'évolution de la pensée de leur auteur.

J. C.

L'ECONOMIE AFRICAINE EN 1975.

★ Société africaine d'édition, Paris, 1975, 180 F.

La quatrième édition de l'*Economie africaine* vise un double objectif : d'une part rassembler en un volume maniable tout ce qu'il est indispensable de connaître sur les différents pays de l'Afrique noire appartenant, ou ayant appartenu, à la zone franc ; d'autre part, faire le point pour chacun des pays concernés des principales productions, de la politique économique suivie et des aides apportées au titre de la coopération.

L'ouvrage se présente sous la forme d'une série de monographies intéressant successivement les pays du fleuve Sénégal (Sénégal, Mauritanie, Mali et Guinée), de l'Entente (Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Dahomey, Togo) et de l'UDEAC (Cameroun, Gabon, République populaire du Congo, Centrafrique et Tchad). Les lecteurs y trouveront aussi une analyse détaillée de la convention de Lomé signée le 1er février 1975 à Bruxelles entre les neufs Etats de la C.E.E. et quarante-quatre pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

J. C.

SANTE ET DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL AFRICAIN. — Guy Belloncle et Dr Georges Fournier.

★ Editions ouvrières, Paris, 1975, 240 pages, 34 F.

Les problèmes de santé dans les pays du tiers-monde offrent un exemple saisissant de l'inadaptation des modèles occidentaux à des sociétés différentes. *Déjà en butte à de nombreuses critiques*, les méthodes médicales occidentales aboutissent en effet très souvent dans les pays en voie de développement à réserver le bénéfice de la médecine aux classes urbaines privilégiées.

L'expérience relatée dans cet ouvrage montre qu'il est possible de prendre efficacement le contre-pied des usages occidentaux, sans qu'il soit besoin pour autant de disposer de moyens considérables. Quelques médecins du Niger, aidés par *les services d'animation rurale*, se sont convaincus qu'il fallait remplacer la médecine classique, individuelle et curative, par une médecine de masse, préventive et éducative. Il s'agissait, en fait, de faire prendre en charge par la population elle-même la création, la formation et le soutien d'hygiénistes-secouristes et de « matrones », tous membres de la communauté villageoise.

Soutenue par divers organismes internationaux, cette orientation est rapide*ment* devenue une des options fondamentales du gouvernement du Niger, mais bien entendu elle dépasse de beaucoup en intérêt le cadre géographique où elle s'est déroulée. Elle fournit en tout cas un modèle de réponse efficace et peu coûteux aux problèmes sanitaires du tiers-monde.

J. C.

ASIE

LES PARTIS COMMUNISTES INDIENS. — Violette Graff

★ Armand Colin, « Travaux et recherches de sciences politiques », Paris, 1975, 334 pages, 120 F.

Le mouvement communiste en Inde n'a cessé de connaître des hauts et des bas, de fulgurantes progressions et de décevants échecs. Il est d'abord notoire pour son fractionnement. Et pour sa diversité : du parlementarisme réformiste à l'ultra-gauchisme sectaire, qui recoupe et déborde largement les grands clivages du communisme mondial. Chercheur au Centre d'études indiennes, associée au C.E.R.I., Violette Graff connaît bien l'Inde et ses principaux mouvements politiques — du moins au niveau des textes : autant elle se montre scrupuleuse, documentée, « universelle » sur le C.P.I. et le C.P.I.(M.), analysant avec probité et clarté leur histoire, leurs structures, leurs programmes, leurs contradictions et limites, autant ce qu'elle a à dire du C.P.I.(M.L.) et, plus généralement, du mouvement naxalite s'avère discret, insuffisant. Cette limite admise — jointe aux nécessités de l'édition qui ont *obligé* l'auteur à arrêter sa documentation à la fin 1971, — cet ouvrage n'en est pas moins un utile, quoique onéreux, outil de travail pour tous ceux qu'intéresse l'évolution politique de l'Inde contemporaine.

M. Bg.

ÉDITIONS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES

TIERS-MONDE

● THE ARMS TRADE WITH THE THIRD WORLD (Penguin Books, Harmondsworth, 1975, 362 pages, 1 livre) : réédition, remaniée et résumée, d'une étude publiée en 1971 par l'International Peace Research Institute de Stockholm.

LITTERATURE

● LE LIVRE D'OR DE LA BRETAGNE, par *Philippe Durand* (Seghers, Paris, 1975, 327 pages, 44 F) : du cinquième siècle à nos jours, l'histoire et les trésors littéraires de la Bretagne.

IDEOLOGIE

● L'UNION EST UN COMBAT, par *Etienne Fajon* (Editions sociales, Paris, 1975, 127 pages, 7,50 F) : Les problèmes de l'unité de la classe ouvrière, textes et documents de M. Thorez, W. Rochet et G. Marchais présentés par l'auteur.

CINÉMA POLITIQUE

Expressions régionales

LE TIERS-MONDE DE L'INTÉRIEUR

L'éveil récent des nations du tiers-monde, leur lutte prolongée contre l'impérialisme, les victoires des armées populaires, nous ont enseigné que les concepts de peuple et de culture constituent le socle de différenciation sur lequel se bâtit une pratique révolutionnaire efficace dans une lutte de libération. Savoir que l'émergence de ces pays est, à elle seule, l'une des grandes révolutions culturelles du siècle et que c'est en leur sein que s'effectuent les changements fondamentaux de notre temps, c'est comprendre que là se situe la seule, l'authentique modernité.

Pour quelques cinéastes des peuples minoritaires de France, ces évidences, qu'ils ont pu rattacher aisément à leur propre histoire, ont déterminé à la fois un choix politique et un discours filmique. En se proposant de témoigner sur la réalité et la situation de leur peuple, ils se sont trouvés d'emblée confrontés aux résistances des pouvoirs centraux, aux critiques des élites financières locales et au mépris de la capitale. Leur travail dérange, en effet, puisqu'ils donnent la parole directement, dans des films à caractère essentiellement documentaire et informatif, à la classe ouvrière et surtout à la paysannerie, qui restaurent, par le récit de leurs expériences ou la représentation de leurs gestes quotidiens, la mémoire perdue des luttes ouvrières et le port oublié, digne, des corps d'autrefois.

***Ces cinéastes militants — Alsaciens, Basques, Bretons, Catalans, Corses, Flamands, — tiers-mondistes de l'intérieur, sentent qu'ils vont dans le sens de l'histoire et de leurs pays, qu'ils considèrent comme dépendants et colonisés ; ils contribuent par leurs films à reconstruire, à expliquer la notion-clé de culture. Ils rejoignent ainsi le cinéaste théoricien et militant latino-américain Fernando E. Solanas, qui propose aujourd'hui comme définition dynamique du concept de culture** « l'ensemble de l'activité libératrice du peuple, c'est-à-dire l'ensemble des faits et gestes qui contribuent à nous rapprocher de notre but final, d'où naîtra une véritable culture décolonisée, une culture nationale et populaire permettant à l'homme de se libérer de toutes les oppressions » (1).*

IGNACIO RAMONET.

(1) F.E. Solanas, « Le troisième cinéma aujourd'hui », dans *Rencontres internationales pour un nouveau cinéma*, n° 3, Montréal, Canada.

Geste et parole en Occitanie

DANS le monde bouleversé où nous vivons, et en dehors des métropoles industrielles et urbaines, l'Occitanie (1) ressemble de plus en plus à un pays « colonisé », en voie de désertification, voué aux bases et aux camps militaires. Très souvent contraintes à l'exil, faute de trouver des emplois sur place, les populations occitanes vivent dans une insécurité matérielle, psychique et culturelle. Dépossédées d'elles-mêmes, ces populations se trouvent dans des situations critiques, parfois intenables...

Et dans ce lieu privilégié de la parole qu'est l'Occitanie, reprendre possession de soi-même, retrouver son identité, sa culture, ses racines, éprouver un sentiment d' « appartenance », comme le disent les Québécois, cela s'est cristallisé sous une forme originale : la chanson. Empruntant une langue vigoureuse qui passait pour un patois anachronique, les chanteurs occitans (2) ont crié tout ce qui, jusqu'aux années 60, était refoulé : l'oppression, le pillage, le sous-emploi, l'exil, les horreurs de la « croisade des Albigeois », les manifestations viticoles de 1907, les luttes actuelles. Et dans cette percée opérée par la chanson, le théâtre et le cinéma se sont, à leur tour, frayé un chemin, comme si le verbe avait précédé l'image ; chemin plus difficile pour le cinéma, car il nécessite d'importants moyens matériels, qui sont concentrés dans la région parisienne.

L'existence d'un courant d'inspiration occitane est une constante du cinéma français. Rappelons seulement *Farrebique ou les quatre saisons* de G. Rouquier (1947), qui retrace la vie d'une famille paysanne du Rouergue. C'est un film-somme, la « Bible » de nombreux cinéastes, notamment du Québécois Pierre Perrault. Les tentatives de francs-tireurs comme Fléchet ou Eustache étaient encore isolées. Courts et longs métrages ne cessent de se multiplier aujourd'hui, et l'on assiste au développement d'un cinéma consciemment occitan ; le Larzac, qui ne cesse de cristalliser des préoccupations profondes, a déjà inspiré pas moins de dix films.

Il n'empêche que par son ampleur, le champ d'activité du cinéma occitan est pratiquement vierge. Son problème fondamental est celui des *urgences*. Sous forme d'enquêtes, les cinéastes commencent à explorer la réalité dans sa foisonnante diversité, dévoilant ce qui a été occulté par les effets d'un pouvoir centralisateur, certes, mais aussi les contradictions souvent profondes de cette réalité, afin d'en libérer les potentialités qu'on discerne ici et là... Pour cela, les cinéastes se mettent *à l'écoute des êtres*, de leurs problèmes, mais aussi de leurs joies et de leurs loisirs. Sans oublier les urgences, ils ne doivent pas nécessairement courir après les événements.

En Occitanie le geste est intimement lié à la parole. Au cinéaste de les saisir dans leur environnement quotidien. Dès lors, à partir de repères aisément identifiables, il peut établir une complicité, instaurer un véritable dialogue entre l'écran — ce qu'il donne à voir et à entendre — et le spectateur, accoutumé aux produits standardisés d'un cinéma cosmopolite véhiculant l'idéologie dominante. Ainsi le film peut avoir une fonction d'éveil, devenir un instrument d'auto-connaissance, favorisant mises en question, réévaluations, désaliénation.



(Photo Michel Langrognet.)

« VILLAGES DU LARZAC » (1974) DE PHILIPPE HAUDIQUET
Visite d'Indiens Peaux-Rouges au village de La Blaquière.

On peut déjà entrevoir trois directions prises par le cinéma occitan : le constat qui peut déboucher sur une mobilisation militante ; le documentaire ethnographique et historique, qui rétablit la filiation présent-passé, sans pour autant mystifier le second ; le film de fiction, expression de l'imaginaire.

On assiste aujourd'hui, en Occitanie, à un fourmillement de tentatives solitaires ou collectives, encore mal connues. Nous n'en citerons qu'une, en guise de conclusion provisoire, celle d'un agriculteur du Larzac. Bricoleur, cinéaste « amateur », Léon Maillet a appris *seul* à maîtriser cet outil qu'est une caméra super-8 et filmé ce qu'il voyait, là où il se trouvait. Et nous connaissons peu d'entreprises aussi *neuves* que celle-là. Au cœur même de l'action, y compris quand ça « chauffe », Maillet a su montrer *aussi* l'intimité d'une maison et les danses célébrant une des victoires qui jalonnent une lutte inlassablement poursuivie depuis bientôt cinq ans. Ses protagonistes : une poignée de paysans fiers, assurés de la justesse de leur cause et un pouvoir autoritaire, mais qui, pour cela même, ignore qu'il a réveillé une grande force : l'imagination populaire (3).

PHILIPPE HAUDIQUET.

(1) Trente départements au sud de la Loire.

(2) D'Alan Ward à Claude Marti.

(3) Pour mémoire, consulter le no 293 de *la Revue du Cinéma*, consacré au cinéma des minorités ethniques (février 1975).

Images de la lutte des Corses

DANS **Terra corsa** (Terre corse), Ph. Cassard cherche principalement à exalter la lutte du peuple corse pour la conquête de son autonomie politique et économique et le recouvrement de son identité culturelle. Symboliquement, il suit les pérégrinations d'un jeune Corse débarquant, sa guitare à la main, pour finalement la rejeter et ceindre le bandeau maure.

Désireux de ne pas se substituer aux Corses, Ph. Cassard a construit le commentaire de son film en articulant certains extraits des cours donnés à la première université d'été de Corte, durant l'été de 1973, et des interviews de paysans, bergers, archéologues, ethnologues, techniciens nationaux. Si le film gagne en authenticité, il y perd en clarté et surtout ne parvient pas à maîtriser l'ensemble du problème économique et politique corse. Par de nombreux traits, il souligne cependant la colonisation de l'île par le capital étranger. Il excelle surtout dans la défense et l'affirmation de l'identité culturelle et nationale des Corses. Les premiers, au dix-huitième siècle, ils ont su accomplir une révolution bourgeoise dans leur pays, se doter d'une Constitution, instaurer le suffrage universel et la démocratie parlementaire. Tout cela leur fut volé par les Français. A la fin du film, un autonomiste, dans une longue déclaration, réaffirme le droit du peuple corse à disposer de lui-même, tandis que le commentaire célèbre la révolte des classes populaires corses désireuses de retrouver la maîtrise de leurs conditions d'existence. Cette ambiguïté est typique de la confusion dans laquelle se débat encore la question corse. Entre la revendication autonomiste et l'accomplissement de la révolution socialiste, l'unification reste à faire.

Réalisé dans un style documentaire, **la Colère corse**, de G. Troeller et Cl. Deffarge, constitue par contre une remarquable analyse des origines économiques et sociales de la vague d'attentats déclenchée en Corse depuis plusieurs années.

Le film fait le procès de la situation de dépendance de l'île. Il montre la disparition progressive des usines, la désertification de l'intérieur, l'absence de débouchés pour les produits locaux, le chômage et l'exode massif (95 % des jeunes). S'y ajoutent aujourd'hui l'exploitation franchement coloniale des « pieds-noirs » riches et des grandes banques continentales. A l'aide de capitaux prêtés par la France et bientôt changés en dons, les « pieds-noirs » ont transformé les terres à fourrage de la plaine orientale (impropres à la production du vin) en vignobles de mauvaise qualité. La réputation du vin corse en souffre. Les bergers doivent importer la nourriture d'hiver de leurs bêtes. Les banques confisquent des baies et des presqu'îles entières, construisent sans les Corses des villages de vacances stéréotypés, exportent la totalité des bénéfices. Quant aux Corses, ils se voient refuser les prêts qu'ils sollicitent. Chômage massif, exode, choix d'un développement qui sacrifie l'économie indigène au profit du capital étranger, il s'agit bien d'une situation néo-coloniale.

Edmond Simeoni, leader de l'ARC, dénonce le blocus de la presse française sur les événements corses et la tactique du gouvernement français qui, incapable de résoudre les problèmes corses, laisse les actes de violence (de plus en plus nombreux et spectaculaires, tous politiques) se multiplier sans les réprimer, de crainte de voir exploser la colère populaire, cependant inévitable. Mais, au-delà de la revendication autonomiste et des plastiquages, il ne dit rien sur le programme de l'ARC et sur sa stratégie. Si le film n'hésite pas à montrer les contradictions internes au peuple (certains Corses ne veulent pas de l'autonomie) ou aux partis d'opposition (un membre du parti communiste corse se déclare hostile à l'autonomie), il ne permet pas d'appréhender de façon réelle les organisations et les partis politiques, ni les forces sociales qu'ils regroupent. Quels intérêts exacts servent-ils ? Quel type de société appellent-ils de leurs vœux ? Un autre film reste à faire. Apparemment, l'ARC ne semble pas désirer autre chose qu'une seconde révolution bourgeoise en corse.

La Colère corse s'achève sur le spectacle du peuple, mais surtout de bourgeois et de petits-bourgeois, armés et prêts pour un affrontement, dont le film, en 1974, était ainsi prémonitoire. Mais la violence, même armée, ne suffit pas à faire la révolution.

DANIEL SERCEAU.

Révolte économique et culturelle en Bretagne

LE refus de prendre en considération la réalité sociale et les aspirations culturelles des régions constitue l'une des tares les plus marquantes d'un cinéma français pour qui le plus souvent escapisme rime avec parisianisme (ou alors avec exotisme). Mais depuis quelques années, des militants dont l'action se situe généralement dans la lignée de mai 1968 ont entrepris de tourner des films qui rendent compte de la spécificité bretonne. Il semble aujourd'hui que la Bretagne soit, avec l'Occitanie, l'une des provinces à revendiquer avec le plus d'éclat son originalité dans le domaine du cinéma aussi...

Ce faisant, ses nouveaux cinéastes renouent avec une tradition ancienne. En effet, c'est en 1934 qu'aurait été tourné le premier film parlant 100 % breton : *Chanson d'Armor*, de Jean Epstein (1). Outre les courts métrages que ce metteur en scène réalisa en Bretagne, par ailleurs, (*Finis terrae*, etc.), on relève aussi des films de Jean Grémillon qui, dès 1926, tournait *Tour au large*, à Groix ; deux ans plus tard, *Gardiens de phare*, à Saint-Guénolé ; puis, en 1939, *Remorques* ; en 1948 *Pattes blanches* et, en 1953, *l'Amour d'une femme*.

Mais cette remontée aux sources amène à se poser le problème de la « bretonnitude » au cinéma ! Suffit-il qu'un cinéaste aille planter sa caméra dans des décors bretons et situe ses personnages en Bretagne, fût-ce avec talent et amour, pour qu'il puisse être qualifié de « cinéaste breton » ?

Ce n'était pas l'avis du Breton Herri Caouissin, qui fonda la maison de production Brittia-Films pour financer la réalisation de films authentiquement « nationaux », tels *les Mystères de Folgoët* et *l'Enfance de Théodore Botrel*.

Outre l'origine ethnique du cinéaste, deux traits majeurs semblent déterminer le caractère breton des films qui sont tournés en Bretagne aujourd'hui : la dénonciation d'une oppression qui est simultanément économique et culturelle et l'exaltation des luttes de résistance qui sont menées dans divers contextes. A cet égard, les courts métrages *Goémons*, de Yannick Bellon (1948), et *Un homme est mort*, de René Vautier (1951), peuvent sans doute être considérés comme les « ancêtres » les plus directs des films contemporains : le premier décrit l'abrutissement idéologique de quelques habitants d'Ouessant, le second raconte la mort du gréviste Edouard Mazé à Brest, tué par les C.R.S.

Mais c'est 1972 qui est la date de naissance du cinéma breton d'aujourd'hui, dont le destin repose fondamentalement sur plusieurs collectifs de réalisation, qui se veulent au service des luttes populaires sur tous les fronts : « Torr e Benn » (dont le nom, qui signifie « casse-leur la tête », était le cri de guerre des Bonnets rouges en 1765), le groupe Celluloïd (2) de Brest, l'Unité de production cinéma Bretagne (3) etc.

A coups de caméra super-8 Torr e Benn a entrepris jusqu'ici de briser le crâne de tous ceux qui, à un titre ou un autre, exploitent la Bretagne : la direction de l'usine du Joint français en grève, celle de l'usine des kaolins de Plemet, les cumulards d'Orvault, l'Education nationale, qui rend impossible *la Vie dans un C.E.T.* et les accapareurs de terrains (*Guern : les lampadaires du coin du pont et les fourmis noires*). L'U.P.C.B., par le canal de René Vautier, donne dans *Transmission d'expérience* ouvrière la parole aux ouvriers d'Hennebont pour qu'ils expliquent aux travailleurs de Lip comment éviter certaines erreurs. A ce combat, participent parfois des « étrangers », comme le Front paysan de l'université de Vincennes, qui a tourné *la Guerre du lait*, en 1972 ; le groupe vidéo les Cent Fleurs qui rend hommage à *Ceux de Pedernec* (grévistes actifs d'une petite usine d'abattage de poulets), ou Philippe Cassard qui, avant d'exalter la *Terra corsa*, avait décrit le déclin d'une ferme bretonne dans *Ti Pri* (la Maison de boue), dont le commentaire est dit en breton par Alan Stivell...

Parce qu'ils se déroulent dans le pays, ces films témoignent, à leur façon, de la combativité des Bretons mais ils ne se distinguent pas en profondeur de ceux qui rendent compte de luttes analogues dans d'autres régions de l'Hexagone.

Le premier long métrage à poser formellement la question bretonne dans le cadre mais aussi par-delà le cadre de la lutte des classes fut *la Folle de Toujane*, de René Vautier et Nicole Le Garrec, qui, sorti commercialement en 1974, relate la prise de conscience d'un instituteur breton qu'on avait envoyé dispenser la culture française en Tunisie pendant la guerre d'Algérie. Les auteurs esquissent un parallèle entre les colonisés de l'extérieur et ceux qu'ils appellent « *les colonisés de l'intérieur* » : à travers le héros positif qu'incarne le chanteur Jean Servat, ils appellent directement les Bretons à secouer leur apathie et à se révolter contre l'oppression spécifique qu'ils subissent de la part de l'Etat français. Sans préconiser, semble-t-il, le séparatisme, ils militent pour une réhabilitation de la Bretagne sur divers plans, et notamment sur le plan historique : ils préparent d'ailleurs un long métrage intitulé *le Drapeau rouge sur le clocher* pour le tricentenaire de l'insurrection des Bonnets rouges, chantée déjà par Paol Keineg dans sa pièce de théâtre.

Cette voie sera-t-elle suivie ? Le développement d'un cinéma breton serait certainement bénéfique à l'éclosion d'un cinéma français véritablement national et populaire.

GUY HENNEBELLE.

(1) Cf. l'article documenté de Philippe Durand dans *la Revue du cinéma*, no 293 (février 1975).

(2) Cf. Interview du groupe Celluloïd dans *les Cahiers du cinéma*, no 257.

(3) Cf. Interview de René Vautier dans *Ecran*, nos 30 et 35.

POUR DES PROJECTIONS DÉBATS

Bretagne :

— *La Folle de Toujane* (1974). Réalisation : R. Vautier et N. Le Garrec.
— *Transmission d'expérience ouvrière* (1975). Réalisation : René Vautier.
• DIFFUSION : Unité de production Cinéma-Bretagne : 35, rue Singer, Paris. Tél. : 224-74-24.
— *Guern : les Lampadaires et les Fourmis noires*. Réal. : Groupe APIC.
— *Le Joint français*. Réal. : Groupe APIC.
• DIFFUSION : Cinéma libre C/O Coopest, 22, rue du Faubourg-du-Temple, Paris. Tél. : 355-66-68.

On peut également trouver les films bretons suivants : *Ti Pri* (la Maison de Boue), de Philippe Cassard ; *Bleun Brug, le Meilleur de ma jeunesse, le Mystère de Folgoet, la Complainte de Morised*, de Henry Caouissin, ainsi que des montages audio-visuels à la « Finvakeudennaoueg Vreiz » (Cinémathèque bretonne), de création récente. Adresse : 15, rue Guy-Môquet, 75017 Paris. Tél. : 228-37-04.

Corse :

— *Terra Corsa* (1973). 28 mn, couleurs, 16 mm. Réalisation et diffusion : Philippe Cassard, 49, rue Blériot, 78530 Buc.
— *La Colère corse* (1974). Réalisation : Gordian Troeller et Claude Deffarge. 45 mn, couleurs, 16 mm.
• DIFFUSION : Claude Deffarge, 59, rue Manin, 75019 Paris.

Occitanie :

— *Luberon Mars 70* (1970). Réal. : H. Molina. 15 mn, noir et blanc, 16 mm.
— *Tocant l'Auripa* (1971). Réal. : H. Moline. 22 mn, couleurs, 16 mm.
— *Opération Portes ouvertes* (1972). Réal. : J.-P. Beauviala et S. Rosenberg. 29 mn, couleurs, 16 mm.
— *Completes* (1972). Réal. : H. Molina. 32 mn, noir et blanc, 16 mm.
• DIFFUSION : Henry Moline, 99, rue Didot, 75014 Paris.
— *Transhumances dans le Luberon* (1970). Réal. : Ph. Haudiquet. 20 mn, couleurs, 16 mm.
— *Gardarem lo Larzac* (1974). Réal. : D. Bloch-Ph. Haudiquet-L. Lévy. 80 mn, couleurs, 16 mm.
— *Appeaux de Carpentras*. Réal. : J. Ariaud et R. Guiffrey (1974). 70 mn, couleurs, 16 mm.
— *Réponses à un attentat* (1975) Réal. : Ph. Haudiquet. 19 mn, noir et blanc, 16 mm.
— *Produire... pour Jeter* (1975). Réal. : collectif « Cinéma Occitan ». 20 mn, noir et blanc, 16 mm.
• DIFFUSION : Copra-Films, 12, rue Durantin, 75018 Paris. Tél. : 252-24-92.

Pour des renseignements plus précis sur le cinéma occitan, s'adresser à la revue *CINOC* (trois numéros parus) Directeur : Daniel Begard, bât. D, Le Parc des Roses, avenue Saint-Lazare, 34000 Montpellier.

Deux communautés économiques pour l'Afrique de l'Ouest

LE TRAITÉ DE LAGOS EFFACE LE CLIVAGE ENTRE PAYS FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES

Par MARC PENOUIL *

LES années récentes ont vu se préciser les efforts pour réaménager l'espace économique de l'Afrique de l'Ouest. Dans une première phase, cette action a surtout intéressé les pays francophones, avec la création de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (C.E.A.O.), il y a déjà trois ans (1). L'accord signé à Lagos le 28 mai 1975 va plus loin, puisqu'il constitue la première grande réalisation faisant éclater le clivage entre pays anglophones et francophones. Il est donc intéressant de connaître les principales caractéristiques de cette Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.). Il est sans doute plus délicat de se faire une idée de sa portée exacte. En effet, les conditions d'une véritable intégration économique ne sont pas encore remplies dans cette partie du continent, où les économies sont plus concurrentes que complémentaires. De plus, le succès ou l'échec dépendent de conditions politiques propres à chaque pays ou liées à leur volonté différente d'accepter l'intégration. De ce point de vue, il est permis de s'interroger sur les relations qui pourront exister entre la C.E.D.E.A.O. et sa devancière, la C.E.A.O.

Les objectifs de la C.E.D.E.A.O.

D'UNE manière assez curieuse et peut-être symbolique, la C.E.D.E.A.O. est due à l'initiative conjointe de deux pays, le Nigéria et le Togo : le plus grand et le plus peuplé des pays anglophones avec l'un des plus petits et des moins peuplés parmi les pays francophones de la zone. Les négociations, qui ont duré près de dix-huit mois et ont interféré avec celles qui devaient aboutir à l'accord de Lomé avec la C.E.E., ont permis d'élaborer un traité signé par quinze Etats : Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra-Leone et Togo.

Du point de vue économique, les dispositions du traité peuvent être regroupées en deux grandes catégories ; les unes visant à *la constitution d'un marché* commun (articles 12 à 27), les autres à la réalisation d'une certaine intégration économique (articles 28 à 52).

Dans une première étape sera progressivement mise en place une zone de libre-échange, aménagée en véritable marché commun au terme d'une période transitoire de quinze ans. La mise en œuvre de cette politique est assurée par les diverses institutions de la Communauté, le traité semblant accorder un rôle essentiel au conseil des ministres et à la commission du commerce. Cependant, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, qui se réunit au moins une fois par an, reste le principal organe de la Communauté. Elle peut en particulier décider d'accélérer le rythme de réalisation des mesures d'harmonisation. Un point essentiel n'a cependant pas été explicitement tranché par le traité : celui des majorités requises, tant au niveau de la conférence qu'à celui du conseil des ministres.

La mise en place de la politique commune s'aménage autour de trois axes principaux :

— *L'échange d'informations :* Les Etats membres s'engagent notamment à se communiquer des informations relatives à leurs grands projets industriels. Ils peuvent également entreprendre des recherches communes *en vue de la mise en* œuvre de projets industriels inter-Etats.

— *L'harmonisation des politiques :* Cette harmonisation devrait être importante dans les divers secteurs productifs. Dans le domaine industriel, elle vise à éviter l'application de mesures divergentes pour la stimulation des investissements ; elle devrait se retrouver au niveau des plans de développement et permettre de réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Un effort identique est proposé dans le domaine agricole, bien que le traité reste ici assez vague. Le même thème réapparaît à propos de la politique monétaire financière. Ici, la coopération sera assurée en particulier par la création d'un comité des banques centrales de l'Afrique de l'Ouest, l'objectif recherché étant d'agir sur l'équilibre des paiements extérieurs et de rendre plus cohérentes les mesures de politique économique. Un domaine idéal pour ces actions coordonnées est enfin constitué par le secteur des communications.

— *Les actions communes :* Dans le secteur *industriel, elles vont de l'échange* de techniciens à la mise en œuvre de projets industriels communs. En agriculture, c'est à la fois une politique de formation et de recyclage et une véritable politique agricole commune qui sont préconisées.

En matière monétaire, le traité fait référence à la création d'un système bilatéral — puis multilatéral — de règlement des paiements entre les Etats membres et évoque des mesures destinées à assurer la libre circulation des capitaux et à harmoniser les taux d'intérêt. Cependant la mesure la plus significative est sans doute la création d'un Fonds de coopération, de compensation et de développement. Ce Fonds a un financement très souple et assez mal déterminé : *« Contributions des Etats membres, revenus des entreprises de la Communauté, recettes provenant de sources multilatérales et bilatérales, ainsi que d'autres sources étrangères, subventions et contributions de toute sorte et de toute origine ».* Il paraît difficile d'être plus accueillant... Ces ressources doivent servir soit au financement de projets communs, soit à l'indemnisation des Etats qui subiraient des pertes par suite de l'implantation d'entreprises communes ou en raison du jeu du traité, soit à garantir les investissements étrangers, soit à aider les Etats les moins développés.

L'Afrique de l'Ouest a-t-elle amorcé ainsi un tournant décisif et irréversible dans la voie de l'intégration économique ? Sans nier l'intérêt et la portée de l'accord de Lagos, il est difficile de ne pas manifester certaines réserves.

Les quinze signataires

	Superficie en km2	Population	Densité	P.N.B. par tête en $	P.N.B. total en millions de $
Côte-d'Ivoire	322 463	5 100 000	16	300	1 530
Dahomey	112 622	2 700 000	24	90	240
Gambie	11 295	360 000	31	110	40
Ghana	238 537	9 200 000	38	300	2 640
Guinée	295 857	3 900 000	16	120	460
Guinée-Bissau	36 125	550 000	15	260	143
Haute-Volta	274 200	5 500 000	20	60	340
Libéria	111 369	1 500 000	14	240	370
Mali	1 240 000	5 000 000	4	70	320
Mauritanie	1 030 700	1 150 000	1	150	170
Niger	1 267 000	4 000 000	3	90	380
Nigéria	933 768	66 000 000	71	110	6 740
Sénégal	196 192	3 900 000	20	230	870
Sierra-Leone	71 740	2 550 000	35	190	490
Togo	56 000	1 950 000	35	140	270

Des intentions qui restent à préciser

LE *traité de Lagos est important* dans la mesure où il est une manifestation d'une certaine volonté de réaliser des regroupements économiques à base régionale en Afrique. Cette politique est sans doute aujourd'hui la seule réaliste, dans la mesure où les infrastructures existantes sont beaucoup trop insuffisantes pour donner une réalité à des ensembles plus larges. Il peut, dès lors, paraître remarquable d'avoir pu rassembler des pays ayant eu une histoire coloniale différente, en ayant hérité d'institutions particulières et ayant opté pour des formes souvent opposées d'organisation de leur économie.

D'autre part, le traité souligne une évolution nette au niveau des régimes politiques africains. Partout s'est imposé un régime autocratique dans lequel le « président » détient la totalité des pouvoirs. Ici encore, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement a la totalité des pouvoirs, et le traité n'évoque même pas *une quelconque instance parlementaire* nationale ou supranationale. On peut valablement se demander si le traité de Lagos entend créer l' « Afrique des peuples » ou l' « Afrique des présidents ».

Derrière cette façade unitaire, bien des problèmes subsistent : en premier lieu, l'imprécision du traité. Il s'agit plus d'une déclaration d'intention que d'un modèle d'action. Certes, des institutions sont créées qui auront à définir le contenu d'une politique. Mais, pour aboutir à un accord général, de nombreuses questions sont restées dans l'ombre. Comment ne pas remarquer, par exemple, la volonté évidente de ne faire référence à aucun système économico-politique, à aucune *position révolutionnaire et même à aucune* attitude définie par rapport aux pays développés, *a fortiori* par rapport au bloc communiste ? Pour obtenir l'adhésion de M. Houphouët-Boigny et de M. Sekou Touré, il ne fallait pas évoquer ce qui les sépare. De fait, la plupart des problèmes restent à résoudre et les axes des solutions à rechercher ne sont pas tracés : un assez bon exemple est donné par la politique agricole commune, dont le principe est posé, mais dont le contenu et l'orientation devront être définis par la commission de l'industrie, de l'agriculture et des ressources naturelles. L'avenir de la C.E.D.E.A.O. dépendra de la volonté de ses membres de conclure des accords successifs susceptibles de donner vie au traité. On peut alors se poser deux séries de questions : les économies engagées dans l'accord sont-elles aisément intégrables ? N'y a-t-il pas des oppositions assez fondamentales qui *peuvent se cristalliser autour du problème* du maintien de la C.E.A.O.

Une brève comparaison des économies en présence est significative. Nous avons déjà noté l'existence d'options politiques très différentes. Certes, une certaine évolution s'est dessinée au cours des dernières années. On peut en particulier remarquer que les Etats membres de la C.E.D.E.A.O. sont également parties prenantes à l'accord de Lomé conclu avec la C.E.E. Avec des nuances, l'acceptation d'une collaboration assez poussée avec les pays européens paraît donc admise et l'influence du bloc socialiste, comme celle des Etats-Unis, n'est ni négligeable ni déterminante. Cependant, les divergences sont profondes entre des économies libérales, largement ouvertes sur l'extérieur, et des économies qui ont nationalisé l'essentiel de leurs activités de production et de commercialisation. Les modalités de l'harmonisation des politiques paraissent difficiles à trouver entre des pays où la production agricole est organisée par l'Etat et d'autres où la liberté de l'exploitant est plus grande. On voit assez mal comment la Côte-d'Ivoire pourrait renoncer à la création d'industries financées par l'extérieur, ni comment la Guinée, le Mali ou la Haute-Volta pourront *attirer d'importants flux* d'investissements privés étrangers.

L'inégalité de poids des diverses économies est, d'autre part, criante. Par sa population, le Nigéria est plus important que l'ensemble des autres Etats membres. Ses richesses sont considérables, mais mal réparties. A population égale, la Côte-d'Ivoire a un volume d'exportations vingt fois supérieur à celui de la Haute-Volta ou du Mali. De même, les écarts au *niveau du produit national brut sont* importants. Ils sont de l'ordre de un à six pour le produit par tête entre le pays le plus riche et le pays le plus pauvre. Or, en règle générale, les pays les plus riches sont aussi ceux qui connaissent les taux de croissance annuelle les plus élevés. Il y a, à l'intérieur même du continent africain, une dynamique de l'inégalité. Bien plus, la problématique du développement est très différente dans des pays où le premier impératif paraît être la survie par un accroissement des subsistances et dans des régions qui assurent plus ou moins aisément la couverture des besoins vitaux et cherchent dans l'exportation les moyens de leur développement.

L'absence de complémentarité des économies de la zone tend à montrer que le problème posé à l'Afrique de l'Ouest est très différent de celui auquel ont été confrontées les nations européennes. Il ne s'agit pas en effet de coordonner des échanges préexistants, mais bien de créer ces courants d'échanges. Il n'est pas utile de chercher à coordonner les conditions de fonctionnement d'industries fortement implantées, mais de réaliser un aménagement des politiques d'implantation d'industries nouvelles.

En effet, il ne faut jamais perdre de vue la nature des échanges commerciaux entre pays africains. Ils sont actuellement de deux types : pour certains pays, ces échanges sont extrêmement limités. Les exportations vers d'autres pays africains représentent moins de 10 % des exportations totales pour la Côte-d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Togo, le Ghana, le Libéria, le Nigéria et la Sierra-Leone. Comme le commerce africain de ces pays est réalisé dans sa quasi-totalité dans la zone ouest-africaine, on voit le faible impact que risque d'avoir la politique douanière proposée. En dehors des produits de l'élevage, la commercialisation interafricaine des produits vivriers reste en effet très limitée ; cela se comprend d'autant mieux que ce commerce est également limité à l'intérieur du territoire national lui-même. Quant aux produits exportables, ils ne font généralement l'objet que d'une consommation réduite en Afrique. La politique douanière *ne pourrait donc avoir un véritable impact* sur le commerce que dans la mesure où une certaine reconversion des activités productrices (et peut-être des habitudes de consommation) serait réalisée, en particulier sur le plan agricole. Dans le domaine industriel, la politique douanière ne peut être que le complément naturel d'une politique d'harmonisation dans l'implantation des industries nouvelles, de manière à assurer à celles-ci un débouché régional.

La situation est cependant différente aujourd'hui pour un petit nombre de pays qui ont un commerce intra-africain important. C'est ainsi que la Haute-Volta réalise près de 30 % de ses achats auprès des pays africains voisins et leur vend la moitié de ses exportations. Si les pourcentages sont moins élevés au Dahomey, ils restent très supérieurs à ceux enregistrés dans le premier groupe. Il est *certain cependant que si les pourcentages* sont importants, le poids réel du commerce extérieur de ces deux pays est très réduit. Leurs exportations vers les pays voisins ne dépendront pas de variations des droits de douane, mais bien de l'adaptation quantitative et qualitative de leurs productions aux besoins de ces pays : cela est particulièrement évident pour les exportations de *bétail de la* Haute-Volta.

On peut objecter à juste titre que ces observations sont applicables au commerce actuel, centré sur des matières premières non transformées, mais que le problème réel est celui des échanges de produits industriels élaborés. Echanges aujourd'hui presque inexistants, si l'on excepte quelques exportations du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire. L'obstacle douanier *est-il ici encore déterminant ?* Les pays de l'Afrique de l'Ouest nous présentent un modèle d'industrialisation qui est partout à peu près identique : industries à technologie assez simple, fournissant des produits pouvant se substituer à des importations antérieures et ne nécessitant pas une production en très grande quantité pour être rentable. Il s'agit souvent de marchandises pour lesquelles le coût du transport par rapport à la valeur du produit constitue déjà une protection importante, ou de biens fabriqués avec des matières premières locales. A ces industries viennent s'adjoindre ensuite des usines de montage et, très exceptionnellement, des industries plus complexes. L'abaissement des droits de douane peut ici jouer dans le sens d'un certain élargissement du marché, qui peut être un élément favorable pour l'industrialisation. Il ne faut pourtant pas oublier que l'impact des droits de douane n'est pas toujours l'élément déterminant ; l'absence des moyens de transport ou leur coût très élevé, la faiblesse des revenus monétaires, la dépendance des *réseaux de* commercialisation vis-à-vis de l'extérieur sont des éléments sans doute beaucoup plus importants.

D'autre part, le problème n'est pas *d'aménager la structure industrielle existante* mais de franchir une nouvelle étape en implantant en Afrique de l'Ouest des industries qui n'y existent pas encore, mais qui peuvent se justifier dans l'optique d'un marché élargi. La politique douanière devient alors une condition nécessaire pour une industrialisation de ce type, mais ce n'est pas une condition suffisante. On peut même penser qu'avec ce type d'industries les vrais problèmes vont se poser : origine des capitaux, qualification de la main-d'œuvre, choix des technologies, localisation qui dépendra en grande partie de la volonté des apporteurs de capitaux. Dans tous ces domaines, tout reste à faire, parce que le traité de Lagos n'apporte aucune ébauche de solution et ne pouvait sans doute pas le faire. Les rapports de force et les choix de politique générale joueront dès lors un rôle essentiel dans la future réalité industrielle. A ce jeu le Nigéria et dans une moindre mesure la Côte-d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal ont certainement beaucoup plus à gagner que la Guinée (même réconciliée) ou la Haute-Volta. On ne saurait trop y insister : le traité de Lagos ne résout rien ; il peut simplement permettre d'œuvrer dans le sens d'un développement plus cohérent et peut-être plus juste en Afrique de l'Ouest, et cela à condition que chacun le souhaite. Il est probable que des antagonismes d'intérêts apparaîtront assez vite, l'opposition entre la C.E.A.O. et la C.E.D.E.A.O. en est déjà un exemple.

Les limites de l'intégration

Y A-T-IL opposition marquée entre les traités créant les deux communautés ou s'agit-il plutôt d'un antagonisme d'intérêts ou de visées politiques ?

Les oppositions entre les deux traités peuvent paraître secondaires. Certes, le déroulement dans le temps des opérations ne suit pas le même rythme. Le traité de Lagos paraît impliquer une réalisation plus rapide, mais les fourchettes retenues permettent une harmonisation. Par exemple, pour la C.E.A.O., la mise en place du tarif extérieur commun doit être réalisée au cours d'une période de douze ans maximum, alors que pour la CEDEAO cette mise en place se réalisera entre la huitième et la treizième année. La C.E.A.O. distingue le cas des *« produits du cru »,* pour lesquels l'élimination des droits est totale et immédiate, et les produits industriels, pour lesquels est mis en place un régime préférentiel spécial. Mais, dans le silence des textes, rien n'empêche des solutions voisines pour les membres de la C.E.D.E.A.O. Rien cependant dans le traité de Lagos ne vient se confondre avec la taxe de coopération régionale qui doit frapper les produits industriels fabriqués et échangés au sein de la C.E.A.O. Or cette taxe joue un rôle non négligeable dans le système de la C.E.A.O. Selon le traité de Lagos, elle ne pourrait avoir qu'un rôle transitoire en attendant l'éventuelle suppression de tous les droits sur les marchandises produites à l'intérieur de la zone.

Le *traité créant* la C.E.A.O. *prévoyait,* d'autre part, un ensemble d'actions spécifiques dans divers domaines : agriculture, commercialisation de la viande, transports, pêche, etc. Si l'accord de Lagos est beaucoup moins précis, l'harmonisation ultérieure des politiques économiques pourra tenir compte des décisions déjà prises. A la limite, rien dans les principes ni dans les textes n'empêche l'application simultanée des deux traités. Pourtant, les faits sont là : la solution d'une adhésion à la C.E.A.O n'a pas été choisie, pas plus que la pure et simple absorption de la C.E.A.O. par la C.E.D.E.A.O. n'a été acceptée.

Les oppositions entre les politiques sous-jacentes sont nombreuses et complexes, et d'aucuns y verront la volonté de certains pays francophones de conserver un système politico-économique autonome. La distinction des deux traités est en fait significative d'une double évolution : d'une part, une certaine tendance au dépassement de l'ancien clivage entre anglophones et francophones ; d'autre part, l'existence d'un effet attractif exercé par le Nigéria sur certains Etats voisins. La position du Dahomey et du Togo vis-à-vis de la C.E.A.O. est aussi typique à cet égard que ne l'était l'hostilité du Nigéria à ce même accord.

Nous voyons ainsi se profiler une politique nigériane qui vise à créer une zone *d'influence élargie,* tant politique qu'économique. Utiliser l'arme de l'unité africaine pour parvenir à cette fin est une stratégie des plus normales, mais le déséquilibre des forces est trop grand pour que ce système soit viable. Que certains Etats redoutent et combattent un certain « impérialisme » nigérian, cela devient de plus en plus probable, alors qu'en sens inverse certains petits Etats ont pu penser trouver dans la C.E.D.E.A.O. un moyen de réduire l'influence par trop exclusive de certains partenaires francophones.

Si le Sénégal et la Côte-d'Ivoire se font les défenseurs de la C.E.A.O. et ont insisté pour que référence soit faite aux accords antérieurement conclus, cela n'est pas non plus un effet du hasard. Le rapprochement Sénégal - Côte-d'Ivoire s'est amorcé il y a quelques années. Il est le fait de chefs d'Etat dont les options et les orientations politiques se sont à l'usage révélées assez voisines, de leaders politiques d'une même génération face à de plus jeunes rivaux, de gouvernants civils face à des pouvoirs militaires, de responsables de pays ayant connu une croissance importante, selon un modèle particulier, face à d'autres pays à croissance bloquée, ou retardée, et à potentialités très inégales.

L'avenir de l'Afrique de l'Ouest, tant au plan politique qu'économique, se joue essentiellement entre quatre pays qui sont seuls en mesure de bénéficier des structures qui se mettent en place : le Nigéria est le pays le plus peuplé et le plus puissant ; pays à bas revenu, il s'intègre aujourd'hui dans les rangs des producteurs de pétrole qui s'enrichissent. Le Sénégal et la Côte-d'Ivoire représentent deux économies qui ont réalisé à des époques différentes un certain type de croissance. Bien dirigée, la Côte-d'Ivoire poursuit la diversification de ses activités et cherche à corriger certains déséquilibres trop criants. La prospérité de son économie, de son commerce extérieur et, d'une certaine manière, de ses finances en fait un Etat important qui poursuit une politique étrangère qui n'est pas toujours conforme aux positions idéologiques du moment mais dont la portée n'est pas négligeable et qui répond aussi à une certaine vision « africaine » des relations extérieures. Le Ghana, enfin, a perdu de son influence extérieure, considérable au temps de Nkhrumah, mais il reste la troisième puissance économique de la zone, avec une position géographique qui en fait un trait d'union naturel entre divers pays francophones. Il y a fort à parier que l'intégration économique et la politique industrielle bénéficieront avant tout à ces pays, qui, seuls, disposent d'infrastructures importantes, qui constituent déjà des marchés non négligeables, disposent d'une certaine audience dans l'économie internationale et réunissent les conditions d'un certain type de démarrage économique.

Dans cette optique, l'opposition C.E.A.O.-C.E.D.E.A.O. peut revêtir un nouveau sens. En simplifiant à l'extrême, le problème pourrait peut-être se poser en ces termes : si le dépassement du cadre national est une *nécessité économique,* si *l'Afrique de l'Ouest doit s'organiser,* est-ce autour du Nigéria (acceptation d'un *leadership* naturel, inscrit dans les statistiques et les découpages politiques) ou contre lui ? Dans le premier cas, la C.E.A.O. disparaîtra progressivement ; dans le second, elle peut *devenir* le *noyau* d'un sous-ensemble ouest-africain qui, sans affronter le géant de l'Est, entendra affirmer son autonomie.

Dans un cas comme dans l'autre, les anciens clivages devront disparaître, *car* la C.E.A.O. ne peut véritablement constituer une force de regroupement face à la pression et à l'attraction nigériane que si elle englobe des Etats extérieurs à l'ancienne A.-O.F. Le rapprochement ivoiro-ghanéen, actuellement relancé mais toujours difficile à réaliser, comme la volonté évidente du président Sekou Touré de réintégrer la Guinée dans cette Afrique de l'Ouest en gestation sont des éléments *importants qui peuvent profondément* influencer la physionomie politique et économique de l'Afrique de la fin du siècle.

(1) La C.E.A.O. groupe sept Etats francophones : Côte-d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal.

* Professeur à l'université de Bordeaux I.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES A VOCATION MONDIALE

ONU

La septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la coopération et le développement

LA septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies, consacrée aux questions de développement et de coopération économique internationale, s'est tenue à New-York du 1er au 16 septembre. Cent trente-six des cent trente-huit Etats membres y étaient représentés, les Maldives et l'Afrique du Sud n'ayant pas envoyé de délégation.

Au terme du débat général, l'Assemblée a adopté par consensus le document final élaboré par sa commission spéciale : il énumère un certain nombre de mesures visant à améliorer la coopération et le développement économique du tiers-monde. Fruit d'un compromis entre les pays industrialisés et ceux du « groupe des 77 », le document reprend certaines demandes formulées précédemment, ou à l'étude dans d'autres instances internationales pour permettre un meilleur développement du tiers-monde. Il met l'accent sur les problèmes du commerce international : la CNUCED est invitée, lors de sa quatrième session, à améliorer les structures des marchés grâce à des mesures de stockage international permettant de stabiliser les prix des produits de base, à l'établissement de contrats à long terme, à l'amélioration du financement compensatoire des fluctuations des recettes d'exportation, etc. Le secrétaire général de la CNUCED est invité, pour sa part, à poursuivre l'étude des plans d'indexation des prix des matières premières et des produits manufacturés.

A propos de l'aide au développement, l'Assemblée reprend l'objectif de 0,7 % du P.N.B. fixé pour l'aide publique fournie par les pays industrialisés. Au plan financier, elle demande aussi que le rôle des monnaies de réserve nationales et de l'or soit réduit, au profit des droits de tirage spéciaux. Elle recommande la négociation d'un accord sur la création d'un fonds fiduciaire financé par les ventes d'or du F.M.I. et par des contributions.

D'autres mesures concernent la coopération industrielle, l'alimentation et l'agriculture et les échanges scientifiques et techniques avec le tiers-monde.

Enfin, un comité a été chargé de préparer pour la trente et unième session ordinaire de l'Assemblée générale, en 1976, des propositions détaillées pour la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations unies.

Après l'adoption, à l'unanimité, de ce document par la commission spéciale de l'Assemblée, les Etats-Unis et la C.E.E. avaient exprimé des réserves sur certains points spécifiques. Par la voix de leur représentant, les Etats-Unis ont fait savoir, notamment, qu'ils étaient opposés à l'idée d'indexer les prix des matières premières sur ceux des produits manufacturés exportés par les Etats industrialisés, et qu'ils n'acceptaient pas non plus l'objectif de 0,7 % fixé au montant de l'aide publique au tiers-monde. Le document fut néanmoins adopté par concensus en Assemblée générale

Ouverture de la trentième session ordinaire de l'Assemblée

Le 16 septembre, s'est ouverte à New-York la trentième session ordinaire de l'Assemblée générale, dont le président élu est M. Gaston Thorn, ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur du Luxembourg. Trois nouveaux pays ont été admis au sein de l'ONU : la République du Cap-Vert, la République démocratique de Sao-Tomé et Principe et la République populaire du Mozambique. Deux des cent trente-huit Etats membres n'avaient pas envoyé de délégation : le Maldives et la République Sud-Africaine. Le débat général s'est ouvert le 23 septembre.

Dès le 19, le premier vote est intervenu à propos de l'admission des deux Vietnams. Par cent vingt-trois voix contre zéro et avec neuf abstentions, l'Assemblée a, en effet, demandé au Conseil de sécurité de réexaminer « *immédiatement et favorablement* » les demandes d'admission de la République démocratique du Vietnam et de la République du Sud-Vietnam.

ENTRETIENS SUR CHYPRE. — *En l'absence de propositions concrètes, les entretiens intercommunautaires sur Chypre ont été ajournés* sine die *le 10 septembre. M. Waldheim est resté en contact avec les parties.*

DESARMEMENT. — *Dans son rapport à l'Assemblée générale des Nations unies, adopté fin août au terme de sa session 1975, le comité sur la conférence mondiale du désarmement recommande à l'Assemblée d'examiner l'opportunité d'une poursuite de sa mission. On sait que le comité est chargé d'enquêter sur la possibilité de convoquer une conférence du désarmement réunissant tous les Etats.*

COMITE DE LA CHARTE. — *Le comité* ad hoc *pour la charte des Nations unies a achevé sa session le 22 août. Dans son rapport à l'Assemblée, il ne propose aucune mesure visant à accroître l'efficacité de l'ONU mais se contente de résumer les points de vue exprimés par les délégations. En fait, il existerait des divergences fondamentales entre les membres quant à la nécessité de procéder à une révision de la charte.*

PROTECTION DES MINORITES. — *La sous-commission de la lutte contre la discrimination raciale et de la protection des minorités a siégé à Genève du 25 août au 12 septembre. Ses travaux ont porté principalement sur les problèmes de l'exploitation de la main-d'œuvre par un trafic illicite et clandestin et de la protection des droits de l'homme pour les personnes qui ne sont pas des ressortissants de l'Etat dans lequel elles vivent. La sous-commission a aussi discuté de la situation au Chili, en Angola et à Chypre, et de l'assistance accordée aux régimes racistes et colonialistes de l'Afrique australe.*

DISCRIMINATION RACIALE. — *Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a terminé sa douzième session fin août. Il a examiné les rapports soumis par onze Etats, dont Chypre et le Chili.*

APARTHEID. — *Dans le rapport à l'Assemblée générale qu'il a adopté le mois dernier, le comité spécial contre l'apartheid suggère de réunir en 1976 une conférence en Amérique latine avec la participation de l'O.U.A. et des mouvements sud-africains de libération.*

NAMIBIE. — *Le conseil de la Namibie estime que le problème du territoire dont il est chargé est entré dans une « nouvelle phase d'action » : dans son rapport à l'Assemblée générale, il estime qu'avec l'élimination du colonialisme en Afrique australe de nouvelles pressions sont nécessaires pour forcer l'Afrique du Sud à se retirer de la Namibie.*

DECOLONISATION. — *Le comité de décolonisation a terminé ses travaux de 1975 le 21 août. Ses dernières résolutions concernent les Seychelles et l'application par les organes de l'ONU de la déclaration de 1960 sur la décolonisation.*

CONSEIL DE TUTELLE. — *Au début de septembre, le Conseil de tutelle a mis fin sans objection à l'accord de tutelle sur la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui devait devenir indépendante le 16 du même mois. La Papouasie-Nouvelle-Guinée était administrée par l'Australie. Un seul territoire reste désormais sous tutelle internationale : les îles du Pacifique, administrées par les Etats-Unis.*

L'Australie a cessé de faire partie du Conseil, qui se composera uniquement des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Sa prochaine session aura lieu à New-York du 25 mai au 18 juin 1976.

PREVENTION DU CRIME. — *Le cinquième congrès des Nations unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui a siégé à Genève du 1er au 12 septembre, a adopté un projet de déclaration contre la torture qui sera soumis à l'Assemblée générale des Nations unies. Les autres questions traitées portaient notamment sur l'aggravation de la délinquance, le « crime-entreprise » et le crime économique.*

ETABLISSEMENTS HUMAINS. — *Le comité chargé de préparer la conférence des Nations unies sur les établissements humains (habitat), qui doit se tenir du 31 mai au 11 juin 1976 à Vancouver, a terminé ses travaux début septembre en adoptant un projet d'ordre du jour. Le représentant du Canada a fait savoir que cet Etat entendait assumer toutes les responsabilités de pays hôte.*

● REFUGIES. — *Le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés a nommé le 1er septembre M. Cesare Berta (Suisse) chef de son bureau régional en Asie du Sud-Est à Bangkok. D'autre part, des accords ont été signés avec Singapour (le 15 août), la Croix-Rouge malaise et l'Organisation musulmane malaise du bien-être social (le 19 août) en vue d'organiser l'aide humanitaire en faveur des personnes déplacées venues d'Indochine.*

Le haut commissaire a lancé le 3 septembre un appel en vue d'obtenir 12,4 millions de dollars pour financer l'assistance aux Cambodgiens, Laotiens et Sud-Vietnamiens se trouvant en Thaïlande.

● COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — *Le comité du charbon de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU) s'est préoccupé de l'évolution de la production charbonnière dans l'ensemble de l'Europe au cours de sa soixante et onzième session à Genève, du 22 au 25 septembre. La production en Europe (sauf en U.R.S.S.) a diminué de 4,5 % en raison de la fermeture prévue de mines dans la C.E.E. Mais la baisse n'a pas été aussi accentuée que prévu avant la crise du pétrole. En revanche, les prix du charbon ont doublé depuis lors.*

— Les ressources en eau de l'Europe ont été au centre des travaux du comité des problèmes de l'eau de la C.E.E.-ONU, qui a tenu sa septième session à Genève, du 29 septembre au 3 octobre.

UNESCO

Au conseil exécutif : le déficit budgétaire et la situation au Chili

LA situation financière de l'Organisation est le point principal à l'ordre du jour du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), réuni à Paris depuis le 15 septembre. Selon le directeur général, M. M'Bow, le budget de l'UNESCO, en dépit de mesures très strictes d'économies appliquées au cours des dix derniers mois, accuse un déficit d'environ 5 millions de dollars pour l'année 1975, en raison de la fluctuation du taux du dollar, monnaie de compte de l'Organisation, et du taux de l'inflation en France, où l'UNESCO réalise la plus grande partie de ses dépenses.

D'autre part, le conseil exécutif a adopté une résolution demandant aux autorités chiliennes de prendre « *toutes les mesures nécessaires pour rétablir les libertés et sauvegarder les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que pour assurer le fonctionnement normal de toutes les universités, écoles, institutions scientifiques et culturelles* ». (Voir en première page l'article de Robert Merle.)

Les travaux de la présente session doivent se poursuivre jusqu'à la mi-octobre.

BUREAU INTERNATIONAL DE L'EDUCATION. — *Près de quatre cents délégués et observateurs de quatre-vingt pays, réunis à Genève du 27 août au 4 septembre, se sont préoccupés, à l'occasion de la trente-cinquième session de la conférence du Bureau international de l'éducation, de l'évolution du rôle des maîtres et de ses conséquences sur leur formation.*

JOURNEE INTERNATIONALE DE L'ALPHABETISATION. — *Au cours de la neuvième Journée internationale de l'alphabétisation, célébrée le 8 septembre par l'UNESCO, les prix Reza Pahlevi et Nadejda Kroupskaia ont été remis respectivement à M. Paulo Freire (Brésil) pour sa méthode d'alphabétisation fondée sur les préoccupations des adultes et à M. A.M. Abukar (Somalie) pour sa transcription de la langue de son pays et l'organisation de campagnes d'alphabétisation.*

Agence internationale de l'énergie atomique

Dix-neuvième session de la conférence générale

LES délégués de quatre-vingt-cinq Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) se sont réunis à Vienne dans la dernière semaine du mois de septembre pour participer à la dix-neuvième session ordinaire de la conférence générale, consacrée comme d'habitude à l'examen du projet de budget de l'Agence (37 millions de dollars pour l'exercice 1976) et des progrès réalisés dans le développement de l'énergie nucléaire. Les problèmes qui font l'objet d'un débat public dans les pays consommateurs et producteurs d'énergie nucléaire ont aussi retenu l'attention : risques inhérents à un accident de réacteur et fiabilité des réacteurs nucléaires en tant que producteurs d'électricité ; élimination des déchets radio-actifs ; contrôle des matières nucléaires (surtout du plutonium) dans le but d'empêcher leur détournement à des fins militaires ou terroristes.

Dès l'ouverture de la session, le nombre des pays membres de l'A.I.E.A. avait été porté à cent neuf avec l'admission des Emirats arabes unis, de la Tanzanie et de Qatar.

PROGRAMME DE FORMATION. — *L'Agence atomique a mis au point un nouveau programme de formation destiné aux cadres supérieurs des pays en voie de développement qui ont décidé de faire appel à l'énergie d'origine nucléaire ou qui sont sur le point de le faire. Un premier cours, qui réunit quarante participants originaires de vingt-deux pays, s'est ouvert le 8 septembre au centre d'études nucléaires de Karlsruhe (Allemagne fédérale).*

F.A.O.

Etat et perspectives du commerce des produits

SELON la revue *Rapport et perspectives sur les produits, 1974-1975*, publication annuelle de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) parue en septembre, la valeur des exportations mondiales des produits agricoles de première nécessité s'est accrue de 19 % en 1974 et a atteint le chiffre record de 106 500 millions de dollars. Mais cette augmentation a été provoquée surtout par la hausse des prix, et le volume réel du commerce a baissé d'environ 4 %.

Les prix des produits agricoles ont généralement continué à monter au cours de 1974, mais à la fin de l'année la plupart d'entre eux avaient commencé à baisser.

En ce qui concerne les perspectives du commerce des produits agricoles en 1975, la revue prévoit que, en raison de la faiblesse des taux de croissance économique et des hauts niveaux de chômage, il n'est guère probable que la demande, pour la plupart des produits agricoles, s'améliore de façon sensible.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — *Le Programme alimentaire mondial (PAM) a décidé d'envoyer d'urgence pour 1,68 million de dollars de vivres aux quelque cent quarante mille victimes des inondations qui ont frappé la Roumanie en juillet. D'autre part, il a lancé, en août, une opération d'urgence pour venir en aide à quelque cent cinquante mille victimes d'inondations au Pakistan.*

En Angola, 55 tonnes de vivres destinées aux victimes de la guerre civile ont été expédiées par avion en août. Enfin des vivres, d'une valeur de 6 millions de dollars, ont été expédiés à l'Ethiopie pour être distribués aux victimes de la sécheresse dans le pays.

● TRAVAIL. — *La commission du fer et de l'acier de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) s'est réunie à Genève du 16 au 26 septembre pour examiner les répercussions sociales des progrès techniques accomplis dans l'industrie du fer et de l'acier.*

● SANTE. — *Le comité régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a tenu sa vingt-cinquième session du 2 au 6 septembre à Alger. Les débats ont porté sur le rapport d'activités pour la période de juillet 1974 à juin 1975, sur la place de la médecine du travail dans les actions de santé publique et sur le développement des maladies cardiovasculaires. De son côté, le comité régional pour l'Afrique, qui s'est réuni à Yaoundé du 17 au 24 septembre, s'est particulièrement préoccupé des problèmes de santé dentaire et du développement des services sanitaires dans la région.*

— L'O.M.S. a réuni du 25 au 29 août à Bucarest un groupe de travail chargé d'examiner certains aspects du problème posé en Europe par la multiplication des cas d'hépatites virales.

● NAVIGATION MARITIME. — *Le 5 septembre, la République populaire du Congo est devenue membre de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.M.C.I.).*

ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES CONSEILS DES GOUVERNEURS DU F.M.I. ET DE LA BIRD

La trentième assemblée annuelle des conseils des gouverneurs du Fonds monétaire international (F.M.I.) et du groupe de la Banque mondiale, qui s'est tenue à Washington du 1er au 5 septembre, s'est bornée à entériner les décisions prises à la veille de l'ouverture de ses travaux par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Japon, et confirmées par le « comité intérimaire des Vingt ». Cet accord prévoit la vente d'un sixième du stock d'or détenu par le F.M.I. : les plus-values ainsi dégagées serviront à financer le fonds fiduciaire spécial (Trust Fund) qui doit être créé dès 1976 en marge du F.M.I. pour accorder des crédits supplémentaires aux pays en voie de développement. D'autre part, les Cinq ont adopté une convention sur les transactions entre banques centrales visant à supprimer le prix officiel de l'or et à redonner aux banques centrales, sous certaines conditions, la libre disposition effective de leur stock d'or : ainsi, les banques centrales pourront au cours des deux années à venir faire entre elles des opérations sur l'or à un « prix dérivé du marché », à condition que ces transactions ne tendent pas à rétablir un prix fixe de l'or et que le stock métallique global détenu à la fois par les pays du groupe des Dix et par le Fonds n'augmente pas en poids.

L'assemblée a également entériné la définition des nouveaux quotas des pays membres du Fonds : ceux des pays arabes passent de 5 à 10 %. Ceux des Etats-Unis restant de 20 % (ce qui leur laisse une minorité de blocage des décisions), certains pays industrialisés voient les leurs diminuer : c'est le cas de la France, dont le quota passe de 5,14 % à 4,92 %, et surtout de la Grande-Bretagne, dont le quota est ramené de 9,59 % à 7,50 %.

En revanche, l'accord n'a pu se faire sur le régime futur des changes ; Français et Américains ont décidé de multiplier leurs entretiens afin de parvenir à un accord lors de la prochaine réunion du comité intérimaire à la Jamaïque en janvier 1976.

Fonds monétaire international

Quatrième réunion du comité du développement

LE comité ministériel conjoint des conseils des gouverneurs du F.M.I. et de la BIRD sur le transfert des ressources réelles aux pays en voie de développement (comité de développement) a examiné, au cours de sa quatrième réunion à Washington, les 3 et 4 septembre, un rapport sur les progrès de ses travaux pour la période d'octobre 1974 à juin 1975. Le document souligne le soutien apporté par les membres du comité à la mise en place pour un an, au sein de la Banque mondiale, d'un « troisième guichet » destiné à prêter jusqu'à 1 milliard de dollars à des conditions intermédiaires. Le rapport exprime également l'espoir d'une rapide mise en place du fonds fiduciaire spécial qui doit consentir des prêts aux pays les moins avancés éprouvant des difficultés de balance de paiements ; il prend note de la création d'un groupe de travail de douze membres sur l'accès des pays en développement aux marchés des capitaux, et définit le rôle que le comité compte jouer pour faciliter les actions internationales dans le domaine du développement et du transfert des ressources.

« MECANISME PETROLIER ». — *Le F.M.I. a annoncé le 10 septembre que quatre pays membres avaient effectué des achats de devises au titre du « mécanisme pétrolier » 1975 pour un montant total de 882,01 millions de droits de tirage spéciaux : Costa-Rica, 4,80 millions ; Italie, 780,24 millions ; Pakistan, 76,36 millions ; Tanzanie, 20,61 millions. Le F.M.I. rappelle que ces quatre pays avaient déjà fait appel au « mécanisme pétrolier » en 1974.*

ADMISSION D'UN NOUVEAU MEMBRE. — *Grenade est devenu le 27 août le cent vingt-septième membre du F.M.I. Ce pays est devenu en même temps le cent vingt-sixième membre de la BIRD.*

Groupe de la Banque mondiale

La BIRD émet un emprunt de 350 millions de dollars

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD ou Banque mondiale) a annoncé, le 19 septembre, le placement, sur les marchés en dehors des Etats-Unis, d'une émission de 350 millions de dollars d'obligations remboursables le 15 septembre 1977. Ces obligations, qui ont été acquises par des banques centrales ou d'autres institutions gouvernementales de soixante et onze pays et par une institution internationale, sont appelées « obligations de 1975 à deux ans, à échéance le 15 septembre 1977 » et portent un intérêt de 8,40 % payable semestriellement ; l'émission a été vendue au pair.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — *L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a annoncé, le 9 septembre, l'octroi d'un prêt de 3,2 millions de dollars au Yémen pour l'aider à financer la remise en service du port d'Aden. Elle a aussi accordé, le 18 septembre, au Bangladesh, un prêt complémentaire de 4,6 millions de dollars destiné à financer, en partie, les améliorations du système de déchargement du pétrole dans le port de Chittagong.*

On sait que les prêts de l'AID sont octroyés pour cinquante ans sans intérêt, avec seulement une commission de service de 0,75 %.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — *La Société financière internationale (S.F.I.) a annoncé le 16 septembre l'octroi d'un prêt de 50 millions de dollars aux aciéries yougoslaves Zenica dans le cadre d'un projet d'expansion de l'industrie sidérurgique d'un coût de 737 millions de dollars.*

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS. — *Dans son rapport annuel, publié le 22 août, et qui porte sur l'exercice 1974-1975, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) signale qu'au 30 juin 1975 soixante-six Etats étaient membres du Centre et que le nombre des Etats signataires de la convention de 1965 pour le règlement des différends était de soixante et onze.*

Banque asiatique de développement

Quatre prêts

LA Banque asiatique de développement a annoncé, au mois d'août, l'octroi de quatre prêts :

— Le 12 août, 20 millions de dollars (sur quinze ans et à un taux d'intérêt de 8,75 % par an) à la Thaïlande ; ce prêt — le troisième accordé par la Banque — sera utilisé sous forme de cré-

dits aux entreprises industrielles thaïlandaises ;

— Le 19 août, 43 millions de dollars (sur vingt-trois ans et à un taux d'intérêt de 8,75 %) à la République de Corée pour le financement des travaux d'amélioration de son réseau routier ;

— LE 26 août, 22 millions de dollars (sur quarante ans et à un taux d'intérêt de 1 % par an) à l'aide du fonds d'opérations spéciales pour un projet relatif à la production de gaz au Pakistan ;

— Le même jour, 22,7 millions de dollars (sur vingt ans et à un taux d'intérêt de 8,75 % par an) à la Malaisie, en faveur d'un projet d'électrification de l'Etat de Sarawak.

Banque centraméricaine d'intégration économique

Quatre prêts

DANS le cadre de son programme de développement de l'infrastructure régionale, la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a accordé, le 30 juillet, au gouvernement du Nicaragua, un prêt de 6 200 000 dollars pour financer les travaux de construction de la route Las Mercedes-San Benito.

Deux autres prêts ont été annoncés le 1er août : 1 800 000 dollars à la municipalité de la ville de Guatemala pour financer un programme d'urgence d'approvisionnement en eau potable, et 1 million de dollars au gouvernement du Honduras pour l'achat des équipements nécessaires au développement du réseau de distribution d'eau potable à Tegucigalpa.

Enfin, le 15 août, la B.C.I.E. a donné un avis favorable à une demande de prêt du gouvernement de Costa-Rica pour financer son projet de modernisation de l'infrastructure du commerce extérieur.

EMPRUNT AUPRES D'UNE BANQUE AMERICAINE. — *La B.C.I.E. a signé le 23 août avec la Morgan Guaranty Trust de New-York un accord de prêt aux termes duquel cette dernière institution financière met à sa disposition un montant de 12 000 000 de dollars pour la poursuite de son programme de logements sociaux. Le prêt jouit de la garantie de l'Agence américaine pour le développement international.*

Banque européenne d'investissement

Emprunt de 100 millions de dollars

LA Banque européenne d'investissement a signé à Luxembourg, le 9 septembre, un contrat relatif à l'émission de 100 millions de dollars de « notes » à cinq ans sur le marché international des capitaux.

L'emprunt a été pris ferme par un syndicat international de banques sous la direction de l'Union Bank of Switzerland (Securities) Ltd.

Deux prêts

La Banque européenne a aussi annoncé deux opérations de financement le 23 septembre :

— Un prêt de 43 millions de couronnes danoises (l'équivalent de 6,1 millions d'u.c.) à Dansk Boreselskab A/S, à titre de contribution au financement de deux nouvelles plates-formes de forage pour l'exploitation du gisement « DAN » dans le secteur danois de la mer du Nord (accordé pour neuf ans, au taux de 9 1/2 % l'an).

— Un prêt d'une contre-valeur de 1,6 million de livres sterling (2,7 millions d'u.c.), au groupe international de commerce Tate Lyle Ltd, établi à Londres, pour contribuer au financement d'une usine de glucose dont la production est destinée à l'industrie alimentaire et à la brasserie (prêt pour dix ans, à 9 1/2 % l'an).

Banque interaméricaine de développement

Six prêts

LA Banque interaméricaine de développement a décidé d'octroyer trois prêts le 11 septembre :

— 7,5 millions de dollars à la Banque nationale de la République de Haïti (pour quarante ans, au taux de 1 % les dix premières années et de 2 % ensuite) pour contribuer au développement des installations portuaires à Port-au-Prince ;

— 16,5 millions de dollars à la République du Nicaragua (pour quarante ans et à 1 % les dix premières années, à 2 % ensuite) pour financer l'électrification des zones rurales ;

— 30 millions de dollars à la République de Panama (pour trente ans et à 2 %) pour contribuer au financement de la construction du réseau routier rural ;

Trois autres prêts ont été annoncés le 18 septembre :

— 20 millions de dollars à la République du Costa-Rica (pour trente-cinq ans au taux de 2 % l'an) pour améliorer les services de santé ;

— 40 millions de dollars à la Banco Central do Brasil (pour vingt ans et à 4 %) pour financer un programme en faveur des petits et moyens agriculteurs et des coopérations rurales ;

— 17 millions de dollars à la Comision Nacional de Valores-Corporacion Financiera Nacional, agence nationale équatorienne pour le développement (pour quinze ans et à 8 %) pour aider à financer un programme de crédits à l'industrie en Equateur.

PREMIER BILAN DES ECONOMIES D'ENERGIE. — *Selon un premier rapport de l'A.I.E., les programmes de conservation de l'énergie mis en œuvre par les dix-huit pays membres entre octobre 1973 et le 30 juin 1975 permettront certainement de réduire pour 1975 le niveau net de leurs importations de pétrole de 6 % par rapport à 1973. Le rapport note cependant que, malgré leur contribution à la diminution de la demande de pétrole, la plupart des programmes nationaux de conservation offrent encore* « des possibilités considérables d'amélioration ».

RECENTES PUBLICATIONS

• *Danemark et Union économique belgo-luxembourgeoise*, dans la série « Etudes économiques ».

Conseil international de l'étain

Maintien du contrôle des exportations jusqu'au 31 décembre

COMPTE tenu de l'état des stocks (2 893 tonnes au 31 mars contre 142 tonnes au 31 décembre 1974) et des tendances du marché, le Conseil international de l'étain, réuni à Londres du 16 au 19 septembre pour sa dix-neuvième session, a fixé à 35 000 tonnes le niveau autorisé des exportations d'étain des pays membres du Conseil pour la période du 1er octobre au 31 décembre 1975. La répartition des exportations autorisées a été fixée comme suit : Malaisie, 15 260 tonnes ; Bolivie, 6 321 tonnes ; Indonésie, 4 798 tonnes ; Thaïlande, 4 392 tonnes ; Australie, 1 530 tonnes ; Nigéria, 1 460 tonnes et Zaïre, 1 239 tonnes.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Augmentation de prix de 10 %

REUNIE à Vienne du 24 au 27 septembre, la conférence ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, après de difficiles négociations entre les différents participants, s'est finalement mise d'accord pour limiter à 10 % le taux de l'augmentation du prix du pétrole « arabe léger », prix qui passe ainsi à 11,51 dollars par baril. Le nouveau tarif est valable du 1er octobre 1975 au 30 juin 1976, date à laquelle il fera l'objet d'un nouvel examen.

En revanche, la conférence a ajourné sa décision quant au remplacement du dollar par les droits de tirage spéciaux comme monnaie de paiement du pétrole. Le Venezuela a reçu le plein appui de l'OPEP dans sa politique de nationalisation de l'industrie pétrolière.

• CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. — *Une conférence des Nations unies s'est ouverte le 22 septembre à Genève à l'invitation de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour renégocier l'accord international de 1972 sur le cacao, qui arrivait à expiration le 30 septembre. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du* Monde diplomatique.

• COMMUNAUTE DES CARAIBES. — *A l'occasion de sa sixième réunion à Montego-Bay (Jamaïque) les 5 et 6 août dernier, le conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes, qui avait à examiner un rapport du groupe de travail sur le sucre, a manifesté son émotion devant la publication, dans ce rapport, d'une carte des pays exportateurs de sucre de l'Amérique latine et des Caraïbes où Belize figurait comme faisant partie du Guatemala.*

— Le Comité permanent des ministres de l'éducation des pays membres de la Communauté des Caraïbes, réuni à Georgetown (Guyana) les 4 et 5 septembre, a achevé l'étude des mesures d'application de son projet régional pour l'éducation des adultes. Le projet régional se déroulera en trois étapes. La première, dont la mise au point devra être terminée à la fin d'octobre, bénéficiera de l'aide du Fonds pour la coopération technique du Commonwealth.

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — *Au cours de sa dix-huitième période de sessions, du 10 au 12 août, le haut comité pour la restructuration et le perfectionnement du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) a continué d'examiner l'avant-projet de traité-cadre portant sur la création d'une communauté économique et sociale qui devra se substituer aux structures institutionnelles mises en place par le traité général de l'intégration.*

A la même occasion, le haut comité s'est penché sur la proposition de la Banque centraméricaine d'intégration économique présentée par son président en juin dernier et qui a trait à la place de la B.C.I.E. dans le cadre des nouvelles institutions.

GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

GATT

Selon le rapport annuel : une « situation de malaise »

APRES une période d'inflation et de récession, l'une et l'autre d'une ampleur « *jamais égalée dans l'histoire de l'après-guerre* », la reprise interviendra « *peut-être* » au deuxième semestre de 1975, estime le secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), dans son rapport annuel sur le commerce international, publié le mois dernier.

Les gouvernements font face à un « *problème écrasant* », déclare le rapport : affecter de nouveau à la production les ressources oisives « *sans que cela interrompe ou renverse la tendance à la baisse des taux d'inflation* ».

La reprise, souligne aussi le GATT, suppose « *une adaptation structurelle des économies des pays industriels* ».

Le rapport se montre exceptionnellement prudent dans ses prévisions sur les tendances du commerce international.

Le chômage et l'inflation, selon le rapport, ont créé une « *situation de malaise* » qui « *conduit à penser généralement que, cette fois, la reprise se fera beaucoup plus lentement qu'on ne pourrait le penser sur la base de l'expérience des cycles passés. Il est peu probable que la reprise, qui interviendra peut-être au deuxième semestre de 1975, ramène les échanges mondiaux au niveau d'où ils sont tombés dans les six premiers mois de l'année* ».

Groupe andin

Programmes d'intégration pour la pétrochimie et l'industrie automobile

COMMENCES le 15 juillet et ajournés dix jours plus tard, les travaux de la dix-septième période de sessions ordinaires de la Commission de l'Accord de Cartagena (groupe Andin), ont repris le 26 août pour s'achever le 29. Les résultats les plus substantiels de ces rencontres concernent la pétrochimie et l'industrie automobile.

Le programme pétrochimique tend à développer la production, de sorte qu'en 1980 la dépendance de la sous-région dans ce secteur à l'égard des importations soit réduite à une fraction marginale par rapport à son niveau actuel. Quant au secteur de l'automobile, la fabrication sera partagée entre les six pays, chacun se voyant assigner la production d'une catégorie différente de voitures de tourisme ou de véhicules utilitaires.

EDUCATION, SCIENCE ET TECHNOLOGIE. — *En présence des représentants du comité du groupe Andin (la Junta) et de l'Accord « Andrès Bello », le premier séminaire consacré au projet sous-régional sur l'éducation, la science et la technologie, a eu lieu à Lima le 18 août. La réalisation du programme a été confiée au Centre universitaire andin, organisme subsidiaire de l'Accord de Cartagena. Il a pour but d'harmoniser les systèmes nationaux d'enseignement dans les trois domaines de sa compétence, en fonction des objectifs de l'intégration sous-régionale.*

Association latino-américaine de libre-commerce

Au conseil de politique financière et monétaire

LE conseil de politique financière et monétaire de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), formé des présidents des banques centrales des pays membres et de la République Dominicaine (dont l'institut d'émission est associé au système des paiements de l'ALALC), a tenu sa douzième réunion ordinaire à San-José (Costa-Rica) du 26 au 29 août, afin d'examiner les recommandations de la commission d'experts des problèmes monétaires qui avait siégé à Montevideo du 21 au 25 juillet. Le conseil a décidé l'ouverture du marché des acceptations bancaires latino-américaines, dont l'introduction à la bourse des valeurs de la capitale américaine est prévue pour la fin de l'année en cours. Il a aussi élevé le plafond des crédits accordés dans le cadre du système des paiements de l'ALALC. En outre, les procédures d'adhésion à ce système des banques centrales du sous-continent qui ne font pas partie du traité de Montevideo ont été définies.

MODIFICATION INSTITUTIONNELLE. — *Au cours d'une séance extraordinaire du comité exécutif permanent de l'ALALC à Montevideo, le 20 août dernier, le Chili a annoncé la ratification par son gouvernement du protocole institutionnalisant le conseil des ministres des affaires étrangères des onze pays membres en tant qu'organe suprême de l'organisation appelé à décider de sa politique.*

RELATIONS AVEC LE M.C.C.A. — *Après le Costa-Rica, le Honduras et le Guatemala, le Nicaragua s'est vu accorder le 25 août le statut d'observateur auprès du comité exécutif de l'ALALC. Cette décision constitue un nouveau pas vers le rapprochement du M.C.C.A. et de l'ALALC, amorcé en 1967 avec la création de la commission de coordination ALALC-M.C.C.A., qui, cependant, ne s'est réunie qu'une seule fois depuis cette date.*

O.C.D.E.

Satisfaction à l'A.I.E. devant la relance du dialogue avec les pays producteurs de pétrole

LE comité directeur de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), réuni à Paris les 17 et 18 septembre, s'est déclaré satisfait de l'initiative prise deux jours auparavant par la France pour relancer le dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole. Il a décidé de se réunir une nouvelle fois avant le 13 octobre, date à laquelle doit s'ouvrir la réunion préparatoire à la reprise du dialogue. Le comité directeur a poursuivi l'élaboration du programme de l'Agence, qui devrait être définitivement arrêté le 1er décembre prochain.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Marché commun

Accord partiel sur les problèmes monétaires

LES ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des neuf pays du Marché commun ont décidé, le 24 août à Venise, d'adopter une position commune sur les problèmes monétaires, excepté sur la question du régime des changes.

Les ministres sont donc tombés d'accord sur le problème de l'utilisation de l'or du Fonds monétaire international (F.M.I.), sur celui de *la liberté des transactions en or entre banques* centrales, et sur le problème des quotas au F.M.I.

Ils ont longuement discuté aussi de la situation conjoncturelle en Europe, ainsi que des mesures de relance dans les différents pays.

Les Neuf se sont mis d'accord pour que les actions de relance soient simultanées et adaptées à la situation de chaque pays. Ils ont constaté que les mesures envisagées représentent déjà de 3 à 4 % du produit national brut (P.N.B.) de chaque pays, excepté la Grande-Bretagne.

Echec pour le marché commun du vin

Après vingt et une heures de discussions ininterrompues, les ministres de l'agriculture se sont séparés le 10 septembre à l'aube à Bruxelles sans avoir adopté de mesures pour assainir le marché européen du vin et pour aider la France à enrayer l'afflux sur son marché de vins italiens à bas prix.

A l'issue de ce débat sans résultats, la France a invoqué la clause de sauvegarde prévue dans le règlement organisant le marché du vin pour annoncer qu'elle déciderait de freiner les importations de vins italiens favorisés jusqu'à présent par la dépréciation de la lire italienne. Cette mesure de sauvegarde, qui a pris la forme d'une taxe, serait en application jusqu'à la fin de l'année.

Le ministre italien de l'agriculture, M. Giovanni Marcora, a vigoureusement critiqué la décision française, qu'il a qualifiée d'illégale. De source proche de la délégation italienne, on indiquait que Rome utiliserait tous les moyens de procédure pour s'y opposer.

La clause de sauvegarde invoquée par la France (article 31, paragraphe 2, du règlement sur le vin) permet à un Etat membre de se protéger contre des importations lorsque les instruments administratifs nécessaires à la gestion du marché ne sont pas en place.

La délégation française, a expliqué M. Christian Bonnet, a estimé que cette condition était remplie parce que les Neuf ne s'étaient pas mis d'accord sur la révision du règlement vin. Les ministres, en avril dernier, avaient pris l'engagement de réviser ce règlement avant le 1er août, mais ils n'y sont pas parvenus en dépit de longues heures de discussion.

La réforme du marché du vin devait tendre à éviter les excédents (la production dépasse légèrement la consommation) par une discipline imposée aux producteurs : interdiction de nouvelles plantations de vignes, relèvement du degré d'alcool des vins commercialisés, distillation préventive des excédents en début de campagne.

La Commission du Marché commun a exprimé officiellement le 15 septembre son opposition à la taxe imposée par la France pour freiner les importations de vins italiens. Mais elle n'a pas fixé de délai à la suppression de cette taxe, ce qui laisse au gouvernement français un certain délai de réaction lui permettant d'apprécier l'effet d'autres mesures annoncées par la Commission européenne pour décongestionner le marché européen du vin envahi par les surplus des deux dernières récoltes.

La Commission du Marché commun, à la suite de la réunion du comité agricole spécial sur le vin à Venise, les 18 et 19 septembre, a décidé d'augmenter les restitutions sur les exportations de vins de type italien et français vers tous les pays tiers (sauf les deux Amériques et les dix-huit pays qui respectent le prix d'orientation communautaire du vin).

En ce qui concerne la deuxième mesure envisagée par la Commission, suppression le 29 septembre du montant compensatoire monétaire de 12,3 % qui frappe les importations de vins de table italiens et français en République fédérale d'Allemagne, le comité spécial agricole n'a pas, à Venise, été unanime sur cette mesure, qui a provoqué la colère de M. Joseph Ertl, ministre allemand de l'agriculture. Plusieurs délégations se sont abstenues. En conséquence, la Commission a engagé sur cette question la procédure écrite.

Le prix de l'Europe agricole

Le financement de la politique agricole commune coûte de moins en moins cher aux Européens : dans son rapport financier au Conseil des ministres des Neuf, la Commission du Marché commun indique qu'en termes réels les dépenses du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) ont été moins importantes l'an dernier qu'en 1970, en dépit de l'élargissement de la Communauté. Ces dépenses avaient représenté 0,61 % du produit intérieur brut de la Communauté en 1970. Ce pourcentage est passé à 0,38 en 1971, 0,44 en 1972, 0,50 en 1973 et 0,37 en 1974.

Le secteur laitier représente toujours environ 40 % de ces dépenses (6 837 millions de francs français, soit 1 221 millions d'u.c.). Les céréales prennent une place plus modeste : 12,87 % l'an dernier, contre 26,2 % en 1973. Le prix élevé des céréales sur le marché mondial a permis de limiter les dépenses, dans ce secteur, à 2 245 millions de francs français (401 millions d'u.c.).

Des économies sont constatées également pour les matières grasses, le sucre, la viande porcine et les produits transformés. Par contre, la mise à l'intervention de grandes quantités de viande bovine qui ne trouvaient pas acquéreur sur le marché a coûté beaucoup plus cher que par le passé au FEOGA.

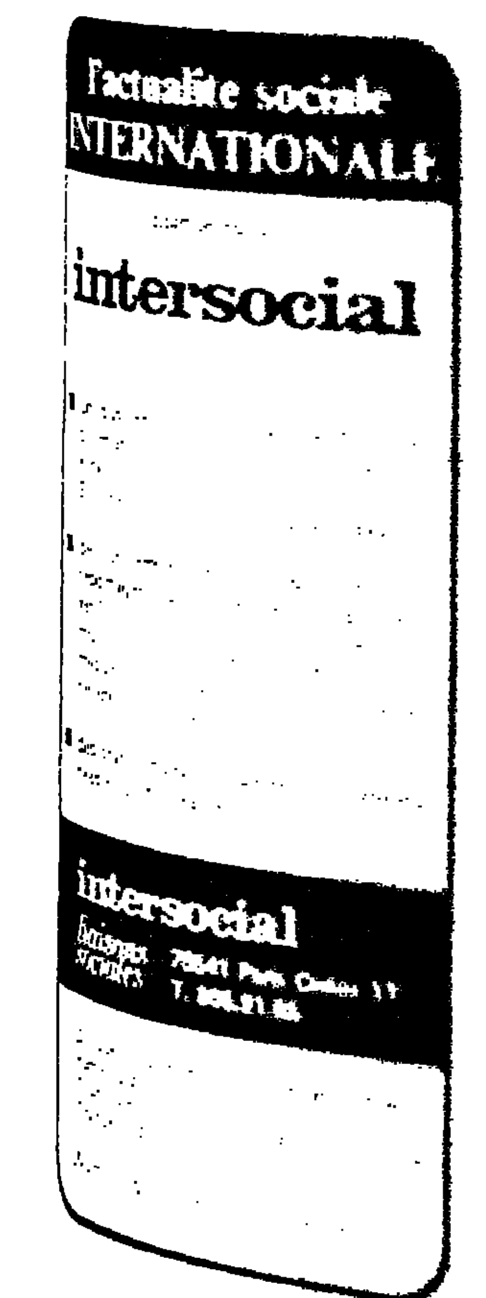
La Commission souligne que, depuis 1971, elle a dépisté cent soixante-seize cas de fraudes au préjudice du FEOGA, représentant 15 millions d'unités de compte (84 millions de francs français). Depuis lors, quatre-vingt-neuf cas ont été réglés et il reste 5,3 millions d'u.c. (30 millions de francs français) à récupérer.

RELATIONS AVEC LES PAYS DU BASSIN MEDITERRANEEN. — *Les ministres des affaires étrangères des Neuf réunis à Bruxelles le 16 septembre ont décidé de reporter à leur prochaine session en octobre l'examen approfondi des implications politiques que pourrait avoir la conclusion d'accords à long terme, avec l'Egypte notamment, pour la fourniture de denrées alimentaires.*

Les ministres ont d'autre part fait le point de la politique globale dans le bassin méditerranéen qui ne progresse guère. Ils ont ensuite participé à un conseil d'association avec la Turquie.

Enfin les représentants permanents ont été chargés de préparer les modalités techniques d'une aide financière que la C.E.E. pourrait éventuellement apporter au gouvernement de Lisbonne.





CECA

Second plan de réduction volontaire de la production d'acier

LA situation de la sidérurgie européenne est plus mauvaise que jamais. En août, la production d'acier des Neuf a été inférieure de 32 % à celle de l'année précédente, elle-même déjà touchée par la crise. Le recul est de 40 % en Italie, 24 % en France, 25 % en Grande-Bretagne, 32 % en Allemagne, 66 % en Belgique... Durant les huit premiers mois de l'année, les Neuf ont coulé 18 millions de tonnes d'acier de moins qu'en 1974, à pareille époque.

Le marché intérieur est maussade, en raison de la crise qui frappe tous les pays d'Europe. Mais hors de la Communauté aussi les affaires marchent mal. Les pays tiers, qui avaient augmenté leurs achats au cours des premiers mois de l'année, n'ont cessé depuis de les diminuer. Cela touche en particulier l'Allemagne fédérale et les pays du Benelux, alors que l'Italie a connu une évolution nettement plus favorable. En France aussi, le rythme mensuel des exportations est redevenu faible, après les bons mois de mars et d'avril.

La Commission européenne, qui avait été lente à réagir, ce printemps, aux demandes d'organisation du marché émanant des producteurs, notamment des sidérurgistes français, s'est cette fois montrée plus rapide. Elle a rendu public le 17 septembre un second plan trimestriel de réduction volontaire des productions nationales d'acier, demandant aux maîtres de forges d'abaisser leur production d'octobre à janvier d'environ 24 % par rapport à celle qu'ils avaient coulée en 1974 à pareille époque. La réduction, plus forte que celle décidée en juin (15 %) est, cette fois encore, variable selon les pays : plus forte pour les Pays-Bas (— 31,4 %), l'Allemagne (— 28,3 %), le Luxembourg (— 27,7 %), la Belgique (— 25 %) et la France (— 26,7 %) ; inférieure à la moyenne communautaire pour l'Italie (— 17,5 %) et le Royaume-Uni (— 12,4 %). Pour le Danemark et l'Irlande, il est même envisagé une augmentation de 17,6 % de la production d'acier brut par rapport à octobre-décembre 1974.

Ces taux, on le sait, diffèrent assez peu de la situation actuelle, sauf pour la Belgique et le Royaume-Uni où la baisse proposée est plus faible que celle que l'on constate aujourd'hui. On notera que la Commission de Bruxelles répugne, comme en juin, à décréter l' « état de crise manifeste » demandé par Paris et pourtant évident vu la situation. Elle ne veut pas être amenée à décréter des quotas de production par entreprise et à restreindre la liberté des échanges d'acier. Il s'agirait là, pour elle, d'une procédure trop lourde alors qu'il est possible de parvenir au même résultat — gérer de manière coordonnée la crise — par la méthode plus souple des « programmes prévisionnels ».

LA SIDERURGIE FRANÇAISE *a décidé de réduire de 20 % ses horaires de travail, plutôt que de recourir aux licenciements qu'elle avait envisagés initialement. Cela se fera par arrêt complet d'usines ou d'installations. La semaine de travail moyenne passera de 40 heures à 32 heures pour les services continus, de 43 heures à 35 heures pour les non continus. L'Etat prenant en charge une partie du salaire perdu, cela entraînera pour les salariés une baisse de rémunération d'environ 7 %.*

LA PRODUCTION DE MINERAI DE FER *dans la CECA diminue moins vite que celle de fonte brute. En un an, elle a baissé de 4,1 % seulement, alors que celle de fonte diminuait de 17 % (calculs faits sur un semestre). La raison en est que les sidérurgistes de la Communauté s'efforcent d'utiliser en priorité le minerai extrait dans le Marché commun.*

L'EXTRACTION CHARBONNIERE DES NEUF *a été, durant les sept premiers mois de l'année, à peu près égale à celle de l'année précédente en Allemagne et en France, inférieure de 8 % en Belgique et supérieure de 33 % en Grande-Bretagne, où la période comparable de 1975 avait été gravement perturbée par la grève des mineurs.*

PLAINTES AMERICAINES CONTRE LE *DUMPING* DE L'ACIER EUROPEEN. — *Les services de Bruxelles ont accueilli avec le plus grand sang-froid les nouvelles attaques américaines contre un prétendu dumping de l'acier européen. Avant l'action engagée par la U.S.-Steel, plusieurs plaintes antidumping avaient déjà été introduites sur le même sujet au cours des années précédentes, sans qu'elles aient jamais eu de suite sérieuse ; mais, depuis la mise en vigueur en 1974 du nouveau Trade Act, on peut s'attendre à une enquête approfondie de la part du département du Trésor. La société américaine vise la non-application de la T.V.A. sur l'acier exporté d'Europe. Ce système, soulignent les milieux de la Commission européenne, n'a aucun caractère discriminatoire, puisqu'il s'applique également aux échanges d'acier — et d'autres produits — entre les Neuf.*

Association européenne de libre-échange

Quinzième rapport annuel

LA récession mondiale rend encore plus nécessaires la coopération internationale et le renforcement du système libéral des échanges, estime l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), dans son quinzième rapport annuel.

L'A.E.L.E., formée le 3 mai 1960, sur l'initiative de la Grande-Bretagne, à la suite de la création du Marché commun, comprend aujourd'hui l'Autriche, le Portugal, la Suède, la Suisse, le Norvège, l'Islande, ainsi que la Finlande en tant que membre associé.

Les pays membres ont subi les effets de la récession mondiale en raison de leur grande dépendance à l'égard du commerce international, souligne le rapport. « *Si leur population totale ne représente que 1 % de la population du globe, ils s'attribuent néanmoins 7 % des exportations mondiales et 9 % des importations mondiales.*

» *Durant la période examinée, la balance des paiements de la plupart des pays de l'A.E.L.E. s'est détériorée. De plus, la hausse des prix des importations, en particulier du pétrole et de plusieurs matières premières, a inévitablement contribué à augmenter le niveau de l'inflation intérieure.*

» *Ces circonstances ont renforcé la conviction des gouvernements de l'A.E.L.E. que seule une coopération de vaste portée peut fournir des solutions durables permettant d'améliorer le système des paiements et de renforcer le système libéral des échanges qui a beaucoup contribué à l'élévation des niveaux de vie dans le monde.* »

Le rapport passe également en revue les efforts accomplis au cours de l'année par l'Association pour généraliser le libre-échange (97 % des échanges entre les pays participants sont désormais exempts de droits à l'importation et de contingents) et pour améliorer les accords de libre-échange qui régissent le commerce avec les pays de la Communauté économique européenne (le niveau général des droits de douane sur leurs échanges a été ramené à 40 % du droit de base appliqué en 1972). Le rapport consacre ensuite un chapitre à la suppression des obstacles techniques aux échanges et rend compte de l'assistance apportée au Portugal par les pays de l'A.E.L.E.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation des Etats américains

La révision du système se poursuit

LA commission générale du conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a installé à Washington, le 10 septembre, la sous-commission chargée de mettre la dernière main aux mesures de révision de la charte de l'Organisation et au traité interaméricain des solutions pacifiques.

Cette nouvelle étape a été précédée, on le sait, de l'adoption, en juillet dernier, à la conférence de San-José, du protocole des réformes au traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR).

Selon le calendrier établi par l'Assemblée générale de l'O.E.A., la troisième et dernière étape de la révision du système interaméricain devra parachever, dans les premiers mois de 1976, les accords sur la charte de l'Organisation, sur le traité interaméricain des solutions pacifiques, enfin sur le traité sur la sécurité économique collective et sur la coopération pour le développement.

Une assemblée générale extraordinaire — ou, à défaut, l'Assemblée générale, à l'occasion de sa nouvelle période de sessions ordinaires — entérinera ces nouvelles dispositions.

SESSION D'AUTOMNE DU CONSEIL PERMANENT. — *Le conseil permanent de l'O.E.A. a ouvert sa session d'automne le 3 septembre dernier. Ses travaux ont d'abord porté sur le projet de code de conduite des entreprises multinationales en Amérique latine et sur l'organisation de la dix-huitième assemblée annuelle de la Commission interaméricaine des femmes en 1976.*

L'AIDE AUX PAYS TOUCHES PAR LA CRISE INTERNATIONALE. — *La commission exécutive permanente du Conseil interaméricain économique et social (CEPCIES) s'est réunie à Washington du 17 au 19 septembre pour considérer les possibilités de création d'un fonds spécial de financement pour venir en aide aux pays membres en voie de développement les plus touchés par la crise internationale.*

Elle a aussi débattu de l'ordre du jour de la septième conférence interaméricaine sur l'agriculture. Enfin, poursuivant l'examen de la situation économique des pays membres, la commission — qui a succédé, on le sait, à l'ancien Comité interaméricain de l'Alliance pour le progrès (CIAP) — s'est penchée sur la situation de la Bolivie en 1974.

EDUCATION, SCIENCE ET CULTURE. — *La sous-commission des programmes et du budget de la commission exécutive permanente du Conseil interaméricain pour l'éducation, la science et la culture (CEPCIECC), réunie à Washington le 18 septembre, a approuvé les projets mis au point par l'Organisation dans le cadre de son programme de développement de l'éducation, de la science et de la technologie en 1975-1976. Les sommes affectées à leur financement s'élèveront à 9 833 300 dollars, dont 5 900 000 pour les projets scientifiques et technologiques, et 3 933 300 pour l'éducation.*

OTASE

Dissolution progressive de l'organisation

LES représentants des six membres actifs de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) — Etats-Unis, Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande, Philippines et Thaïlande, — réunis le 24 septembre à New-York, ont décidé que l'OTASE ayant rempli sa mission, et en raison des circonstances nouvelles en Asie du Sud-Est, elle devait disparaître graduellement : la dissolution s'étalera sur deux années, affectant surtout les activités civiles ayant un caractère technique ou économique qui pourraient d'ailleurs être transmises à d'autres organisations bilatérales ou multilatérales. Les activités militaires, quant à elles, avaient été interrompues il y a deux ans. Deux Etats membres s'étaient déjà retirés de l'Organisation : la France et le Pakistan.

Le secrétaire général de l'OTASE a été chargé de mettre au point un plan de dissolution. *(Voir page 21 l'article de Philippe Pons.)*

Conseil de l'Europe

La coopération entre zones frontalières

PLUS de cent cinquante représentants de régions et de communes frontalières de quatorze pays européens se sont réunis à Innsbruck du 11 au 13 septembre, sous les auspices du Conseil de l'Europe, pour examiner les problèmes particuliers qui se posent aux autorités locales et aux populations de ces régions. Les débats ont principalement porté sur certains aspects de la coopération frontalière : la consultation préalable lors de l'établissement d'installations industrielles (usines polluantes et centrales nucléaires), les divers modèles de planification régionale dans les zones frontalières, l'exemple de coopération entre régions frontalières dans les pays nordiques pour la protection de l'environnement et la contribution des travailleurs frontaliers à l'intégration européenne. Les conclusions de ce colloque seront transmises à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

DROITS DE L'HOMME. — *La délégation de la commission européenne des droits de l'homme, chargée, le 28 mai dernier, de mener une enquête sur les deux requêtes introduites par Chypre contre la Turquie, a terminé sa mission à Chypre le 6 septembre, après avoir entendu de nombreux témoins et visité deux camps de réfugiés. Un rapport a été soumis à ce sujet à la commission européenne qui a ouvert sa session le 29 septembre à Strasbourg.*

AFFAIRES FAMILIALES. — *Les ministres des affaires familiales de dix-huit pays européens ont participé à une conférence organisée par le Conseil de l'Europe à Oslo, du 17 au 19 septembre, sur le thème de l'égalité entre les hommes et les femmes et ses incidences sur la vie familiale et l'action gouvernementale.*

Conférence des pays non alignés

Création d'un fonds pour le financement de stocks de matières premières

LA cinquième conférence ministérielle des pays non alignés, réunie à Lima du 25 au 30 août, a adopté un document final qui comprend deux textes et quatre résolutions. Le premier texte, sous le nom de « programme de Lima », souligne l'ordre « injuste » qui caractérise la situation internationale, qualifie de « brillants » les résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et passe en revue un certain nombre de problèmes internationaux. Il salue les victoires du Cambodge, du Laos et du Vietnam, accueille « *avec joie la chute du régime colonialiste au Portugal* », lance un appel au cessez-le-feu aux mouvements de libération angolais, prend position dans le conflit chypriote en demandant « *le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes étrangères de l'île* », et dénonce l'attitude à l'ONU des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France en faveur de l'Afrique du Sud. Le même texte demande à la France de retirer ses troupes des Comores, appuie la position marocaine dans le conflit qui l'oppose à l'Espagne à propos du Sahara, réaffirme le soutien des non-alignés à l'indépendance « *immédiate et inconditionnelle du peuple de la côte des Somalis* », et demande au Conseil de sécurité de l'ONU de « *prendre les mesures nécessaires* » pour obliger Israël à se conformer aux résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient.

Dans le second texte, les ministres demandent « *l'application rigoureuse des principes du nouvel ordre économique international, et plus particulièrement du principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles, ainsi que l'adoption d'une stratégie commune d'assistance réciproque* ».

La conférence définit ensuite un plan d'action destiné à renforcer la solidarité des pays non alignés et décide : 1° de créer un fonds de solidarité pour le développement économique et social en faveur duquel chaque pays membre devra verser une souscription de 500 000 droits de tirage spéciaux ; 2° de créer un conseil d'association des pays en voie de développement producteurs et exportateurs de matières premières ; 3° d'établir un fonds de solidarité pour la reconstruction du Cambodge, du Laos, du Vietnam et des autres peuples d'Indochine ; 4° de créer un fonds spécial pour le financement des stocks régulateurs de matières premières et de produits de base exportés par les pays en voie de développement (une conférence qui se réunira à Genève en juin 1976 en fixera les modalités).

En ce qui concerne le dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole, les pays non alignés « *notent avec satisfaction l'action solidaire des pays en voie de développement représentés au comité préparatoire de la conférence de Paris sur l'énergie* » et décident de renforcer leur action commune lors des prochaines réunions.

Dès le début de leurs travaux, les ministres avaient décidé d'admettre à la conférence la Corée du Nord, le Vietnam du Nord, Panama et l'Organisation de libération de la Palestine, mais avaient rejeté la candidature de la Corée du Sud.

Union interparlementaire

Soixante-deuxième conférence à Londres

L'UNION interparlementaire a tenu sa 62e conférence du 4 au 12 septembre à Londres, avec la participation de sept cent quatre-vingt-seize délégués, dont cinq cent deux parlementaires de soixante-sept pays.

La conférence a adopté six résolutions sur : la situation en Proche-Orient ; la non-prolifération des armes nucléaires ; l'interdiction des armes chimiques et d'utiliser des techniques modernes pour agir sur l'environnement à des fins militaires ; la réalisation effective des droits et responsabilités entre l'homme et la femme ; le développement et la coopération économique internationale ; l'utilisation des moyens audio-visuels et d'autres techniques modernes pour la promotion de l'éducation ; enfin sur l'application intégrale de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux.

Le conseil interparlementaire s'est réuni à Londres les 3 et 12 septembre. Il a admis, comme membre de l'Union, le Parlement de la République arabe du Yémen et a décidé de suspendre l'affiliation des groupes interparlementaires de la République du Vietnam et du Laos.

Informé des mesures prises par les membres de l'Organisation, ainsi que par le secrétariat, en faveur des parlementaires chiliens détenus depuis 1973 dans leur pays, le conseil a décidé que, en 1976, l'Union poursuivra l'action entreprise en ce domaine.

Les règlements des différents organes de l'Union ont été modifiés afin que puissent être admis à suivre ses travaux, à titre d'observateurs, des représentations d'organisations auxquelles le statut d'observateur a été accordé par l'Assemblée générale des Nations unies. Le Conseil national palestinien a été invité à ce titre aux réunions de l'Union pour 1976.

Croix-Rouge

Les activités du C.I.C.R. en 1974

LE Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a consacré, en 1974, plus de 50 millions de francs suisses à l'aide aux victimes de conflits dans de nombreuses régions du monde, et, principalement, dans les deux Vietnams (11 millions de francs suisses), à Chypre (10 millions de francs suisses en moins de six mois), en Proche-Orient (10 millions) et au Chili (5 millions). Mais, comme l'indique le rapport annuel publié au début du mois de septembre, l'essentiel des efforts du C.I.C.R. a porté, en 1974, sur la protection des individus et des familles : visite de vingt-quatre mille prisonniers de guerre, inspection de trois cent soixante-dix autres lieux de détention abritant plus de quatre-vingt-dix mille détenus principalement politiques, rapatriement de trois cent seize mille personnes (dont quatre-vingt-dix mille prisonniers de guerre) entre l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, contrôle des quinze opérations de libération de prisonniers à Chypre, organisation de regroupements de familles et de passages d'étudiants en Proche-Orient, acheminement de plus d'un million de messages familiaux, etc.

Au cours de l'année 1974, le C.I.C.R. s'est également préoccupé de la protection des individus sur le plan juridique en organisant la première session de la conférence diplomatique sur le droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, ainsi que la conférence d'experts gouvernementaux sur l'emploi de certaines armes conventionnelles.

OPERATION A TIMOR. — *Dans les derniers jours du mois d'août, le C.I.C.R. a engagé une opération d'assistance aux victimes des troubles qui avaient éclaté dans la partie portugaise de l'île de Timor. Au total, dix-huit personnes (médecins et personnel infirmier) travaillent sur place sous l'égide du C.I.C.R. et assurent le seul service médical fonctionnant dans l'île.*

● ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD. — *Le représentant de la Grèce a renouvelé le 17 septembre devant le conseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) la détermination du gouvernement grec de se retirer de la structure militaire intégrée de l'alliance. La décision grecque avait été prise en août 1974 à la suite de l'intervention militaire turque à Chypre.*

● ASSEMBLEE DE L'ATLANTIQUE NORD. — *Près de deux cents parlementaires des quinze pays membres de l'Assemblée de l'Atlantique nord ont participé aux travaux de la vingt et unième session de l'Assemblée, qui se sont déroulés à Copenhague du 21 au 26 septembre.*

● UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — *Le comité des présidents, organe directeur de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) a adopté, le 11 septembre à Paris, un projet de résolution sur l'union européenne et la défense de l'Europe à l'intention de M. Léo Tindemans, premier ministre de Belgique, chargé de soumettre un rapport sur l'union européenne au prochain conseil européen.*

● COMMONWEALTH. — *Les ministres des pays du Commonwealth, réunis à Georgetown (Guyana), ont adopté à la fin du mois d'août une déclaration préconisant l'adoption de mesures visant à réduire l'écart entre nations riches et nations pauvres. Cette déclaration, qui reprend les conclusions du rapport d'un groupe de dix experts, recommande la mise en œuvre d'un programme intégré concernant les matières premières qui aurait pour base l'établissement d'un système de stocks régulateurs financé par les pays producteurs et consommateurs de matières premières, auxquels pourraient se joindre les pays exportateurs de pétrole. Le rapport recommande également l'indexation des prix des matières premières sur ceux des produits industriels.*

● TRANSPORT AERIEN. — *Les représentants des compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) ont commencé, le 2 septembre à Genève, une série de réunions consacrées aux tarifs à appliquer à partir du 1er avril 1976, sur l'Europe, le Proche-Orient et l'Afrique. Parmi les sujets à l'ordre du jour figure la fixation des tarifs applicables pour le supersonique Concorde qui doit entrer en service dès le début de l'année prochaine. Air France et British Airways ont proposé à l'IATA de lui appliquer un tarif supérieur de 10 % à celui des « premières classes », tandis que certaines compagnies aériennes demandent un tarif de 20 à 25 % supérieur.*

LE MONDE DIPLOMATIQUE

RHODÉSIE

La forteresse assiégée

Par FRANCIS LECLERC

PASSANT au ras des bosquets jaunis par la saison sèche. l'hélicoptère Alouette-III, l'un des cent cinquante prêtés par l'Afrique du Sud, fouille la brousse clairsemée. Soudain, un guérillero fait un mouvement pour s'enfoncer sous l'abri d'un arbuste L'éclair de son arme attire aussitôt l'attention du mitrailleur, qui ouvre le feu Déséquilibré par le recul du canon de 20 millimètres. l'appareil dérape sur le côté. Au sol, l'homme ébauche un geste de fuite et retombe, coupé en deux par la rafale Tournant en cercles serrés autour du groupe qui se met à courir dans les hautes herbes, l'Alouette le poursuit de ses tirs meurtriers hachant autour de lui la végétation. Décimés par les obus explosifs. les partisans parviennent à gagner un épais couvert. Tandis qu'il communique à la radio la position et l'axe de fuite du petit groupe. le pilote pose son appareil à la lisière Aussitôt, trois commandos SAS, le fusil d'assaut FAL à la main, se lancent à la poursuite des fugitifs Deux heures plus tard surpris au détour d'une piste par le feu de deux mitrailleuses postées en embuscade, le reste du groupe de guérilleros est exterminé.

NUMERIQUEMENT faible, l'armée rhodésienne, qui se donne l'allure efficace de l'armée israélienne, mise sur la vitesse, le renseignement et la communication. Malgré les mines de plus en plus nombreuses, les Land-Rover de la « Special Branch » la police spéciale, et de l'armée patrouillent sans cesse sur les pistes de zones d'insécurité. Malgré les difficultés d'approvisionnement en pièces de rechange. les vieux appareils de l'armée de l'air assurent une couverture mortelle contre les infiltrations de guérilleros Mais, sans les hélicopères sud-africains qui constituent l'épine dorsale de sa force d'intervention, la capacité de réaction du système de sécurité rhodésien serait considérablement réduite.

Jusqu'à présent. les forces de sécurité rhodésiennes. avec l'appui des quatre mille policiers sud-africains cantonnés aux frontières, avaient réussi à contenir les infiltrations des soldats des organisations noires : la ZANU, la ZAPU et le FROLIZI. Les divisions des combattants de la liberté les avaient servis autant qu'elles avaient embarrassé la Zambie de Kenneth Kaunda, l'Etat indépendant voisin qui leur fournissait accueil et soutien logistique. Outre le différend sino-soviétique reflété dans l'hostilité des deux mouvements — la ZAPU soutenue par l'Union soviétique et la ZANU armée et entraînée par la Chine, — de violentes luttes tribales ensanglantaient régulièrement le camp nationaliste. Les efforts de conciliation panafricains entre les deux mouvements n'avaient abouti qu'à en créer un troisième, le FROLIZI. Réglant leurs différends internes à coups de bombes, les factions entretenaient un climat d'insécurité dans les pays hôtes. Indignés par l'assassinat. dans des circonstances mal éclaircies, de Chitepo, le chef militaire de la ZANU, au début de l'année, les présidents Kaunda, de la Zambie, et Nyerere. de la Tanzanie, finirent par interdire les mouvements dans leurs pays respectifs, ouvrant ainsi des perspectives de négociation.

POURTANT, une reprise des combats, dans les circonstances nouvelles créées par l'indépendance du Mozambique, pourrait vite s'avérer catastrophique militairement pour le système de sécurité rhodésien. A part les 200 kilomètres de frontières communes avec l'Afrique du Sud, la Rhodésie est désormais entièrement entourée d'Etats noirs. Pour défendre des milliers de kilomètres contre les infiltrations des guérilleros, l'armée rhodésienne ne dispose guère que de quatre mille hommes d'active et dix mille de réserves. Ses moyens de recrutement sont limités dans un pays qui ne compte que deux cent cinquante mille Blancs contre cinq millions de Noirs : une proportion de un à vingt.

Dans sa force d'intervention constituée de trois régiments, deux unités sont blanches : le R.L.I (Rhodesian Light Infantry, régiment léger d'infanterie), le SAS (Special Air Service, les para-commandos) . la troisième, africaine, le RAR (Rhodesian African Rifles, le régiment de tirailleurs africains) Bien que les Rhodésiens clament bien haut l'absolue fidélité de ce régiment, surtout recruté chez les kalangas, certains incidents récents permettent d'en douter.

Une nouvelle unité africaine serait en formation, composée de transfuges mozambicains des GEP. ces troupes spéciales de la PIDE, la Gestapo portugaise. commandos de sinistre mémoire. Recrutés par une intense campagne internationale, des mercenaires arrivent de tous les points du monde : Américains vétérans du Vietnam, anciens légionnaires, ex-paras, soldats de fortune et clochards de l'aventure guerrière...

Mais le nombre très faible des Rhodésiens blancs et la fragilité de l'économie du pays ne permettent pas une longue mobilisation dans l'armée. Le soutien de plus en plus conditionnel de l'Afrique du Sud, qui a été la première à tirer les conséquences de la chute de l'empire portugais, prive désormais la Rhodésie de son décisif appui militaire. Les quatre mille policiers sud-africains qui patrouillaient les frontières ont été officiellement retirés dans le cadre de la politique de détente. En fait, si leur présence se fait plus discrète, elle n'a pas totalement disparu.

Il semble bien qu'une reprise des hostilités, déclenchées cette fois avec l'appui déterminé et l'expérience du FRELIMO mozambicain, correspondrait à une infiltration de grand style : des milliers de guérilleros. L'armée rhodésienne, qui n'est pas parvenue à détruire les foyers de guérilla de groupes souvent mal dirigés et divisés, se trouverait alors incapable de faire face. Elle ne pourrait espérer rétablir la situation que grâce à une intervention de l'armée sud-africaine et c'est bien ce que le gouvernement de M. Vorster semble vouloir éviter.

« REGARDEZ l'Afrique noire, elle en est à son trente-cinquième coup d'Etat militaire. Nulle part un régime démocratique. Vous cherchez dans une langue africaine un mot qui exprime le concept de chef de l'opposition et ce que vous pouvez trouver de plus approchant c'est « chef ennemi ». Partout des massacres, le règne de l'injustice, de l'arbitraire et du gaspillage. » La moustache blonde soigneusement taillée, la voix douce et mesurée, l'officiel du gouvernement rhodésien poursuit : « Il n'est pas question pour nous de nous soustraire à la loi de la majorité. Tous ici savent bien qu'elle est inéluctable. Ce pays deviendra noir et nous ne l'empêcherons pas. Mais nous voulons que le passage se fasse progressivement et dans l'ordre. Les Africains sont trop impatients : ils veulent tout et tout de suite. Dans cinq ans, par le jeu normal des institutions, ils disposeront de la majorité à la Chambre. Cinq ans, c'est de toute façon ce que nos forces de sécurité peuvent tenir. Alors pourquoi veulent-ils obtenir par la violence ce qu'ils peuvent avoir pacifiquement ? » Dans toute la Rhodésie blanche, on entend le même discours, on sent la même inquiétude.

Sur l'échine centrale du pays, les hautes terres, où l'altitude assure un climat tempéré, les fermes européennes s'alignent les unes après les autres, vastes entreprises modèles aux productions records. Elles se partagent 45 % de la superficie totale du pays et certaines d'entre elles dépassent le million d'hectares. Parqués dans les basses terres, cinq millions d'Africains s'entassent sur les territoires surpeuplés des Tribal Trust Land, les réserves indigènes.

Les fermiers se font fort de rappeler que la Rhodésie est le grenier de l'Afrique australe, qu'ils nourrissent de leur production tous les pays de la région. Le Mozambique et l'Angola mourraient de faim sans eux. Si les Africains prenaient leurs terres, ils ne feraient qu'étendre la misère et le sous-développement : les terres des réserves indigènes n'étaient pas plus mauvaises que celles des fermiers blancs, c'est le mauvais usage, l'ignorance et l'érosion qui en a fait ce qu'elles sont.

« Un Africain n'a jamais pu avoir une ferme, on ne lui a jamais donné les moyens d'apprendre. Comment peuvent-ils dire que nous sommes des incapables, nous n'avons jamais eu notre chance. » L'Africain qui me parle n'a rien d'un révolutionnaire. Il croit religieusement aux diplômes, à l'éducation, à toutes les règles du monde blanc. Il s'est saigné pour que son fils puisse faire ses études, et maintenant que celui-ci est licencié de chimie, il ne peut pas trouver d'emploi parce qu'il y a toujours quelqu'un qui vient d'Europe et qui prend la place.

DEPUIS l'époque de la défunte fédération des Rhodésie-Nyassaland et du gouvernement libéral de Garfield Todd, la situation des Africains en Rhodésie n'a cessé de se dégrader. Ils ont subi une telle succession d'humiliations, de réductions de leurs droits et de promesses non tenues qu'ils ont perdu toute confiance dans le gouvernement de M. Smith. Malgré les déclarations officielles, la publicité des négociations avec les chefs traditionnels et le recours systématique à toutes les techniques d diversion et de manipulation, le glissement définitif de l'opinion africaine dans le camp nationaliste ne peut plus être caché.

Dans ce pays, où les Africains n'ont pas le droit, quels que soient leurs connaissances techniques ou leurs moyens financiers, d'acheter une ferme, où leurs droits de propriété sont à peine tolérés dans les villes et restreints à certains quartiers, même la petite bourgeoisie est en train de se rallier à la lutte armée. Témoin cet homme d'affaires, prospère, cravate à grosse épingle, diamant à la chevalière et costume trois pièces sombre qui, au début de l'entretien, parlait réalisme, entente et progrès et, brusquement, s'échauffe : « Les Blancs ne réalisent pas combien nous sommes à bout. Ils nous brandissent sans cesse à la face la menace du chaos. Ils ne nous impressionnent plus avec leurs arguments économiques et leurs calomnies sur les Etats indépendants. Nous n'avons rien et nous n'avons aucun droit Un homme humilié et dépouillé n'a rien à perdre. Ils croient nous faire céder en nous massacrant, en nous terrorisant avec leurs chiens et leurs fusils. Ils refusent de voir la réalité, de savoir que nous sommes prêts à mourir, à tout brûler, car nous sommes désespérés. Maintenant, le pire peut arriver, qu'il arrive ! »

L'EFFONDREMENT du colonialisme portugais, entraînant la victoire du FRELIMO révolutionnaire au Mozambique après les accords de Lusaka de septembre 1974, a provoqué dans toute l'Afrique australe un bouleversement des rapports de force autour du Zambèze. Cette ancienne frontière du bloc austral blanc, brusquement reculée d'un millier de kilomètres tout le long de l'océan Indien, n'est plus tenue par la Rhodésie, désormais presqu'île entourée par les Etats indépendants et à peine reliée à l'Afrique du Sud par un isthme étroit.

Au lieu de soutenir, au Mozambique et en Angola, une aventure « rhodésienne » tentée mollement par les « petits Blancs » portugais, le gouvernement de M. Vorster s'est abstenu de toute intervention. A la voie « israélienne » de prise de gage, qui aurait signifié la constitution par la force d'états-tampons l'isolant de l'Afrique noire et de ses infiltrations, l'Afrique du Sud a préféré une série de manœuvres visant à stabiliser la région par la négociation et la coopération économique.

C'est que la structure du pouvoir y est dominée par de grands intérêts financiers symbolisés par Harry Openheimer, président de l'Anglo American Company. La politique à long terme des grandes compagnies est d'insérer l'Afrique du Sud dans le continent. Consciente du fait que la République australe a la capacité de devenir le leader économique du continent et d'y conquérir un fabuleux marché, la classe des affaires est prête à consentir de grandes concessions politiques.

M. Vorster préférerait un régime noir autoritaire et conservateur, qui pourrait devenir un partenaire commercial, à l'instar du Malawi du Dr Banda, et ménager à l'Afrique du Sud une voie d'accès sur l'Afrique noire, tout en servant d'alibi international et de protection contre les infiltrations des guérilleros. Mais sa marge de manœuvre est doublement réduite : d'une part par l'opinion de son électorat, des boers ultra-conservateurs et, d'autre part, par les gouvernements noirs et les nationalistes rhodésiens, qui peuvent échapper à son contrôle. Aussi dose-t-il soigneusement ses pressions sur la Rhodésie, tout en exigeant de M. Smith toute une série de mesures de libéralisation qu'il se refuse bien à faire chez lui.

AUX initiatives de l'Afrique du Sud correspondait, au même moment, dans le camp africain, une situation exceptionnellement favorable. Inquiets des divisions étalées au grand jour des trois mouvements de libération, les gouvernements de Zambie, de Tanzanie, du Botswana et du Mozambique les forçaient à s'unir sous la bannière de l'A.N.C. (African National Council), dirigé par l'évêque Muzorewa. Partisan du dialogue, celui-ci répétait alors qu'il y avait une possibilité d'accord sur un compromis négocié « entre la loi de la majorité tout de suite et la loi de la majorité jamais ». Cette volonté affirmée d'éviter les recours aux extrémités et les confrontations sanglantes correspondait à l' « humanisme » de Kenneth Kaunda, enclin par sa philosophie à souhaiter en Rhodésie un régime noir modéré.

Face à une situation économique qui se dégrade avec la chute des prix du cuivre, contraint, aujourd'hui, d'importer d'Europe des produits alimentaires au prix d'une coûteuse hémorragie de devises, le chef de l'Etat zambien a un besoin urgent de rouvrir ses frontières avec la Rhodésie. Outre l'importante assistance technique sud-africaine qu'assurerait la reprise du dialogue avec Pretoria, une solution rapide du problème rhodésien permettrait donc à la Zambie de résoudre les difficultés internes dans lesquelles elle se débat. Mais l'arrivée au pouvoir en Rhodésie d'un régime radical comme celui du ZANU, violemment hostile à la présence blanche, pourrait, par contagion, rouvrir en Zambie les débats clos par l'élimination de Kapwepwe, l'ancien vice-président réputé « tribaliste bembe » et « antiblanc ». Au moins d'accord sur ce point avec l'Afrique du Sud, M. Kenneth Kaunda préférerait au leader du ZANU, le révérend Sithole, celui du ZAPU, M. Joshua Nkomo, ancien syndicaliste, décrit comme un « homme fort et réaliste ». Mais, là encore, la marge de manœuvre du président zambien, de plus en plus menacé, est limitée par le radicalisme croissant des organisations nationalistes du Zimbabwe et la raideur bornée du régime rhodésien.

Dans ce numéro :